

~~SECRET~~

INVARIANCE

de la théorie du prolétariat

- Défendue dans la Ligue des communistes ( Manifeste du Parti Communiste - 1848 ); dans l'A.I.T. ( œuvre du Conseil Général de Londres dirigé par Marx ); lors de la Commune; dans la IIe Internationale; **contre** la dégénérescence et la faillite de celle-ci ( Gauche socialiste en Allemagne, Bolchéviks, Gauche socialiste en Italie - Fraction Abstentionniste).
  
- Qui triomphe en Russie 1917 et internationalement : Moscou 1919 : fondation de la IIIe Internationale; Livourne 1921 : rupture avec la démocratie.
  
- Défendue par la Gauche Communiste contre la dégénérescence de Moscou; contre l'Union Sacrée dans la Résistance au fascisme.
  
- Qui doit être restaurée, ainsi que le Parti Communiste - organe de la classe prolétarienne - en dehors de tout démocratism, carriérisme, individualisme, contre l'immédiatisme et contre tout doute révisionniste sur la doctrine.
  
- Le but d' " Invariance " est la reformation du Parti Communiste.

=====  
La révolution n'est donc pas seulement nécessaire parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de renverser la classe dominante, mais encore parce que la classe qui renverse l'autre ne peut réussir que par une révolution à se débarrasser de tout le vieux fatras et à devenir ainsi capable d'effectuer une nouvelle fondation de la société.

MARX ( Idéologie Allemande.)  
=====

=====  
Peut-être la victoire de la Révolution n'est-elle possible qu'une fois accomplie la contre-révolution.

MARX

( Discours au procès de Cologne - février 1849 )  
=====

PARTI SOCIALISTE ITALIEN

AU COMITE DE MOSCOU DE LA 111° INTERNATIONALE

Notre fraction s'est constituée après le congrès de Bologne du parti socialiste italien (6-10 octobre 1919) mais elle avait commencé auparavant sa propagande grâce au journal IL SOVIET de Naples et en convoquant le 6 juillet 1919 une conférence à Rome au cours de laquelle a été approuvé le programme qui fut ensuite présenté au congrès. Nous envoyons une collection du journal et divers exemplaires du programme et de la motion qui furent ensemble soumis au vote.

Il est bon d'indiquer d'abord que durant toute la période de la guerre il y eut, au sein du parti, un fort mouvement extrémiste qui s'opposa à la politique trop faible du groupe parlementaire, de la confédération générale du travail - parfaitement réformiste - et de la direction du parti bien qu'elle fut, si l'on en juge d'après les décisions des congrès d'avant-guerre, révolutionnaire. Vis-à-vis du problème de la guerre la direction du parti a toujours été divisée en deux courants. Celui de droite avait pour chef Lazzari, auteur de la formule : "ni adhérer à la guerre, ni la saboter". Celui de gauche était dirigé par Serrati directeur de l' "Avanti !" Au cours de toutes les réunions tenues durant la guerre, les deux courants se présentèrent comme solidaires et, tout en faisant des réserves sur le comportement du groupe parlementaire, ne s'opposait pas directement à lui. Des éléments de gauche, étrangers à la direction, luttèrent contre cet équivoque. Ils se proposaient comme but d'éliminer les réformistes du parti afin de lui assurer une attitude plus révolutionnaire.

Le congrès de Rome de 1918, tenu peu avant l'armistice, ne sut même pas rompre avec l'attitude transigeante des députés. La direction, tout en s'adjoignant des éléments de gauche comme Gennari et Bombacci, ne changea pas ses directives de façon substantielle. Elle manqua de fermeté vis-à-vis de certaines manifestations de la droite contraire à l'orientation de la majorité du parti.

Après la guerre tout le parti prit apparemment une orientation "maximaliste" en adhérant à la 111° Internationale. Cependant l'attitude du parti ne fut pas satisfaisante du point de vue communiste. Nous vous prions de voir dans le Soviet les polémiques avec le groupe parlementaire, avec la confédération (à propos de la "constituante professionnelle"), avec la direction, surtout au sujet de la préparation de la grève du 20 au 21 juillet.

Nous autres camarades de toute l'Italie nous nous orientâmes vers l' abstentionnisme électoral que nous avons soutenu au congrès de Bologne. Nous désirons qu'il apparaisse clairement qu'au congrès nous nous sommes séparés de tout le reste du parti non seulement sur la question électorale mais aussi sur celle de la scission du parti.

La fraction "maximaliste partisane des élections", triomphante au congrès, avait elle aussi accepté la thèse de l'incompatibilité de la per-

manence des réformistes dans le parti, mais elle y renonça ensuite pour des considérations purement électorales nonobstant les discours anti-communistes de Turati et Trèves.

La constitution d'un parti purement communiste ne sera pas possible si l'on ne renonce pas à l'action électorale et parlementaire. Voilà une puissante raison qui milite en faveur de l'abstentionnisme.

La démocratie parlementaire assume, dans les pays occidentaux, des formes d'un caractère tel qu'elle constitue l'arme la plus formidable pour dévoyer le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La gauche de notre parti s'est adonné depuis 1910-1911 à la polémique et à la bataille contre la démocratie bourgeoise. L'expérience que nous en avons tirée nous amène à conclure que dans la période révolutionnaire mondiale actuelle tout contact doit être rompu avec le système démocratique.

En Italie, la situation actuelle est celle-ci : le parti fait campagne contre la guerre et les partis interventionnistes, sûr d'en retirer un grand succès électoral; mais puisque le gouvernement actuel est formé par des partis bourgeois qui furent opposés à la guerre en 1915, il s'opère une certaine confluence entre l'action électorale du parti et la politique du gouvernement bourgeois.

Etant donné qu'on a reposé la candidature de tous les ex-députés réformistes, le gouvernement Nitti qui est en bons rapports avec eux, comme cela résulte des derniers débats parlementaires, fera en sorte qu'ils aient la préférence. L'action du parti déjà épuisé par les grands efforts de la campagne électorale actuelle, se perdra ensuite en polémiques au sujet de l'attitude conciliante des députés. Nous aurons, après, la préparation des élections administratives de juillet 1920. Durant plusieurs mois le parti ne fera pas de propagande ni de préparation révolutionnaire. Il est à souhaiter que des événements imprévus ne dépassent et renversent le parti.

Nous accordons une importance à la question de l'action électorale et nous pensons qu'il n'est pas conforme aux principes communistes de laisser prendre individuellement aux partis adhérant à la III<sup>e</sup> Internationale une décision à ce sujet. Le parti communiste international devrait examiner et résoudre un tel problème.

Nous nous proposons de travailler aujourd'hui à la constitution d'un parti vraiment communiste et c'est à cela qu'oeuvre notre fraction au sein du parti socialiste italien. Nous espérons que les premiers événements parlementaires amèneront vers nous beaucoup de camarades de façon à réaliser la scission d'avec les sociaux-démocrates.

64 sections ont voté pour nous au congrès, nous donnant 3.417 voix, tandis que les maximalistes partisans des élections ont vaincu avec 48.000 voix et les réformistes en ont eu 14.000.

Il faut, en Italie, un travail complet de clarification du programme et de la tactique. Nous lui dédierons toutes nos forces. Si on ne parvient pas

à organiser un parti qui s'occupe uniquement de la propagande et de la préparation communiste au sein du prolétariat, la révolution pourra se résoudre en une défaite.

A propos de la tactique et particulièrement en ce qui concerne la constitution de soviets, il nous semble qu'on est en train, même parmi nos amis, de commettre des erreurs. Il y a le péril qu'on limite tout à une modification réformiste des syndicats de métier. On travaille en fait, comme à Turin, à la constitution de comités de fabrique en réunissant tous les commissaires d'une industrie donnée (métallurgie) qui prennent la direction du syndicat professionnel en désignant le comité exécutif.

On reste ainsi en dehors des fonctions politiques des conseils ouvriers auxquels il faudrait préparer le prolétariat, bien que, selon nous, le problème le plus important est celui d'organiser un puissant parti de classe (parti communiste) qui prépare la conquête insurrectionnelle du pouvoir des mains du gouvernement bourgeois.

Nous serions très heureux de connaître votre opinion :

- a). sur l'electoralisme parlementaire et municipal ainsi que sur l'opportunité d'une décision à ce sujet de la part de l'I.C.
- b). sur la scission du parti italien.
- c). sur le problème tactique de la constitution des soviets en régime bourgeois et sur les limites d'une telle action.

Nous vous saluons ainsi que le grand prolétariat russe pionnier du communisme mondial.

LE COMITE CENTRAL

Naples, le 10 novembre 1919.

## PLATE-FORME ET DECLARATION DE PRINCIPES DU " COMMUNIST LABOR PARTY "

adoptées au congrès national de Chicago le 4 septembre 1919.

Le "communist Labor Party" des E.U. d'Amérique se déclare en complet accord avec les partis ouvriers de tous les pays et accepte les principes énoncés par la III<sup>e</sup> Internationale de Moscou.

Comme ces partis, le Communist Labor Party interprète le développement complet du capitalisme en sa forme actuelle en tant que transformation de celui-ci en impérialisme avec la dictature de la classe capitaliste et l'oppression absolue de la classe ouvrière. Avec eux, il reconnaît pleinement le besoin urgent d'un changement immédiat du système social, conscient du fait que le temps des négociations et des compromis est passé et qu'il faut décider maintenant si le pouvoir doit demeurer dans les mains du capitaliste ou doit être pris par la classe travailleuse.

Le Communist Labor Party se propose l'organisation des travailleurs en tant que classe pour le renversement de la domination capitaliste et la conquête du pouvoir politique de la part du prolétariat. Les travailleurs organisés en classe dominante doivent, à travers leur gouvernement, promulguer et mettre en pratique les lois; ils doivent posséder et contrôler la terre, les usines, les mines, les voies de communications et les instituts financiers. " Tout le pouvoir est aux travailleurs ".

Le Communist Labor Party a comme but final le renversement du système de production actuel où les travailleurs sont exploités sans pitié, la création d'une république industrielle dans laquelle l'ensemble des machines servant à la production sera socialisé de façon à garantir aux travailleurs la pleine valeur sociale du produit de leur travail.

Dans ce but, nous invitons les travailleurs à s'unir au Communist Labor Party pour la conquête du pouvoir politique et l'instauration d'un gouvernement adapté à la transformation communiste.

- Adhésion à la troisième internationale.

Le Communist Labor Party déclare que son but d'organiser les travailleurs pour la conquête de l'Etat uniquement pour leur classe peut être réalisé par l'unité, à l'échelle internationale, des groupes nationaux de travailleurs qui n'ont jamais perdu de vue ou trahi la grande lutte de classe contre le capitalisme, pour le communisme.

La grande guerre des puissances capitalistes a jeté les nations du monde dans la lutte finale entre la classe travailleuse et la classe capitaliste. Les organisations révolutionnaires ouvrières ont été catapultées de la période de théorie et de propagande révolutionnaires dans celle de la pratique révolutionnaire. Le succès de l'action révolutionnaire internationale, bien qu'elle doive s'adapter à certaines conditions nationales et bien qu'elle doive être appliquée séparément par les travailleurs de chaque nation, dépend de l'unité d'action de tous les travailleurs du monde, réunis en une grande force révolutionnaire par l'esprit unitaire de solidarité ouvrière internationale.

Nous déclarons donc en principe et en pratique notre accord avec tous les partis et les organisations déjà affiliés à la III<sup>e</sup> Internationale formée à Moscou. Nous leur envoyons nos saluts.

Nous nous engageons à travailler sur les bases et en conformité avec le programme déterminé au I<sup>er</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale et en même temps nous chargeons notre conseil exécutif national de commencer immédiatement les formalités d'affiliation du Communist Labor Party à la III<sup>e</sup> Internationale.

- La situation internationale.

Il y a peu de temps, en Hongrie, le gouvernement des travailleurs fut écrasé par des mercenaires de l'entente déguisés en soldats roumains. Depuis plus d'un an des soldats anglais, français, japonais et italiens combattent dans diverses parties de la Russie dans l'unique but de renverser le gouvernement des ouvriers et des paysans de ce pays. Dans les provinces baltes, les troupes allemandes " ennemies " sont maintenues et payées par les puissances alliées et associées dans le but d'empêcher les petites nations de jouir du droit à l'auto-détermination, grâce à l'instauration de gouvernements communistes. Le bloc des affameurs, qui fut en partie responsable de la chute du gouvernement des soviets en Hongrie, se maintient encore avec la brutalité la plus absolue contre des centaines de millions d'hommes, femmes et enfants en Russie. Et tandis que le conseil suprême de Paris tend en Hongrie son bras protecteur aux voleurs et pillards roumains, il décrète que la Corée, la Chine et l'Inde, l'Irlande, l'Egypte et la Perse soient soumises pour toujours à l'impérialisme allié.

Les E.U., entre temps, pour ne pas être dépassés par leurs associés, préparent par des actes provocateurs une guerre impérialiste de conquête au Mexique et bientôt, ils appelleront la jeunesse prolétarienne de ce pays à verser son sang pour rendre le Mexique " safe for democracy ".

Tout ceci a été fait, ou au moins sanctionné par la Ligue des nations qui, comme on l'a dit, devait être créée pour prévenir d'autres guerres. En réalité, son but est d'abolir les guerres de classes et d'engager le gouvernement capitaliste d'une nation à venir en aide au gouvernement capitaliste d'une autre nation, à peine les travailleurs se sont rebellés. Les gouvernements capitalistes réunis à cette fin à Paris décident, sans façon, que l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie pourront devenir membres de leur ligue dans l'avenir; mais les mêmes gouvernements ne pourront jamais consentir à accepter la Russie des Soviets et la Hongrie comme membres de leur ligue. Tout ceci prouve clairement, et de façon plus convaincante que tous les discours des vieux parleurs hypocrites et dociles, le caractère de classe de la ligue des nations ainsi que de la " conférence de la paix ".

Le Communist Labor Party est convaincu d'être un parti qui repousse la farce qui a été jouée durant presque une année et déclare que ces traités de paix qui ont été ou seront conclus, de même que le soit-disant pacte de la Ligue des nations et le congrès du travail convoqué par les trois grandes puissances ne sont que des actions faites contre les intérêts de l'internationale du prolétariat.

Contre cette alliance impérialiste - cette internationale réactionnaire - il n'y a de la part des travailleurs qu'une chose à faire : la constitution de l'internationale ouvrière liée à l'usage effectif de l'action révolutionnaire prolétarienne, la seule qui transforma les décrets de cette " non-sainte alliance du capitalisme " et de la réaction en des chiffons de papier.

La naissance de la société des nations prévient les travailleurs que la lutte titanesque entre la classe travailleuse et la classe capitaliste ne peut plus être menée dans les limites nationales.

En Amérique, s'aligner avec le communisme signifie prendre partout position contre la société des nations.

Il y a une seule alternative : ou la société des nations ou l'internationale communiste.

Travailleurs d'Amérique, vous devez choisir !

Le " Communist Labor Party " (°)

(°) " Comunismo " . n° 3. Novembre 1919.

---

#### MANIFESTE DU " COMMUNIST PARTY "

adopté à Chicago au premier Congrès national du 03 - 09 - 1919

Le monde se trouve à l'aube d'une ère nouvelle. L'Europe est en révolution. Les masses inquiètes de l'Asie finalement s'éveillent. Le capitalisme est chancelant. Les travailleurs du monde entrevoient une vie nouvelle et acquièrent un nouveau courage. De la nuit de la guerre un jour nouveau est sur le point de naître.

Le spectre du communisme hante le monde capitaliste. Le communisme est l'espérance des travailleurs afin de mettre un terme à la misère et à l'oppression.

Les travailleurs de Russie, après avoir enfoncé le front du capitalisme international et de l'impérialisme et après avoir brisé les chaînes de la terrible guerre, sont en train, au milieu de l'agonie, de la faim, et des agressions capitalistes, de construire un ordre social nouveau.

La guerre de classes fait rage dans toutes les nations. Partout les travailleurs sont en lutte contre leurs patrons capitalistes. C'est l'appel à l'action. Les travailleurs doivent répondre à cet appel.

Le Communist Party of America est le parti de la classe travailleuse. Il se propose de mettre fin au capitalisme et d'organiser une république industrielle des travailleurs. Les travailleurs doivent contrôler l'industrie

et disposer des produits. Le Communist Party est un parti qui, percevant les limites de toutes les organisations ouvrières actuelles, se propose de développer le mouvement révolutionnaire nécessaire à la libération des travailleurs de l'oppression du capitalisme. Le Communist Party soutient que les problèmes des travailleurs américains sont identiques aux problèmes des travailleurs du monde.

### La guerre et le socialisme.

Une lutte gigantesque bouleverse le monde. La guerre est finie, mais la paix n'est pas là. C'est une lutte entre les nations capitalistes du monde et l'internationale prolétarienne soutenue par la Russie des soviets. Les impérialistes du monde cherchent éperdument à créer un front contre la révolution prolétarienne menaçante. Cette lutte internationale est dirigée par la Ligue des nations, pour les capitalistes, par l'Internationale communiste, pour les travailleurs.

La Ligue des nations est en train de diviser le monde tant financièrement que territorialement. Elle est l'ultime tentative du capitalisme pour se sauver. La réactionnaire Ligue des nations est le résultat logique de la guerre impérialiste tandis que la guerre fut le produit du capitalisme.

Le capitalisme opprime les travailleurs et les privent du fruit de leur travail; la différence entre le salaire et le produit constitue le profit des capitalistes. Ces derniers, en même temps qu'ils exploitent les travailleurs, sont en compétition entre eux. Il s'en suit la création de moyens de production nouveaux et plus efficaces conduisant à la concentration de l'industrie et au monopole. Sous ce dernier, il y a une accumulation rapide de capital provoquant une production de surplus qu'il est nécessaire d'exporter. Cette exportation, unie à la lutte pour le monopole des ressources mondiales de matières premières et le contrôle sur des territoires arriérés dans le but d'y investir des capitaux, est la base de l'impérialisme.

L'impérialisme engendre la guerre. Celle-ci étant maintenant finie, les nations victorieuses sont presque exclusivement intéressées aux problèmes économiques, territoriaux, et financiers. A cause de la question de l'hégémonie mondiale, les E.U. furent intéressés de façon vitale à la guerre. D'autre part, leur intérêt direct était en jeu du fait que le capitalisme local s'était assuré une position de suprématie financière.

La guerre fit de la civilisation un carnage. Elle prouva l'incapacité absolue du capitalisme de diriger et de promouvoir le progrès de l'humanité. Le capitalisme s'est liquidé. Cependant le mouvement socialiste lui-même en a fait autant lors de la guerre. Le vieux socialisme modéré accepta et justifia la guerre, agit contre la révolution prolétarienne et s'unit aux gouvernements capitalistes en se mettant contre les travailleurs. A partir de là se développèrent les forces du socialisme révolutionnaire s'exprimant aujourd'hui dans l'internationale communiste.

Le socialisme avait plusieurs fois mis en évidence la menace de guerre et avait appelé les travailleurs à s'unir pour l'affronter. Le Congrès de Bâle de 1912, quand l'Europe était sur le point d'être plongée dans la guerre générale, condamnait la guerre comme impérialiste et non justifiable sous un quelconque prétexte d'intérêt national. Ce Congrès prônait aussi l'usage de la crise liée à la guerre pour stimuler les masses et hâter la chute du capitalisme. La guerre qui vint en 1914 fut la guerre impérialiste qui aurait pu, aussi bien, éclater en 1912. Mais à la déclaration de la guerre, les partis opportunistes, les partis socialistes acceptèrent et justifiaient la guerre de pillage et d'assassinat collectif.

Ce fut une trahison nette du socialisme, l'abandon de la lutte de classe qui est l'essence du socialisme révolutionnaire. Car s'il ne conduit pas la lutte de classe, dès que les conditions révolutionnaires sont réalisées, il devient utopique ou réactionnaire. Le socialisme modéré accepta donc la guerre et l'union des classes en s'alliant au gouvernement capitaliste contre la classe travailleuse. Les partis socialistes acceptèrent la guerre en tant que guerre pour la démocratie - comme si, sous l'impérialisme, la démocratie n'était pas contre-révolutionnaire - et la justifèrent en tant que guerre pour l'indépendance des nations. C'est ainsi que ce n'est pas la lutte de classe prolétarienne, mais le nationalisme, le social-patriotisme et le social-impérialisme qui déterminèrent la politique du socialisme dominant. L'avènement du socialisme fut subordonné à l'impérialisme, à la guerre de pillage et au massacre des travailleurs entre eux dans la lutte pour leur propre classe dominante.

### Socialisme et communisme.

L'écroulement de l'internationale socialiste, lors de la guerre, accompagne le passage du vieux socialisme modéré au socialisme nouveau d'aujourd'hui, celui de l'internationale communiste qui a une pratique et une présupposition révolutionnaires. Le socialisme modéré qui pervertit le socialisme révolutionnaire de la première internationale mit sa foi dans les réformes sociales constructives. Il accepta l'Etat bourgeois comme base de ses activités et le renforça en développant une politique de réconciliation des classes et en affirmant que l'instauration du socialisme était une affaire de toutes les classes, au lieu de revendiquer la politique marxiste pour qui le socialisme est une tâche de la seule classe travailleuse.

Il y eut un double phénomène pour entâmer le principe et la pratique du socialisme : d'un côté, l'organisation des ouvriers spécialisés des unions de métiers qui, grâce à quelques concessions, devinrent une caste privilégiée, de l'autre, la décadence de la classe des petits producteurs étouffés par le progrès implacable de la concentration industrielle. Il vint un moment où, les premiers dans leur ascension continuelle, les seconds dans leur décadence non moins continue, s'unirent afin d'utiliser l'Etat et d'améliorer leurs conditions grâce à son intervention. Ce fut alors que le socialisme dominant dévoila sa politique de compromissions en réclamant des réformes législatives et un socialisme d'Etat.

Le processus était simple : les travailleurs se seraient unis avec la bourgeoisie; le contrôle gouvernemental aurait émancipé la classe travailleuse; le parlementarisme aurait révolutionné le vieil ordre basé sur l'esclavage, la force, l'oppression et la destruction.

Ce fut simple mais désastreux. L'Etat en sa qualité de propriétaire de l'industrie ne libéra pas les travailleurs mais leur imposa un esclavage encore plus dur. L'Etat capitaliste devint plus fort à cause de ses fonctions industrielles; les représentants parlementaires des travailleurs récitèrent la comédie parlementaire tandis que le capitalisme mit au point de nouvelles forces d'oppression et de destruction.

L'impérialisme démontra la vénale futilité de cette politique. Il a, grâce au capitalisme d'Etat, uni les classes non prolétariennes pour les conquêtes internationales de spoliation. Les petits capitalistes, la bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière qui avaient auparavant agi contre la concentration de l'industrie s'entendirent et s'unirent avec l'industrie concentrée du capital financier. Les petits capitalistes acceptèrent la domination de la finance capitaliste puisqu'il leur était accordé de participer aux aventures et aux fabuleux profits de l'impérialisme, dont dépendent l'industrie entière

et le commerce. La bourgeoisie investit sa fortune dans des entreprises monopolistes, et, étant donné que les rentes dépendent du capital financier, ses membres s'assurent des postes de super-intendance tandis que ses techniciens et intellectuels sont envoyés dans des lieux où l'industrie est en voie de développement. Les ouvriers des unions privilégiées ont eu leur emploi assuré et des salaires comparativement hauts, grâce aux profits qui proviennent de l'exploitation sauvage des peuples coloniaux.

Tous ces groupes sociaux non prolétariens acceptent l'impérialisme; leurs idées libérales et progressives deviennent des facteurs pour l'expansion de l'impérialisme dans la mesure où elles servent à fabriquer un déguisement démocratique pour séduire les masses. L'impérialisme réclame l'Etat centralisé capable de regrouper toutes les forces du capital, d'unifier le progrès industriel à travers lequel il contrôle l'industrie, de maintenir la paix sociale et de mobiliser toute la puissance nationale pour les luttes impérialistes. Le capitalisme d'Etat, expression de l'impérialisme, fit naître le socialisme modéré. La politique parlementariste de ce dernier engendra, en guise de socialisme, l'Etat capitaliste, aboutit à soutenir le capitalisme d'Etat, à renforcer l'impérialisme.

Le socialisme modéré progressait tandis que le capitalisme était immergé dans la compétition. Mais à l'avènement du monopole et de l'impérialisme, le socialisme entra dans une nouvelle phase qui réclamait une tactique nouvelle toujours plus agressive. Entre-temps le capitalisme acquérait au sein de l'industrie et de l'Etat une force terrible. La concentration de l'industrie en même temps que la subordination des parlements aux impérialismes avec transfert de leurs fonctions vitales aux organes exécutifs du gouvernement rendit encore plus claire l'impossibilité de la conquête du pouvoir. Le vieil unionisme et le socialisme parlementaire prouvèrent, face aux nouvelles conditions, leur incapacité absolue. Ces conditions permirent en Europe le développement de l'action de masse. L'impérialisme lui-même rendit nécessaire la reconstruction du mouvement socialiste.

Mais malgré les événements, le socialisme modéré ne changea pas. La conséquence en fut le misérable écroulement lors de la guerre et de la révolution prolétarienne.

Au cours de la révolution russe, le prolétariat et les paysans pauvres conquièrent le pouvoir, après que la première révolution eut établi la république démocratique et parlementaire. Ils instaurèrent la dictature du prolétariat. Cette révolution prolétarienne fut accomplie malgré l'opposition du socialisme modéré représenté par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Ces derniers arguaient qu'étant donné que la Russie était un pays économiquement arriéré, la révolution y serait prématurée et la réalisation du socialisme historiquement impossible.

En Allemagne, aussi, le socialisme modéré a agi contre la révolution prolétarienne. Il offrit une république parlementaire capitaliste à la place de la dictature du prolétariat. Il rejeta la république communiste par préférence pour la démocratie bourgeoise. Le socialisme modéré refusa la tâche révolutionnaire.

Il y a un point commun qui caractérise le socialisme modéré des divers pays, c'est la conception de l'Etat. A partir de l'idée que l'Etat parlementaire bourgeois est le lieu par où il est possible d'introduire le socialisme, le socialisme modéré a développé une politique nettement contre-révolutionnaire.

Le communisme rejette cette conception au sujet de l'Etat comme il rejette l'idée de la réconciliation des classes et la conquête parlementaire du capitalisme. Le Communist party, seul, est capable de mobiliser le prolétariat pour la lutte révolutionnaire de masse et conquérir le pouvoir. Le Communist

party est conscient de la nécessité de développer les organes distincts de la puissance politique ouvrière pour briser la résistance du capitalisme et établir la république communiste.

### Le socialisme américain.

Avant l'apparition du Socialist labor party, le socialisme était, aux E.U., un mouvement de protestation indéfinie et isolée. Le Socialist labor party, après avoir éloigné de son sein les éléments anarchistes, se développa en parti, conformément au socialisme révolutionnaire. Le Socialist labor party comprit parfaitement l'importance d'imprimer aux unions un caractère et une conscience socialistes. Ce fut le Socialist labor party qui avec les expériences de la Western federation of miners et l'American labor union, développa la théorie et la pratique de l'unionisme.

La lutte du socialist labor party contre le vicieux unionisme provoqua le départ de ceux qui considéraient que protéger l'American federation of labor était plus important que le socialisme révolutionnaire lui-même. Ces éléments formèrent avec des radicaux bourgeois et agrariens le Socialist party. Celui-ci était un parti du socialisme modéré. Sa politique consistait à vouloir la prise de possession de l'industrie de la part du gouvernement et non la conquête du pouvoir de la part du prolétariat. Le Socialist party soutenait que la bourgeoisie et les petits capitalistes étaient nécessaires à la lutte socialiste contre le capitalisme en affirmant en substance : le socialisme est une lutte de tout le peuple contre les trusts; on faisant dépendre ainsi la réalisation du socialisme de l'unité de tout le peuple. En bref, la politique officielle du Socialist Party était d'atteindre le socialisme par les moyens de la démocratie capitaliste.

Le Socialist party développa une activité purement théorique, d'une valeur réelle, mais resta isolé des masses. Il atteignit un nombre considérable de membres mais en grande partie petits-bourgeois. Le parti s'éloigna toujours plus de la pratique et de la théorie révolutionnaire; les masses prolétariennes à l'intérieur de celui-ci n'attendaient qu'une occasion pour le pousser vers une politique révolutionnaire.

Sous l'impulsion de ses membres prolétariens, le socialist party adopta une position combattive contre la guerre; mais les permanents la sabotèrent. La politique officielle du parti pendant la guerre fut celle du pacifisme libéral. La bureaucratie du parti s'unit avec le People's Council qui faisait la propagande pour la paix selon le plan de Wilson. Dans le programme électoral de 1918, le parti acceptait les 14 points de ce dernier comme ils avaient été adoptés par la jusqu'aboutiste " Interallied labor and socialist Conference ". La guerre et la révolution russe accusèrent l'antagonisme entre la politique du parti et le tempérament prolétarien révolutionnaire des masses. Il s'en suivit la révolte. Le Socialist Party fut anéanti. Le Communist Party est le résultat de cette révolte et de l'appel de l'Internationale communiste.

### Les problèmes du Communist Party.

Les E.U. sont maintenant une puissance mondiale. Ils créent un gouvernement centralisé et autocratique. Ils acquièrent des réserves militaires et financières pour des agressions et des guerres de conquêtes. L'impérialisme domine la politique nationale.

La guerre a renforcé le capitalisme américain au lieu de l'affaiblir comme il l'a fait pour l'Europe. Mais l'écroulement du capitalisme dans les autres pays se répercutera sur les événements d'Amérique. Le capitalisme amé-

ricain développe une campagne de terrorisme montrant par là qu'il est incompetent en ce qui concerne le problème de la reconstruction qui s'impose à la société. Le problème capitaliste de la reconstruction a pour but simple de développer d'autres forces pour l'agression et le pillage des marchés du monde. C'est pourquoi si ce n'est pas le moment de la révolution opérante, c'est cependant le moment de luttes grossières de révolution.

Des grèves éclatent et convergent vers l'action révolutionnaire; l'aspiration à la dictature du prolétariat y est apparente. Les ouvriers grévistes, comme à Seattle et à Winnipeg, tentent de remplacer les directions de l'industrie et du gouvernement. Une phase mineure du mécontentement prolétarien apparaît dans l'organisation du Labor Party parmi les organisés dans les unions de métiers, un parti qui représente leur effort pour conserver ce qu'ils défendent en tant que classe privilégiée. Un Labor Party n'est pas l'instrument de la lutte ouvrière, agressive. Il ne peut pas briser la puissance des capitalistes et mettre fin au système du profit, de l'oppression et de la misère, du moment qu'il reconnaît la propriété et les " droits du capital ". La fonction d'un Labor party est en général la fonction réactionnaire du Socialist Party, c'est-à-dire : coopération avec la bourgeoisie progressive et le capitalisme réformiste sur la base de l'Etat capitaliste parlementaire. Le labourisme est si dangereux pour le prolétariat que le socialisme modéré, petit-bourgeois, tous les deux étant l'expression d'une politique et d'une tendance sociale identiques. Il ne peut y avoir de compromis avec le labourisme ou avec le socialisme réactionnaire.

On observe dans le même temps une tendance plus vitale, celle qui pousse les travailleurs à commencer des grèves de masse, qui sont une révolte contre la bureaucratie des unions et des capitalistes. Le Communist party cherchera d'élargir et d'approfondir ces grèves en les rendant générales et belliqueuses en arrivant ainsi à la grève politique générale. Notre parti acceptera comme base générale de sa tactique la lutte en masse du prolétariat en se mettant directement à la tête de cette lutte, en mettant en valeur sa nature révolutionnaire.

#### L'action politique.

La lutte de classe du prolétariat est essentiellement une lutte politique. Elle l'est dans le sens que son objectif est politique : le renversement de l'organisation politique dont dépend l'exploitation capitaliste et l'introduction d'une organisation étatique prolétarienne. L'objectif est la conquête du pouvoir de l'Etat de la part du prolétariat. Le communisme se propose non de capturer, simplement, l'Etat bourgeois parlementaire, mais de le capturer pour le détruire. Tant que l'Etat bourgeois prédomine la classe capitaliste peut éluder la volonté du prolétariat.

Dans les pays où le développement historique en a fourni l'opportunité, la classe travailleuse a utilisé le régime de la démocratie politique pour la création de ses organisations, en opposition au capitalisme. Dans tous les pays où les conditions pour une révolution ouvrière ne sont pas encore mûres, le même processus devra avoir lieu. L'utilisation du parlement, cependant, est d'une importance seulement secondaire.

De toute façon, dans ce processus, l'ouvrier ne doit jamais perdre de vue le vrai caractère de la démocratie bourgeoise. Si l'oligarchie financière considère opportun, pour atteindre son but, de voiler ses actes de violence derrière les votes du parlement, elle aura alors à sa disposition toutes les traditions et les connaissances des siècles précédents de domination sur la classe travailleuse; tout cela multiplié par les merveilleuses techniques capitalistes : mensonges, démagogie, persécution, calomnie, corruption. Réclamer

que le prolétariat soit content et cède aux règles artificielles, inventées et non observées par son ennemi mortel, revient à réduire à une chansonnette la lutte prolétarienne pour la conquête du pouvoir; une lutte qui dépend en premier lieu du développement des organes distincts de la puissance prolétarienne.

Le parlementarisme du Communist party rend service pour mobiliser le prolétariat contre le capitalisme en soutenant le caractère politique de la lutte de classe.

La conquête du pouvoir s'effectue grâce à la force de la masse du prolétariat. Les grèves politiques de masse sont un facteur vital pour renforcer la puissance des masses étant donné qu'elles préparent la classe travailleuse pour l'assaut au capitalisme. La puissance du prolétariat réside fondamentalement dans son contrôle du processus industriel. Utiliser ce contrôle contre le capitalisme signifie commencer cette action révolutionnaire de masse qui conquerra le pouvoir.

#### Unionisme et action de masse.

Le vieil Unionisme était basé sur les divisions professionnelles de la petite industrie. Les unions étaient formées, avant tout, de travailleurs spécialisés dont la formation était en elle-même une forme de propriété. Ces unions n'étaient pas des organes de la lutte de classe active. Aujourd'hui, l'unionisme dominant est un pilier du capitalisme car il s'intègre dans l'impérialisme et accepte le capitalisme d'Etat.

La concentration de l'industrie et la progression de la mécanisation exproprièrent une grande partie des ouvriers spécialisés en leur faisant perdre le bénéfice de leur formation. Mais les unions maintinrent tout de même l'idéologie du contrat. L'unionisme se mélange avec l'Etat bourgeois en acceptant le capitalisme impérialiste d'Etat pour sauvegarder ses privilèges contre la masse des ouvriers non spécialisés.

La concentration de l'industrie produit le prolétariat, les servants de la machine. Ce prolétariat constitue la base granitique de la lutte de classe. Avec la perte du privilège de leur formation et avec celle de la division des métiers, les vieilles petites grèves isolées, deviennent inutiles pour les travailleurs. Ces faits de la concentration industrielle engendrent l'idée de l'unionisme industriel parmi les travailleurs organisés et l'action de masse parmi les inorganisés.

L'action de masse est la réponse prolétarienne aux données de l'industrie moderne et aux formes qu'elle impose à la lutte de classe du prolétariat. L'action de masse se développe en tant qu'activité spontanée parmi les ouvriers inorganisés. Sa forme initiale consiste dans les grèves de masse des non-spécialisés. Dans ces grèves, de grandes masses de travailleurs se trouvent unies sous l'impulsion de la lutte et mettent en pratique une nouvelle tactique et une nouvelle idéologie.

L'action de masse est économique à son origine, mais en prenant des formes plus achevées, elle acquiert un caractère politique. L'action de masse sous forme de grève politique et de démonstration du prolétariat unit les énergies et les forces du prolétariat en exerçant sur l'Etat une pression plus grande que ne le fait l'action parlementaire. Plus l'action de masse est générale et consciente, plus l'antagonisme contre l'état bourgeois s'accroît, plus elle devient action politique. L'action de masse correspond à la vitalité de la forme agressive de la lutte prolétarienne sous l'impérialisme. De

cette lutte, naît l'action de masse, le moyen pour le prolétariat de conquérir le pouvoir. Le concept de l'action de masse a peu de choses en commun avec le syndicalisme. Celui-ci fut sous la forme de son action de masse, une protestation contre la vanité du parlementarisme. Mais, en tactique et en théorie, l'anarcho-syndicalisme diverge du marxisme. Il n'accorde pas d'importance à la nécessité d'un Etat prolétarien durant la période de transition du capitalisme au communisme qui implique, parallèlement, la disparition de toute forme d'Etat. Le syndicalisme fait de la révolution prolétarienne non une conquête de l'Etat mais une expropriation directe de l'industrie.

L'unionisme non plus ne peut pas conquérir le pouvoir. Dans les conditions du capitalisme, il est impossible d'organiser toute la classe travailleuse dans les unions industrielles. Il faut, par l'intermédiaire de l'action de masse révolutionnaire, rassembler les travailleurs organisés et inorganisés. En outre, les unions industrielles ne construisent pas les formes de l'administration communiste industrielle (économique). C'est seulement après la prise du pouvoir qu'elles peuvent servir comme point de départ dans la reconstruction communiste de la société. Mais l'idée que la majorité de la classe travailleuse puisse être consciemment organisée dans les unions industrielles et, par là, construire, en période capitaliste, les formes de la société communiste, est touteaussi utopique que l'idée de l'accession graduelle au socialisme du socialisme modéré.

#### La dictature du prolétariat.

La révolution prolétarienne éclate au moment de la crise du régime capitaliste et détermine l'écroulement du vieil ordre social. Sous l'impulsion de la crise, le prolétariat agit en vue de la prise du pouvoir au travers de l'action de masse. En s'unifiant l'action de masse mobilise les forces du prolétariat organisé et inorganisé, en agissant également contre l'Etat bourgeois et les organisations conservatrices de la classe travailleuse. Les grèves de protestation se transforment d'abord en grèves générales politiques et par là en action révolutionnaire de masse pour la prise du pouvoir. L'action de masse devient politique dans son but, extraparlamentaire dans sa forme. Elle est en même temps procès conduisant à la révolution et révolution.

L'Etat est un organe de coercition. L'Etat bourgeois parlementaire est l'organe de la bourgeoisie pour la coercition du prolétariat. Le gouvernement parlementaire est l'expression de la suprématie bourgeoise, la forme d'autorité du capitaliste sur le travailleur.

La démocratie bourgeoise, aidée de la presse, de l'université, de l'armée et de la police, organise la dictature du capital. La démocratie bourgeoise est historiquement nécessaire, d'un côté pour briser la puissance du féodalisme, pour maintenir sous le joug le prolétariat, de l'autre. C'est précisément cette démocratie qui sert d'instrument, aux mains de l'impérialisme, une fois que la classe bourgeoise - protagoniste traditionnel de la démocratie - accepte l'impérialisme. La révolution prolétarienne détruit la démocratie bourgeoise pour mettre fin à la division en classes de la société, à la domination de classe et instaurer le gouvernement des travailleurs. Pour cela, il est nécessaire que le prolétariat organise son propre Etat afin de dominer et supprimer la bourgeoisie. Cela veut dire : dictature du prolétariat, reconstruction communiste de la société pour laquelle seul, en tant que classe, le prolétariat compte.

Tandis que le prolétariat accomplit la tâche négative de l'anéantissement du vieil ordre social, il exécute aussi la tâche de construire le nouveau. A côté du gouvernement de la dictature du prolétariat, un nouveau gouvernement se développe. Il n'est plus un gouvernement au sens ancien du terme puisqu'il fonctionne en vue du maniement de la production. A partir du

contrôle ouvrier sur l'industrie, introduit par la dictature du prolétariat, se développe la structure complète du socialisme communiste : l'autogouvernement des producteurs organisés de façon communiste. Quand cette structure est réalisée - ce qui implique l'expropriation totale, politique et économique, de la bourgeoisie - la dictature du prolétariat se termine, faisant place à l'ordre social communiste.

L'internationale communiste.

L'internationale communiste, née directement de la révolution prolétarienne, est l'organe du prolétariat révolutionnaire, tout comme la Ligue des nations est l'organe à la fois de l'agression et de la résistance de l'impérialisme dominant.

L'internationale communiste présente un socialisme en accord complet avec le caractère révolutionnaire de la lutte de classe. Elle unit toutes les forces révolutionnaires conscientes et combat aussi bien l'impérialisme que le socialisme modéré. Chacun des deux a dévoilé son incapacité totale à résoudre les problèmes des travailleurs. L'internationale communiste appelle le prolétariat conscient à s'unir pour la lutte finale contre le capitalisme.

Il ne s'agit pas de révolution immédiate. L'oeuvre révolutionnaire peut durer des années, des dizaines d'années. L'internationale communiste présente un programme avec un but immédiat et un but final.

Les travailleurs doivent se préparer pour la révolution prolétarienne et la reconstruction de la société sur des bases communistes.

L'internationale appelle aux armes !

Travailleurs du monde, unissez-vous!

Le Communist Party (°)

H. CORTER.

## LA VICTOIRE DU MARXISME.

Le prolétariat se trouve à un tournant de son histoire, dans une période de transition définitive. L'époque de l'évolution, du développement relativement pacifique, est terminée; l'époque de la révolution, de la substitution du capitalisme par le communisme, est arrivée.

On distingue trois stades dans le développement du prolétariat industriel.

Durant le premier, le socialisme apparaît comme une utopie.

Au cours du second, le socialisme passe de l'utopie à la science.

Dans le troisième, en lequel nous vivons actuellement, il évolue de la science à la réalité. Il commence l'action.

Marx fut le créateur du second stade, qui passe de l'utopie à la science.

A cette époque, Marx et sa doctrine rencontrèrent une violente opposition de trois côtés : de la bourgeoisie, des anarchistes, des opportunistes ( ré- visionnistes et conformistes ).

La bourgeoisie contesta surtout la concentration du capital, l'appauvrissement des travailleurs, la lutte de classes, et le matérialisme historique.

Les opportunistes combattaient avant tout la théorie marxiste de la révolution violente. Ils la remplaçaient par une théorie de l'évolution progressive du capitalisme au socialisme.

Les trois groupes d'adversaires de Marx ont rempli de leurs écrits des bibliothèques entières. Mais maintenant, en 1917-18-19, les thèses de tous ces adversaires ont été réfutées par les faits, par l'histoire, et par les actes des hommes eux-mêmes. Les bibliothèques n'ont plus qu'une signification historique. La guerre mondiale et la révolution russe et allemande, la révolution mondiale, ont montré d'une façon décisive la vérité de toutes les théories de K. Marx.

La concentration du capital - déjà considérable avant la guerre - a augmenté démesurément à cause de celb-ci. Le trust, le monopole, le capital bancaire dominant le monde entier. Les gouvernements impérialistes ne sont que des fantoches aux mains du capital concentré. Des millions de prolétaires ont été abattus, il y a eu des millions d'orphelins et de veuves, des millions de chômeurs. L'appauvrissement est non seulement social, mais physiologique et biologique.

Qu'il y ait une lutte de classe, ceci est indiscutable maintenant qu'une partie du prolétariat a triomphé et a écrasé la bourgeoisie. Et comme preuve décisive du matérialisme historique : la révolution pour la destruction du capitalisme et l'instauration du socialisme a découlé du conflit entre les forces productives capitalistes et les rapports de production et de propriété capitalistes.

Dans la révolution russe, l'Etat est apparu d'une manière évidente, dans les mains du prolétariat, le moyen nécessaire pour la destruction du capitalisme

La centralisation des forces économiques et politiques dans les mains du prolétariat centralisé s'est montré le seul moyen d'édifier le communisme.

La révolution violente, et non l'évolution violente s'est manifestée en Russie, ainsi qu'en Allemagne et en Hongrie, comme étant le seul moyen de réprimer et de soumettre la bourgeoisie et d'anéantir le capitalisme.

Toutes ces questions n'ont plus. Elles sont toutes résolues dans la réalité. L'enseignement de Marx a vaincu théoriquement les opportunistes, les anarchistes et la bourgeoisie.

En rapport avec la politique qu'ils prennent en face du marxisme triomphant, aucun des partis qui voulaient conduire la classe travailleuse au communisme, n'a atteint ce but. Les tendances anarchistes, pseudo-marxistes (Kautsky et consorts) ont tout autant fait faillite que les tendances social-démocrates. Leurs adeptes sont devenus des traîtres du socialisme et n'ont pas trouvé le chemin qui conduit à celui-ci.

La guerre mondiale et la révolution qu'elle a engendrée ont montré d'une manière évidente qu'il n'y a qu'une tendance dans le mouvement ouvrier qui conduise réellement les travailleurs au communisme.

Seule l'extrême gauche des partis sociaux-démocrates, les fractions marxistes, le parti de Lénine en Russie, de Bela Kun en Hongrie, de Rosa Luxembourg et de K. Liebknecht en Allemagne ont trouvé le bon et unique chemin.

La tendance qui a toujours eu pour but la destruction du capitalisme par la violence, qui, à l'époque de l'évolution, du développement pacifiques, faisait usage de la lutte politique et l'action parlementaire pour la propagande révolutionnaire et pour l'organisation du prolétariat; celle qui maintenant fait usage de la force de l'Etat pour la révolution. La même tendance qui a trouvé aussi le moyen de briser l'Etat capitaliste et de le transformer en Etat socialiste, ainsi que le moyen par lequel on construit le communisme : les conseils ouvriers, qui renferment en eux-mêmes toutes les forces politiques et économiques; la tendance qui a enfin découvert ce que la classe ignorait jusqu'à maintenant et l'a établi pour toujours : l'organisation par laquelle le prolétariat peut vaincre et remplacer le capitalisme. (°)

Sylvia PANKHURST.

Pensée et Action communistes dans la III<sup>e</sup> Internationale.

La situation en Angleterre. Parlement et action directe.

La situation en Angleterre est curieuse. Il y a le Labour-Party tout à fait contre-révolutionnaire et lent dans ses mouvements du fait que son Comité Exécutif a de grands pouvoirs et est élu annuellement, les nominations étant proposées des mois à l'avance.

De plus, les partis socialistes ont pour méthode de présenter des candidats au parlement en tant que candidats du travail.

La situation est plus ou moins celle-ci : aucun candidat ne peut être élu s'il n'est pas appuyé et choisi par le Labour Party ou par un des vieux partis capitalistes. Un candidat du travail doit signer le programme du Labour Party qui est réformiste. Il y a naturellement au parlement une certaine discipline de parti et tous les membres du groupe labouriste sont, par définition, anti-révolutionnaires, excepté Maclean qui, bien qu'il n'ait rien fait de notable et ne se soit pas, au parlement, déclaré révolutionnaire, a néanmoins défendu les bolcheviks russes et travaillerait probablement avec un parti qui aurait une attitude décidée.

La force de l'organisation du Labour Party et sa composition générale de même que l'organisation de tout le système politique britannique conduisent à attribuer une grande importance aux expériences d'action parlementaire qui se développent partout.

En même temps, il y a en Angleterre un mouvement révolutionnaire croissant dans l'industrie et qui est entièrement hostile au parlementarisme. Dans ce mouvement, il n'apparaît pas une personnalité apte à le diriger, peut-être qu'il y a de telles personnalités mais qui n'ont pas la possibilité de développer leurs qualités propres. Que ce soit comme on voudra, il y a des centaines de bons agitateurs et ils sont dans les rangs de la classe travailleuse. Ce mouvement possède réellement un haut niveau "d'intelligence" et étant un mouvement réellement composé d'ouvriers des industries les plus importantes, il est de la plus grande importance pour le développement révolutionnaire. Il manque certainement aujourd'hui de cohésion à l'échelle nationale. Il est divisé entre le mouvement des conseils de travailleurs, le parti socialiste du travail, la fédération des ouvriers socialistes, la société socialiste du sud du pays de Galles, quelques sections du parti socialiste britannique, quelques groupes indépendants locaux et diverses vieilles organisations industrielles ( fédérations et unions industrielles ). Nous nous efforçons de fondre les quatre sections politiques : S.L.P.; V.S.F.; R.S.P.; S.V.S. ( de la seconde à la cinquième des organisations indiquées plus haut ) lesquelles en travaillant en harmonie avec le mouvement des conseils ouvriers et les sections les plus avancées des vieilles organisations économiques constitueraient une force considérable.

Le plus grand obstacle actuel à la fusion est que le B.S.P. et une partie du S.L.P. tiennent à la politique de présenter des candidats au parlement et que les sections industrielles les plus avancées sont hostiles à une telle politique et ne veulent pas adhérer à un parti qui la pratiqueraient même si

la fédération des ouvriers socialistes, la société socialiste du sud du pays de Galles et les antiparlementaires du parti socialiste du travail donnaient leur accord et leur appui sur ce point.

Maintenant au congrès des Trade-unions et dans les conférences du Labour party - de même qu'au sein du mouvement syndical lui-même - la question qui passionne la masse, la question qui cause un trouble intense et produit crises sur crises c'est celle de l'action directe contre l'action parlementaire. En parlant clairement les partisans de l'action directe sont pour les soviets, les parlementaires pour les réformes.

J'ai exagéré en écrivant cela, mais je n'exagère pas en déclarant qu'il existe deux directions vers lesquelles tendent les deux groupes. Des hommes comme Smilline demeurent à moitié chemin entre les deux politiques. Ils pensent, pour citer deux questions d'actualité, pouvoir utiliser soit l'action directe soit l'action parlementaire; utiliser la grève générale pour contraindre le gouvernement à nationaliser les industries et arrêter l'intervention en Russie. Ils pensent qu'ils peuvent faire cela sans faire éclater la révolution. Clynes et Henderson - contrerévolutionnaires et réformistes - voyent plus clairement la situation et disent que le gouvernement prendra, contre ces pressions des travailleurs, des mesures telles qu'elles précipiteront la révolution.

Après que les partisans de l'action directe et que les parlementaristes réformistes eurent pris leurs positions logiques, les sections intermédiaires inclinèrent soit vers l'un ou l'autre groupe. Le fait qui retardera le mouvement révolutionnaire est que, tandis que les parlementaristes réformistes prennent franchement leurs positions, ceux qui exposent les positions officielles du camp de l'action directe ne sont pas révolutionnaires : S.C. Smillie en est un exemple typique. Les orateurs aptes à briller dans les conférences font défaut dans le camp de la révolution, de plus les forces de cette dernière sont éparpillées. Cependant, la perspective essentielle de l'idéal révolutionnaire en détermine la progression.

Petit à petit les révolutionnaires commencent à fixer leur position et à dissiper les incertitudes de leur pensée. Ce qui retarde ce développement et la fusion dont j'ai parlé, c'est la croyance que les communistes russes, respectés parce qu'ils ont réalisé leur but, croyaient que la lutte parlementaire était essentielle jusqu'à la formation des soviets. Qu'est-ce qui a manqué ? Que les révolutionnaires aient acquis une sûreté qui les rendissent aptes à commencer une vigoureuse action et à augmenter leur force. Il faut du courage pour se tailler un chemin à travers les obstacles. Il ne faut pas parler mais agir. Le sentiment que tel est le mouvement même qui ouvre la nouvelle voie révolutionnaire sera d'une grande aide.

La situation parlementaire devient toujours plus mesquine; le gouvernement prend de plus en plus de pouvoir. Cela stimule les masses à comprendre que le parlement doit être remplacé par les soviets quand la situation sera mûre. Il convient que je retourne à ma constatation que dans le vieux mouvement labouriste officiel la question de l'action directe est celle qui passionne le plus. Elle ne peut pas prendre d'ampleur parce qu'aucun parti ne l'a officiellement adoptée. C'est quelque chose qui embarrasse les fractions qui existent dans le mouvement socialiste.

Le parti socialiste britannique est timide, il ne veut pas adopter l'idée des conseils ouvriers, qui révolutionnerait la situation dans l'industrie, par crainte que cela ne porte atteinte à son prestige devant les sections des Trades-Unions opposées à lui. Il ne veut pas exprimer une opinion sur les divisions qui scindent le mouvement industriel en sections antagonistes. Il ne veut pas exprimer une opinion sur l'action directe en disant que ce problème concerne l'organisation industrielle.

Le parti socialiste du travail a une forte section parlementaire mais va, je crois, se convaincant qu'il est inutile de poursuivre le but de la conquête de la majorité parlementaire ( qui a été jusqu'à présent l'idéal unique du parti socialiste britannique ) tandis que les hommes du parti socialiste du travail ont été réellement des pionniers actifs de l'action directe dans les conseils ouvriers et dans le mouvement.

La société socialiste du sud du pays de Galles a fait un excellent travail, mais elle est encline à limiter sa vision mineure. La fédération socialiste des travailleurs est la plus jeune des quatre organisations et naquit de la société luttant pour le suffrage féminin et bien que sa propagande ait eu une influence considérable, sa force numérique actuelle n'est pas très grande.

Il peut se faire que nous ayons à former un nouveau parti communiste et à abandonner l'idée de la fusion. Ceci sera décidé le mois prochain. La proposition actuelle est que les quatre organisations s'unissent sur les bases essentielles suivantes :

" Dictature du prolétariat - Troisième Internationale - Soviets. "

Après trois mois les partis unis délibéreront sur la question du Labour Party et sur celle de l'action parlementaire. Le parti socialiste britannique ayant les plus grandes forces numériques peut accepter la fusion convaincu qu'il pourra prévaloir au cours de la délibération. Comment se déroulera le vote dans les autres organisations ? Je ne le sais pas. Notre propre vote n'est pas encore terminé.

Mon opinion est que le mouvement pour l'action directe, qui va s'accroissant, est le seul mouvement révolutionnaire, même s'il n'expose pas clairement ses objectifs finaux. Il faut dire que beaucoup de ses éléments sont des communistes conscients. Ce parti fait appel aux masses avec le cri suivant : " Laissez-nous contrôler le développement de nos industries et de nos intérêts; supprimez le patron et donnez-nous, directement et non par l'intermédiaire de personnes représentatives, ce qu'il nous faut, à nous travailleurs, pour notre propre force ". Selon mon opinion, les communistes devraient s'unir avec ce mouvement et essayer de le faire devenir complètement communiste, de lui faire prendre, dans le plus bref délai, une orientation révolutionnaire.

La situation présente révèle que le gouvernement britannique sent et s'attend à l'approche d'une période révolutionnaire, beaucoup plus que les masses du mouvement ouvrier. Les nouvelles améliorations dans l'instruction militaire de la police, l'augmentation de son nombre, le durcissement de la discipline et la préparation de cette police à des actions politiques, le démontrent. Une autre preuve nous est fournie par la circulaire secrète aux officiers de l'armée où il leur est demandé s'ils seraient disposés à se battre contre les révolutionnaires - en agissant comme une garde noire et quel effet aurait sur eux les idées labouristes, etc...

La grève récente des cheminots fut imposée par le gouvernement qui tentait de diminuer les salaires tandis que le coût de la vie augmentait. Le gouvernement utilisa, pour faire conduire les automobiles des volontaires de la garde noire. Il se servit de Hyde Park comme d'un centre de transports. Ce fut, selon moi, un avant goût de ce que fera le gouvernement quand sera engagé par les travailleurs une lutte pour un objectif plus sérieux que celui de la grève récente.

Toutes nos énergies doivent être consacrées au développement du mouvement révolutionnaire et à apprendre, pour cela, comment nous devons nous préparer pour conquérir les moyens de production, pour faire en sorte que la masse en prenne le contrôle, pour apprendre à nous maintenir à travers les crises du monde du travail en en prenant la direction. Le gaspillage de nos énergies

dans les luttes parlementaires me semble consister à vouloir préférer les petites choses aux grandes.

Le parti du travail parlementaire met tous ses efforts à tenir en retrait les manifestations prolétariennes parce qu'il aspire aux votes des classes moyennes lors des prochaines élections.

Nous verrons prochainement un grand développement. La question est celle-ci : serons-nous capables de saisir l'occasion ? Les communistes ont-ils parmi eux les éléments capables de faire accélérer le pas ?

J'espère qu'il en sera ainsi. Je suis certaine qu'une très grande propagande avec une vaste diffusion de notre littérature nous aidera à rapprocher la victoire. Naturellement, il est essentiel pour nous que nous puissions acquérir la claire conscience de notre programme. (°)

(°) - " il Soviet " -20 - 09 - 1919.

Cf. page 49 la note du " Soviet " précédant l'article.

---

#### LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale qui a son siège à Moscou et à la tête duquel se trouve le camarade Zinoviev accomplit une oeuvre considérable pour la coordination du mouvement communiste dans tous les pays.

Du bureau de Moscou dépendent d'autres bureaux qui fonctionnent régulièrement, tels celui de Berlin pour l'Europe centrale et celui de Vienne pour l'Europe du Sud et orientale.

Jusqu'à maintenant, il n'a pas été possible d'en instituer un pour l'Europe occidentale, à cause surtout de l'inexpérience des camarades de France, Italie, Belgique, Angleterre, Espagne et Portugal, pays où il y a trop de démocratie pour que les socialistes aient pu assimiler les méthodes du travail " illégal ".

Une tentative notable est celle d'Amsterdam dont notre journal a donné des nouvelles fragmentaires et que nous tenterons de coordonner en puisant à des sources diverses.

Vers la fin de 1919, le camarade hollandais Rutgers retourna de Moscou avec la charge de constituer ce bureau ou " sous-bureau " d'Amsterdam pour le travail de la III<sup>e</sup> internationale en Europe occidentale et en Amérique.

Il ne faut pas oublier qu'il y a en Hollande un très bon parti communiste opposé au parti social-démocrate de Troelstra. Il s'appelle ainsi depuis environ dix ans; un des leaders en est le remarquable théoricien du marxisme, le camarade A. Pannekoek.

Le comité exécutif d'Amsterdam est composé de J. Winjkoop, Henriette Roland-Holst, J. Rutgers. Il publie un bulletin en trois langues dont nous connaissons, pour le moment, le numéro 1 - février 1920. Le bureau a eu un petit conflit de compétence avec le secrétariat pour l'Europe de l'ouest annexé au bureau de Berlin; mais on est arrivé à une solution provisoire, dans l'attente d'une conférence communiste internationale désormais proche. Le bureau d'Amsterdam se propose de se charger de l'édition pour l'Europe occidentale de l'organe mensuel de la troisième internationale qui paraît actuellement à Moscou : " L'Internationale Communiste ".

Le 3 février eut lieu à Amsterdam la première conférence avec les délégués d'Angleterre, Amérique, Allemagne ( opposition ), Hollande et Belgique. L'intervention de la police qui arrêta certains délégués fit que la conférence se réduisit à des colloques privés et dut se dissoudre.

Nous connaissons, grâce à la publication du bulletin sus-indiqué, les thèses que le bureau avait l'intention de proposer à la conférence au sujet de l'unification des groupes communistes, de la socialisation, du parlementarisme, des syndicats, ainsi qu'un appel aux travailleurs d'Europe et d'Amérique contre l'intervention en Russie. Le lecteur peut consulter ce matériel dans le numéro 13 de " Comunismo " (1) qui le publia comme résultat des discussions de la conférence. Celle-ci, en réalité, comme l'indique le texte d'un accord stipulé entre le bureau d'Amsterdam et le secrétariat de Berlin, n'a donné lieu qu'à des résolutions provisoires dont la valeur est seulement d'indiquer " la tendance de l'évolution de la pensée communiste dans les pays anglo-saxons". Elles serviront comme matériel pour la prochaine conférence internationale. Une résolution très importante est celle sur l'unité du mouvement communiste dont nous publions le texte approuvé à la conférence, en le traduisant du numéro 8 de " Le Phare " :

" 1 - Les sociaux patriotes et les opportunistes, particulièrement quand ils se rapprochent de la tendance de " gauche " constituent les ennemis les plus dangereux de la révolution prolétarienne.

2 - L'association ou la coopération avec des éléments corrompus et contre-révolutionnaires entrave sérieusement le développement du mouvement communiste conscient. Une scission rigoureuse entre les communistes et les sociaux-patriotes est absolument nécessaire.

3 - Tolérer, dans un but d'unité, des éléments opportunistes ou sociaux-patriotes dans le parti communiste est une violation de la vraie unité révolutionnaire qui consiste moins dans l'acceptation formelle des principes généraux que dans l'accord sur l'action fondamentale.

---

(1) - Ces thèses furent publiées dans le numéro 1 du Bulletin du Bureau Provisoire d'Amsterdam et de l'Internationale communiste. Une partie en fut traduite dans " Kommunismus " du 27-03-1920, page 338 et du 03-04-1920, pages 384-390. Il en est fait mention dans l'" Ordine Nuovo " numéro 43 - 1920 ( la troisième internationale à Amsterdam ).

Nous publions dans ce même numéro la traduction des thèses sur le parlementarisme.

4 - Il est nécessaire que les groupes communistes qui se trouvent encore dans les vieux partis réformistes et opportunistes ( même ayant rompu avec la seconde internationale ) rompent leurs relations compromettantes et s'unissent au parti communiste ou forment, si c'est nécessaire, un parti communiste.

5 - L'unité dépend des conditions locales, mais elle ne doit pas vivre seulement grâce à une acceptation formelle de la théorie communiste; elle doit être, dans la pratique révolutionnaire, la force sans compromis qui découle de cette théorie. En général, les considérations fondamentales pour établir l'unité sont :

- a) La lutte de classe prolétarienne sans compromis; aucun compromis avec la bourgeoisie, avec les partis social-patriote, avec les partis adhérant à la II<sup>e</sup> Internationale et avec les agents du capitalisme dans le mouvement ouvrier.
- b) Action de masse du prolétariat comme moyen de conquête du pouvoir; le parti étant la force consciente et dirigeante dans le développement de cette action.
- c) La dictature du prolétariat ( en répudiant la dictature bourgeoise ).
- d) Le système des soviets comme forme nécessaire de la démocratie prolétarienne. "

Ce n'est pas le cas - dans une note informative - de faire suivre ces thèses de longs commentaires. Nous pensons que l'unité doit être de principe et d'action. Nous constatons encore une fois que le P.S.I. ( Parti Socialiste Italien ) n'est pas en règle avec la III<sup>e</sup> Internationale.

Retournons à l'activité du bureau d'Amsterdam. Il a créé un centre d'Archives du mouvement communiste et prolétarien. Il l'a annoncé dans une circulaire que l'on peut lire dans le numéro II de " Guerra di classe " et a lancé un appel au prolétariat anglais, français et belge pour la solidarité avec les révolutionnaires communistes allemands ainsi qu'un appel en faveur de la paix avec la Russie en proposant, dans ce but, la grève générale internationale pour le 1er Mai 1920. (°)

---

(°) " Il Soviet " 25-04-1920.

---

Note de la page 20.

A Bologne, nous avons eu une intéressante conversation avec l'intelligente et très active camarade S. Pankhurst de la fédération des ouvriers communistes et de la rédaction du " Workers Dreadnought ". Elle parla aussi, comme on sait, au congrès en exposant ses positions anti-parlementaires. Nous lui avons donné des informations complètes sur notre mouvement abstentionniste dont l'orientation coïncide avec celle de notre camarade. Dans l'article qui suit, elle expose très clairement quelle est la situation du mouvement socialiste et communiste en Angleterre.

Comme on sait, l'activité prolétarienne anglaise se développe surtout dans les organisations économiques. Il y aurait des difficultés pour la formation du parti politique vers lequel tendent les camarades qui suivent les mêmes directives que Pankhurst. L'idée d'une activité politique qui ne soit pas celle parlementaire, mais révolutionnaire de classe, n'est pas évidente. Là où notre camarade parlait d'"action politique" en opposition à "action directe" nous avons volontairement traduit par "action parlementaire", étant donné que nous avons pu comprendre que la pensée de Pankhurst était proche de la notre et qu'il s'agissait d'un usage traditionnel de certains termes.

S.Pankhurst a finalement observé qu'on ne concevrait pas un maximalisme électoral en Angleterre. Nous souhaitons que celui-ci ait aussi une vie brève en Italie.

## LES TENDANCES DE LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE

L' "Avanti!" du 16 courant reporte brièvement une délibération du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à Moscou. Il est facile d'en comprendre l'importance, même au travers des inconvenances du texte de la notice qui l'accompagne.

Après avoir débattu de quelques points controversés sur la tactique des communistes, le Comité de Moscou a conclu: il prend position à ce propos en annulant le mandat du Bureau constitué il y a quelques mois à Amsterdam pour l'Europe occidentale et l'Amérique, en invoquant le motif qu'un tel Bureau défend sur toutes les questions un point de vue contraire à celui du Comité.

Certes, le critère fondamental de la centralisation de l'action révolutionnaire autorise l'organe central de l'Internationale à se faire l'interprète — dans l'intervalle entre les congrès internationaux ordinaires —, de l'orientation qui doit prévaloir dans l'action. Bien qu'il ait chargé Zinoviev, Radek et Boukharine de préparer les thèses qui contiennent son point de vue sur ces questions controversées, le Comité Exécutif lui-même s'en remet, quand à une décision définitive, au prochain Congrès international communiste; celui-ci, véritablement, s'annonce d'une importance extraordinaire.

0

o o

Il est toutefois intéressant de bien éclaircir — dans la mesure au moins où c'est possible sur la base des informations et communications dont nous disposons — les termes de la controverse, aussi parce qu'il est prévisible que la délibération de Moscou sera exploitée pour justifier l'électoratisme douteux et possibiliste que pratique le Parti socialiste italien, sous le couvert des soviets.

Les problèmes qui déterminèrent l'intervention des camarades de Moscou reflètent en substance la position des tendances d'opposition du mouvement communiste d'Allemagne.

C'est à ces dernières qu'il faut se référer pour saisir la résolution de Moscou. Selon elle, il ne faut ni renoncer à utiliser l'arme parlementaire, ni renoncer à conquérir ces organismes économiques (aujourd'hui aux mains des sociaux-démocrates) aux directives communistes.

Justement, la situation des tendances allemandes a posé sur le même plan ces deux problèmes de nature et d'importance si diverses.

Nous renvoyons ici à notre article publié dans le n° 11 du "Soviet" intitulé "Le Parti Communiste Allemand".

Sur la même question, voir un article d'un camarade de l'opposition allemande, publié dans le Bulletin d'Amsterdam et reproduit dans le n° 43 d'"Ordine Nuovo", ainsi qu'un article de Boris Souvarine dans le n° 1, année II du même journal. En outre, l'"Avanti!" du numéro cité plus haut annonçait que l'opposition allemande s'était constituée en Parti Communiste Ouvrier, indépendant du Parti Communiste, lequel aurait expulsé la minorité à sa Conférence de Heidelberg de 1919.

Nous résumons le point de vue des deux tendances, plus exactement des deux partis, non sans avoir averti que les tendances du mouvement allemand sont, en réalité, de beaucoup plus nombreuses et qu'il est extrêmement difficile de les définir exactement pour qui n'est pas à l'intérieur du mouvement lui-même.

L'opposition avance contre la Direction du Parti des accusations d'incertitude et de faiblesse qui ne sont, en réalité, pas injustifiées. Dans les derniers numéros, nous avons traité de l'attitude des communistes à l'occasion de la récente tentative militariste. Nous avons aussi reproduit les critiques sévères de Bela Kun sur les procédés de la Direction vis-à-vis des Indépendants. L'accusation de connivence avec les Indépendants lancée par l'opposition, commence donc à se présenter plausible. Il en est ainsi de l'accusation concernant le manque d'élan révolutionnaire, mais pour autant, pour de telles accusations, il s'agit d'élever beaucoup de réserves, car il existe toujours des simplistes impatientes qui, possédant de la révolution un concept très limité, protestent continuellement de ce que les dirigeants retardent. Mais dans ce cas, il paraît indiscutable que la Direction du K.P.D. ne fut pas à la hauteur des événements.

Mais quand nous passons à l'examen du programme et des directives, nous devons alors conclure que le reproche d'hétérodoxie syndicaliste fait à l'opposition est fondé.

Celle-ci, en réalité, s'éloigne des saines conceptions marxistes et se range à une méthode utopiste et petite-bourgeoise.

Le parti politique — déclare l'opposition — ne détient pas une importance prépondérante dans la lutte révolutionnaire. Celle-ci doit se dérouler dans les limites économiques, sans une direction centralisée.

Contre les vieux syndicats tombés aux mains des opportunistes, il s'agit de faire surgir de nouvelles organisations basées sur les conseils d'usine. Il suffira que les ouvriers agissent dans ce nouveau type d'organisation pour rendre leur action communiste et révolutionnaire.

L'abstentionnisme électoral d'une telle tendance découle de l'importance qu'elle dénie à l'action politique et de parti, en général, et dérive de la négation du parti politique comme instrument fondamental de la lutte révolutionnaire et de la dictature prolétarienne: cet abstentionnisme se relie à une critique syndicaliste pour laquelle l'action devrait être centralisée sur le terrain économique et à une critique libertaire qui se réduit à la traditionnelle erreur des "chefs".

Nous ne répéterons pas nos critiques à ces conceptions; car elles sont à peu près celles de l'"Ordine Nuovo" de Turin.

Que ces concepts constituent une dégénérescence petite bourgeoise du marxisme, le fait qu'ils aient donné naissance au fameux "bolchévisme national" des Laufenberg et Wolfheim, le prouve encore. On présume ainsi une alliance entre le prolétariat révolutionnaire et la

bourgeoisie militariste ... pour une guerre sainte contre l'Entente. Cette conception étrange est à ce point pathologique qu'elle ne mérite pas pour aujourd'hui de plus ample critique.

Il est vrai que cette idée absurde du "bolchévisme national" a contre elle (dans l'opposition elle-même) un important courant.

Dans l'article rappelé, nous n'avions pas dit que nous adhérons aux thèses de la Direction du Parti Communiste Allemand, dans lesquelles toutes ces déviations étaient opportunément condamnées, d'accord avec elle pour réaffirmer le caractère politique de la révolution communiste, l'importance du rôle du parti de classe, la nécessité de rejeter tout syndicalisme et tout fédéralisme. Nous restions en désaccord sur la question parlementaire.

Notre abstentionnisme — pour le redire — découle précisément de la grande importance que nous attribuons à la fonction politique qui, dans la période historique actuelle, incombe aux partis communistes: conquête insurrectionnelle du pouvoir politique, instauration de la dictature du prolétariat et du système soviétique.

Puisque le plus grand obstacle à cette lutte sont les traditions et les partis politiques de la démocratie bourgeoise, et leurs rejets qui par le socialisme type "III<sup>e</sup> Internationale" en attèlent les masses ouvrières, nous affirmons qu'il est indispensable de rompre toute attache entre le mouvement révolutionnaire et les organes représentatifs bourgeois: isolement de la charogne en putréfaction de la démocratie parlementaire.

o

o o

Quel est donc le sens de l'énonciation du Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale?

Avec raison, elle réproouve le critère du boycottage des syndicats actuels pour faire surgir de nouveaux organismes économiques.

De par sa nature, le syndicat économique est toujours un organisme prolétarien, il peut et doit être pénétré par la propagande communiste dans le sens (fort bien orienté) de la note circulaire de Zinoviev sur l'action des communistes dans les syndicats.

On comprend que, dans quelques cas, le processus de corruption des dirigeants réformistes soit de telle importance et de telle dimension qu'il rende nécessaire d'abandonner à lui-même un organe pourri.

Mais ériger comme méthode révolutionnaire la construction ex-novo d'autres organes économiques, tels les syndicats d'industrie, les conseils de fabrique (Turin), les shop-stewards (Angleterre) en affirmant avoir ainsi résolu le problème de la conduite du prolétariat au communisme, ce sont des erreurs qui rappellent celles des syndicalistes (subsistant dans des organes qui veulent adhérer à Moscou, tels les I.W.W. -Industrial Workers of the World- des Etats-Unis, la Confédération du Travail Espagnole, l'Union Syndicale Italienne). Elles furent condamnées à Moscou, pour redonner la fonction révolutionnaire à l'action politique du parti "marxiste, fort, centralisé", comme le dit Lénine; pour rappeler que la révolution prolétarienne, dans sa

phase aigüe est, avant d'être un processus de transformation économique, une lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie et le prolétariat qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme de l'Etat dont les conditions sont l'existence des Conseils ouvriers comme organes politiques de la classe, et la prépondérance du parti communiste en leur sein.

En second lieu, le Comité de Moscou a condamné l'abstentionnisme électoral. Ici doit intervenir une distinction clarificatrice. L'abstentionnisme qui dérive de ces conceptions erronées, (rien d'autre qu'un apolitisme destiné à revenir dans les bras de son jumeau: l'apolitisme labouriste et réformiste) s'appuie sur des bases fausses.

Mais l'abstentionnisme soutenu du véritable terrain marxiste que nous défendons, ainsi que le font d'autres courants de l'Internationale, n'a rien à voir avec celui qui précède. Il réclame droit de cité, bien plus: d'orthodoxie dans l'Internationale Communiste; il sera soutenu au Congrès international, éventuellement contre les thèses du Comité de Moscou par les arguments amplement illustrés dans notre journal et sur d'autres publications communistes de l'étranger.

Le Comité Central de notre fraction a eu mandat à Florence de resserrer davantage les liens entre les courants, les journaux, les militants de ces tendances; il se met au travail dans ce sens.

En ce qui concerne ensuite le désaveu du Bureau d'Amsterdam, confié à des camarades de valeur et dont l'activité nous a souvent retenu l'attention, nous ne pouvons pas nous hasarder ici à donner un jugement. Il ne nous semble pas exact que les opinions d'un tel Bureau et de la Conférence contredisent totalement celles de Moscou. Leurs thèses le démontrent. (Voir "Comunismo" n° 12 et "Ordine Nuovo" n° 43).

Les thèses sur le syndicalisme se contredisent quelque peu (peut-être le résultat d'une collaboration précipitée), mais les points 12 et suivants s'accordent bien sur la condamnation du néo-syndicalisme.

Sur un point précis, Amsterdam a tranché dans un sens inacceptable l'admission des Conseils d'usine au sein de l'Internationale. Il est évident que l'Internationale est un organe politique et ne peut comprendre que des partis politiques. Les organismes économiques pourront constituer l'Internationale Syndicale déjà en formation, adhérente et subordonnée à celle politique.

Mais nous ne voudrions pas qu'Amsterdam fût désavoué pour son attitude correcte, combative et intransigeante contre les opportunistes, les indépendants et les reconstructeurs. Nous ne croyons pas que Moscou abandonne ses positions de féroce critique aux renégats du type Kautsky. Mais nous ne traiterons d'un point aussi délicat qu'avec de meilleurs éléments.

o

o o

Une dernière considération. Il se pourrait bien que l'on opposât la décision de Moscou et les thèses qui en découlent à la position de notre tendance, en général contraire à toute utilisation de la démocratie bourgeoise; mais elles ne peuvent en aucun cas être invoquées pour justifier le maximalisme électoraliste italien, boiteux doctrinalement et pratiquement équivoque jusqu'au collaborationnisme à la

Nitti (1).

Comme nous l'avons beaucoup de fois exposé, l'électorisme italien n'est pas pratiqué par les communistes, mais par les communistes (du moins de nom) et les sociaux-démocrates réunis. C'est pour cela qu'il est pire que le parlementarisme semblable, mais ouvertement réformiste et légalitaire de ceux-là qui, dans d'autres pays, se trouvent totalement en dehors et contre l'Internationale de Moscou; et qui condamnent l'action révolutionnaire et la dictature du prolétariat.

La pénétration électorale dans le parlement et les communes s'opère ici avec la démagogie extrémiste, mais au caractère et au contenu non pas de négation révolutionnaire, mais plutôt de routine réformiste.

Au P.S.I., on n'est pas en règle avec Moscou. Qu'on chasse les difamateurs de la Russie des Soviets et les spéculateurs du bolchévisme national! Et alors seulement on aura le droit de débattre des grandes questions de principe et de tactique du communisme.

C'est sur un tel terrain que notre courant, réduit mais résolu, veut se placer, même en abandonnant le parti, afin de pouvoir aussi dire son point de vue décidé sur les problèmes vitaux du communisme international.

Il Soviet, 23 mai 1920.

(1) Voir "Il Soviet" du 6.7.1919: "Les socialistes et le ministère Nitti" et du 20.7.1919: "Nitti, les socialistes et la grève".

LA SITUATION EN ALLEMAGNE ET LE MOUVEMENT  
COMMUNISTE

Berlin, le 28.6.1920

La grande Allemagne vit d'une vie anormale. Après la terrible guerre dans laquelle elle a gaspillé d'incommensurables énergies, elle se trouve aujourd'hui à son déclin sous la poigne de fer du vainqueur qui en exporte les matières premières, le matériel ferroviaire et des tonnes d'or. Elle est pantelante et manifeste des symptômes pathologiques jusque dans la grande capitale et dans l'ampleur du mouvement incessant qui l'agite.

J'apprends de camarades qui ont étudié et qui étudient attentivement la situation que la crise économique y est à son comble. Les industries, petit à petit, ferment leurs portes; la production agricole est insuffisante, quoique la récolte suffise aux besoins du pays.

Le prolétariat se sent mal, il rugit sourdement.

La situation politique, dans le cadre actuel où se présente l'Europe, est plus menaçante encore. La politique de l'Entente a réussi à constituer entre le bolchévisme et l'Europe bourgeoise la chaîne des Etats tampons, entre autres et tout particulièrement la Pologne. La même politique a jeté la Pologne contre la Russie des Soviets et aujourd'hui les armées contrerévolutionnaires se replient devant la terrible contre offensive des rouges. En dépit de tous ses efforts, l'Entente ne pourra pas sauver la Pologne; ni par la manière forte réclamée par la France, ni en manoeuvrant, comme le fait l'Angleterre. Même si cette dernière voulait adopter la force contre la Russie, elle ne le pourrait pas: la situation en Irlande, en Egypte, aux Indes, les événements impressionnants de l'Asie mineure la paralysent désormais.

Sans doute d'ici quelques semaines l'Etat tampon ne sera plus. Les troupes des Soviets entreront à Varsovie: plus encore, elles y trouveront une nouvelle République Soviétique, car en Pologne aussi la situation sociale et politique est tendue à l'excès; les masses y sont prêtes à l'insurrection.

Si l'Entente ne peut éviter tout cela, et on ne voit pas avec quels moyens elle pourrait le faire, l'Allemagne deviendra le pays qui devra faire la barrière entre le soviétisme et l'Europe capitaliste.

La politique de l'Entente pèsera encore davantage sur l'Allemagne, pour la contraindre à sa nouvelle fonction. La bourgeoisie allemande ne trouvera aucune combinaison pour gouverner, immobilisée qu'elle est dans les chaînes du vainqueur.

La crise économique et sociale s'approfondira, et les masses ne pourront pas rester indifférentes. Le putsch de Kapp se réitérera à une bien plus grande échelle quand l'Entente imposera à Berlin un gouvernement d'extrême droite. Cette fois, le prolétariat sera engagé à relever le défi pour une lutte définitive.

Face à cette perspective, quelle est la préparation sociale et politique de la classe ouvrière allemande? Malheureusement, la réponse à cette question ne peut pas ne pas recéler un arrière-goût de pessimisme.

Une grande partie des masses travailleuses se trouve encore sous l'influence du Parti Social-Démocrate qui détient dans les mains la bureaucratie qui dirige les syndicats traditionnels. Il est inutile de rappeler aux lecteurs italiens la nature et le rôle du Parti de Noske, des Scheidemann et des Ebert. Le mot d'ordre de ce parti est: travailler pour sauver la Patrie allemande. Il est même contre les grèves économiques, il désire la collaboration ouverte avec la bourgeoisie sur la base de la famine du prolétariat et de sa prostration sous l'exploitation capitaliste.

Les travailleurs des mines sont un indice de cette situation, un signe au sens matériel du terme. Ce ne sont plus que squelettes ambulants. Un tel prolétariat ne perdra-t-il pas jusqu'à la force de brandir les armes libératrices?

Nous avons donc l'U.S.P.D., le Parti Socialiste Indépendant, rayonnant de sa récente et bruyante victoire électorale. C'est un parti aux effectifs très nombreux et solidement organisé; en outre, on entend souvent faire l'éloge de son évolution à gauche. Tout le monde sait qu'il est sorti de la II<sup>e</sup> Internationale et qu'il projette d'entrer "peut-être que oui, peut-être que non" dans la troisième. On sait qu'il se divise en plusieurs courants et que si la droite flirte avec Scheidemann, la gauche s'appuie sur les communistes.

Mais l'idée que les camarades peuvent s'être faite de ce parti, à partir de ce que l' "Avanti!" a publié à diverses occasions, est injustifiée.

Le Parti indépendant est le parti de l'indécision, de la confusion théorique, de l'incapacité et de la nonchalance. La gauche a obtenu de la droite l'approbation d'un programme qui, s'il est encore du côté de la théorie et des principes, un genre d'avorton, parle parfois en communiste. Mais la droite a facilement imposé à la gauche ses directives tactiques et le leader de la gauche, Daümig, tant de fois encensé comme le chef de la révolution allemande, est lui-même un "opportuniste" qui a abandonné toutes les positions face à l'influence des Crispian et des Hilferding.

La contradiction entre les paroles et les faits que l'on rencontre à l'U.S.P.D. rappelle souvent la situation du Parti Socialiste Italien, dans son ensemble.

J'ai assisté à une discussion entre communistes et indépendants. Un camarade communiste avait parlé de la situation allemande et des tâches du prolétariat révolutionnaire; beaucoup d'indépendants lui ont répondu. Un d'entre eux a seulement affirmé que l'U.S.P.D. était un parti révolutionnaire, comme le parti communiste, mais sans être en mesure d'étayer son affirmation.

Tous les autres ont expliqué les raisonnements des réformistes de tous les temps: le prolétariat est inconscient, le prolétariat est réactionnaire, le prolétariat n'est pas mûr. Ceux-ci sont pour la dictature du prolétariat, pour les Soviets, pour la III<sup>e</sup> Internationale, mais leur révolution ne réitérera pas les méthodes "russes": la terreur, la suppression de la presse bourgeoise et toutes ces choses de gens mal élevés.

Le système des Soviets, enfin, pourrait se préparer pour l'heure à sourdre à côté des institutions démocratiques; enfin capable, après

un certain apprentissage, d'agir de lui-même.

Voilà les Indépendants allemands. Naturellement, on me l'a assuré, on ne dit rien de ces choses aux meetings électoraux, on y profère plutôt des apostrophes révolutionnaires. La chose ne me sembla pas nouvelle.

0

o o

Malheureusement, le seul argument valable pour la défense des Indépendants est de nature spécieuse: il consiste à dire que les communistes n'en font pas beaucoup plus ni mieux quant à la préparation révolutionnaire. Mais quand même cela s'avérerait-il parfaitement exact, ça ne pourrait en rien servir de sauf-conduit à toute la marchandise avariée recouverte du drapeau indépendant!

Comme vous le savez les communistes sont divisés. Il y a le K.P.D. (Parti Communiste Allemand) et il y a maintenant le K.A.P.D. (Parti Communiste Ouvrier Allemand). Que divise les deux partis? Je l'ai demandé aux camarades de l'un et de l'autre.

Il est tout d'abord utile de retracer l'histoire de la scission. Après la faillite de l'insurrection de janvier 1919, après la mort des deux grands chefs Liebknecht et Luxemburg, deux questions furent soulevées dans le Parti Communiste. L'une concernait les syndicats de métiers dominés par le réformisme et la bureaucratie social-démocrate et l'opportunité de continuer à y travailler ou de les boycotter afin de constituer de nouveaux organismes; l'autre question concernait la participation aux élections.

La direction du parti était pour la participation, aussi bien aux syndicats qu'aux élections. Un Congrès fut fixé, qui eut lieu à Heidelberg et qui approuva le programme de la direction. L'opposition souleva cependant de nouvelles objections quant à la régularité du Congrès et demanda la convocation d'un autre, après une large discussion des deux questions par les organisations locales du parti.

La direction fixa au contraire le second Congrès pour octobre 1919, mais avec le critère étrange d'en exclure tous les représentants qui n'avaient pas, sur les deux problèmes du parlementarisme et des syndicats de métier, un mandat conforme à ses directives.

Le Congrès se constitua donc seulement de ceux-là qui pensaient comme la direction. Y prirent part beaucoup de fonctionnaires en tant que délégués du parti; l'opposition fut déclarée expulsée du parti.

Les camarades du K.A.P.D. m'ont affirmé, et en cela je retiens qu'ils n'ont pas tort, que leur intention n'était pas de constituer un nouveau parti, mais qu'ils furent chassés avec un procédé invouable, tandis que, régulièrement convoqué, le Congrès leur aurait donné la majorité.

En Avril 1920, ayant vu que toute tentative pour obtenir satisfaction était inutile, les camarades du K.A.P.D. tinrent le Congrès constitutif du Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands.

Ce parti est moins nombreux que le K.P.D., mais il prédomine à Berlin, Hambourg, et semble jouir des sympathies des masses ouvrières industrielles.

Outre les deux questions entrevues, deux autres principales positions divisent le Parti Communiste: celle de la centralisation de l'action (le K.A.P.D. est pour le fédéralisme) et les accusations de faiblesse et d'incertitude à la direction du K.P.D.

Il y a la question du fameux bolchévisme national. Ses leaders, Laufenberg et Wolfheim de Hambourg ont lancé un manifeste dont le mot d'ordre est: alliance même avec les bourgeois pour la guerre à l'Entente et lutte contre Versailles. Ils disent ceci: puisque les russes utilisent Brussilof, nous pouvons nous servir des militaristes allemands. Ils ne notent pas la différence énorme des situations, car les prolétaires russes sont au pouvoir et Brussilov n'est qu'un technicien de la guerre, pas une classe ou un parti.

Les leaders du K.A.P.D. m'ont cependant assuré que les deux camarades de Hambourg, ainsi que leurs rares adeptes, s'ils étaient encore formellement au parti, avaient pourtant été désavoués et en seront éloignés rapidement.

Au sujet de l'attitude du K.P.D. et de son peu d'activité, les accusations des camarades expulsés ne sont peut-être pas sans fondement. La gauche du K.P.D. elle-même les partage.

Pendant le putsch de Kapp la politique du parti se trouve trop en dessous de la situation, elle donna la preuve que la direction avait perdu le contact avec les masses et qu'elle ne savait pas leur donner un clair mot d'ordre révolutionnaire. Les polémiques à ce sujet sont très vives. En réalité, les conditions allemandes ne permettent pas au parti communiste d'agir librement pour conquérir l'audience du prolétariat. Le fait d'avoir participé aux élections n'a pas pu améliorer grandement la situation. Le parti a aujourd'hui deux députés au Reichstag: Paul Lévi et Clara Zetkin. Paul Lévi est le leader intellectuel du parti, c'est pourtant un homme de droite: les lecteurs du "Soviet" connaissent sa malheureuse thèse sur la loyale opposition (1) à un éventuel gouvernement "socialiste". (Voir le n°11).

Le K.A.P.D. soutient la constitution des Conseils d'usine, mais la confusion existe dans ses thèses. Le K.A.P.D. boycotte les conseils d'usine légaux qui existent en Allemagne, qui suivent généralement les Indépendants.

Le parti travaille (en dehors d'eux comme en dehors des syndicats) à former des conseils d'usine illégaux, reliés à une "Organisation des Conseils d'usine", une union ouvrière révolutionnaire illégale qui n'est plus, à mon avis, un organe économique de par le fait même que tout ouvrier ne peut y accéder, ni encore un parti politique. Cela ne se concilie pas avec l'affirmation que les conseils d'usine conduisent le prolétariat tout entier sur la vraie voie révolutionnaire.

Si je devais exprimer une opinion sur le K.A.P.D., j'aurais peu à changer de ce que j'en écrivais plus longuement dans ces colonnes dans les n° 8 et 13. Il y a du syndicalisme. Ce sont les thèses théoriques de la direction combattue par le K.A.P.D. qui se trouvent sur la bonne base marxiste.

L'abstentionnisme du K.A.P.D., comme je le disais, est différent de l'abstentionnisme de notre fraction, et tout en avalisant des constatations et des arguments analogues, il s'appuie en partie sur des bases différentes, dans la mesure où le K.A.P.D. déprécie l'action politique

(1) En français dans le texte.

et de parti en général.

Mais, en grande partie, un meilleur esprit de décision révolutionnaire et une plus grande activité dans les masses, animent le nouveau parti. Ses adeptes sont ces ouvriers qui supportent mal depuis quelques temps la faiblesse du vieux parti communiste et sa conversion au parlementarisme qui le rapproche des Indépendants, lesquels se prévalent de sa tactique pour se mettre en valeur aux yeux du prolétariat allemand et de l'Internationale.

Il ne faut pas cacher que même au K.P.D., il y a des abstentionnistes, particulièrement chez les jeunes.

La jeunesse communiste est sur le point de se diviser elle aussi en deux camps entre les partisans des deux partis.

Certainement, la crise n'est pas de peu d'importance. Sa solution ne s'entrevoit pas. Le Congrès International Communiste pourra-t-il la donner?

Cependant les événements se précipitent. Peut-être réveilleront-ils les travailleurs et les communistes? Le prolétariat allemand qui eut pour chef des géants de la pensée tels Marx, Engels, W. Liebknecht, Mehring, et des apôtres du sacrifice comme Karl et Rosa ne pourra rester en deçà de la lutte pour lever le drapeau du communisme au coeur de l'Europe, en deçà de la lutte sans doute décisive entre les deux grands adversaires: le capitalisme mondial et les phalanges de rebelles qu'il suscite de toutes parts.

Il Soviet, 11 juillet 1920

#### ECLAIRCISSEMENT.

Ma lettre de Berlin publiée dans le Soviet du 11 juillet dernier, n° 18 m'a valu, à Moscou, quelques remontrances du camarade Paul Lévi.

J'avais écrit de lui: "Les lecteurs du "Soviet" connaissent sa malheureuse thèse sur la LOYALE OPPOSITION à un éventuel gouvernement "socialiste"."

Aujourd'hui c'est un fait que le 21 mars, date de la déclaration de la direction du K.P.D. à laquelle je me référerai, le camarade Lévi était en prison, ayant été arrêté par des contre-révolutionnaires au début du putsch de Kapp.

Il m'écrivit une lettre de prison reportée dans le n°12 de l'"Internationale Communiste" exprimant ses désaccords au sujet de la première déclaration du parti contre la grève générale.

Une fois clarifiée l'équivoque, que je regrette, qui dépendit de l'impossibilité de parler à Berlin avec Lévi et Thalheimer, je dois remarquer que le point de vue de Lévi après son emprisonnement (comme dans une réunion de délégués d'usines dont parle la "Freiheit" du 28 mars, en fonction de ce qu'affirme Thalheimer dans un article de la revue "Die Internationale") était encore toujours d'encourager, même au travers de tractations, la formation d'un gouvernement indépendant et social-démocrate, étant donné que la dictature du prolétariat n'était pas encore réalisable.

LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION MONDIALE

ET LA TACTIQUE DU COMMUNISME (\*)

" Mais la théorie devient aussi une force matérielle dès qu'elle saisit les masses. La théorie saisit les masses... dès qu'elle devient radicale. "

L. ARX.

Deux forces, prenant leur source l'une de l'autre, l'une spiriruelle et l'autre matérielle, provoquent le renversement du capitalisme au communisme. L'évolution matérielle de l'économie crée la connaissance, et celle-ci produit la volonté de la révolution. Des tendances évolutives générales du capitalisme est née la science marxiste qui constitue la théorie du parti socialiste d'abord, communiste ensuite, et qui confère au mouvement révolutionnaire une intense force spirituelle unitaire. Alors que cette théorie pénètre avec lenteur une partie du prolétariat, l'expérience personnelle développée dans les masses la reconnaissance pratique du caractère insoutenable du capitalisme. La guerre mondiale et la rapide débâcle économique créent maintenant la nécessité objective de la révolution avant même que les masses aient compris spirituellement le communisme; et de cette contradiction

(\*) Cet article qui a été écrit depuis quelques temps déjà est incontestablement une contribution précieuse à l'analyse et à la critique de la tactique communiste, bien qu'il soit en contradiction avec les directives du Comité Exécutif de Moscou. Conformément à la tâche que s'est fixée notre revue - être un point de rencontre pour la discussion des problèmes de l'Internationale communiste - nous le publions à l'occasion de la session du second Congrès de l'Internationale. Indiquons de plus que cet article paraîtra prochainement en brochure séparée. (N.d.R. Kommunismus.)

naissent les contrastes, les hésitations, les reculades, qui font de la révolution un processus long et tourmenté. Mais même si la théorie prend maintenant un nouvel élan et saisit les masses en un temps accéléré, ce n'est pas au point d'aller de pair avec l'accroissement gigantesque et subit des tâches pratiques.

Pour l'Europe occidentale, le développement de la révolution est principalement déterminé par deux forces motrices : la débâcle de l'économie capitaliste et l'exemple de la Russie des Soviets. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici les raisons pour lesquelles, en Russie, le prolétariat put vaincre avec une relative rapidité et facilité : la faiblesse de la bourgeoisie, l'alliance avec les paysans; l'explosion de la révolution au cours de la guerre. L'exemple d'un Etat, dans lequel le peuple travailleur est au pouvoir, a éliminé le capitalisme, et est occupé à édifier le communisme, devait exercer une lourde influence sur le prolétariat du monde entier. Naturellement, cet exemple n'aurait pas été suffisant à lui seul pour réveiller dans les autres pays les travailleurs de la révolution prolétarienne. L'esprit humain est mû fondamentalement sous l'influence de son ambiance matérielle; si, par conséquent, le capitalisme indigène avait conservé sa forme ancienne, les nouvelles de la lointaine Russie n'auraient rien pu contre lui. " Pleines d'émerveillement et de vénération, mais aussi de terreurs petites-bourgeoises, sans courage de se sauver elles-mêmes, la Russie et l'humanité " : c'est ainsi que Rutgers trouva les masses à son retour en Europe occidentale. Lorsque la guerre s'acheva, on espérait par-dessus tout en une reprise immédiate de l'économie, tandis que la presse du mensonge dépeignait la Russie comme le lieu du chaos et de la barbarie; à cause de cela les masses répugnaient à suivre cet exemple. Mais depuis lors, au contraire, le chaos s'est emparé des pays de civilisation ancienne, tandis que l'ordre nouveau montre en Russie sa force croissante. Désormais, chez nous aussi, les masses entraînent en mouvement.

La débâcle économique est la principale force motrice de la révolution. L'Allemagne et l'Autriche sont déjà tout à fait anéanties économiquement et paupérisées; l'Italie et la France se trouvent dans une décadence soutenue, l'Angleterre est secouée violemment, et il est douteux que les tentatives vigoureuses de reconstruction de son gouvernement puissent éviter la ruine, et, en Amérique, apparaissent déjà les premiers symptômes menaçants de crise. Et surtout - à peu près dans le même ordre - les masses commencent à s'agiter; par de grandes grèves, qui ébranlent encore plus l'économie, elles se défendent contre l'appauvrissement; ces luttes se développent petit à petit jusqu'à devenir une lutte consciente et révolutionnaire. Et les masses, sans être communistes, s'engagent toujours plus sur la voie qui leur est indiquée par le communisme. Car la nécessité pratique les y pousse.

Avec cette nécessité et avec cette tendance des esprits, produite par elle de façon concordante, croît, dans ces pays, l'avant-garde communiste, qui reconnaît clairement les buts, et se rallie à la troisième internationale. Le symptôme et la preuve de ce révolutionnarisme grandissant est la profonde séparation spirituelle et organisationnelle du communisme de la social-démocratie. Dans les pays d'Europe centrale, immédiatement plongés dans une crise économique aiguë par le traité de Versailles,

et où, pour sauver l'Etat bourgeois, un gouvernement social-démocrate était nécessaire, cette séparation est achevée depuis longtemps. La crise est si irrémédiable et profonde que la masse des travailleurs sociaux-démocrates radicaux (Parti social-démocrate indépendant), bien que demeurant encore fidèle dans une grande mesure aux anciennes méthodes, aux traditions anciennes, aux vieilles formules et aux anciens chefs de la social démocratie, tend énergiquement vers l'adhésion à Moscou et se déclare pour la dictature du prolétariat. En Italie, le parti social-démocrate tout entier a adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale; au travers du mélange théorique des conceptions socialistes, syndicalistes et communistes, on y aperçoit une orientation des masses, claire, révolutionnaire et prête à la lutte, qui se manifeste dans une guérilla permanente contre le gouvernement et la bourgeoisie. En France, il y a peu de temps, des groupes communistes se sont détachés du parti social-démocrate et du mouvement syndical : ils s'acheminent vers la formation d'un parti communiste. En Angleterre, la profonde influence de la guerre sur les rapports traditionnels du mouvement ouvrier a donné naissance à un mouvement communiste, encore composé de multiples groupes et partis d'origine diverse et à de nouvelles organisations. En Amérique, deux partis communistes se sont séparés du parti social-démocrate, tandis que ce même parti s'est déclaré en faveur de Moscou.

La force de résistance inattendue de la Russie des Soviets contre les assauts réactionnaires, obligeant l'Entente à traiter - c'est toujours ainsi qu'opère le succès - a exercé une nouvelle et puissante force d'attraction sur les partis ouvriers de l'Europe occidentale. La II<sup>e</sup> Internationale s'effondre et il s'établit vers Moscou un mouvement général de groupes intermédiaires poussés par l'orientation révolutionnaire grandissante des masses. Mais ces groupes, se donnant le nom de communistes, sans beaucoup transformer leurs conceptions traditionnelles fondamentales, transportent dans la nouvelle Internationale les points de vue et les méthodes de l'ancienne social-démocratie. De symptôme que de tels pays étaient devenus plus mûrs pour la révolution, cela devient l'indice d'un phénomène inverse. Par leur entrée dans la III<sup>e</sup> Internationale, ou par leur reconnaissance de ses principes (comme on l'a déjà vu pour les Indépendants allemands) la séparation rigoureuse entre communistes et sociaux-démocrates s'est à nouveau atténuée. Pour autant que l'on puisse tenter de tenir de tels partis formellement éloignés de la III<sup>e</sup> Internationale, afin de ne renoncer en rien à toute cohérence des principes, ils parviennent toutefois, dans chaque pays, à s'infiltrer dans la direction du mouvement révolutionnaire et, par l'adhésion superficielle aux formules nouvelles, ils conservent leur influence sur les masses qui entrent en action. Toute couche dominante agit ainsi : au lieu de se laisser évincer par les masses, elle devient elle-même " révolutionnaire " pour affaiblir autant que possible par son influence la révolution. Et de nombreux communistes sont disposés à y voir une augmentation de forces et non pas une augmentation de faiblesses.

Il semblerait que la révolution prolétarienne, avec l'apparition du communisme et avec l'exemple russe, avait acquis un aspect simple, un but clair. En réalité, maintenant surgissent, en même temps que les difficultés, les forces qui font de la révolution un processus très compliqué et rude.

## II

Les problèmes et les solutions, les programmes et la tactique ne naissent pas de principes abstraits. Ils sont déterminés par l'expérience, par la pratique réelle de la vie. Les vues des communistes sur le but et les chemins qui y conduisent, devaient et doivent se former sur la base de la pratique révolutionnaire qui s'est effectuée jusqu'à présent. La révolution russe et le cours de la révolution allemande, forment le matériel pratique de faits, dont nous pouvons maintenant disposer pour déterminer les forces motrices, les conditions et les formes de la révolution prolétarienne.

La révolution russe a donné le pouvoir politique au prolétariat au travers d'un élan tellement rapide qu'il surprit complètement déjà à l'époque l'observateur occidental, et qui maintenant, comparé aux difficultés que l'on rencontre en Europe occidentale, semble toujours merveilleux, bien que les causes en soient clairement reconnaissables. Le premier effet devait être nécessairement celui de faire sous-estimer, dans le premier enthousiasme, les difficultés de la révolution dans le reste du monde. La révolution russe a mis sous les yeux du prolétariat entier les principes de l'ordre nouveau dans leur pure et éblouissante force : la dictature du prolétariat, le système soviétique en tant que démocratie nouvelle, l'organisation nouvelle de l'industrie, de l'agriculture et de l'éducation. Elle a, à maints égards, donné une image si simple, si claire et évidente, quasi idyllique de la nature et du contenu de la révolution prolétarienne, que rien ne pouvait apparaître plus simple que de suivre cet exemple. Mais, que ce ne fut pas aussi simple a été démontré par la révolution allemande; et les forces qui y sont entrées en action, sont en grande partie également représentées dans le reste de l'Europe.

Lorsqu'en novembre 1918 l'impérialisme allemand s'effondra, la classe ouvrière était absolument impréparée à une domination prolétarienne. Ravagée spirituellement et matériellement par la longue guerre, empêtrée dans les traditions social-démocrates, elle ne put, au cours des premières et brèves semaines de pouvoir gouvernemental éphémère, acquérir une conscience claire de ses propres tâches, pas plus que l'intense mais brève propagande communiste ne put compenser une si grande déficience. La bourgeoisie allemande sut mieux profiter de l'exemple russe que le prolétariat; se maquillant de rouge pour endormir les travailleurs elle se mit tout de suite à reconstruire les organes de son pouvoir. Les conseils ouvriers laissèrent spontanément tomber de leurs mains le pouvoir en faveur des chefs sociaux-démocrates et du Parlement démocratique. Les travailleurs encore armés en tant que soldats, désarmèrent non la bourgeoisie, mais eux-mêmes : les groupes les plus actifs de travailleurs furent écrasés par les gardes blanches de formation récente et la bourgeoisie fut armée sous forme de milice civique. Avec l'aide des directions des syndicats, les travailleurs sans armes désormais, furent peu à peu frustrés de tous

les avantages qu'ils auraient pu obtenir dans leurs conditions de travail. Ainsi, la voie au communisme fut barrée par un réseau de barbelés, afin que le capitalisme puisse se survivre, c'est-à-dire s'enfoncer de plus en plus profondément dans le chaos.

On ne peut assurément transporter telle que cette expérience de la révolution allemande dans les autres pays de l'Europe occidentale, où l'évolution suivra à chaque fois d'autres lignes. Ici, le pouvoir politique ne tombera pas de façon imprévue, par l'effet d'une catastrophe politico-militaire dans les mains des masses impréparées; le prolétariat devra lutter âprement pour le conquérir, et donc, aura déjà atteint, après la conquête, un stade élevé de maturité. Ce qui arriva fièvreusement en Allemagne après la révolution de novembre, se vérifie tranquillement dans les autres pays : la bourgeoisie tire ses conclusions de la révolution russe. Elle se prépare militairement à la guerre civile tandis qu'en même temps elle met en scène la supercherie politique du prolétariat au moyen de la social-démocratie. Mais en dépit de ces différences, la révolution allemande montre quelques traits généraux et offre quelques enseignements d'importance générale. Elle nous montre clairement que, et par l'intermédiaire de quelles forces, la révolution en Europe occidentale doit être un processus plus long et plus lent.

La lenteur - même si elle n'est que relative - du développement révolutionnaire en Europe occidentale a donné naissance à une opposition de tendances tactiques en lutte l'une contre l'autre. Dans des périodes de développement révolutionnaire rapide, les différences tactiques sont rapidement dépassées dans la pratique, ou ne parviennent pas à devenir conscientes; l'agitation intense des principes éclaire les esprits, tandis qu'en même temps les masses affluent, et que la praxis de l'activité révolutionne les conceptions anciennes. Mais lorsque succède une période de marasme; lorsque les masses laissent tout aller sans réagir, et que la force attractive des solutions révolutionnaires semble paralysée; lorsque les difficultés semblent se multiplier de tous côtés, et que l'adversaire paraît sortir plus grand de chaque lutte; quand le parti communiste reste encore faible, et n'essuie que des revers - alors, les points de vue se divisent et de nouvelles voies et des moyens tactiques nouveaux sont recherchés. C'est principalement pour cette raison que s'affrontent alors deux tendances que l'on peut reconnaître dans chaque pays, en dépit des particularités locales. L'une de ces tendances veut éclairer et révolutionner les esprits par la parole et par l'action et cherche en conséquence à opposer de la façon la plus tranchée les principes nouveaux aux idéologies anciennes; l'autre cherche à gagner à l'action pratique les masses qui se tiennent encore à l'écart, et veut donc autant que possible éviter ce qui peut les heurter, et, plutôt que les différences, met toujours en relief ce qui peut unir. La première aspire à la distinction claire et précise, la seconde à la réunion des masses; on devrait désigner la première radicale, la seconde opportuniste. Etant donnée la situation actuelle en Europe, où, d'une part, la révolution se heurte à une résistance puissante, tandis que d'autre part, la force inébranlable de la Russie des Soviets contre les tentatives d'écrasement de l'Entente produit une forte impression sur les masses, et que l'on peut donc escompter un afflux important des groupes ouvriers hésitant jusqu'alors vers la III<sup>e</sup> Internationale, l'opportunisme deviendra indubitablement une force puissante dans l'Internationale communiste.

L'opportunisme n'implique pas nécessairement une modération et un pacifisme plus grand dans le contenu et le langage en opposition à une tonalité radicale plus résolue. Bien au contraire, trop souvent, l'absence de principes tactiques clairs se cache sous des paroles véhémentes et enragées, et, c'est précisément une caractéristique de sa nature, dans une situation révolutionnaire, d'attendre tout, d'un seul coup, du grand fait révolutionnaire. Sa nature consiste à considérer seulement le moment et non le développement ultérieur, à se tenir à la surface des phénomènes, au lieu de veiller aux causes déterminantes profondes. Lorsque les forces ne suffisent pas à réaliser tout de suite un objectif, l'opportunisme ne cherche pas à rendre les forces plus robustes, mais étudie le moyen de réaliser l'objectif par d'autres voies, en tournant les difficultés. Parce que son but est le succès momentané, l'opportunisme lui sacrifie les conditions d'un succès futur et durable. Il se réclame du fait que souvent il est possible, au moyen de l'alliance avec d'autres groupes "progressistes", grâce à des concessions à des vues arriérées, de conquérir le pouvoir, ou du moins d'affaiblir l'ennemi, de scinder la coalition de la classe capitaliste, et donc d'obtenir des conditions plus favorables de lutte. Mais dans de tels cas, il résulte toujours que ce pouvoir est seulement l'apparence du pouvoir, une puissance personnelle de quelques leaders, mais non pas le pouvoir de la classe prolétarienne, et que ce contraste apporte avec lui la désagrégation, la corruption, la lutte. Le pouvoir gouvernemental conquis, sans que derrière lui se trouve une classe ouvrière pleinement mûre pour la domination, est destiné à être perdu de nouveau, ou à devoir faire tant de concessions aux vues réactionnaires qu'il se pourrira intérieurement. Une division de la classe ennemie - formule prônée par le réformisme - n'empêche pas l'unité et la cohésion bourgeoises, tandis qu'en face d'elle, le prolétariat demeure berné, fourvoyé, affaibli. Certes, il peut advenir que l'avant-garde communiste du prolétariat puisse s'emparer du pouvoir avant que soient satisfaites les conditions normales; mais c'est seulement ce qui s'acquiert alors comme clarté, perspicacité, cohésion, autonomie des masses, qui a valeur durable comme base de l'évolution ultérieure vers le communisme.

L'histoire de la Seconde Internationale est remplie d'exemples de cette politique d'opportunisme; et ces exemples commencent déjà à se manifester dans la Troisième. A l'époque de la II<sup>e</sup> Internationale, l'opportunisme consistait dans l'effort de réaliser des objectifs socialistes avec l'aide des masses de travailleurs non socialistes ou d'autres classes. Ceci amena la corruption de la tactique et, finalement, entraîna la catastrophe. Maintenant, dans la III<sup>e</sup> Internationale, les conditions sont essentiellement diverses; en effet, le temps du développement tranquille du capitalisme, pendant que la social-démocratie, au mieux, ne pouvait pas faire autre chose qu'une politique de propagande de principes comme préparation aux futurs âges révolutionnaires, ce temps est révolu. Le capitalisme s'effondre; le monde ne peut plus attendre jusqu'à ce que notre propagande ait fourni à la majorité une conception claire du communisme. Les masses doivent agir tout de suite, et avec la plus grande rapidité possible, pour se sauver, elles-mêmes et le monde, de la ruine. Mais que peut bien faire un parti aussi petit, encore aussi rigidement attaché aux principes, quand les masses sont nécessaires? L'opportunisme qui veut rassembler les masses rapidement, n'est-il pas maintenant un impératif de la nécessité?

De même qu'un petit parti radical ne peut faire une révolution, de même ne peut pas plus la faire un grand parti de masse ou une coalition de partis divers. Elle jaillit spontanément des masses; les actions décidées par un parti révolutionnaire peuvent parfois donner l'impulsion (toutefois cela arrive rarement), mais les forces décisives se trouvent ailleurs, dans les facteurs psychiques, au fond du subconscient des masses et au fond des grands événements de la politique mondiale. La tâche d'un parti révolutionnaire consiste à répandre à l'avance des notions claires, de façon que, partout dans la masse, se trouvent des éléments qui sachent ce qu'ils doivent faire dans de tels moments, et sachent juger par eux-mêmes de la situation. Et pendant la révolution, le parti doit arrêter les programmes, les solutions, les directives, qui soient reconnus justes par la masse agissant spontanément parce qu'elle y retrouve en forme parfaite ses propres objectifs et s'élève vers eux par une plus grande clarté; c'est ainsi que le parti devient un guide dans la lutte. Tant que les masses restent amorphes, il peut sembler qu'un tel travail soit inefficace; mais, la clarté des principes agit intérieurement sur de nombreuses personnes qui se tiennent d'abord éloignées de la révolution et montre sa force active en leur donnant une directive sûre. Si au contraire on cherche à former un grand parti en édulcorant les principes, en faisant des coalitions et des concessions, on donne la possibilité, lorsque survient la révolution, à des éléments douteux d'acquérir de l'influence sans que les masses puissent s'apercevoir de leur insuffisance. L'adaptation aux vues traditionnelles est un essai d'acquérir le pouvoir sans qu'en soit vérifiée la condition préalable, le bouleversement des idées. Cela agit donc dans le sens de retenir le cours de la révolution. De plus, c'est une illusion, car les masses, quand elles se mettent en révolution, ne peuvent que saisir les idées les plus radicales; au contraire, tant que la révolution tarde, elles ne saisissent que les idées modérées. Une révolution est, en même temps, une période de bouleversement profond des idées des masses; elle crée les conditions d'un tel bouleversement et est à son tour conditionnée; et c'est pour cela, par la force des principes clairs de bouleversement du monde entier, que la direction de la révolution revient au parti communiste.

A l'opposé de la mise en évidence ferme et résolue des principes nouveaux, (système soviétique et dictature), qui séparent le communisme de la social-démocratie, l'opportunisme de la Troisième Internationale s'appuie dans la mesure du possible sur les formes et les méthodes transmises par la Seconde Internationale. Après que la révolution russe eut substitué au parlementarisme le système des Soviets et fondé le mouvement syndical sur les entreprises, la première tendance de l'Europe occidentale fut de suivre un tel exemple. Le parti communiste d'Allemagne boycotta les élections pour l'Assemblée nationale et fit de la propagande pour la sortie immédiate ou progressive des syndicats. Mais lorsqu'en 1919, la révolution recula et stagna, la direction du parti communiste allemand adopta une autre tactique, basée sur la reconnaissance du parlementarisme et sur l'appui aux ligues syndicales anciennes contre les Unions. L'argument le plus important pour défendre une telle tactique est que le parti communiste ne peut pas perdre le contact avec les masses, encore imbues d'idées parlementaires et que l'on peut les rallier surtout grâce à la lutte électorale et les discours parlementaires, et, que par leur entrée massive dans les

syndicats elles ont porté le nombre de ceux-ci à 7 millions. La même pensée fondamentale se manifeste en Angleterre dans l'attitude du B.S.P. (British Socialist Party) : il ne veut pas se détacher du Labour Party, bien que celui-ci appartienne à la Seconde Internationale, pour ne pas perdre le contact avec les masses laborieuses. Ces arguments sont rassemblés et formulés de la façon la plus rigoureuse par notre ami Karl Radek, dont l'écrit, composé pendant sa captivité à Berlin : " Evolution de la révolution mondiale et les tâches du parti communiste ", doit être considéré comme l'écrit programmatique de l'opportunisme communiste. Il y est expliqué que la révolution prolétarienne en Europe occidentale sera un processus de longue durée, pendant lequel le communisme devra utiliser tous les moyens de propagande, pendant lequel le parlementarisme et le mouvement syndical devront demeurer les armes principales du prolétariat, et y ajoutant comme nouveau but de la lutte, la réalisation du contrôle ouvrier sur les entreprises.

L'exactitude de notre position sera démontrée par l'examen des causes, des conditions et des difficultés de la révolution prolétarienne en Europe occidentale.

### III

La remarque a été faite plusieurs fois qu'en Europe occidentale la révolution doit être plus longue, parce que la bourgeoisie y est plus forte qu'en Russie. Analysons l'essence de cette force. Consiste-t-elle dans le nombre plus grand d'individus appartenant à cette classe ? Mais les masses prolétariennes sont relativement plus importantes. Consiste-t-elle dans le pouvoir de la bourgeoisie sur toute la vie économique ? Sans conteste, ceci est un élément puissant de pouvoir. Mais cette domination lui échappe, et en Europe occidentale l'économie est en pleine faillite. Consiste-t-elle finalement dans le fait que la bourgeoisie a à sa disposition l'Etat avec tous ses moyens de violence ? Le fait, elle a toujours réprimé les masses par ce moyen, et c'est pour cela que la conquête du pouvoir d'Etat était le premier objectif du prolétariat. Mais en novembre 1918 le pouvoir d'Etat, en Allemagne et en Autriche, tomba sans difficulté des mains de la bourgeoisie. Les instruments de la violence de l'Etat étaient tout à fait paralysés. Les masses étaient maîtresses. Et pourtant la bourgeoisie put reconstruire ce pouvoir d'Etat, put assujétir à nouveau les travailleurs. Ceci démontre qu'il existait encore pour la bourgeoisie une autre source secrète de pouvoir, demeurée intacte, qui lui permit, quand tout paraissait perdu, de restaurer son pouvoir. Ce pouvoir caché est l'influence spirituelle de la bourgeoisie sur le prolétariat. Comme les masses prolétariennes

étaient encore entièrement dominées par l'idéologie bourgeoise, elles restaurèrent de leurs propres mains, après la catastrophe, la domination de la bourgeoisie.

Cette expérience allemande nous place précisément devant le grand problème de la révolution en Europe occidentale. Dans ces pays, le vieux système bourgeois de production, et la culture bourgeoise hautement développée qui en est la conséquence, ont, pendant de nombreux siècles, donné complètement leur empreinte à la pensée et au sentiment des masses populaires. A cause de cela le caractère spirituel, intime, des masses populaires y est tout à fait différent de celui des pays orientaux qui ne connurent pas cette domination de la culture bourgeoise. Et c'est surtout de cela que dérive la différence entre le cours de la révolution en Orient et en Occident. En Angleterre, France, Hollande, Italie, Allemagne, Scandinavie existait depuis le Moyen-Age une bourgeoisie puissante à production petite-bourgeoise et capitaliste primitive; le féodalisme ayant été abattu, une paysannerie aussi puissante se développa, indépendante, dans la campagne, maîtresse comme lui dans ses petites exploitations. Sur ce terrain la vie spirituelle bourgeoise se développa jusqu'à devenir une solide culture nationale, surtout dans les Etats côtiers, la France et l'Angleterre qui, avant les autres, commencèrent l'évolution capitaliste. Au 19<sup>e</sup> siècle, le capitalisme, soumettant à son pouvoir toute l'économie et attirant dans le giron de l'économie mondiale les centres ruraux les plus éloignés, a favorisé cette culture nationale, l'a raffinée, et par ses moyens spirituels de propagande, école, presse, église, l'a solidement gravée dans les esprits, tant ceux des masses qu'il a prolétarisées et poussées dans les villes, que ceux des autres qu'il a laissées à la campagne. Ceci vaut non seulement pour les pays d'origine du capitalisme, mais aussi, quoique sous des formes un peu diverses, pour l'Amérique et l'Australie, où les européens fondèrent des Etats nouveaux, ainsi que pour les pays jusqu'alors assoupis de l'Europe centrale : Allemagne, Autriche, Italie, où la nouvelle évolution capitaliste put se souder sur une petite économie agraire ancienne et stagnante, et sur une culture petite-bourgeoise. Le capitalisme trouva un matériau et des traditions bien différents lorsqu'il gagna les régions orientales de l'Europe. Là, en Russie, Pologne, Hongrie, et dans les territoires à l'Est de l'Elbe, il n'existait pas une puissante classe bourgeoise, qui depuis longtemps ait dominé la vie spirituelle. Les rapports agricoles primitifs, avec la grande propriété foncière, le féodalisme patriarcal et le communisme de village déterminèrent la vie spirituelle. Par conséquent, là, face au communisme, se trouvèrent les masses primitives, simples, ouvertes, impressionnables comme de la cire vierge. Certains sociaux-démocrates d'Europe occidentale exprimèrent souvent avec dérision leur étonnement devant le fait que les russes " ignorants " puissent être les champions du monde nouveau du travail. En leur répondant, un délégué anglais à la conférence communiste d'Amsterdam caractérisa, très justement, la différence de cette façon : les russes peuvent avoir été des ignorants, mais les travailleurs anglais sont à ce point imbus de préjugés qu'ils rendent bien plus difficile parmi eux la propagande communiste. Ces " préjugés " sont seulement l'aspect extérieur du mode de pensée bourgeois, qui pénètre les masses prolétariennes d'Angleterre, de toute l'Europe occidentale et de l'Amérique.

Le contenu de cette mentalité, opposée à la conception prolétarienne et communiste du monde, est si complexe qu'il peut difficilement être résumé en quelques phrases. Son premier trait distinctif est l'individualisme, qui dérive des formes antérieures du travail paysan et petit-bourgeois; et ce n'est que lentement qu'il fait place au sentiment collectiviste prolétarien nouveau et à la nécessaire discipline volontaire. Dans les pays anglo-saxons, ce trait est imprimé de la façon la plus forte tant dans la bourgeoisie que dans le prolétariat. La perspective est circonscrite à son lieu de travail et ne s'étend pas à la société entière; prisonnier du principe de la division du travail, l'homme considère la politique, la direction de toute la société, non comme l'intérêt particulier de chacun, mais comme un monopole d'une couche dominante, comme une branche particulière de spécialistes, des politiciens. La culture bourgeoise, depuis des siècles de commerce matériel et spirituel, au moyen de la littérature et de l'art, a été inculquée profondément dans les masses prolétariennes et crée un sentiment de communauté nationale - plus profondément enraciné dans le subconscient précisément quand il se manifeste sous la forme d'une indifférence extérieure ou même d'internationalisme extérieur - qui peut s'exprimer dans une solidarité nationale de classe, et rend difficile l'internationalisme de fait.

La culture bourgeoise vit dans le prolétariat avant tout en tant que tradition spirituelle. Les masses qui en sont prisonnières, pensent idéologiquement plutôt que de façon réaliste; la pensée bourgeoise fut toujours idéologique. Mais cette idéologie, cette tradition n'est pas unitaire; les réflexes spirituels découlant des innombrables luttes de classe des siècles passés transmis sous forme de systèmes de pensée politique et religieuse divisent l'ancien monde bourgeois, et donc le prolétariat lui-même qui en est issu, en groupes, églises, partis divisés par des vues idéologiques. Et ainsi, en second lieu, le passé bourgeois perdure dans le prolétariat en tant que tradition organisationnelle, qui barre la route à l'unité particulière de classe de l'ordre nouveau. Dans ces organisations, les prolétaires constituent l'arrière-garde, la suite d'une avant-garde bourgeoise. Les chefs immédiats de ces luttes idéologiques sont fournis par l'intelligentsia. L'intelligentsia - prêtres, maîtres, littérateurs, journalistes, artistes, politiciens - forme une classe abondante, qui a pour fonction de nourrir, former et propager la culture bourgeoise. Ces intellectuels la transmettent aux masses et jouent le rôle d'intermédiaires entre la domination du capital et les intérêts des masses. La domination du capital est liée à leur prépondérance sur les masses. En effet, si les masses se révoltèrent souvent contre le capital et ses organes, elles ne le firent que sous la direction de ces chefs immédiats; l'étroite liaison et la discipline acquises dans ces luttes communes deviennent plus tard, quand ces chefs passent ouvertement aux côtés du capitalisme, le plus ferme soutien du système. C'est ainsi que se manifeste l'idéologie chrétienne des couches petites-bourgeoises décadentes qui, en tant qu'expression de la lutte de ces couches contre l'Etat moderne capitaliste était devenue une force vive et qui par la suite, le plus souvent, devient un système de gouvernement réactionnaire et conservateur de grande valeur, comme par exemple le catholicisme en Allemagne après le Kulturkampf. On peut en dire à peu près autant de la social-démocratie, bien que dans les questions théoriques elle ait donné une contribution très valable à la destruction et à l'expulsion de la vieille idéologie de la classe ouvrière dans son soulèvement.

Elle laissa toutefois persister la dépendance spirituelle des masses à l'égard des chefs politiques ou d'autre espèce, auxquels en tant que spécialistes, les masses confièrent la direction de tous les grands intérêts de classe, au lieu de s'en occuper elles-mêmes. Les relations étroites et la discipline qui s'étaient formées dans la lutte de classes, souvent âpre, d'un demi-siècle, n'ont pas enseveli le capitalisme. En effet, elles signifiaient le pouvoir de l'organisation et de la couche dirigeante sur les masses, qui par le fait d'un tel pouvoir devinrent en août 1914 et en novembre 1918, l'instrument puissant de la bourgeoisie, de l'impérialisme et de la réaction. La puissance spirituelle du passé bourgeois sur le prolétariat signifie dans beaucoup de pays de l'Europe occidentale (ainsi en Allemagne et en Hollande) scissions du prolétariat en groupes idéologiquement séparés, qui empêchent l'unité de classe. La social-démocratie à l'origine avait voulu réaliser cette unité de classe, mais sans y réussir, en partie, à cause de sa tactique opportuniste, qui mettait l'action purement politique à la place de la politique de classe. Elle n'a fait qu'ajouter un nouveau groupe aux anciens.

La domination de l'idéologie bourgeoise sur les masses ne peut pas empêcher, qu'en temps de crises, qui poussent ces masses au désespoir et à l'action, la force de telles traditions reste temporairement étouffée, comme il advint en Allemagne en novembre 1918. Mais après cela l'idéologie a ressurgi et causera à nouveau la perte de la victoire temporaire. L'exemple allemand révèle les forces concrètes, que nous synthétisons sous l'expression de la domination des conceptions bourgeoises : la vénération pour les formules abstraites, telle que celle de " démocratie ", la force des habitudes mentales anciennes et des vieux points programmatiques, comme la réalisation du socialisme grâce aux chefs parlementaires et par un gouvernement socialiste; absence de confiance en lui-même du prolétariat, reconnaissable à l'influence de l'énorme flot boueux des nouvelles mensongères sur la Russie, manque de foi en sa propre force; mais par-dessus tout la confiance dans le parti, dans les organisations, dans les chefs, qui pendant des décennies avaient été la personnification de la lutte du prolétariat, de ses objectifs révolutionnaires, de son idéalisme. La force spirituelle puissante, morale et matérielle des organisations ces machines gigantesques construites par les masses elles-mêmes pendant de longues années d'un travail persévérant, qui représentent la tradition des formes de lutte d'une période où le mouvement ouvrier était un membre du capitalisme en développement, étouffe à présent toutes les tendances révolutionnaires qui s'éveillaient au sein des masses.

Cet exemple ne sera pas unique. Le contraste entre l'immaturité spirituelle, la puissance de la tradition bourgeoise sur le prolétariat et la débâcle rapide du capitalisme - ce qui n'est pas un contraste fortuit car tant que le capitalisme s'épanouit, le prolétariat ne peut acquérir de maturité pour le pouvoir et la liberté - ce contraste ne peut se résoudre que dans le processus révolutionnaire de l'évolution, dans la succession de soulèvements spontanés, de conquêtes du pouvoir, et de retraites. Cela détermine un cours de la révolution tel que, pendant une longue période, le prolétariat se lance, toujours en vain, avec les anciens et les nouveaux moyens de lutte, contre la forteresse du capital, tant qu'elle n'est pas enfin conquise, et alors définitivement, au moins

selon toute vraisemblance. Et ainsi tombe aussi la tactique du siège long et compliqué, exposée dans les considérations de Radek. Le problème de la tactique ne consiste pas à rechercher comment l'on peut conquérir le pouvoir le plus vite possible, car dans un tel cas, ce ne peut être qu'un pouvoir apparent - et il tombera suffisamment vite dans les mains des communistes - mais comment doivent se former dans le prolétariat les fondements d'un pouvoir durable. Aucune " minorité résolue " ne peut résoudre les problèmes qui ne peuvent l'être que par l'activité de la classe toute entière; et lorsque la population laisse s'accomplir avec une indifférence apparente une telle prise de pouvoir, elle n'est pas en fait une masse réellement passive, mais, dans la mesure où elle n'est pas acquise au communisme, elle est capable à tout instant de se retourner contre la révolution, en tant que suite active de la réaction. Même une " coalition avec le gibet tout de suite après " ne serait qu'un palliatif insuffisant pour une telle dictature de parti. Si le prolétariat par un soulèvement violent détruit le pouvoir bourgeois en banqueroute, et que son avant-garde la plus consciente, le parti communiste, assume la direction politique, il n'a alors qu'un devoir : mettre en œuvre tous les moyens pour extirper les causes de la faiblesse du prolétariat et en accroître les forces afin de la rendre apte au plus haut degré aux luttes révolutionnaires de l'avenir. Il faut alors pousser les masses à l'activité la plus grande, stimuler leurs initiatives, renforcer leur confiance en elles-mêmes, afin qu'elles se rendent compte par elles-mêmes des tâches qui leur reviennent, car c'est seulement ainsi qu'elles pourront s'en acquitter. Pour atteindre un tel objectif, il est nécessaire de briser la prépondérance des formes traditionnelles d'organisation et des vieux chefs - et donc en aucun cas former avec eux une coalition gouvernementale, qui ne peut qu'affaiblir le prolétariat - il est nécessaire de construire les formes nouvelles, de renforcer les défenses matérielles des masses; c'est ainsi seulement qu'il sera possible de donner une nouvelle organisation à la production, de défendre véritablement la révolution contre les assauts du capitalisme venant de l'extérieur, et ceci est la première condition pour empêcher la contre-révolution.

La puissance que la bourgeoisie possède encore à l'heure actuelle est constituée par la servitude spirituelle et par l'absence d'indépendance du prolétariat. Le développement de la révolution correspond au processus d'auto-libération du prolétariat d'une telle dépendance et de la tradition des temps passés; et ceci n'est possible que par le moyen de leur propre expérience dans la lutte. Là où le capitalisme est déjà ancien et là où la lutte du prolétariat contre lui dure déjà depuis quelques générations, le prolétariat dut créer à chaque période, les méthodes, les formes et les instruments de lutte qui fussent à chaque fois adaptés au degré précis de l'évolution du capitalisme; mais ces méthodes, formes et instruments, bien vite, ne furent plus considérés dans leur réalité de nécessités limitées dans le temps, mais au contraire furent sur-évalués comme des formes éternelles, absolument bonnes, divisées idéologiquement et devinrent donc plus tard des obstacles à l'évolution qu'il est nécessaire de briser. Tandis que la classe est enchaînée dans un bouleversement, dans une évolution toujours plus rapide, les chefs s'arrêtent à un stade déterminé, en tant que représentant d'une phase déterminée, et leur influence importante peut entraver le mouvement; les formes d'action sont

élevées au rang de dogmes, et les organisations deviennent des fins en elles-mêmes, ce qui rend difficile une orientation nouvelle et l'adaptation à de nouvelles conditions de lutte. Ceci vaut aussi pour maintenant; chaque phase évolutive de la lutte de classes doit dépasser la tradition des phases précédentes afin de pouvoir reconnaître clairement ses objectifs propres et les atteindre; seulement, à l'heure présente, l'évolution progresse à un rythme bien plus accéléré. C'est ainsi que la révolution se développe dans le processus de la lutte interne. Au sein du prolétariat lui-même croissent les résistances qu'il doit surmonter. En les surmontant, le prolétariat surmonte sa propre limitation et croît vers le communisme.

#### IV

A l'époque de la Seconde Internationale, les deux principales formes de lutte furent le parlementarisme et le mouvement syndical.

La première association internationale des travailleurs posa dans ses Congrès les bases de cette tactique, lorsque, en accord avec la théorie marxiste de la société, et en opposition aux conceptions primitives de l'époque pré-capitaliste, petite-bourgeoise, elle établit le caractère de la lutte de classes comme une lutte incessante contre le capitalisme pour les conditions de vie du prolétariat, jusqu'à la conquête du pouvoir politique. Une fois close l'époque des révolutions bourgeoises et des insurrections armées, cette lutte politique dut se dérouler dans les limites des Etats nationaux de formation nouvelle ou ancienne, et, la lutte syndicale, dans des limites encore plus étroite. La première Internationale dut donc s'écrouler; et la lutte pour la tactique nouvelle qu'elle ne pouvait mettre en œuvre, la fit se dissoudre, tandis que la tradition des vieilles conceptions et des vieilles méthodes de lutte demeurait vivante dans l'anarchisme. Elle laissa en héritage la tactique nouvelle à ceux qui pouvaient la réaliser pratiquement, c'est-à-dire aux partis sociaux-démocrates surgis partout, et aux syndicats. Quand la Seconde Internationale en sortit sous la forme d'une fédération aux liens lâches, elle dut encore lutter contre les traditions de la période précédente représentées par l'anarchisme; mais le legs de la Première Internationale constituait déjà sa base tactique autonome.

Aujourd'hui tout communiste sait pour quelles raisons, à cette époque, ces méthodes de lutte furent nécessaires. La classe ouvrière qui apparaît avec le capitalisme ne peut pas d'un seul coup concevoir l'idée de créer les organes au moyen desquels il lui sera possible de dominer et régler la société. Elle doit d'abord s'orienter spirituellement et comprendre ce qu'est le capi-

talisme et sa domination de classe. Son avant-garde, le parti social-démocrate, doit, par sa propagande, dévoiler l'essence du régime, et en proposant les revendications de classe doit montrer aux masses quels sont leurs buts. A cette fin, il était nécessaire que leurs représentants pénètrent dans les Parlements, ces centres du pouvoir bourgeois, y élèvent leurs voix, et participent aux luttes politiques des partis.

Mais les choses changent au moment où la lutte du prolétariat entre dans un stade révolutionnaire. Nous ne nous occupons pas ici des raisons pour lesquelles le parlementarisme en tant que système de gouvernement n'est pas adapté à l'auto-gouvernement des masses et doit céder la place au système des soviets, mais de l'utilisation du Parlement comme moyen de lutte pour le prolétariat. En tant que tel, le parlementarisme est la forme typique de lutte au-moyen de chefs tandis que les masses ont un rôle subordonné. La pratique du parlementarisme consiste dans le fait que les députés, personnes individuelles, mènent le combat essentiel; et, en conséquence, cela doit réveiller dans les masses l'illusion que d'autres peuvent combattre pour leur propre compte. Il fut un temps où l'on crut que les chefs pourraient obtenir dans le Parlement des réformes importantes pour les travailleurs; ou bien on eut l'illusion que les parlementaires pourraient réaliser la transformation vers le socialisme au moyen de lois. Aujourd'hui on entend l'argument selon lequel les députés peuvent rendre de grands services à la propagande communiste dans le Parlement (\*). Mais même dans cette acception la prépondérance appartient toujours aux chefs; et la politique étant déterminée soit par des spécialistes, soit sous l'habit démocratique des discussions et délibérations des Congrès, on comprend facilement que l'histoire des partis sociaux-démocrates consiste dans une série de vains efforts pour laisser les membres eux-mêmes déterminer sa politique. Du moment que le prolétariat lutte sur le terrain parlementaire, tout cela est inévitable, tant que les masses n'ont encore créé aucun organe d'action autonome, c'est-à-dire que la révolution est encore à venir. Dès que les masses entrent elles-mêmes en action, qu'elles agissent et donc qu'elles peuvent décider, les inconvénients du parlementarisme deviennent prépondérants.

Ainsi que nous le disions plus haut, le problème de la tactique consiste à mettre en œuvre le moyen par lequel on puisse effacer dans les masses prolétariennes l'idéologie bourgeoise traditionnelle qui paralyse leurs forces; tout ce qui donne une force neuve aux conceptions traditionnelles est nocif.

L'élément le plus tenace et le plus solide de cette idéologie est l'absence d'indépendance des masses à l'égard des chefs, à qui la décision sur les questions générales est laissée ainsi que la direction des intérêts de classe des masses. Le parlementarisme tend inévitablement à entraver l'activité spécifique nécessaire à la révolution. On peut tenir de beaux discours pour inci-

---

(\*) On a récemment émis en Allemagne l'argument selon lequel les communistes devraient entrer au Parlement afin de persuader les travailleurs de son inutilité. Mais on n'emprunte tout de même pas un mauvais chemin pour montrer qu'il est faux, on préfère aller, tout de suite, dans le droit chemin.

ter l'action révolutionnaire; celle-ci ne découle pas de tels discours, mais de la dure et rigoureuse nécessité, quand il ne reste plus aucun autre choix.

La révolution exige même quelque chose de plus, que n'exige pas l'acte combatif des masses qui abat un système de gouvernement, et dont nous savons qu'il n'est pas déterminé par les chefs, mais qu'il ne peut jaillir que sous la poussée profonde des masses. La révolution exige que l'on affronte les grandes questions de la reconstruction sociale, que l'on prenne les graves décisions, que tout le prolétariat soit lancé dans un mouvement créateur - et cela n'est possible que si l'avant-garde d'abord, puis une masse toujours plus grande prend dans ses propres mains toutes ces questions, sache en prendre la responsabilité, cherche, fasse de la propagande, lutte, réfléchisse, ose, agisse et exécute. Mais tout cela est difficile et pénible. Aussi, dès que la classe laborieuse croira apercevoir un chemin plus facile, en laissant les autres agir pour son compte, conduisant l'agitation d'une tribune élevée, donnant les signaux de l'action, faisant les lois - la masse hésitera, et demeurera passive sous l'influence des vieilles habitudes mentales et des faiblesses anciennes.

Si, d'une part, le fait de donner de l'importance au parlementarisme, renforce la prépondérance des chefs sur les masses, agissant donc dans un sens contre-révolutionnaire, ce fait, d'autre part, tend à corrompre les chefs eux-mêmes. Si l'habileté personnelle doit compenser ce qui fait défaut dans les masses, une diplomatie minutieuse succède alors; le Parti, même s'il est mû par d'autres perspectives, doit chercher à conquérir un terrain légal, à se créer une base de puissance parlementaire; si bien qu'enfin, la relation entre moyens et fins se renverse, et que le Parlement ne sert plus comme moyen pour atteindre le communisme, mais que le communisme, comme une formule d'appât, est mis au service de la politique parlementaire. Mais ainsi le parti communiste revêt un autre caractère : au lieu d'être une avant-garde qui rassemble derrière elle toute la classe pour l'action révolutionnaire, il devient un parti parlementaire, avec la même position légale que les autres, manœuvrant de la même manière que les autres, c'est-à-dire une édition nouvelle de l'ancienne social-démocratie avec des formules radicales nouvelles.

Alors que, en ce qui concerne la nature interne, il n'existe aucune différence essentielle entre la classe ouvrière révolutionnaire et le parti communiste, et qu'un antagonisme entre eux est impensable, car le parti personnifie en quelque sorte la conscience de classe la plus claire et la plus synthétique ainsi que l'unité croissante du prolétariat; au contraire, le parlementarisme rompt cette unité et crée la possibilité d'un tel antagonisme : au lieu d'embrasser toute la classe, le communisme devient un nouveau parti avec ses chefs de parti, qui s'allie aux autres partis et perpétue ainsi la division politique du prolétariat. Et des situations se présenteront où le parti cherchera de toutes ses forces à détruire la force et la compacité de la classe au moyen de concessions, de compromis et autres prétextes.

Sans doute toutes ces tendances seront prochainement éliminées par le développement révolutionnaire de l'économie : mais leurs premiers indices ne peuvent que nuire au mouvement proléta-

rien, en empêchant l'évolution spirituelle vers une claire conscience de classe; et si la situation économique prend temporairement une direction contre-révolutionnaire, une telle politique ouvrira la lutte à la déviation de la révolution dans les eaux de la réaction.

Ce qu'il y a de grand et de vraiment communiste dans la révolution russe consiste avant tout dans le fait qu'elle a réveillé l'activité spécifique des masses et qu'elle a développé en elles une énergie psychique et physique telle qu'elle les rend aptes à fonder et à représenter la société nouvelle. Cet éveil des masses à une pareille conscience de ses forces et à une telle puissance ne se fait pas d'un seul coup, mais par degrés; le rejet du parlementarisme est une étape sur une route qui conduit à l'autonomie et à l'auto-libération. Le nouveau parti communiste d'Allemagne, en décembre 1918, décida de boycotter l'Assemblée Nationale, non sous l'effet d'une illusion prématurée en une victoire facile et rapide, mais par besoin de se libérer de la sujétion spirituelle envers les parlementaristes - réaction nécessaire contre la tradition social-démocrate - parce que désormais l'on croyait ouverte devant soi la route d'une action indépendante par la création du système des Conseils. Mais une partie de ceux qui étaient alors ensemble, c'est-à-dire ceux qui sont restés dans le K.P.D. (Spartakusbund), après le recul de la révolution, ont à nouveau adopté le parlementarisme - avec quelles conséquences, on le verra par la suite, et on l'a déjà vu en partie. Dans d'autres pays également les opinions des communistes sont divisées, et de nombreux groupes se refusent à utiliser le parlementarisme, même avant l'éclatement de la révolution. Si bien que, probablement dans un proche avenir, la discussion sur le parlementarisme comme méthode de lutte sera un des points de tactique des plus controversés dans la 3<sup>o</sup> Internationale.

L'autre part, tous sont d'accord pour estimer que cela constitue seulement un point secondaire de notre tactique. La seconde internationale put se développer tant qu'elle n'avait pas extirpé et éclairci le point central de la tactique nouvelle qui est le suivant : le prolétariat ne peut vaincre l'impérialisme qu'avec l'arme de l'action des masses. Mais elle ne pouvait plus désormais employer cette arme; elle dut s'effondrer dès lors que la guerre mondiale eut placé la lutte de classes révolutionnaire sur des bases internationales. Le résultat atteint par l'internationale précédente constitue naturellement la base de la nouvelle, et l'action de masse du prolétariat jusqu'à la grève générale et à la guerre civile forme le terrain tactique commun des communistes. Dans l'action parlementaire, le prolétariat est divisé en sections nationales et une action internationale effective n'est pas possible; dans l'action des masses contre le capital international les divisions nationales tombent, et chaque mouvement, à quelque pays qu'il s'étende ou se restreigne, est une partie de l'unique lutte mondiale commune.

De même que le parlementarisme personnifie la puissance spirituelle des chefs sur les masses laborieuses, de même le mouvement syndical en représente la puissance matérielle. En régime capitaliste, les syndicats constituent les organisations naturelles en vue du rassemblement du prolétariat; et sous cet aspect, Marx en releva, et très vite, l'importance. En période de capitalisme développé et encore plus à l'époque de l'impérialisme, ces syndicats sont de plus en plus devenus des ligues gigantesques, qui présentent les mêmes tendances évolutives déjà déterminées dans le corps de l'Etat bourgeois lui-même. Il s'y est formé une classe de fonctionnaires, une bureaucratie qui dispose de tous les moyens de puissance de l'organisation: argent, presse, nomination des fonctionnaires subalternes; elle a souvent des pouvoirs encore plus amples, de telle sorte que de servante de la collectivité, elle en est devenue la maîtresse et s'identifie même avec l'organisation. Et les syndicats correspondent encore à l'Etat et sa bureaucratie par le fait que, malgré la démocratie qui y règne, les membres ne sont pas en mesure de faire valoir leur volonté contre la bureaucratie; toute rébellion, avant même de pouvoir ébranler les sommets, se brise contre l'appareil artificieux des règlements et des statuts. Ce n'est que par une ténacité obstinée, qu'une opposition réussit parfois, après des années, à obtenir un succès modeste, qui se limite tout au plus à un changement de personnes. C'est pourquoi, dans les dernières années, tant avant qu'après la guerre, en Angleterre, en Allemagne, en Amérique, eurent lieu souvent des révoltes de syndiqués qui se mirent en grève de leur propre initiative, contre la volonté des chefs ou les décisions des ligues elles-mêmes. Que cela soit arrivé et ait été considéré comme une chose naturelle, démontre déjà que l'organisation n'est pas l'ensemble de ceux qui sont organisés, mais quelque chose qui leur est extérieur; que les travailleurs ne s'identifient pas à leur ligue, mais que celle-ci se tient au-dessus d'eux comme un pouvoir externe, contre lequel ils peuvent se révolter, bien qu'il soit issu d'eux, c'est-à-dire encore une fois, de la même façon que pour l'Etat. A peine la révolte est-elle apaisée, que la domination ancienne se rétablit. Malgré la haine et la rancœur impuissante des masses, elle parvient à se soutenir, s'appuyant sur leur indifférence, leur absence de vision claire et de volonté unitaire et continue, supportée par la nécessité interne du syndicat en tant qu'unique moyen pour les travailleurs de trouver une force dans les conflits contre le capital.

Le mouvement syndical, dans la mesure où il luttait contre le capital, contre les tendances absolutistes et génératrices de misère du capital, en le contenant et en rendant ainsi possible une existence limitée à sa fonction dans les cadres du capitalisme, le syndicat, donc, était lui-même un membre de la société capitaliste. Mais avec l'avènement de la révolution, lorsque le prolétariat, de membre de la société capitaliste devient le destructeur de cette société, le syndicat entre en conflit avec le prolétariat.

Le syndicat devient légalitaire, soutien déclaré de l'Etat et reconnu par lui, ou bien avance comme mot d'ordre la " reconstruction de l'économie avant la révolution " c'est-à-dire le maintien du capitalisme. En Allemagne, des millions de prolétaires, qui n'avaient pas jusqu'alors osé le faire, à cause du terrorisme exercé par le haut, affluent maintenant dans les syndicats, avec un mélange de vénération timorée et de désir de lutte. Maintenant, la parenté entre les ligues syndicales, embrassant la quasi totalité de la classe ouvrière, et l'organisme d'Etat, est devenue encore plus étroite. Les fonctionnaires syndicaux sont en accord avec les fonctionnaires d'Etat, non seulement dans la mesure où, par leur puissance, ils tiennent en mains la classe ouvrière au profit du capital, mais aussi parce que leur " politique " tend toujours plus à tromper les masses par les moyens démagogiques et à les gagner uniquement en vue de leur accord avec les capitalistes. De plus, la méthode change selon les circonstances : grossière et brutale en Allemagne, où les chefs des syndicats, par la force et le mensonge habile, imposent aux ouvriers le travail aux pièces et l'allongement du temps de travail; astucieusement raffiné en Angleterre, où cette bureaucratie syndicale - de la même manière que le gouvernement - donne l'apparence de se laisser mener à contre-cœur par les travailleurs, tandis qu'en réalité elle sabote leurs revendications.

Par conséquent, ce que Marx et Lénine ont précisé au sujet de l'Etat, doit également valoir pour les organisations syndicales : c'est-à-dire que, malgré la démocratie formelle, son organisation, rend impossible d'en faire un instrument de la révolution. La force contre-révolutionnaire des syndicats ne peut être affaiblie et détruite par un changement de personnes, par la substitution de dirigeants syndicaux ou " révolutionnaires " aux chefs réactionnaires. C'est justement la forme de cette organisation qui rend les masses à peu près impuissantes et les empêche de faire des syndicats les organes de leur volonté.

La révolution ne peut vaincre qu'en détruisant cette organisation, en transformant pour ainsi dire la forme de l'organisation, pour en faire quelque chose de radicalement nouveau : le système des soviets. Leur instauration est en mesure d'extirper et d'éliminer non seulement la bureaucratie étatique, mais aussi celle du syndicat; non seulement il formera les organes politiques nouveaux du prolétariat en opposition au Parlement, mais aussi les bases des syndicats nouveaux. Dans les luttes des partis en Allemagne, on a souvent fait de l'ironie sur l'affirmation qu'une forme organisationnelle donnée peut être révolutionnaire, alors que cela dépendrait seulement des sentiments révolutionnaires des hommes, des organisations. Mais si le contenu le plus important de la révolution consiste dans le fait que les masses elles-mêmes prennent en mains leurs propres affaires, la direction de la société et de la production, alors, est contre-révolutionnaire et nuisible toute forme d'organisation qui ne permet pas aux masses de dominer et de gouverner par elles-mêmes; en conséquence elle doit être remplacée par une autre forme qui est révolutionnaire dans la mesure où elle permet aux travailleurs de décider activement par eux-mêmes de toute chose. Ceci ne doit pas signifier, qu'étant donnée une classe ouvrière encore passive, on doit avant tout créer et perfectionner cette forme nouvelle, dans laquelle par la suite peut être activé l'esprit révolutionnaire des ouvriers. Cette nouvelle forme organisationnelle ne

peut se créer elle-même que dans le cours du processus révolutionnaire par les travailleurs qui commencent à être en révolution. Mais la reconnaissance de la signification de la forme organisationnelle actuelle détermine l'attitude que les communistes doivent assumer face aux tentatives qui se manifestent déjà d'affaiblir ou de supprimer une telle forme.

Dans le mouvement syndicaliste, et encore plus dans le mouvement des syndicats " industriels ", apparaît déjà la tendance à restreindre le plus possible l'appareil bureaucratique et à rechercher toutes les forces dans l'activité des masses. De ce fait, les communistes se sont, pour la plupart, prononcés pour le soutien de ces organisations contre les ligues centrales. Mais tant que le capitalisme l'emporte, de telles formations nouvelles ne peuvent acquérir une grande importance - l'importance de l'organisation américaine I.W.W. provient de la circonstance spéciale de l'existence d'un prolétariat nombreux, non instruit, le plus souvent d'origine étrangère et en dehors des vieilles ligues. Le système des soviets est beaucoup plus proche du mouvement des Shop-Committees et des Shop-Stewards d'Angleterre, qui sont les organes de la masse en opposition à la bureaucratie, et qui proviennent de la pratique de la lutte. Modelées de façon encore plus précise sur l'idée soviétiste, mais faibles du fait de la stagnation de la révolution, nous avons, en Allemagne, les Unions. Chaque formation nouvelle de ce genre, qui affaiblit les ligues centralisées et leur compacité interne, enlève un obstacle à la révolution et affaiblit la puissance contre-révolutionnaire de la bureaucratie syndicale. Ce serait certes une idée séduisante que de faire rentrer ces forces d'opposition révolutionnaire dans le cadre de ces vieilles organisations afin de pouvoir y conquérir la majorité et de pouvoir les transformer. Mais, en premier lieu, ce serait une illusion, de la même manière que serait illusoire l'idée semblable de conquérir le parti social-démocrate - car la bureaucratie connaît bien l'art de circonscrire une opposition, avant qu'elle ne devienne dangereuse; en second lieu, la révolution ne se déroule jamais selon un programme uniforme. Les explosions élémentaires des groupes passionnément actifs y prennent une part importante, en tant que force populaire. En conséquence, si les communistes, pour des considérations opportunistes en vue de succès immédiats, s'opposaient à de telles forces au profit des ligues centrales, ils renforceraient les obstacles qui s'opposeraient à eux plus tard, avec une énergie plus grande.

La création par les travailleurs de leurs propres organes de pouvoir et d'action, les Soviets, implique déjà la dislocation et la dissolution de l'Etat. Le syndicat étant une organisation beaucoup plus jeune, moderne, née spontanément, se maintiendra un peu plus longtemps, car il a ses racines dans une tradition de rapports qui se sont créés et développés de façon autonome, et qu'en conséquence, il conserve encore une place dans l'idéologie du prolétariat, même après que ce dernier ait déjà dépassé les illusions démocratico-étatiques. Mais de même que les syndicats sont issus du prolétariat lui-même en tant que produit de sa propre création, ainsi, il y aura toujours dans ce domaine des formations nouvelles en tant que tentatives d'adapter chaque fois les syndicats eux-mêmes aux rapports nouveaux; dans ce domaine, suivant le processus de la révolution, des formes nouvelles de lutte et d'organisation en continuelle transformation et évolution se créeront sur le modèle des Soviets.

## VI

La conception selon laquelle la révolution prolétarienne en Europe occidentale peut être comparée à un siège en règle de la forteresse capitaliste, que le prolétariat, rassemblé par le parti communiste en une armée bien organisée, assailli par des attaques répétées selon ses méthodes éprouvées, jusqu'à ce que l'ennemi se rende; tandis qu'en même temps, le contrôle de l'industrie a été conquis pas à pas, ceci est une conception néo-réformiste, qui ne répond certainement pas aux conditions de lutte dans les pays de capitalisme ancien. C'est là que peuvent se produire des révolutions et des prises du pouvoir à nouveau vouées à l'échec, la bourgeoisie conquérant le pouvoir, mais ruinant ainsi encore plus désespérément l'économie; des formes politiques intermédiaires peuvent apparaître, destinées seulement à prolonger le chaos par leur incapacité. Le processus révolutionnaire consiste avant tout dans la dissolution des conditions anciennes, qui doivent exister dans toute société, car elles rendent possibles le processus global de la production et de la vie en commun, et qui, par une longue pratique historique, ont reçu la force solide de coutumes spontanées et de normes morales (sentiment du devoir, d'application zélée, de discipline). La destruction de ces conditions est un phénomène concomitant nécessaire à la dissolution du capitalisme, alors que dans le même temps les relations qui caractérisent la nouvelle organisation communiste du travail et de la société - dont nous observons la naissance en Russie - ne sont pas encore assez forts. De ce fait, une période transitoire de chaos social et politique est inévitable. Là où le prolétariat conquiert rapidement le pouvoir et sait le conserver fortement dans ses mains, comme en Russie, cette période de transition peut être brève et peut rapidement prendre fin par le travail positif de reconstruction. Mais en Europe occidentale, le processus de destruction sera beaucoup plus lent. En Allemagne, nous voyons la classe ouvrière divisée en groupes, dans lesquels cette évolution s'est produite avec une ampleur diverse, et qui ne peuvent donc parvenir encore à une unité active. Les symptômes du dernier mouvement révolutionnaire montrent que l'Etat allemand tout entier - et en général toute l'Europe centrale - se disloque; que les masses populaires se divisent en catégories et en régions, chacune d'elle agissant immédiatement selon sa propre initiative; ici, réussissant à s'armer et à s'emparer plus ou moins du pouvoir politique, là paralysant par les grèves le pouvoir bourgeois; dans un endroit s'enfermant dans une république paysanne, ailleurs devenant une force d'appui des Gardes Blanches, ou abattant les restes du féodalisme par des révoltes agraires élémentaires. Il est évident que la destruction des forces du monde ancien doit être totale, avant que l'on puisse parler d'une édification effective du communisme. Par conséquent, la tâche du parti communiste ne consiste pas à enseigner cette révolution ex-cathedra, ou de faire de vaines tentatives pour l'enfermer dans la camisole de force des formes traditionnelles, mais au contraire d'appuyer

partout les forces du mouvement prolétarien, en englobant les actions spontanées, en leur donnant la conscience de leur connexion avec le cadre immense de la révolution, afin de préparer ainsi l'unification des actions isolées et de se placer de cette manière à la pointe de tout le mouvement.

Dans les pays de l'Entente, où la domination du capitalisme n'a pas encore été ébranlée, nous apercevons la première phase de sa dissolution, c'est-à-dire l'introduction de ce processus dissolutif, sous la forme d'une baisse irrésistible de la production et de la monnaie, d'une vague de grève et d'une forte répugnance au travail de la part du prolétariat. La seconde phase, la période de contre-révolution, c'est-à-dire la domination politique de la bourgeoisie en pleine époque révolutionnaire, signifie une débâcle économique complète; nous pouvons l'étudier mieux que n'importe où en Allemagne et dans le reste de l'Europe centrale. Si, immédiatement après le bouleversement politique avait succédé un système communiste, alors, même en dépit des traités de Versailles et de Saint-Germain, en dépit de l'épuisement et de la misère, une reconstruction organique pouvait commencer. Mais les Ebert-Noske ne pensaient pas davantage à la reconstruction organisée que les Renner-Eauer : ils laissèrent les mains libres à la bourgeoisie, et considérèrent comme étant leur seule tâche de réprimer le prolétariat. La bourgeoisie agit, c'est-à-dire tout capitaliste agit comme le veut sa nature de bourgeois; chacun pensait seulement à faire le plus grand profit possible, à sauver personnellement pour lui-même ce qui pouvait être encore sauvé du désastre. Certes dans les journaux et les manifestes, on parlait de la nécessité de restaurer la vie économique par un travail ordonné, mais cela n'était destiné qu'aux travailleurs, afin de leur cacher sous de belles phrases la dure coercition au travail intensif malgré leur épuisement. Naturellement aucun bourgeois en réalité ne se préoccupait de la reconstruction en tant qu'intérêt général du peuple, mais seulement du point de vue de son gain personnel. D'abord, comme dans la préhistoire, le moyen le plus important de s'enrichir fut le commerce, car l'effritement de la monnaie rendait opportune la vente à l'étranger de tout ce qui aurait été nécessaire à la reconstruction économique, ou même à la simple existence des masses - matières premières, moyens de subsistance, produits, moyens de production, enfin les usines elles-mêmes et les titres de propriété. L'usure régna dans toutes les couches bourgeoises, favorisée par la corruption effrénée de la bureaucratie. Ainsi, tout ce qui avait été préservé de l'ancienne richesse, et qui ne dut pas être livré comme indemnité de guerre, fut expédié à l'étranger par les "dirigeants de la production". Et de la même manière, dans le domaine de la production, entra en scène la convoitise du profit privé, qui détruit la vie économique par son indifférence à l'égard du bien commun. Pour imposer aux prolétaires le travail aux pièces et l'allongement du temps de travail, ou pour se délivrer des éléments prolétariens révoltés, on enferma ceux-ci et on ferma les usines, sans se préoccuper du marasme que cela produisait dans le reste de l'industrie. A tout cela s'ajouta l'incapacité de la direction bureaucratique des entreprises étatiques, qui devint une paresse totale car la main vigoureuse du gouvernement faisait défaut. La limitation de la production revint à l'honneur, vieux moyen primitif de relever les prix, irréalisable du

fait de la concurrence lorsque le capitalisme est florissant. Dans les cours de la Bourse, le capitalisme paraît reflourir, mais les dividendes élevés ne représentent que le gaspillage des restes du patrimoine antérieur et sont dissipés en dépenses de luxe. Ce que l'on observe au cours des dernières années en Allemagne, n'est pas un fait accidentel, mais l'effet du caractère général de la bourgeoisie en tant que classe. Son but unique est et a toujours été le profit personnel. Mais tandis que dans les périodes normales du capitalisme, cette impulsion maintient la production en action, dans le capitalisme mourant, il produit la destruction totale de l'économie. Et la même chose adviendra dans d'autres pays; une fois que la production est bouleversée jusqu'à un certain stade, et que la monnaie est fortement affaiblie, alors, si on laisse libre cours à la soif de gain de la bourgeoisie - et c'est le sens de la domination politique de la bourgeoisie sous le masque d'un quelconque parti non communiste - le résultat sera, de même, la ruine complète de l'économie.

Les difficultés de reconstruction que le prolétariat européen doit affronter en de telles circonstances, sont immensément plus grandes qu'elles ne le furent en Russie : la dévastation postérieure des forces productives industrielles par Koltchak et Lénikine en donne une faible idée. Le prolétariat ne peut attendre que soit instaurée une nouvelle organisation politique, mais doit commencer la reconstruction déjà pendant le cours du processus révolutionnaire, car partout où il s'empare du pouvoir, il doit tout de suite réaliser la mise en ordre de la production, et supprimer le pouvoir de décision de la bourgeoisie sur les éléments matériels de la vie. Le contrôle sur l'usine peut servir à surveiller, dans les lieux de travail, l'emploi des marchandises, mais il est évident qu'il ne peut, par lui-même, permettre de maîtriser tous les artifices employés par la bourgeoisie au détriment de la communauté. Pour cela, tout le pouvoir politique armé est nécessaire, ainsi que son utilisation la plus sévère. Là où les usuriers, sans aucun égard pour le bien-être commun, pillent le bien du peuple, là où la réaction armée assassine et détruit en aveugle, le prolétariat doit entrer en action sans ménagement et lutter pour défendre le bien commun la vie du peuple.

Les difficultés de la réorganisation d'une société complètement détruite sont si grandes qu'elles apparaissent insurmontables au début, de même qu'il est absolument impossible d'établir à l'avance un programme de reconstruction. Mais ces difficultés doivent être surmontées, et le prolétariat les surmontera avec l'esprit illimité de sacrifice et d'abnégation, avec la force d'âme infinie, avec les immenses énergies morales et psychiques, que la révolution est en mesure d'éveiller dans son corps débile et martyrisé.

Deux questions sont à examiner brièvement. La question des employés techniques de l'industrie ne présentera de difficultés que momentanément. En effet, bien qu'ils aient une mentalité nettement bourgeoise et qu'ils soient profondément hostiles à une domination prolétarienne, ils finiront toutefois par se soumettre. La mise en action de la distribution et de l'industrie sera surtout une question d'apport de matières premières; et cette question coïncide avec celle des moyens de subsistance. Ce pro-

blème des vivres est la question centrale de la révolution en Europe occidentale, car la population fortement industrialisée ne pouvait déjà plus vivre sous le capitalisme sans importer de l'étranger. Mais la question des vivres dans la révolution est liée de la façon la plus étroite à toute la question agraire, et les principes d'une organisation communiste de l'agriculture doivent déjà avoir une influence sur les mesures destinées, pendant la révolution, à faire face à la famine. Les biens de l'aristocratie terrienne (Junkers), la grande propriété foncière, sont mûrs pour l'expropriation et la culture collective. Les petits paysans seront libérés de toute exploitation capitaliste et seront guidés sur la voie d'une culture intensive grâce à un soutien par tous les moyens de l'aide étatique et de la coopération. Le paysan moyen qui, en Allemagne occidentale et méridionale par exemple, possède la moitié du sol, et qui éprouve des sentiments fortement individualistes, donc anti-communistes, mais qui occupe une position économique encore inattaquable et qui, par conséquent, ne peut pas être exproprié, sera maintenu dans le cercle de tout le processus économique au moyen de l'organisation de l'échange des produits et le développement de la productivité - le communisme seulement introduira dans l'agriculture cette évolution vers une productivité supérieure et cette élimination de l'individualisme qui, dans l'industrie, ont été produites par le capitalisme. Il résulte de cela que les travailleurs doivent considérer les grands propriétaires fonciers comme une classe ennemie; les travailleurs de la terre et les petits paysans comme leurs alliés dans la révolution, tandis qu'ils n'ont aucun motif de se faire les ennemis des paysans moyens quelque hostiles qu'ils puissent être à priori. Cela signifie que, tant qu'un échange régulier des biens n'est pas réalisé, dans la période cahotique du début, des réquisitions de denrées alimentaires auprès de ces couches paysannes ne peuvent pas être faites, sinon comme mesure de nécessité urgente, en tant que partage absolument inévitable de la faim entre la ville et la campagne. La lutte contre la famine doit être principalement menée au moyen d'importations. La Russie des Soviets, avec ses riches sources de denrées alimentaires et de matières premières sauvera et nourrira la révolution de l'Europe occidentale. C'est pour cela, spécialement, que l'intérêt majeur et tout particulier de la classe ouvrière d'Europe occidentale est de conserver et d'appuyer la Russie des Soviets. Le problème de la reconstruction économique, bien qu'il soit extrêmement difficile, n'est pas le premier qui doit être affronté par le parti communiste. Si les masses prolétariennes déploient leur force intellectuelle et morale la plus grande, elles le résoudront. La première tâche du parti communiste est d'éveiller et de mettre en mouvement ces forces. Il doit pourchasser toutes les idées traditionnelles, qui rendent le prolétariat mal assuré et incertain; il doit s'opposer à tout ce qui réveille chez les ouvriers les illusions d'une vie plus aisée et les éloigne des mesures plus radicales; il doit combattre énergiquement toutes les tendances qui s'attardent à mi-chemin ou bien à la recherche de compromis. Et il existe encore beaucoup de tendances semblables.

Le passage du capitalisme au communisme ne s'effectuera pas selon le simple schéma : conquête du pouvoir politique, introduction du système des conseils, suppression de l'économie privée, bien que cela soit justement en gros la ligne évolutive. Cela serait possible seulement si l'on pouvait construire uniformément en terrain libre. Mais les formes de travail et d'organisation nées du capitalisme, ont des racines solides dans la conscience de la masse et elles ne peuvent être renversées que par un processus de révolution politique et économique. Parmi les formes de travail, mentionnons les formes agraires, qui accomplissent une évolution particulière. Sous le capitalisme, des formes d'organisation diverses selon les pays sont nées dans la classe ouvrière, qui représente une grande force et qui ne peuvent être éliminées soudainement et qui sont en conséquence destinées à jouer un rôle important au cours de la révolution.

Ceci s'applique surtout aux partis politiques. Le rôle de la social-démocratie dans la crise actuelle du capitalisme est suffisamment connu, mais s'achèvera bientôt en Europe centrale. Même ses fractions les plus radicales (telles que le parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) exercent une influence néfaste non seulement parce qu'elles divisent le prolétariat, mais, avant tout parce que leurs idées social-démocrates - telles que la prépondérance des chefs politiques, qui dirigent l'histoire du peuple par leurs actions et leurs manœuvres - perpétuent la confusion dans les masses et les éloignent de l'action. Et si un parti communiste se constitue en tant que parti parlementaire, qui au lieu de la dictature de classe veuille exercer la dictature de parti, c'est-à-dire la dictature des chefs de parti, alors, lui aussi, peut devenir un obstacle à l'évolution. L'attitude du parti communiste d'Allemagne pendant le mouvement révolutionnaire de Mars, lorsqu'il déclara que le prolétariat n'était pas encore mûr pour la dictature, et qu'à cause de cela, si un gouvernement " purement socialiste " se constituait, il se serait comporté en " opposition loyale ", c'est-à-dire qu'il aurait détourné le prolétariat d'une lutte de classe plus rude contre un gouvernement pareil, cette attitude a déjà été critiquée de différents côtés. (\*)

Au cours de la révolution, un gouvernement de chefs de partis socialistes peut apparaître en tant que forme de passage où se manifeste le rapport momentané entre les forces bourgeoises et révolutionnaires. Un tel parti a tendance à maintenir et à

---

(\*) Nous renvoyons à la critique détaillée du camarade Kolosvary, dans la revue hebdomadaire viennoise " Kommunismus ".

éterniser comme résultat final de la révolution le rapport momentané entre la destruction de l'ancien et la création du nouveau. On pourrait dire qu'il s'agit d'une réédition radicale du gouvernement Hebert-Haase-Dittmann. Ce que l'on peut attendre d'un tel gouvernement, résulte des bases sur lesquelles il s'appuie : équilibre apparent des classes ennemies mais avec la prédominance de la bourgeoisie, mélange de démocratie parlementaire avec une espèce de système de Conseils pour les travailleurs, socialisation limitée par le veto de l'impérialisme de l'Entente et par le maintien du profit capitaliste, tentatives vaines pour empêcher les conflits de classes de devenir plus aigus. Ceux qui sont trompés, dans un système semblable, ce sont toujours les travailleurs. Un tel gouvernement, non seulement ne peut rien faire pour la reconstruction, mais il ne peut même pas la tenter, car son but unique est d'arrêter à mi-chemin le cours de la révolution. Et comme il s'efforce d'empêcher la dissolution ultérieure du capitalisme de même que la constitution du plein pouvoir politique du prolétariat, il agit directement de façon contre-révolutionnaire. Les communistes ne peuvent <sup>l'aider</sup> autrement que de combattre un tel gouvernement avec l'absence la plus absolue de ménagements.

Si la social-démocratie était en Allemagne l'organisation dirigeante du prolétariat, il en était de même en Angleterre pour le mouvement syndical qui a des racines très profondes dans la classe ouvrière grâce à une histoire quasi centenaire. Là, depuis longtemps déjà l'idéal des jeunes chefs radicaux des syndicats - du type de Robert Smillie - est que la classe ouvrière domine la société au moyen de l'organisation des syndicats. Le même, les syndicalistes révolutionnaires et les chefs des I.W.W. d'Amérique, bien qu'adhérant à la III<sup>e</sup> Internationale imaginent de préférence la domination future du prolétariat sous une telle forme. Les syndicalistes radicaux considèrent le système des Soviets non comme la forme la plus pure de la dictature prolétarienne mais plutôt comme un gouvernement de politiciens et d'intellectuels, construit sur des fondements formés par des organisations ouvrières. Au contraire, pour eux, l'organisation de classe du prolétariat, naturelle et créée spontanément, c'est le mouvement syndical, dans lequel le prolétariat se gouverne par lui-même et devrait dominer tout le travail. Si le vieil idéal de la "démocratie ouvrière" se réalise et si le syndicat est maître de l'usine, alors l'organe commun des syndicats, leur Congrès, assume la fonction de diriger et d'administrer toute l'économie. Le Congrès des syndicats est alors le vrai "Parlement du travail", qui prend la place de l'ancien parlement bourgeois. Dans ces milieux s'exprime souvent de la répugnance contre une dictature de classe unilatérale et illégale, considérée comme une atteinte à la démocratie : le travail doit dominer, mais les autres ne doivent pas être privés de droits. Et donc, à côté du Parlement du travail, qui gouverne la base de toute vie, c'est-à-dire le travail, devrait exister une seconde Chambre élue au suffrage universel en tant que représentation du peuple entier, et exerçant son influence sur les questions publiques, culturelle et de politique générale.

Cette conception d'un gouvernement par les syndicats ne doit pas être confondue avec le "travailleursisme", avec la politique du "Labour Party" qui dirige maintenant les syndiqués.

Cette politique consiste dans la tendance des syndicats à s'introduire dans le parlement bourgeois actuel, en formant un " Parti du travail " au même titre que les autres partis, et en cherchant à les supplanter comme parti de gouvernement. Un tel parti est tout à fait bourgeois, et il n'y a aucune différence entre Henderson et Ebert. Dès que la pression menaçante exercée par le bas en imposera la nécessité, il fournira à la bourgeoisie anglaise la possibilité de poursuivre sur des bases élargies sa vieille politique, en affaiblissant et en fourvoyant les travailleurs par le fait que leurs chefs sont admis dans le gouvernement. Un gouvernement du parti du travail - qui apparaissait proche il y a un an du fait de la position révolutionnaire des masses, mais qui depuis a été repoussé dans le lointain par les chefs aux-mêmes du fait de leur opposition au courant radical - serait uniquement, de la même manière que le gouvernement d'Ebert en Allemagne, un gouvernement au profit de la bourgeoisie. Mais il reste encore à voir si l'astucieuse et prévoyante bourgeoisie anglaise n'aura pas davantage confiance en elle-même plutôt que dans cette bureaucratie ouvrière pour effectuer ce travail d'étourdissement et de maintien des masses.

Un véritable gouvernement de syndicats selon la conception radicale est, à l'égard de cette politique du parti du travail, à ce " travaillisme " comme la révolution est à l'égard de la réforme. Il ne pourrait être introduit que par une révolution réelle des rapports politiques soit violente, soit réalisée d'après l'ancien modèle anglais, et alors, dans la conscience des masses, il s'agirait précisément de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Mais cela est cependant tout à fait différent du but du communisme. En effet, une telle conception repose sur l'idéologie étroite qui se développe dans le cours de la lutte syndicale et dans laquelle on a devant soi non le capital mondial comme un tout, sous ses formes variées et complexes de capital financier, bancaire, agraire, de capital colonial, mais uniquement sa forme industrielle. Cette conception repose sur l'économie marxiste, qui est aujourd'hui sérieusement étudiée dans le monde anglais du travail, en ceci qu'elle montre dans la production un mécanisme d'exploitation, mais sans la profonde doctrine sociale du marxisme, sans le matérialisme historique. Cette conception sait que le travail constitue la base du monde et veut donc que le travail domine le monde; mais elle ne voit pas que tous les domaines abstraits de la vie politique et spirituelle sont conditionnés par le mode de production, et, en conséquence, elle a tendance à abandonner ces domaines à l'intelligentsia bourgeoise, pourvu qu'elle reconnaisse la prédominance du travail. En réalité, un gouvernement pareil serait un gouvernement de la bureaucratie syndicale, aidée par la fraction radicale de l'ancienne bureaucratie d'Etat, à qui il laisserait, comme à des spécialistes, les domaines spéciaux de la culture, de la politique, etc... Et même s'il est prévisible que son programme économique correspondre à l'expropriation communiste, il s'orientera uniquement vers l'expropriation du grand capital, du capital usuraire des banques et des propriétaires fonciers, tandis que l'honnête profit des petits entrepreneurs dépouillés et dominés par le grand capital sera respecté. Il est également douteux que, sur la question coloniale, ce nerf vital de la classe dominante anglaise, le dit gouvernement accepte le point de vue de la liberté complète pour les Indes, qui fait partie essentielle du programme communiste.

On ne peut prévoir de quelle façon, dans quelle mesure et avec quelle pureté, une forme politique semblable se réalisera; seules les forces d'impulsion et les tendances, les types abstraits, peuvent être reconnus, mais non les formes concrètes, toujours diverses, et les mélanges dans lesquels elles se réalisent. La bourgeoisie anglaise a toujours eu l'art d'éluder au moment opportun les buts révolutionnaires, par des concessions partielles. S'il est possible, et dans quelle mesure, de suivre cette tactique dans l'avenir, cela dépendra surtout de l'ampleur de la crise économique. Si la discipline syndicale était brisée par le bas, par des révoltes industrielles désordonnées, les dirigeants syndicalistes réformistes et radicaux se rencontreraient sur une position moyenne; si la lutte était dirigée de façon rigoureuse contre l'ancienne politique réformiste des dirigeants, alors les syndiqués radicaux et les communistes marcheraient en plein accord.

Ces tendances ne sont pas limitées à l'Angleterre. Dans tous les pays, les syndicats constituent les organisations ouvrières les plus puissantes; et il suffira qu'un heurt politique abatte le pouvoir ancien pour qu'il passe naturellement dans les mains de la puissance la mieux organisée et la plus influente qui existe. En Allemagne, en novembre 1918, les états-majors des syndicats constituèrent la garde contre-révolutionnaire derrière Ebert; et, au cours de la dernière crise de Mars, ils apparurent sur l'avant-scène politique dans leur tentative d'acquérir une influence directe sur la formation du gouvernement. Par ce soutien au gouvernement Ebert, il s'agissait seulement de rouler encore une fois astucieusement le prolétariat par la tromperie d'un " Gouvernement sous le contrôle de l'organisation ouvrière ". Mais la même tendance qu'en Angleterre apparaît ici à nouveau. Et même si les Legien et les Nauer étaient trop compromis dans une orientation contre-révolutionnaire des responsables nouveaux, plus radicaux, prendraient leur place, de la tendance du parti indépendant, ainsi que, l'an dernier déjà, les Indépendants sous Dissmann ont conquis la direction de la grande Ligue des métallurgistes. Au cas où un mouvement révolutionnaire abattrait le gouvernement d'Ebert, cette puissante force organisée de sept millions de membres chercherait certainement - aux côtés du parti communiste ou contre lui - à s'emparer du pouvoir politique.

Un " gouvernement " semblable " de la classe ouvrière " au moyen des syndicats ne peut pas être stable, car même s'il pouvait se maintenir longtemps en supposant un lent processus de décomposition économique, il ne peut pas exister dans une période de révolution aiguë sinon comme état de transition vacillant. Son programme, tel que nous l'avons esquissé plus haut, ne peut pas être radical. Une tendance qui n'admet pas ces dispositions comme des formes provisoires de transition, ainsi que le fait le communisme qui les développe consciemment en vue d'une organisation communiste, mais au contraire les considère comme un programme définitif, cette tendance doit nécessairement en venir à s'opposer et à lutter contre les masses : et cela parce qu'en premier lieu elle ne rend pas complètement impuissants les éléments bourgeois, mais leur laisse une certaine position de force dans la bureaucratie et peut-être au parlement, où ils peuvent continuer à mener la lutte de classes. La bourgeoisie s'efforcera de renforcer ces positions de force, alors que le prolétariat, ne pou-

vant pas de cette manière abattre la classe adverse, doit tenter de réaliser le véritable système soviétiste comme organe de sa dictature. Dans cette lutte entre deux puissants adversaires, la reconstruction économique sera impossible (\*). En second lieu, un tel gouvernement de chefs de syndicats ne peut pas résoudre les problèmes posés par la société. Ils ne peuvent être résolus que par l'initiative propre et par l'activité d'une masse prolétarienne poussée par une abnégation et un enthousiasme que seul le communisme peut susciter par sa perspective de liberté complète et d'extrême élévation spirituelle et morale. Une tendance qui veut supprimer la pauvreté matérielle et l'exploitation, mais qui se limite à cela consciemment, et qui ne touche en rien à la superstructure bourgeoise ne sait pas transformer en même temps toute la façon de voir, toute l'idéologie du prolétariat, et ne peut pas libérer ces puissantes énergies de masses; à cause de cela, il sera incapable de résoudre le problème matériel de la reconstruction économique, d'éliminer le chaos.

De même que le gouvernement " purement socialiste ", le gouvernement des syndicats cherchera à conserver et à stabiliser le résultat momentané du processus révolutionnaire, à un stade toutefois beaucoup plus avancé, puisque la prédominance de la bourgeoisie a déjà été détruite et que lui a succédé un certain équilibre entre les classes sous la prépondérance du prolétariat, du fait que tout le profit capitaliste ne peut plus être conservé mais seulement sa forme petite-capitaliste la moins choquante; du fait que l'on ne visera plus à la restauration bourgeoise, mais sérieusement à la construction socialiste, bien qu'avec des moyens insuffisants. Ce gouvernement a donc la signification d'être l'ultime refuge de la classe bourgeoise, au cas où la bourgeoisie, sous l'assaut des masses, ne pourrait plus se maintenir sur la ligne Scheidemann-Dissmann-Merrheim. Si elle ne pouvait plus tromper le prolétariat au moyen de " travailleurs " dans un gouvernement bourgeois ou socialiste, elle pourrait encore détourner le prolétariat de ses buts radicaux extrêmes au moyen d'un "gouvernement des organisations ouvrières", afin de conserver ainsi une partie de sa position privilégiée. Le caractère d'un tel gouvernement est contre-révolutionnaire, dans la mesure où il cherche à contenir à mi-chemin le développement nécessaire de la révolution, en vue de la destruction complète du monde bourgeois et du communisme intégral. Faire de la propagande pour une tendance semblable est un acte contre-révolutionnaire dans la mesure où il tente par une formule bien échaffaudée de détourner le prolétariat de poursuivre ses buts les plus grands et les plus nets. Actuellement, la lutte des communistes peut souvent être parallèle à celle des syndicalistes radicaux mais ce serait une tactique néfaste de ne pas mettre en relief les contrastes criants qui existent dans les principes et dans

---

(\*) L'absence de manifestation visible d'un moyen violent de la part de la bourgeoisie en Angleterre éveille, de temps à autre, l'illusion pacifiste qu'une révolution violente ne serait plus nécessaire et qu'une construction partant de la base (comme les shop-commitees) prendrait soin de tout. Il est certain que l'arme la plus puissante de la bourgeoisie anglaise a été jusqu'à maintenant non la violence mais l'habile fourberie; mais si c'est nécessaire cette classe, dominant à l'échelle mondiale, saura aussi faire appel à un énorme moyen de violence.

les objectifs. Et ces considérations ont une importance même par rapport à l'attitude que les communistes doivent avoir, face aux ligues syndicales actuelles : tout ce qui contribue à renforcer leur compacité et leur force, consolide cette puissance qui, dans l'avenir, se mettra en travers de la route du progrès de la révolution.

Le communisme, en menant une lutte de principe énergique contre ces formes politiques de transition, est le représentant des tendances révolutionnaires vivantes du prolétariat. L'action révolutionnaire du prolétariat, en brisant l'appareil bourgeois du pouvoir et en ouvrant la voie à la domination de la bureaucratie syndicale, pousse immédiatement les masses à la création de ses propres organes, les Conseils qui, tout de suite, sapent à sa base le mécanisme bureaucratique des syndicats. L'organisation du système des Soviets représente en même temps la lutte du prolétariat pour substituer la forme parfaite de la dictature à sa forme imparfaite. Mais, étant donné le travail intense réclamé par ces tentatives incessantes de donner à l'économie une " nouvelle organisation ", une bureaucratie de dirigeants pourra encore longtemps conserver une grande puissance, et la capacité des masses de s'en débarrasser ne grandira que lentement. Ces formes et ces phases diverses de l'évolution ne se succèdent pas par ordre, de la façon abstraitement régulière dont nous les exposons logiquement l'une après l'autre en tant qu'expression des stades divers de maturité de l'évolution. Mais ces formes et ces phases se développent l'une à côté de l'autre, se mélangent et s'entrecroisent comme un chaos de tendances qui se complètent, se combattent et se neutralisent, et dont la lutte contient tout le développement de la révolution. " Les révolutions prolétariennes - disait déjà Marx - se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent continuellement leur propre cours, reviennent sur ce qui apparemment était déjà parfait, pour recommencer; elles se moquent avec une âpreté radicale des demi-mesures, des faiblesses et des hésitations de leurs premières tentatives; elles semblent abattre leurs ennemis seulement pour qu'ils puissent puiser de la terre des forces nouvelles et se dresser à nouveau, démesurés, contre elles....". Les pouvoirs, qui jaillissent du prolétariat comme expression de sa force encore insuffisante, doivent être dépassés dans le processus du développement de cette force, développement par antagonismes, donc catastrophique, au moyen de la lutte. Au début était l'action. Mais elle n'est que le début. Abattre une domination requiert un seul moment de volonté unitaire; mais ce n'est que l'unité permanente - possible uniquement si la vision est claire - qui puisse maintenir la victoire. Sinon la retraite survient, non comme un retour des anciens maîtres, mais comme un pouvoir nouveau, sous une nouvelle forme, avec des personnes et des illusions nouvelles. Chaque phase nouvelle de la révolution fait apparaître une couche nouvelle de dirigeants non encore utilisés, en tant que représentants de formes déterminées d'organisation. Et le dépassement de cette couche signifie à son tour un stade plus élevé dans l'auto-libération du prolétariat. La force du prolétariat n'est pas la force aveugle de l'action momentanée, qui chasse l'ennemi, mais la puissance spirituelle qui surmonte la sujétion spirituelle ancienne, et, ainsi, sait tenir fortement dans son poing ce qui a été conquis dans l'élan de l'assaut. La croissance de cette force au cours des successions diverses d'avance et de recul de la révolution, est la croissance de la liberté du prolétariat.

Tandis qu'en Europe Occidentale le capitalisme se décompose toujours plus, en Russie, malgré des difficultés énormes, la production s'organise sous un ordre nouveau. La domination du communisme ne signifie pas que la production s'opère tout entière de façon communiste - cela n'est possible qu'après un long processus évolutif - mais que la classe ouvrière dirige la production vers le communisme avec une détermination consciente (\*). En aucune époque, une telle évolution ne peut aller au-delà de ce que permet le substratum technique et social existant, et elle doit présenter des formes de transition, dans lesquelles apparaissent des restes de l'ancien monde bourgeois. L'après ce que nous savons en Europe occidentale sur la situation russe, ces formes s'y trouvent en action.

La Russie est un gigantesque pays de paysans, où l'industrie ne s'est pas développée comme en Europe occidentale, jusqu'à devenir une "manufacture" du monde, et à faire de l'exportation et de l'expansion une question vitale; elle l'est juste assez pour permettre la formation d'une classe industrielle capable, en tant que classe évoluée, de prendre en mains la direction de la société. L'agriculture occupe la masse du peuple, et les grandes exploitations modernes y représentent une minorité, de grand intérêt toutefois pour l'évolution communiste. La partie principale est constituée de petites exploitations, non pas de petites entreprises misérables et exploitées, mais d'entreprises capables d'assurer le bien-être aux paysans, et que le gouvernement des Soviets cherche à relier toujours plus à l'ensemble, au moyen de fournitures en matières auxiliaires et en instruments, de même qu'au moyen d'un enseignement intensif culturel et technique. Ceci dit, on comprend que cette forme d'exploitation produise un certain esprit individualiste, étranger au communisme, qui chez les paysans riches devient souvent un sentiment hostile, nettement anti-communiste. L'Entente a, sans aucun doute, spéculé sur cette circonstance, dans ses projets de commerce au moyen des coopératives, afin de susciter un contre-mouvement bourgeois, en attirant ces éléments dans le cercle de l'avidité bourgeoise du profit. Mais comme un trop grand intérêt, la crainte de la réaction féodale, les unit au gouvernement actuel. De telles tentatives sont destinées à échouer, et si l'impérialisme de l'Europe occidentale s'écroule, ce danger disparaîtra tout à fait.

---

(\*) Cette conception du bouleversement graduel du mode de production, qui veut éliminer progressivement par de lentes réformes le capitalisme et l'exploitation, se trouve dans une opposition aiguë avec la conception social-démocrate. La suppression immédiate de tout profit du capital et de toute exploitation par le prolétariat victorieux est la condition primordiale pour que le mode de production emprunte le chemin du communisme.

L'industrie est une production sans exploitation, réglée en majeure partie de façon centralisée; elle est le cœur de l'organisation nouvelle et la direction de l'Etat se base sur le prolétariat industriel. Mais même cette production se trouve dans une période de transition; les fonctionnaires techniques et administratifs exercent dans l'usine et dans l'Etat un pouvoir plus grand que ce qui est compatible avec un communisme en développement. La nécessité d'accroître rapidement la production, et plus encore, la nécessité de créer une bonne armée contre les assauts de la réaction, contraignent à remédier, en un temps très accéléré, à la pénurie de forces dirigeantes; la menace de la famine et les assauts ennemis ne permirent pas de tourner toutes les forces vers l'élévation, à un rythme plus lent, de la capacité générale et du développement de tous comme base d'une communauté (Gemeinwesen) communiste. De telle sorte que des nouveaux chefs et des nouveaux fonctionnaires, a dû surgir une bureaucratie nouvelle, qui absorbe en elle les restes de l'ancienne, et dont l'existence est considérée parfois avec préoccupation comme un danger pour l'ordre nouveau. Ce danger ne peut être écarté que par un profond développement des masses, et l'on veille à cela avec un zèle enflammé, mais la base durable d'un tel développement ne peut être constituée que par l'abondance communiste, grâce à laquelle l'homme cesse d'être esclave de son travail. Seule l'abondance crée la condition matérielle de l'égalité et de la liberté; tant que la lutte contre la nature et contre les puissances du capital est encore une lutte âpre; une excessive spécialisation restera nécessaire.

Selon notre examen, il est remarquable que le cours différent de l'évolution en Europe occidentale - où nous la prévoyons seulement dans le développement ultérieur de la révolution - et en Russie, engendre la même structure politico-économique : une industrie organisée de façon communiste, dans laquelle les conseils ouvriers constituent l'élément de l'administration autonome, sous la direction technique et la domination politique d'une bureaucratie ouvrière; tandis qu'en même temps, dans les nombreuses exploitations petites et moyennes, l'agriculture conserve un caractère individualiste et petit-bourgeois. Toutefois cette coïncidence n'est pas étrange puisque une structure sociale pareille n'est pas déterminée par l'histoire politique passée, mais par des conditions technico-économiques fondamentales - le degré de développement de la technique industrielle et agricole, de même que la culture des masses - qui sont identiques en un lieu ou en un autre (\*). Mais à côté de cette coïncidence, il existe aussi une grande différence de signification de l'objectif. En Europe occidentale, cette structure politico-économique forme un état de transition, sur lequel la bourgeoisie tente, en dernier ressort, d'arrêter sa ruine, alors qu'en Russie on tente consciemment de diriger l'évolution vers le communisme. En Europe occidentale, cette structure constitue une phase de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie; en Russie, une phase de la nouvelle organisation économique. Sous des

---

(\*) On trouve un exemple connu d'un tel développement convergent dans la structure sociale à la fin de l'antiquité et au commencement du Moyen-Age. (Cf. Engels " L'origine de la famille, etc..." Chapitre VIII.)

formes extérieures identiques, l'Europe occidentale se trouve sur la ligne descendante d'une civilisation moribonde, la Russie, dans le mouvement ascendant d'une civilisation nouvelle.

Lorsque la révolution russe était encore jeune et faible, et qu'elle attendait son salut de l'éclatement rapide de la révolution européenne, une autre conception sur son importance l'emportait. La Russie - disait-on alors - n'est qu'un poste avancé de la révolution, dans lequel, par un hasard heureux de circonstances, le prolétariat a pu s'emparer du pouvoir aussi rapidement, mais ce prolétariat est faible et inculte, et disparaît quasiment dans la masse infinie des paysans. Le prolétariat de la Russie économiquement arriérée ne peut marcher en tête que temporairement; mais dès que les masses énormes du prolétariat d'Europe occidentale se seront dressées, avec leurs connaissances et leur préparation culturelle, avec leur instruction technique et organisationnelle et qu'elles auront pris le pouvoir dans des pays industriels plus développés de civilisation ancienne et riche, on assistera alors à l'épanouissement du communisme, à côté duquel le méritoire commencement russe paraîtra faible et pauvre. Là où le capitalisme déploie sa force la plus grande : en Angleterre, en Amérique, en Allemagne - et là où il a préparé le nouveau mode de production, là se trouve le noyau et la force du nouveau monde communiste.

Cette façon de voir ne tenait pas compte des difficultés de la révolution en Europe occidentale. Là où le prolétariat n'a atteint que lentement une domination solide, et où la bourgeoisie sait reconquérir çà et là le pouvoir ou une partie du pouvoir, on ne parvient pas à une organisation de l'économie. Une reconstruction capitaliste est impossible. Chaque fois que la bourgeoisie a les mains libres, elle crée un nouveau chaos et détruit les fondations qui auraient pu servir à construire une production communiste. Par la réaction sanguinaire et la dévastation, elle empêche toujours la consolidation de l'ordre prolétarien nouveau. Cela se produit aussi en Russie : la destruction des installations industrielles et minières en Oural et dans le Donetz, par Koltchak et Lénikine, de même et surtout, la nécessité d'employer dans la lutte contre eux les travailleurs les meilleurs et la partie principale de la force productive, a profondément ébranlé l'économie. Elle a endommagé gravement et ruiné l'édifice communiste, et si même la reprise des rapports commerciaux avec l'Amérique et l'Europe occidentale peut fortement provoquer un nouvel essor, la plus grande et la plus héroïque abnégation des masses sera nécessaire en Russie pour réparer complètement les dégâts. Mais - et là réside la différence - en Russie la république des Soviets demeure ferme et solide, en tant que centre organisé d'une force communiste qui avait déjà acquis une grande solidité interne. On détruira et on tuera tout autant en Europe occidentale, et là aussi, les meilleures forces du prolétariat seront anéanties dans la lutte. Mais la source d'une force constituée par un grand Etat soviétiste déjà solidement organisé y fait défaut. Dans la guerre civile dévastatrice, les classes s'épuisent réciproquement, et tant que la reconstruction ne peut pas se faire, le chaos et la misère l'emporteront. Il en sera ainsi dans les pays où le prolétariat n'aura pas vu sa tâche avec clarté et avec une volonté unitaire, dans les pays où les traditions bourgeoises affaiblissent et divisent les travail-

leurs, assombrissent leur vie et avilissent leurs coeurs. Il faudra des années avant que, dans les pays capitalistes anciens, l'influence pestiférée et paralysante de la civilisation bourgeoise sur le prolétariat, soit surmontée. Et en attendant, la production reste morte, et le pays deviendra un désert économique.

Dans le même temps où l'Europe occidentale sort péniblement de son passé bourgeois et stagne économiquement, en Orient, en Russie, l'économie démarre dans l'ordre communiste. Ce qui distinguait les pays de capitalisme évolué, de l'Orient retardataire, c'était la possession immense de moyens de production matériels et spirituels - un réseau dense de voies ferrées, de fabriques, de bateaux, une population dense et instruite techniquement. Mais dans la catastrophe du capitalisme, pendant la longue guerre civile, dans la période de marasme, quand on produit trop peu, cette possession se perd, consommée ou détruite. Les forces productives indestructibles, la science, les capacités techniques, ne sont pas liées à ces pays; leurs représentants trouvent une nouvelle patrie en Russie, où, au moyen du commerce, une partie de la richesse matérielle, technique de l'Europe, pourra encore trouver refuge. L'accord commercial de la Russie des Soviets avec l'Europe occidentale, s'il se réalise sérieusement et puissamment, tend à renforcer cette opposition, parce qu'il promet la reconstruction économique de la Russie, tandis qu'en Europe occidentale la catastrophe est différée, la ruine est contenue. Cela procure au capitalisme un moment de pause et paralyse la force d'action révolutionnaire des masses, on ne peut dire pour combien de temps et dans quelle mesure. Cela se manifestera politiquement dans l'apparence de stabilité que pourra revêtir une forme de gouvernement bourgeois ou une des autres formes décrites ci-dessus, et, en même temps, par la domination de l'opportunisme dans le mouvement communiste; les partis communistes d'Europe occidentale prendront une position légale en reconnaissant les vieilles méthodes de lutte, en participant au travail parlementaire et à l'opposition loyale dans les vieux syndicats, ainsi que la social-démocratie le fit déjà, et face à cela, le courant syndical, révolutionnaire, sera repoussé dans la minorité. Mais un renouveau véritable du capitalisme est tout à fait invraisemblable; l'intérêt privé des capitalistes qui commercent avec la Russie se souciera peu de l'économie générale et, par la grâce du profit, enverra en Russie des éléments fondamentaux de production, et le prolétariat ne pourra être à nouveau assujéti. Ainsi la crise traîne en longueur; une amélioration durable est possible et se verra toujours enrayée; le processus de la révolution et de la guerre civile est ajourné et éloigné, la domination complète du communisme et le début d'un nouvel épanouissement est renvoyé dans un lointain futur. Pendant ce temps, à l'Orient, l'économie se lève dans un essor vigoureux et sans entraves, ouvre des voies nouvelles en s'appuyant sur une science de la Nature plus élevée - que l'Occident ne sait pas utiliser - unie à la science nouvelle de la société, par la conquête récente du pouvoir des forces sociales par l'humanité. Et ces forces, centuplées par les énergies nouvelles jaillies de la liberté et de l'égalité, feront de la Russie le centre du nouvel ordre communiste mondial.

Ce ne sera certes pas la première fois dans l'histoire, dans le passage à une forme nouvelle de production - ou dans une de ses phases - que le centre du monde se déplace vers d'autres régions du monde. Dans l'Antiquité cela commença en Asie Mineure vers l'Europe du Sud; au Moyen-Age, de l'Europe méridionale vers l'Europe occidentale; avec l'avènement du capital colonial et commercial, l'Espagne devint le pays dirigeant, puis la Hollande et l'Angleterre; avec l'avènement de l'industrie, ce fut l'Angleterre. Les causes de ces migrations doivent être comprises dans un point de vue général; là où les formes économiques antérieures ont atteint le développement le plus grand, les forces matérielles et spirituelles, les institutions politico-juridiques, qui garantissent l'existence de ces formes et sont nécessaires pour leur déploiement complet, se sont à ce point solidifiées qu'elles présentent un obstacle presque insurmontable à l'évolution de nouvelles formes. Ainsi, à la fin de l'Antiquité, l'institution de l'esclavage faisait obstacle au développement de l'organisation féodale; ainsi, les statuts de métiers agirent de telle façon dans les grandes et riches cités médiévales que la manufacture capitaliste postérieure put seulement se développer en d'autres lieux, jusqu' alors sans importance; ainsi, l'organisation politique de l'absolutisme français, qui sous Colbert impulsait l'industrie, plus tard, au 18<sup>e</sup> siècle, empêcha l'introduction de la nouvelle grande industrie, qui fit de l'Angleterre un pays industriel. Dans la nature organique, il existe même une loi équivalente, qui en opposition à la " survivance " darwinienne du " plus adapté ", pourrait s'appeler " survival of the unfitted ", " survivance du non-adapté ". Lorsqu'un type animal - les sauriens de l'ère secondaire par exemple - s'est spécialisé et différencié dans une richesse de formes qui sont pleinement adaptées aux conditions de vie de l'époque, il est alors devenu incapable d'évoluer vers un type nouveau : toutes dispositions et toutes possibilités d'évolution se perdent et ne se retrouvent plus. La formation d'un type nouveau provient de formes primitives originelles, qui, étant indifférenciées ont conservé toutes les possibilités d'évolution, et l'incapacité d'adaptation du type ancien disparaît. Le phénomène dont la science bourgeoise se débarrasse en imaginant un " épuisement de la force vitale " d'une nation ou d'une race doit être considéré en tant que cas particulier de cette loi organique qui fait continuellement passer au cours de l'histoire de l'humanité la direction de l'évolution économique, politique, culturelle, d'un peuple ou d'un pays à l'autre.

Nous pouvons apercevoir maintenant les raisons pour lesquelles la prédominance de l'Europe occidentale et de l'Amérique - que la bourgeoisie attribue volontiers à une supériorité intellectuelle et morale de sa race - devient évanescence, et dans quels lieux il est prévisible qu'elle émigre. Des pays nouveaux où les masses ne sont pas intoxiquées par les fumées de la conception bourgeoise du monde, où un commencement de développement industriel arracha les esprits de l'inertie ancienne et éveilla un sentiment communiste de la collectivité; où existent les matières premières qui permettent d'affecter la technique la plus élevée héritée du capitalisme à une rénovation des formes productives traditionnelles; où la pression s'exerçant du haut est suffisamment forte pour pousser à la lutte et à la formation des vertus combattives, mais où une bourgeoisie prépondérante ne puisse plus empêcher cette réno-

vation - ces pays seront les centres du nouveau monde communiste. La Russie, qui, avec la Sibérie forme à elle seule, une partie du monde, est déjà en première ligne. Mais les mêmes conditions existent plus ou moins aussi dans d'autres pays de l'Orient, en Inde, en Chine. Même si d'autres causes d'immaturité existent, ces pays ne doivent pas être oubliés lorsque l'on considère la révolution communiste mondiale.

La révolution mondiale ne peut être perçue dans toute son importance universelle, si on ne la considère que du point de vue de l'Europe occidentale. La Russie n'est pas seulement la partie orientale de l'Europe, mais aussi - et non seulement sous l'aspect géographique mais encore sous l'aspect économique - dans une plus grande mesure, la partie occidentale de l'Asie. L'ancienne Russie avait peu de choses communes avec l'Europe; elle était la partie placée le plus à l'Occident parmi les formations politico-économiques, que Marx qualifiait de " despotisme oriental " et auxquelles appartiennent tous les gigantesques empires asiatiques anciens et nouveaux. A l'intérieur de ces pays, sur la base de la communauté de village, d'un paysannat pour ainsi dire partout uniforme, s'élevait un pouvoir illimité de la noblesse et des princes, appuyé sur un trafic commercial relativement restreint, quoiqu'important, et avec un petit artisanat. Le capital européen a pénétré dans chaque partie de ce système de production qui se reproduisait toujours de la même manière au cours des siècles en dépit des changements de pouvoir à leur surface. Il l'a dissout, assujéti, exploité, appauvri, au moyen du commerce, de l'assujettissement et du pillage direct, en exploitant les richesses naturelles, en construisant des chemins de fer et des usines, en accordant des prêts d'Etat aux princes, en exportant des denrées alimentaires et des matières premières - c'est-à-dire au moyen de ce que l'on comprend sous l'appellation de politique coloniale. Tandis que l'Inde, avec ses richesses immenses, fut, de bonne heure déjà, conquise, pillée et donc prolétarisée et industrialisée, les autres pays ne tombèrent que plus tard dans les filets du capital financier grâce à la politique coloniale moderne. De même la Russie - bien qu'elle apparut extérieurement dès 1700 comme une puissance européenne - devint une colonie du capital européen : grâce à ses rapports guerriers immédiats avec l'Europe, elle prit d'abord et plus rapidement le chemin sur lequel, plus tard, la suivirent la Perse et la Chine. Avant la dernière guerre, les 70 % de l'industrie du fer, les 90 % de la production de platine, les 75 % de l'industrie du naphte se trouvaient dans les mains des capitalistes européens qui, en outre, au moyen des dettes énormes d'Etat du tsarisme, exploitaient les paysans russes jusqu'aux limites de la famine. Alors que la classe ouvrière travaillait en Russie dans des conditions semblables à celles de la classe ouvrière d'Europe, ce qui permit une communauté d'idées révolutionnaires marxistes, la Russie, toutefois, de par sa situation économique complexe était le plus occidental des empires asiatiques.

La révolution russe est le début de la grande révolte de l'Asie contre le capital ouest européen concentré en Angleterre. On considère normalement, ici, seulement son influence sur l'Europe occidentale où les révolutionnaires russes sont devenus, par leur haute formation théorique, les maîtres du prolétariat se soulevant pour accéder au communisme. Mais toute aussi importante est son

action sur l'Orient. De ce fait, les questions asiatiques dominent presque plus la politique de la république des soviets que les questions européennes. Le Moscou, où les délégations des races asiatiques arrivent l'une après l'autre, est lancé, à travers toute l'Asie (\*), le cri de liberté et d'autodétermination de tous les peuples; l'appel à la lutte contre le capital européen. A partir de la république soviétiste tourannienne s'établissent des liens entre l'Inde et les pays musulmans; dans le sud de la Chine, les révolutionnaires essayent d'imiter la constitution des soviets; le mouvement panislamique sous direction turque et qui va croissant dans le Proche-Orient, cherche à s'appuyer sur la Russie. Ici réside le contenu essentiel du combat mondial entre la Russie et l'Angleterre, protagonistes de deux systèmes de société. Cette lutte ne peut pas, en dépit de pauses provisoires, se terminer par une paix réelle, du fait que le procès de fermentation s'élargit toujours plus en Asie. Les politiciens anglais qui regardent un peu plus loin que le petit bourgeois démagogue Lloyd Georges, voient très bien le danger qui menace la domination mondiale de l'Angleterre et par là le capitalisme tout entier. Ils disent, avec raison, que la Russie est plus dangereuse que ne le fut jamais l'Allemagne. Mais ils ne peuvent pas l'affirmer énergiquement parce que le mouvement révolutionnaire qui commence à travailler le prolétariat anglais ne consent même pas un autre gouvernement que celui de la démagogie petite bourgeoise.

Les affaires de l'Asie sont les propres affaires de l'humanité. En Russie, en Chine, en Inde, dans la plaine sibéro-russe, dans les vallées fertiles du Gange et du Yang-Tsé-Kiang vivent 800 millions d'hommes, plus de la moitié de la population de la terre, presque trois fois plus que dans les pays capitalistes d'Europe. Ils apparaissent, avant tout, en dehors de la Russie, en tant que germes de révolte : d'un côté de puissants mouvements de grèves/susceptibles de s'embraser là où les prolétaires industriels sont parqués : Bombay et Han-Kéou, par exemple; d'un autre côté des mouvements nationaux accédant difficilement à une compréhension nationale. Dans la mesure où les nouvelles peu abondantes de la presse anglaise, passablement silencieuse, permettent de l'affirmer, la guerre mondiale a renforcé les mouvements nationaux - violemment réprimés ensuite - tandis que l'industrie se trouve

---

(\*) Ici réside le fondement de la position de Lénine en 1916, à l'époque de Zimmerwald, en opposition à celle de Kadek qui défendait le point de vue des communistes de l'Europe occidentale. Ces derniers insistaient sur le fait que la solution du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - que les sociaux-démocrates prônaient avec Wilson - était seulement une tromperie pour le peuple, parce que ce droit, sous l'impérialisme, n'est qu'une apparence, un mensonge, et que, de ce fait, on devait combattre cette solution. Lénine vit dans ce point de vue la tendance des socialistes d'Europe occidentale à refuser la guerre de libération nationale des peuples asiatiques; le moyen par lequel il pourrait se dérober à la lutte radicale contre la politique coloniale de leur gouvernement.

dans un " boom " si puissant que l'or s'écoule en masse de l'Amérique vers l'Extrême Orient. Quand la vague de la crise atteindra ces pays - le Japon semble déjà touché - on devra compter sur un nouveau combat. On doit soulever la question de savoir si l'on doit soutenir les mouvements purement nationalistes qui tentent de parvenir à un gouvernement national capitaliste, du fait qu'ils se comportent en ennemis vis-à-vis du mouvement de libération proprement prolétarien. Mais il est probable que le développement ne prendra pas cette voie. Il est vrai que la compréhension croissante de la bourgeoisie indigène est orientée vers le nationalisme européen et qu'elle propage l'idée d'un gouvernement national bourgeois sur le modèle ouest européen. Mais avec la ruine de l'Europe, cet idéal pâlit et il passera sans aucun doute sous la forte influence spirituelle du bolchévisme russe. Par là, on trouvera le moyen de le fondre dans le mouvement de grève et dans le mouvement insurrectionnel du prolétariat. Ainsi, le mouvement de libération nationale de l'Asie acceptera peut-être plus rapidement qu'on ne pouvait s'y attendre, jusqu'à maintenant d'après l'apparence, le solide terrain matériel d'une lutte de classe des ouvriers et des paysans contre l'oppression barbare du capital mondial, d'une pensée mondiale et d'un programme communiste.

Que ces peuples soient en majorité paysans n'est pas, tout comme en Russie, un obstacle. Les communautés (Gemeinwesen) communistes ne consistent pas en une foule compacte de villes industrielles. L'agriculture devra y tenir une grande place, car, ici, cesse la séparation capitaliste entre régions industrielles et régions agricoles. Avant tout, la prédominance du caractère agricole rendra la révolution plus difficile parce que la disposition spirituelle y est plus faible. Une longue période de bouleversement spirituel et politique est sans aucun doute nécessaire pour ces pays. Là les difficultés sont tout autre qu'en Europe : moins actives que passives. Elles résident moins dans la force de l'opposition que dans la lenteur de l'éveil de l'activité, non dans le fait de surmonter le chaos intérieur, mais dans l'édification d'une force homogène pour expulser l'exploiteur-étranger. Nous ne considérerons pas ici les différences spécifiques de ces difficultés : émiettement religieux et national de l'Inde, caractère petit-bourgeois de la Chine. De quelque façon que se développent les formes politiques et économiques, le problème principal qu'on doit d'abord résoudre est la destruction de la domination du capital euro-américain.

La lutte difficile pour la destruction du capitalisme est la tâche commune qu'ont à accomplir les travailleurs de l'Europe occidentale et des U.S.A. main dans la main avec des millions d'asiatiques. Si la révolution allemande prend un tournant décisif et se relie à la Russie, si les masses révolutionnaires combattantes font irruption en Angleterre et en Amérique, si en Inde la révolution s'ébranle, si le communisme déplace ses frontières sur le Rhin et sur l'Océan indien, la révolution mondiale entrera alors dans sa phase la plus rapprochée et la plus puissante. Avec ses vassaux de la société des nations et ses alliés japonais et américains, la domination mondiale de la bourgeoisie, attaquée de l'intérieur et de l'extérieur, sa puissance mondiale menacée par la guerre de libération nationale, paralysée à l'intérieur par la grève et la guerre civile, devra mettre sur pied, contre ses

deux ennemis, des armées de mercenaires. Si la classe ouvrière anglaise, appuyée par le prolétariat européen, attaque sa bourgeoisie, elle lutte d'une double façon pour le communisme : en libérant la voie pour celui-ci en Angleterre, en aidant l'Asie à se libérer. Inversement, elle pourra compter sur le soutien de la principale puissance communiste lorsque les mercenaires armés de la bourgeoisie chercheront à noyer sa lutte dans le sang; car l'Europe et l'île qui la précède ne forment qu'une moitié de territoire s'élevant au-dessus du complexe territorial russo-asiatique.

Le combat commun contre le capital unifiera les masses prolétariennes du monde entier. Et quand les travailleurs européens, profondément épuisés, se trouveront, finalement, au bout du dur combat, dans la claire lumière matinale de la liberté, ils salueront à l'Orient les peuples libérés d'Asie et se donneront la main, à Moscou, la capitale de l'humanité nouvelle. (\*)

\*\*\*\*\*

---

(\*) Publié dans " Kommunismus " du 01-08-1920. Une traduction incomplète parut la même année dans " il Soviet " n° 22-23-25-26-27-28-29-30-31-32 et 33. Elle était précédée de la note suivante :

" Comme on le sait, le camarade Lénine, dans son admirable activité, a trouvé dernièrement le temps de se consacrer, dans un ouvrage spécial écrit à la veille du Congrès de Moscou, au mouvement radical au sein du communisme international, et le définit comme étant la maladie infantile du communisme. Dans cet ouvrage, notre infantilisme et celui de notre journal sont particulièrement relevés; et nous nous sommes résignés, après les fessées du père, à supporter patiemment les pointes des chers frères de notre maison qui ne feront pas défaut.

" Mais de même qu'aux enfants impertinents que l'on a châtiés, il ne manque jamais un oncle protecteur qui les console de quelque gâterie, voilà qu'à nous aussi la gâterie est accordée sous la forme d'un long article - qui sera lui aussi édité en ouvrage - publié sous le titre ci-dessus, du camarade Anton Pannekoek, dans le n° 28/29 de " Kommunismus ".

" Nous pensons opportun de rappeler que Pannekoek, à la fin de 1912, avant Lénine, affirma nettement ce qui est devenu le point de repère du communisme international : la destruction de l'Etat démocratico-parlementaire comme tâche première de la révolution prolétarienne. Nous rappelons aussi qu'un témoin compétent et peu suspect, Karl Radek, a défini Pannekoek: " l'esprit le plus clair du socialisme occidental ". "

## LE K.A.P.D. AU TROISIEME CONGRES MONDIAL.

A la réunion du Comité Central du K.A.P.D. du 31 juillet 1921, un délégué au Congrès de la troisième Internationale a fait le rapport suivant. Le rapport complet et définitif du K.A.P.D. sera publié sous forme de brochure après le retour de toute la délégation.

Camarades !

La délégation du K.A.P.D. est arrivée de bonne heure à Moscou pour s'orienter avant le Congrès sur toutes les questions qui concernent la Russie et le mouvement ouvrier international dans son ensemble; pour se faire une image réelle des choses par des échanges de vues avec les délégations qui arrivaient; pour tirer au clair les attaques et les défigurations dont le K.A.P.D. a fait l'objet; pour exposer clairement notre point de vue aux délégués au cours de discussions particulières. Tout ceci avait été impossible pour notre parti à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale; il fallait tirer tout le parti possible de l'occasion. En fait, on continua aussi par la suite à s'attaquer au K.A.P. et à déformer ses positions dans le journal du Congrès "MOSCOU" et dans les journaux gouvernementaux russes, alors que l'on refusait d'imprimer nos articles et nos rectifications. Nous arrivâmes en Russie à la mi-mai avec la mission: 1° d'attaquer les décisions du 2<sup>e</sup>me Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale; 2° de mettre sur pieds une opposition à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale, dans la mesure du possible. La délégation ne sombra pas dans l'illusion qu'elle pourrait modifier radicalement les lignes directrices et les Thèses du 2<sup>e</sup>me Congrès; malgré tout, il fallait engager résolument le combat contre elles.

C'est surtout la deuxième tâche (mise sur pieds d'une opposition) que nous avons cherché à accomplir. Au cours de nos prises de contacts avec les délégations de Bulgarie, du Mexique, d'Espagne, du Luxembourg, d'Angleterre, de Glasgow, du Groupe Belge et des I.W.W. (International Workers of the World), il s'est avéré que nous avons avec ces organisations un certain nombre de points communs. Ce sont les "Gauches Bulgares" qui se trouvent le plus près de nous. Leur conception sur la situation au Mexique est exactement la même que la nôtre. Les organisations bulgares ne sont pas des unions pures, mais des Cartels de Syndicalistes, d'anarchistes, de shop-stewards. Les rapports que ces organisations ont avec le parti sont ce que nous avions seulement désiré qu'ils soient: c'est le parti qui a la direction du mouvement.

Les camarades espagnols étaient, après les camarades bulgares, ceux qui étaient le plus près de nous. Ils nous comprenaient totalement. Un seul problème: la conception de la nécessité d'une organisation politique n'a pas encore été aussi bien adoptée en Espagne; mais elle est en train de se constituer. Les camarades se trouvent à l'extérieur du syndicalisme, sur la voie du communisme. L'organisation dispose de 1 million 100 mille membres: à peu près 50 % des ouvriers organisés d'Espagne. Les camarades du Luxembourg s'orientent résolument sur la voie des organisations d'usines, en liaison étroite avec le parti. Il y a au Luxembourg un "bon" mouvement ouvrier, et les délégués nous assurèrent qu'ils tenaient à rester en liaison avec nous.

Le Groupe de Glasgow est d'accord avec nous théoriquement, mais son organisation n'est pas encore suffisamment affermie. Les représentants de la Belgique sont tombés totalement en accord avec nos principes et notre tactique au cours des premiers échanges de vues que nous avons eu; ils ont cependant ajouté que nos méthodes de combat n'étaient pas encore applicables dans leur pays.

Les I.W.W. sont en opposition aigüe avec la III<sup>e</sup> Internationale. Ils revêtent plutôt un caractère syndicaliste, mais ils ont reconnu qu'une organisation politi-

que était nécessaire pour conduire la lutte de classes; ils ont l'intention d'étudier notre expérience et d'en tirer les leçons. Ils nous ont demandé du matériel. En outre, nous avons eu des entretiens avec la camarade Roland-Holst de la minorité hollandaise; et avec quelques membres de la délégation autrichienne, avec lesquels nous avons pu établir beaucoup de points de concordance.

Après les discussions particulières avec les délégués, nous avons eu des discussions générales. C'est alors qu'il s'est avéré clairement et distinctement que l'idée de la formation d'une opposition au sein de la III<sup>e</sup> Internationale était une illusion, bien que les délégués pris isolément aient été plus ou moins d'accord avec nous sur le plan théorique. Dans la mesure où cela devait amener à représenter le point de vue oppositionnel tranché vis-à-vis de la troisième Internationale, ils reculèrent effarouchés. Nous avons alors cherché à créer une base oppositionnelle sur trois questions: le parlementarisme, les syndicats et l'ultra-centralisme. Cela n'a pas abouti. Nous avons enfin essayé d'obtenir pour toute l'opposition une attitude homogène sur une de ces questions. Celle qui offrait le plus de perspectives à ce sujet était la question du parlementarisme. Mais cela échoua également. Car tous craignaient d'être exclus de la III<sup>e</sup> Internationale. C'est alors que nous apparut, avec plus de netteté que jamais, combien nous avions eu raison de nous séparer de l'Union Spartakus. Il est impossible, à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale, si l'on reconnaît les Thèses du 2<sup>e</sup>me Congrès d'avoir une autre opinion que celle du Parti Communiste Russe.

De tout cela, il ne résulte pour nous qu'une seule chose: nous, en tant que K.A.P.D., nous étions seuls. Nous dûmes alors abandonner notre tâche de fonder une opposition. Mais nous ne pouvions pas en conclure que la représentation du K.A.P.D. au Congrès n'était pas justifiée, et qu'il fallait se comporter un peu comme Rühlé au 2<sup>e</sup>me Congrès. Nous reconnûmes simplement que nous n'avions plus qu'à compter que sur nous mêmes, et que notre tâche était devenue d'autant plus difficile, mais aussi d'autant plus nécessaire. Il fallait contraindre la III<sup>e</sup> Internationale à révéler ouvertement son opportunisme, à démontrer par l'exclusion du K.A.P.D. lui-même l'impossibilité pour une organisation révolutionnaire indépendante de rester à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale.

Dans la mesure où nous avions prévu qu'on ne nous laisserait parler que le moins de temps possible, nous utilisâmes d'autres moyens pour faire connaître aux délégations les principes et les méthodes d'actions du K.A.P.D. Dans ce but, nous avons rédigé sur toutes les questions importantes des schémas, thèses et lignes directrices. (Voir Cahier n°7 du "PROLETARIER" - revue théorique du K.A.P.D.) et aussi un rapport sur le Parti Communiste Ouvrier (K.A.P.D.). Ces travaux furent traduits en anglais, en français, publiés à de nombreux exemplaires et remis à beaucoup de délégués.

Avant l'ouverture du Congrès, il y eut plusieurs réunions du Comité Exécutif, auxquelles participèrent tous les membres de notre délégation. On put voir alors clairement la ligne qu'observerait le Congrès. Lorsque nous étions encore en Allemagne, nous avons pu faire une hypothèse double à ce sujet: la III<sup>e</sup> Internationale pouvait, ou bien inaugurer une politique nouvelle, plus active, ou bien s'enfoncer encore plus dans l'ancienne orientation. Or, même les espoirs d'une activation de la III<sup>e</sup> Internationale — espoirs suscités éventuellement par la reconnaissance de l'ACTION DE MARS, se révélèrent illusoire.

Avant le Congrès, après avoir surmonté des difficultés incroyables, nous pûmes obtenir un entretien avec Lénine. Au cours de cette entrevue, Lénine déclara que Levi avait eu entièrement raison, quant au fond, dans son attitude vis-à-vis de l'action de Mars; qu'il avait seulement enfreint la discipline et accompli par là un acte qu'on ne pourrait pas négliger.

Ce fut pour nous un indice important, car l'autorité de Lénine est déterminante dans le Parti Communiste Russe.

Cet état de fait fut bien illustré par l'attitude des représentants russes aux séances du Comité Exécutif. Par exemple les camarades des jeunesses françaises et une partie du parti français avaient élevé des attaques contre la direction du parti: celle-ci serait restée inactive au moment de l'incorporation de la classe 1919. Les luxembourgeois aussi formulèrent de graves accusations contre le parti français. Lorsqu'en mars les ouvriers luxembourgeois ont occupé les usines et que l'armée française est intervenue, la direction du parti français aurait regardé sans rien faire. Lorsque ces doléances furent discutées, Trotsky prit ouvertement parti pour Lorient contre les jeunesses françaises et les luxembourgeois; il reprocha même aux luxembourgeois d'avoir des motifs nationalistes! Lénine aussi prit ouvertement parti pour Lorient. Auparavant, Bela Kun, Radek et Zinoviev avaient pris faiblement position contre Lorient. Mais après que Trotsky et Lénine eurent parlé, ils s'écrasèrent. Cet opportunisme stagnant apparut également sur la question du parti tchécoslovaque, dirigé par Sméral, complet droitier. On glissa sans plus sur le fait que les droitiers sociaux-démocrates avaient la prépondérance dans ce parti, et on le fit entrer dans l'Internationale. On s'offrit simplement une gentille résolution dans laquelle on adressait quelques remarques à l'égard de la personne de Sméral et des droitiers. (Par la suite, pendant le Congrès, on ôta toute signification à la résolution en omettant même ce qui était adressé contre Sméral: la délégation tchécoslovaque l'avait exigé et Lénine intervint en ce sens). Ces exemples peuvent suffire. Le Comité Exécutif détermina aussi la manière dont le Congrès serait conduit. Le bureau réduit du Comité Exécutif fit les propositions et, bien entendu, personne ne se hasarda à formuler quoi que ce soit contre. C'est là aussi que les commissions particulières furent constituées. Nous avons envoyé des représentants aux commissions suivantes: rapport du Comité Exécutif, situation économique mondiale, tactique, question syndicale, organisation, tactique du P.C.R. Nous y avons présenté nos thèses. Mais elles ne furent pas présentées au Congrès. Ne lui furent soumises que les thèses émanant du bureau du Comité Exécutif lui-même.

Au Comité Exécutif, nous avons proposé de faire des compte-rendus supplémentaires sur certaines questions. On nous répondit qu'il fallait le faire dans les commissions. Mais les commissions ne firent que se constituer et ne fonctionnèrent pas (exception faite pour la commission à la situation économique).

La première séance du Comité Exécutif se déroula au Théâtre Bolchoï. C'était tout à fait un jour de réception. Zinoviev ouvrit le Congrès en donnant un aperçu général sur la III<sup>e</sup> Internationale. Les différents délégués firent un rapport sur la situation dans leur pays. On termina la séance par un concert et par des chants des artistes les plus éminents de Russie. Celui qui déchaîna le plus d'enthousiasme fut Chaliapine (le Caruso russe). Pour finir, il fit chanter à tout le Congrès une chanson populaire russe. Donc: commencé avec Zinoviev, clôturé avec Chaliapine. Ce ne fut quand même pas seulement un jour de réception; au milieu de toute cette confusion, on fixa l'ordre du jour et on élut le Présidium du Congrès.

Le second jour Trotsky fit un rapport de trois heures 1/4 sur la situation économique mondiale. Parmi les particularités remarquables ou pas de son exposé, le point central finit par apparaître clairement: le prolétariat doit tenir compte du fait que la révolution va tarder et qu'il doit par conséquent adopter une tactique de longue préparation du fait que le capitalisme reprendrait des forces et surmonterait ses difficultés. En tant qu'indice de la superficialité de l'analyse de Trotsky (qui néglige la nouvelle entente internationale du capital mondial), nous citons le passage suivant de son exposé, où il prophétise, avec la sûreté d'un calendrier, l'éclatement de la guerre anglo-américaine :

"En 1924 le tonnage de la flotte américaine sera, d'après le programme qu'elle se donne, nettement supérieur à celui des flottes anglaises et japonaises réunies. Le principe directeur de l'Angleterre était jusqu'à présent que sa flotte soit plus puissante que les deux plus importantes après elles réunies. Beaucoup d'américains du parti démocrate crient: en 1923, peut-être même à la fin de 1922, nous se-

rons aussi forts que l'Angleterre. Mais en tout cas, le MOMENTO MORI (1) est écrit ici pour l'Angleterre dans le calendrier: si tu laisses passer cette occasion, tu es foutue.

"Nous avons eu la paix armée avant la guerre. On se disait: il y a deux trains qui vont l'un vers l'autre sur les mêmes rails, ils doivent se rentrer dedans. Mais on n'avait pas remarqué qu'il y avait une gare entre les deux. L'heure n'avait pas été marquée dans le calendrier. Cette fois nous l'avons sur le papier dans le calendrier mondial de l'histoire. Cela doit arriver en 1923 ou en 1924. Ou bien l'Angleterre se dira: je vais être repoussée sur le côté et devenir une puissance de second ordre, ou bien l'Angleterre doit jeter toutes les forces dont elle a héritées de son grand passé dans le jeu de la guerre et jouer pendant une période limitée tout son destin sur cette carte".

Notre exposé sur la même question ne fut pas accepté. Dans la mesure où le temps de parole était limité à dix minutes par personne, nous appliquâmes la tactique suivante: l'exposé serait fait par plusieurs camarades se répartissant la matière; deux camarades du K.A.P.D. parlèrent alors. (Les discours des camarades Sachs et Seemann sont imprimés dans KAMPFRUF (2) n°14 et 15).

En ce qui concerne les thèses exposées par Trotsky sur la situation économique mondiale, notre délégation en avait déjà fait la critique pendant les travaux de la commission. (Cette critique est imprimée dans le n°218 de ce journal). Maintes critiques lui furent adressées, mais Trotsky continua d'affirmer que ces thèses devaient être adoptées en principe. Elles ne pouvaient faire l'objet que de corrections rédactionnelles. Bien que Frölich du V.K.P.D. s'y soit opposé, ces thèses furent ensuite adoptées en principe suivant la proposition de Trotsky. Au moment du vote sur cette question, une fissure apparut dans le V.K.P.D.

Entre temps, la commission de vérification des mandats fit son rapport. L'explication de Radek sur le problème de l'admission des "gauchistes" bulgares est à cet égard très caractéristique: "Le groupe des soi-disant "gauches" bulgares ne peut faire mention d'aucune activité propre, et nous avons considéré comme tout à fait déplacé de décerner à des gens qui accomplissent un travail de désorganisation un prix en leur donnant voix consultative au Congrès". L'admission des "gauchistes" bulgares fut refusée; ce fut, au contraire, le parti communiste officiel de Bulgarie, de caractère purement social-démocrate, qui constitua la section officielle de la III<sup>e</sup> Internationale.

Ensuite, il y eut le rapport du Comité Exécutif. Zinoviev rapporta sur l'activité de la Commission Exécutive pendant les dernières années, en défendant le point de vue, retenu par le Comité Exécutif, sur l'observation stricte des 21 points, principalement aussi en ce qui concerne le parti italien, l'"Action de Mars" et le K.A.P.D. Plus tard, l'attitude du Comité Exécutif pendant l'année reçut sa critique dans le fait que le Parti Socialiste Italien devait être réadmis dans la III<sup>e</sup> Internationale, s'il sacrifiait son Serrati. De même, les dures attaques du Comité Exécutif contre Levi et Consorts furent habilement remplacées par l'accusation d'"enfreinte à la discipline". On les traita de façon aimable et on aboutit même par la suite à une reconnaissance totale de l'opportunisme leviste. Après le rapport, on donna lecture de l'Adresse au Proletariat Allemand, déjà bien connue, au sujet de l'affaire Max Hölz. Celle-ci décrit Max Hölz comme un courageux rebelle contre la société capitaliste; ses actes correspondant à son amour pour le prolétariat et à sa haine contre le bourgeoisie, mais ils ne sont pas appropriés. L'I.C. s'oppose à l'emploi qu'il fait de la terreur. Le K.A.P.D. protesta contre cette adresse; il montra que cette adresse se désolidarisait des actes de Max Hölz, qu'elle ne constitue pas autre chose pour lui qu'une insulte. Radek s'insurgea contre cette "perturbation" en disant, entre autres, que le K.A.P.D. allait jusqu'à se chamailler sur le tombeau de ceux qui étaient tombés.

(1) "Souviens-toi de la mort".

(2) Organe de l'A.A.U.-D.

A ce moment-là les discussions sur le rapport de l'Exécutif commencèrent. Ce fut la délégation du K.A.P.D. qui ouvrit le feu. Le K.A.P.D., répondant à Zinoviev qui l'avait attaqué dans son rapport en ayant trouvé plaisant de le mettre dans le même sac que les Dittmann, fit, en conclusion de ses interventions, la déclaration suivante :

"Nous protestons avec une extrême fermeté contre la tentative de nous mettre dans le même sac que les Dittmann et les Serrati au moyen de quelques citations abstraites de leur contexte. Nous n'oublions pas un moment les difficultés dans lesquelles se trouve le pouvoir soviétique du fait du retard de la révolution mondiale, mais nous sommes en même temps conscients du danger que de toutes ces difficultés ne résulte une contradiction entre les intérêts du prolétariat révolutionnaire mondial et les intérêts momentanés de la Russie soviétique - contradiction apparente ou réelle.

"Dans une séance de commission, il a été déclaré qu'il ne fallait pas considérer la III<sup>e</sup> Internationale comme un instrument du pouvoir soviétique, mais que ce dernier n'était que le plus fort bastion de la III<sup>e</sup> Internationale. Nous aussi, nous pensons qu'il devrait en être ainsi. Mais nous estimons que quand des contradictions surgissent entre les intérêts vitaux du pouvoir soviétique et ceux de la III<sup>e</sup> Internationale, c'est un devoir de s'en expliquer ouvertement et fraternellement, à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale.

"En ce qui concerne la solidarité pratique envers la Russie soviétique, nous avons toujours accompli nos devoirs, car ils allaient de soi. Par exemple, la célébration de l'anniversaire d'Octobre par des manifestations, la participation la plus large à l'aide aux soldats de l'Armée rouge emprisonnés, la préparation d'une action de solidarité en août 1920; celle-ci ayant échoué par la faute de l'U.S.P.D. et du Parti Communiste. La manifestation de notre solidarité avec la Russie soviétique fut un des motifs déterminants de notre parti lorsqu'il décida d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, malgré ses très graves appréhensions en ce qui concerne la tactique de cette organisation.

"Nous restons sur cette ligne, mais partout et toujours nous opposerons la plus dure résistance quand nous constaterons que la politique de la Russie soviétique a pour effet une pratique réformiste de la part de la III<sup>e</sup> Internationale. Nous sommes convaincus qu'un tel réformisme contredit autant les véritables intérêts de la Russie soviétique elle-même, que ceux du prolétariat mondial.

Le deuxième jour de la discussion sur le rapport de l'exécutif se produisit l'attaque bien connue contre le K.A.P.D. Notre n°214 la relate.

En vue du vote sur cet ultimatum (1) adressé au K.A.P.D., nous présentâmes, malgré tout, la motion suivante :

"1/- Les 21 conditions du 2<sup>o</sup> Congrès sont encore moins capables à l'avenir que jusqu'ici de créer une quelconque garantie contre la putréfaction réformiste.

"2/-Après la création et l'admission de grands partis de masse, la III<sup>e</sup> Internationale a besoin, plus que jamais, de la présence d'une opposition purement révolutionnaire prolétarienne.

"3/- Une telle opposition ne sera efficace que si elle n'est pas écrasée par l'appareil et la quantité de voix d'un parti qui veut à tout prix (et par principe) unifier les masses derrière lui et qui

(1) Décision du Comité Exécutif exigeant la fusion du K.A.P.D. dans le V.K.P.D.

ne peut être ainsi qu'opportuniste, nécessairement.

"4/- Le Parti Communiste Unifié (V.K.P.D.) en particulier reste aujourd'hui, quant à ses principes tactiques, sur le terrain de Paul Lévi. L'aile gauche, elle-même est, dans le meilleur des cas, prisonnière d'une autotromperie fatale.

"5/- En conclusion, il se forme à l'heure actuelle dans tous les partis du Komintern des courants apparentés au K.A.P.D., mais qui ne peuvent continuer à se développer dans l'intérêt de la révolution prolétarienne et de l'Internationale que si le K.A.P.D., en tant que parti indépendant, peut subsister à l'intérieur de l'I.C.

Pour toutes ces raisons, nous proposons

que le Congrès décide le maintien de l'appartenance du K.A.P.D. à l'I.C. en tant qu'organisation sympathisante".

Au sujet de la tactique, c'est Radek qui fit le compte-rendu. Nous avons proposé un compte-rendu supplémentaire, mais il ne fut accordé qu'une heure de temps de parole pour toute notre délégation. Nous présentâmes notre point de vue (renonciation aux méthodes parlementaires et syndicales) et à la place, nous exigeâmes l'application des méthodes de lutte du Parti Communiste Ouvrier (K.A.P.D.) et de l'Union Générale Ouvrière (A.A.U.).

Pendant un moment encore, le V.K.P.D. défendit dans la discussion l'offensive pendant l' "Action de mars". Mais bientôt apparut le phénomène typique suivant: après que Clara Zetkin eut parlé et que tous se soient rangés derrière elle, après que Lénine et Trotsky lui eurent donné raison et condamné Lévi uniquement pour enfreinte à la discipline, les velléités "gauchistes" de la délégation du V.K.P.D. disparurent. Radek reprocha à la ROTE FAHNE (1) d'être entrée trop subitement, trop précipitamment dans l' "Action de mars". Friedland du V.K.P.D. l'admit.

Les thèses présentées sur cette question furent renvoyées en commission pour être réélaborées (2). Un vote eut lieu sur la question de la tactique juste avant la fin du Congrès. En vue de ce vote, nous présentâmes la déclaration suivante:

"Les thèses présentées au vote du 3ème Congrès sont la continuation conséquente et même intensifiée de la ligne fondamentale du 2ème Congrès ainsi que de la politique suivie jusqu'ici par le C.E. Elles laissent à l'intelligentsia traître des opportunistes et des réformistes de tous les pays un champ d'action illimité dans leur travail de mystification, en particulier si on met ces thèses en rapport avec les thèses sur la situation économique mondiale. On introduit une confusion qui contredit l'idée même de révolution. Toute ligne de démarcation claire d'avec les Hilferding sont effacées; on abandonne tout rapport organique avec la réalité de la lutte de classe moderne.

"La soi-disant gauche du Congrès (3), poussée par les ouvriers révolutionnaires qui se trouvent derrière elle, a entrepris de faibles tentatives pour corriger les thèses tactiques. Ces tentatives

(1) Organe Central du Parti Communiste V.K.P.D.

(2) Les questions de la tactique.

(3) Il s'agit essentiellement ici de la gauche du V.K.P.D.

ont été repoussées avec droit par la majorité comme inconséquentes. Nous aussi, nous ne les avons pas appuyées. Elles témoignent certes d'une bonne volonté d'élever l'activité révolutionnaire, mais elles ne tiennent pas compte des conditions concrètes de la lutte; elles n'attaquent ni le fondement bourgeois parlementaire des 21 conditions, ni la tendance globale des thèses que ce fondement sous-entend; ces tentatives sont devenues par là un obstacle à tout éclaircissement ultérieur.

"La préparation de la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes ne peut se faire que dans les luttes elles-mêmes. Ces luttes naissent nécessairement du fait des attaques économiques et politiques du capital. Le parti communiste ne peut pas déclencher ces luttes; il ne peut pas non plus refuser le combat, autrement, il sabote la préparation de la victoire. Il ne peut obtenir à la longue la direction de ces luttes que s'il oppose à toutes les illusions des masses la pleine clarté du but et des méthodes de luttes. Ce n'est qu'ainsi qu'il peut devenir, par un processus dialectique, ce noyau de cristallisation des combattants révolutionnaires qui, dans le cours de la lutte, obtiennent la confiance des masses.

"En nous opposant -en conséquence de cette déclaration- sous toutes les formes possibles, à l'adoption des thèses sur la tactique, nous renvoyons aux thèses que nous avons présentées sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne".

Lénine fit le rapport sur la tactique du parti communiste russe. Il présenta la nouvelle ligne du gouvernement russe en ce qui concerne la politique des concessions, le libre commerce, etc. et il la défendit. La nouvelle conduite de la Russie est connue et elle a été critiquée à différentes reprises. Un camarade du K.A.P.D. intervint contre l'exposé de Lénine.

Cela amena Radek à prendre la parole. Après lui, ce fut la camarade Kollontaï de l'Opposition ouvrière russe. Son intervention fut un événement et l'on peut dire lourd de conséquences lointaines. Jusqu'ici personne n'avait osé intervenir publiquement contre la politique actuelle des bolcheviks et du gouvernement soviétique. La camarade déclara qu'elle était contrainte de placer la discipline révolutionnaire au-dessus de la discipline de parti. Elle attaqua en particulier la politique bolchévique "qui prépare un retour au capitalisme" et se tourna contre l'attitude du gouvernement soviétique "qui repousse les ouvriers prêts à construire le système soviétique".

Immédiatement, Trotsky intervint et tenta, dans des développements très longs de tourner en ridicule la camarade Kollontaï. Il ne put cependant affaiblir ces arguments. La délégation du K.A.P.D. parla une nouvelle fois de ce problème. Elle souligna en particulier que nous ne nous étions pas encore mêlés des affaires intérieures du parti russe, mais que maintenant, après avoir pris connaissance des arguments de la camarade Kollontaï, nous étions obligés de prendre une position encore plus critique à l'égard du gouvernement soviétique.

A ce moment-là, la camarade Roland-Holst, de la minorité hollandaise, se crut obligée de soutenir le P.C.R. contre nos attaques, en déclarant que le P.C.R. se tenait à gauche et aurait toujours été à gauche.

Sur la question syndicale, Zinoviev et Heckert du V.K.P.D. firent leur compte-rendu au milieu de l'indifférence la plus complète du Congrès. Il fut de nouveau accordé un temps de parole d'une heure pour toute notre délégation. Le Congrès se boucha alors les oreilles. Nos thèses sur la question syndicale furent renvoyées en commission; où l'on refusa de les prendre comme bases de discussion, en arguant

du fait que "le Congrès avait de par toute son attitude rejeté les conceptions du K.A.P.D.". Nous demandâmes, avant le vote des thèses proposées par le bureau réduit du C.E., de réexpliquer nos thèses dans une courte intervention de conclusion. Cela nous fut refusé.

Question de la jeunesse: rapport de Minzerberg. Question des femmes, question d'Orient, tout cela ne suscita aucun intérêt de la part du Congrès.

Après que nous eûmes tenté en vain, en dépit de toutes les attaques et défigurations dont nous avons été l'objet, malgré les manœuvres pour nous contraindre au silence, de prévenir la III<sup>e</sup> Internationale de son naufrage total dans l'opportunisme, nous fîmes le bilan du Congrès. A l'ultimatum du Congrès, exigeant que le K.A.P.D. s'incline devant la discipline de CETTE internationale, notre réponse fut la suivante:

"La délégation du K.A.P.D. a soumis à un nouvel examen les résultats du Congrès, aussi bien en ce qui concerne la décision qu'elle doit prendre vis-à-vis de la délibération du Congrès qui exige de façon ultimative la dissolution du K.A.P.D. dans le V.K.P.D., qu'à ce qui a trait à nos rapports avec la III<sup>e</sup> Internationale. En pleine conscience de la gravité des responsabilités qu'elle prend, la délégation, à l'unanimité, établit les conclusions ci-après :

"La lutte tactique contre le K.A.P.D. pendant le Congrès s'est accomplie dès le début sous les formes d'une lutte contre un adversaire dont les arguments ne doivent pas être appréciés quant à leur fond et dont l'existence comme facteur politique doit être anéantie sous le prétexte de discipline.

"A ceci correspondent les faits suivants:

"1/- On a donné aux participants du Congrès, depuis plusieurs semaines une image complètement fautive du K.A.P.D., par des articles dénaturant dans la presse russe, dans l'"Internationale Communiste" (1) et dans le journal du Congrès. Tandis que nos exposés de fond et nos rectifications n'étaient pas imprimés.

"2/- La manière dont le Congrès a été conduit a fait que nous avons été obligés, en permanence, de fractionner l'expression libre de nos positions. Que cette tactique ait été mûrement réfléchie, cela ressort de façon particulièrement claire dans le fait qu'on ne nous a même pas donné la possibilité de rédiger un compte-rendu ou tout simplement un compte-rendu supplémentaire sur l'affaire qui nous concerne directement, l'affaire du K.A.P.D. Ce qui nous a contraint à refuser de parler pour ne pas nous faire les complices involontaires d'une bouffonnerie.

"3/- Comme fondement à l'ultimatum qui nous a été adressé, on a porté à la connaissance des congressistes une soi-disant résolution du C.E. Et ceci, bien que le C.E. ne se soit à aucune séance occupé de cette affaire, bien qu'il ne nous ait pas entendu et qu'il n'ait, à plus forte raison, pas pu prendre une décision sur ce problème.

"4/- Cette question, qui était restée pendant une semaine à l'une des dernières places de l'ordre du jour, comme chose à traiter de façon séparée, ne fut même pas seulement discutée, en particulier avec nous en vue du rapport du C.E. (2<sup>e</sup> point de l'ordre du jour). Elle fut réglée par une "décision". On arriva ainsi au résultat escompté: prévenir le jugement du Congrès avant qu'il ne risque de prendre connaissance de nos positions au cours du débat sur les questions de principes.

(1) Premier journal de la III<sup>e</sup> Internationale.

"Ce comportement formel est en étroit rapport avec la ligne politique dans laquelle évolue la III<sup>e</sup> Internationale, sous l'influence déterminante des camarades russes. Le cours du Congrès l'a montré: la ligne politique de Paul Lévi l'a emporté au Congrès; la reconnaissance formelle de l' "Action de mars" s'est révélée comme "liberté de révolution".

"Le parti tchécoslovaque fut admis comme section de plein exercice, mais sans aucune garantie réelle et sur la base de promesses vides. On a peureusement ménagé son chef opportuniste Sméral. Pour ce qui est du Parti Socialiste Italien qui vient de conclure un accord avec les fascistes, on s'est conduit obligeamment en se perdant dans les détails. La participation de principe aux parlements bourgeois a été maintenue, en dépit des tristes expériences qui en ont été faites en Allemagne, en Autriche, en France, etc. et bien qu'on ait vu à l'oeuvre les caricatures de ce soi-disant parlementarisme révolutionnaire. En réaffirmant la politique funeste du travail dans les vieux syndicats, on s'est incliné, en dépit de toutes les phrases, devant Amsterdam; on a soutenu la duperie capitalisme du parlementarisme économique. Le Congrès a supporté, sans broncher, jusqu'à l'idée ridicule de la révolutionnarisation des coopératives de consommation.

"Tout cela témoigne que l'on continue à suivre le chemin entamé au 2<sup>o</sup> Congrès, que l'on continue à faire fausse route: de la révolution au réformisme; de la sphère de la lutte à la tactique de la diplomatie, aux trafics et au badigeonnage illusoire des contradictions. Tous ces exemples justifient la protestation (contre l'adoption des thèses sur la tactique) que nous avons donnée à publier dans les procès-verbaux.

"Ce sont ces faits que l'en doit avoir en vue (quand on considère la résolution exigeant notre dissolution dans le V.K.P.D.) pour reconnaître que cet ultimatum est totalement irrecevable pour le K.A.P.D. Cette réunification signifierait se subordonner à la discipline d'un parti en décomposition, dans lequel le réformisme a pris le dessus, sous l'influence du Congrès. Nous serions baillonnés par un appareil organisationnel (presse-finances-cliques dirigeantes) qui est monté contre nous. Tout espoir d'avoir une influence salvatrice dans un tel parti serait privé de fondement réel. L'attitude de la délégation découle d'elle-même de tous ces faits. Même sans ordre spécial du parti:

"Elle repousse à l'unanimité l'ultimatum qui l'oblige à fusionner avec le V.K.P.D.

"Nous ne déclarons pas la sortie du K.A.P.D. de la III<sup>e</sup> Internationale, bien que nous ayons tout pouvoir d'agir au nom de notre parti. Nos camarades en parleront. Ils donneront leur réponse à la prétention qu'on a eu de les faire marcher avec d'autres sur le chemin du réformisme et de l'opportunisme. Le prolétariat international attendra cette réponse.

"Notre décision a été prise en pleine conscience de sa gravité. Nous sommes pleinement conscients de notre responsabilité envers les travailleurs allemands, envers la Russie soviétique, envers la révolution mondiale. La révolution ne se laissera pas ligoter par une résolution de Congrès. Elle vit. Elle va son chemin. Nous allons avec elle, nous suivons notre chemin à son service.

Signé:

Délégation du K.A.P.D."

Nous avons décidé de lire cette déclaration à la fin du Congrès, pour dire publiquement notre opinion à tous les délégués. Mais, cela ne fut pas autorisé par le Présidium; on nous permit simplement de mettre cette déclaration dans les procès-verbaux.

Nous avons compris pourquoi on agissait ainsi ...

Tout le Congrès était dans un état d'enthousiasme aveugle. Les applaudissements n'avaient plus de fins, les flashes claquaient et les caméras tournaient. Notre déclaration était à ce moment-là une accusation, elle aurait été un avertissement comme jadis l'avertissement à Babylone.

Mais les metteurs en scène du Théâtre Bolchoï ne devaient pas s'en tirer à si bon compte. Au cours de la réunion du Comité Exécutif qui eut lieu le jour d'après et à laquelle étaient présents les représentants de tous les pays, notre déclaration fut quand même lue par la délégation et elle a sûrement donné à plus d'un représentant du prolétariat révolutionnaire la gueule de bois qui doit nécessairement succéder à l'ivresse des résolutions adoptées dans le raffut et le tamtam.

Il doit être encore mentionné que notre délégation ne fut admise à la séance du Comité Exécutif que pour lire sa déclaration, et qu'elle dut après quitter les lieux. C'est en son absence que le Comité Exécutif discuta de la question du K.A.P.D. et prit une résolution qui fut ensuite communiquée à notre délégation. Cette résolution dit:

"Malgré la déclaration du K.A.P.D., qui représente une déclaration de guerre à l'Internationale communiste, le Comité Exécutif nouvellement élu a décidé:

"1/- De publier immédiatement une lettre ouverte circonstanciée aux membres du K.A.P.D. et d'exiger de lui une décision dans les deux mois qui viennent.

"2/- D'envoyer une délégation à l'éventuel Congrès du K.A.P.D.

"3/- Le délégué du K.A.P.D. est, au terme de la résolution du Congrès, autorisé à participer provisoirement à l'Exécutif avec voix consultative".

Les membres du K.A.P.D. peuvent donner la réponse qui convient à cette déclaration du Comité Exécutif. Nous connaissons la manière, nous connaissons le texte. Le bilan du Congrès est celui-ci: l'orientation de Lévi a gagné sur toute la ligne. L' "Action de mars" a été reniée. La "théorie de l'offensive révolutionnaire" a été mise au rang des maladies infantiles. Le K.A.P.D. a été exclu de la III<sup>e</sup> Internationale.

Camarades! Nous avons fait ce que nous pouvions faire. Nous avons agi comme les membres du parti l'avaient exigé. C'est sans aucun compromis et sans aucune concession à l'opportunisme et à la fabrication d'illusions qu'est la III<sup>e</sup> Internationale que nous avons suivi au 3<sup>e</sup> Congrès mondial notre propre voie.

Le K.A.P.D. se trouve devant des tâches gigantesques. Il devra les résoudre d'une manière rapide en pensée, en décisions et en action, pour que la révolution mondiale du prolétariat soit victorieuse, de manière aussi rapide et décisive!

Rapport fait à la séance du  
Comité Central du 31.7.1921

N.B. Les notes en bas de page  
sont d'"Invariance".

## A P P E N D I C E

## I

## CITATIONS CONTRE L' "ACTION DE MARS".

T r o t s k y.

"Nous ne devons pas cacher sous des phrases la critique à l' "Action de mars", et nous avons le devoir de dire aux travailleurs allemands, de la façon la plus claire, que nous considérons cette philosophie de l'offensive comme le plus grand danger et son application pratique comme le pire des crimes politiques".

Z i n o v i e v.

"Nous disons ouvertement, que de grosses fautes ont été commises. La théorie de l'offensive révolutionnaire était une bêtise, c'était une faiblesse. Dieu nous garde contre cette théorie".

L é n i n e    c o n t r e    l a    g a u c h e    d u    V.K.P.D.

"Contre de telles conceptions, il faut prendre l'offensive! Maintenant que l'on a écarté la Centrale en Allemagne, on ne peut y revenir, on doit écarter aussi tous les centristes. Si ces tendances deviennent un courant, il faudra mener contre elles une lutte sans merci. On doit mener un combat impitoyable contre cette gauche, autrement la III<sup>e</sup> Internationale est fichue. Nous ne devons pas abandonner un iota de nos thèses. Nous devons dire: qu'on en finisse! Nous n'aurions pas tenu trois semaines et demi, et encore moins trois ans et demi, si nous n'avions pas dès le début mené une lutte sans merci contre les centristes, mais aussi contre les anarchistes. Les choses que nous entendons ici nous sont connues depuis longtemps. C'est de la phraséologie révolutionnaire. Chez nous un certain nombre de ces gens-là se trouvent dans les prisons, et ils y défendent le passage au communisme, et le passage de la passivité à l'activité. Peut-être certains sont-ils contre le fait que nous préférons laisser ces gens-là en prison plutôt qu'en liberté. Mais on ne peut pas faire autrement. La dictature du prolétariat ne peut subsister que si elle se bat contre de telles phrases et de telles propositions de changement. Maintenant, nous ne devons plus nous contenter de la chasse aux centristes, c'est ennuyeux: c'est déjà devenu un sport. Maintenant, nous devons apprendre, étudier".

## RAPPORT DE LA SEANCE DU COMITE CENTRAL DU K.A.P.D. (31.7.1921)

Au point 3 de l'ordre du jour: la politique de l'Etat russe et la III<sup>e</sup> Internationale.

L'histoire suit un cours logique d'une époque à une autre et la Russie aussi ne peut y échapper. Les rapports économiques en Russie ne peuvent que faire échouer la tentative des camarades russes de sauter la période du capitalisme. Le féodalisme de l'économie agricole russe doit être tout d'abord dépassé dans la mesure où cette économie agricole, par suite de son immensité et à cause du manque d'une industrie et d'un commerce développés donne ses traits fondamentaux au visage économique et politique du pays. Il existe des contradictions de classes entre les paysans russes qui aspirent à l'économie capitaliste privée et le prolétariat russe qui se bat pour l'économie communautaire prolétarienne. Le gouvernement soviétique est devenu le représentant de la bourgeoisie et de la paysannerie par le renversement de sa politique économique dans les intérêts capitalistes des paysans. Car la politique est toujours la conséquence de l'évolution économique. Le gouvernement soviétique se trouve depuis un certain temps déjà en contradiction avec une partie du prolétariat russe. Aujourd'hui, ces différends ont atteint un degré extraordinaire: la formation de l'opposition ouvrière en Russie et les luttes violentes qu'elle mène contre le gouvernement soviétique en sont une preuve caractéristique. L'attitude du K.A.P.D. envers le gouvernement soviétique doit se modifier après ces événements: le K.A.P.D. dans l'avenir ne pourra plus soutenir inconditionnellement les décisions du gouvernement soviétique car ces décisions sont dirigées en partie contre le prolétariat révolutionnaire en Russie: l'opposition ouvrière. Un soutien au gouvernement soviétique n'est justifié que dans la mesure où il se bat contre l'ennemi commun du prolétariat, des paysans et de la petite bourgeoisie russes: la noblesse féodale. D'autre part le K.A.P.D. doit se séparer définitivement de la III<sup>e</sup> Internationale, parce qu'elle est devenue un facteur dans la politique de l'Etat russe, et doit, par conséquent, s'adapter à la transformation intervenue dans le caractère du gouvernement soviétique. Depuis le 3<sup>e</sup> Congrès, la III<sup>e</sup> Internationale s'est déclarée ouvertement ennemie de la révolution mondiale prolétarienne, dans la mesure où le K.A.P.D. en a été exclu. Mais on ne peut pas rester en dehors d'une Internationale communiste prolétarienne; le K.A.P.D. doit, à partir de maintenant, jeter les bases d'une nouvelle internationale communiste ouvrière, vraiment révolutionnaire.

Après les débats au cours desquels certains représentants exprimèrent l'idée que le gouvernement soviétique pouvait encore arriver à rester - malgré le renversement de sa politique économique - le représentant du prolétariat révolutionnaire russe, le Comité Central exprime ses conceptions dans la déclaration suivante qui fut adoptée contre les voix du Hannover et de la Saxe Orientale, Berlin s'abstenant:

"1/- Le Comité Central pense que le cours du 3<sup>e</sup> Congrès mondial a réalisé en principe la rupture d'avec l'Internationale moscovite.

Le Comité Central, tenant compte de la nécessité de la lutte de classe internationale, s'oriente vers la construction d'une Internationale communiste ouvrière pour les tâches les plus urgentes du prolétariat révolutionnaire mondial.

Le Comité Central pense d'autre part que les fondements, la tactique et la forme d'organisation de cette Internationale communiste ouvrière doivent être adaptées aux conditions de la lutte de la révolution prolétarienne.

"2/- Le Comité Central déclare que notre politique envers le gouvernement soviétique doit être dictée par l'attitude de celui-ci à chaque moment. Si le gouvernement soviétique agit en tant que facteur de lutte de la révolution prolétarienne, le K.A.P.D. doit le soutenir par une solidarité active. Là où il abandonne ce terrain et apparaît comme porteur de la révolution bourgeoise, le K.A.P.D. doit le combattre d'une manière aussi décidée".

---

Il est indéniable que Marx et Engels, bien qu'ils aient été des démolisseurs de toute l'idéologie démocratique bourgeoise, attribuaient encore une importance excessive à la démocratie et croyaient le suffrage universel fécond d'avantages qui n'avaient pas encore été discrédités.

Les enseignements de la nouvelle  
histoire.

" Avanti ! " 16-02-1918.

---

## LE PRINCIPE DE L'ANTAGONISME ENTRE LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS ET LE PROLETARIAT

Cet antagonisme advint, sur un plan théorique, au alentours du début de l'année dernière. Le problème des organisations syndicales russes éclaira tout à l'improviste la profondeur des divergences au sein du parti communiste russe; il conduisit aux plus âpres discussions. Au cours de l'une d'elle, Boukharine fut interpellé par Lénine comme syndicaliste anarchiste. Approximativement une douzaine de tendances apparurent, mais trois d'entre elles devinrent rapidement les principales.

Les organisations syndicales, alors condamnées à l'inactivité, étaient rendues amorphes de par la façon qu'avaient les spécialistes et les fonctionnaires du parti communiste de diriger et d'administrer la production. Leur nombre qui, en mars de l'année 1917 atteignait difficilement 1500, était alors passé à plusieurs millions.

Que devait-on faire de ces organisations de classe? Une fois que la révolution avait amené avec elle l'abolition du patronat, leur but naturel - la lutte contre les patrons pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail - paraissait désormais dépassé. De toutes façons, constituées de millions de prolétaires, leur dissolution était unanimement rejetée.

Chliapnikov était d'avis que toute l'administration de l'industrie devait être prise des mains du parti communiste et transférée aux syndicats, afin de leur redonner une vitalité et une force nouvelles. La grande majorité des membres des syndicats ( "l'opposition ouvrière", comme on l'appela ) se rangea derrière lui.

Trotsky, au contraire, représentant du principe "militariste", déclara dans ses thèses que la direction de la production devait demeurer sous le contrôle direct du parti communiste. Il n'y eut qu'un très petit nombre d'adhérents des organisations syndicales que le suivit.

Lénine, l'homme des règlements rapides, le politique des chemins commodes, proposa dans sa motion de ne pas brouiller pour l'instant les rapports entre le Gouvernement des Soviets, le parti communiste et les syndicats, mais tout au plus de laisser les syndicats prendre part, dans certaines limites, à l'administration de la production au travers de délégations des Comités centraux du Commissariat à la production. D'autre part, les syndicats devaient être considérés comme des "écoles du communisme" à l'intérieur desquels les membres du parti devaient amener le reste du prolétariat au Communisme. Même le point de vue de Lénine ne recueillit que les faveurs d'un petit nombre de membres des syndicats.

• Quelle est donc la raison pour laquelle Chliapnikov rencontra un assentiment si profond dans les rangs du prolétariat? Elle dépassait le simple souhait de la prise en charge des diverses branches de l'Industrie; c'était l'exigence résolue, retentissante du prolétariat russe à sa propre indépendance, c'était le désir ardent de se soustraire à la tutelle individuelle; c'était, en somme, le surgissement d'une conscience nouvelle qui s'était aussi rapidement que merveilleusement développée au cours de ces dernières années.

Le désaccord entre le Gouvernement des Soviets et le prolétariat russe devait s'approfondir dangeureusement quand en février, à Moscou, des milliers d'ouvriers manifestèrent pour l'augmentation des rations alimentaires et quand, à Péetrograd, le mécontentement des masses s'étendit considérablement. L'insurrection de Krons-tadt causa les embarras les plus grands au Gouvernement des Soviets.

Les multiples circonstances dont l'insurrection de Kronstadt fut le résultat pouvaient être recherchées dans les mois précédents. Leur origine réside dans les désaccords perpétuels qui divisaient Trotsky et les marins, lesquels n'entendaient pas supporter davantage la "dictature d'en haut" et demandaient de plus amples pouvoirs pour leur catégorie. Trotsky, pour toute réponse, leur avait suspendu vivres et matériel.

#### LA POLITIQUE EXTERIEURE DU GOUVERNEMENT DES SOVIETS. - LE SECOURS A LA RUSSIE DES SOVIETS.

La politique extérieure de tout Etat est déterminée, par sa politique intérieure. Le Gouvernement des Soviets, lui-même, se trouva contraint à mener sa politique extérieure en fonction des conditions intérieures.

Les souhaits et les intérêts des paysans, leur position capitaliste de détenteurs de propriété privée les rendirent petit à petit, dirigeants, du cours de la politique étrangère du Gouvernement des Soviets. Par voie de conséquence, la politique extérieure prit graduellement un caractère bien défini: d'une part abandon du devoir de vigilance, les armes à la main, face au capitalisme international, d'autre part, tendance au "compromis" avec celui-là, ce formidable et éternel ennemi.

Les résultats d'une telle politique ne se firent pas attendre longtemps. Avant tout la politique des concessions: attribution de grandes régions du territoire de la République des Soviets aux capitalistes étrangers, dans le but d'en exploiter la richesse du sol; en second lieu, au moyen de la soi-disant politique commerciale: reprise des relations commerciales avec des Etats capitalistes jusqu'à une reprise partielle des relations diplomatiques; en troisième lieu: alliance étroite du Gouvernement des Soviets avec les soi-disant "nations" des proche et moyen Orient.

La politique extérieure du Gouvernement des Soviets, au jour le jour, a déjà conduit à la reconnaissance de la paix de Brest-Litovsk. Elément de discussion, déjà avant le règlement duquel, plusieurs opinions apparaissaient, contradictoires, au sein du P.C.R.

Les guerres du Gouvernement des Soviets, au cours des dernières années, ressortissent à leur intime nature. Semblables aux guerres de la révolution petite-bourgeoise française vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Encore que les forces combattantes furent exclusivement composées d'ouvriers, l'"effort de guerre" du Gouvernement des Soviets était déjà essentiellement la protection du paysan capitaliste, la protection de la propriété personnelle des paysans contre les tentatives menées par l'aristocratie féodale de réinstaurer la grande propriété foncière.

Au cours des derniers mois, la politique du Gouvernement des Soviets est entrée dans une nouvelle ligne directive, décisive. La Russie des Soviets a été frappée d'une catastrophe naturelle désastreuse. Une sécheresse avait détruit la totalité des récoltes dans plus d'un territoire: La Volga, le Don, le Caucase septentrional et l'Ukraine.

Le Gouvernement des Soviets lança un appel au secours au monde entier. Avec une promptitude surprenante, la classe capitaliste répondit qu'elle se déclarait prête à donner une aide "apolitique" à la Russie des Soviets.

Dans la Russie toujours, les ministres de Kerensky, libérés des prisons, travaillent désormais la main dans la main avec le Gouvernement des Soviets. Deux d'entre eux, dont l'un fut déjà Président de la Douma, allèrent même à l'étranger recueillir les secours.

Briand négocie à Paris avec Kerensky. En Allemagne, un "Comité d'aide" composé des industriels les plus connus, de banquiers, de professeurs de l'Université, s'est constitué. En Angleterre, la Chambre des Communes en appelle à la Nation: une Commission provisoire est nommée. Le "Times", dans un article de fond, soutient la nécessité d'un secours immédiat et international, tout motif politique en était exclu.

Le Conseil Suprême décide la nomination d'une Commission pour le "Secours à la Russie affamée". Elle est composée de trois membres pour chaque pays représenté. Cette commission n'est rien d'autre que le premier rassemblement d'une grande commission internationale qui aura pour tâche d'examiner l'importance des subsides accordés à la Russie. Y prendront place aussi bien les représentants des pays neutres que ceux des Sociétés philanthropiques, des différentes Croix Rouges internationales.

L'appel au secours lancé par le Gouvernement des Soviets au monde entier a nettement éclairé la situation. Le Gouvernement des Soviets livre son pays, sa révolution et son prolétariat, pieds et poings liés, à la bourgeoisie internationale, laquelle, obéissante, prompte avec la rapidité d'une mobilisation, répond à l'appel. La perspective d'un profit illimité plus étendu la mettant toute en mouvement.

Nul ne peut arrêter le progrès des événements et obscurcir la vérité. Nous l'exprimons sans réticences inutiles, sans sentimentalisme: la Russie prolétarienne d'Octobre rouge devient un Etat bourgeois.

C'est la grande catastrophe qui menace aujourd'hui la Russie des Soviets. Il est maintenant très utile de rester calme, l'esprit clair. Maintenant, il est nécessaire de dire ouvertement à tout le prolétariat l'état effectif des choses. Toute tentative de tromperie, toute tendance à cacher les faits avec leurs conséquences inévitables constitue une fraude, un délit envers la révolution prolétarienne.

#### LES CARACTERES FONDAMENTAUX DE LA REVOLUTION RUSSE.

Fondamentalement, ce qui arrive aujourd'hui en Russie, c'est ceci: une révolution bourgeoise faite par des communistes.

Les bolcheviks ont fait tout leur possible, mais leur tentative de sauter du féodalisme/a été un échec, <sup>au communisme</sup> étant donné les conditions dominantes en Russie. Examinons le mot d'ordre par lequel les bolcheviks ont pris le pouvoir: "Paix immédiate, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Le second mot d'ordre: "Tout le pouvoir aux Soviets d'ouvriers et de soldats" rencontra un assentiment général des masses, après qu'elles eurent compris que tout le pouvoir devait passer à leurs mains, justement pour pouvoir réaliser le premier mot d'ordre. Mais le premier mot d'ordre, du point de vue de la politique extérieure du prolétariat (la transformation de la guerre impérialiste en guerre prolétarienne après que le prolétariat ait pris le pouvoir) impliquait un sens totalement bourgeois-pacifiste.

#### LES EFFETS IMMEDIATS DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DES SOVIETS.

Outre la destination spécifique d'industrialisation, le capitalisme implique une autre fonction historique: la création de grandes masses de travailleurs qui remettent à la disposition du capital, pour le salaire, leur marchandise-travail; c'est-à-dire, pour les définir en un seul mot, le prolétariat.

Le capitalisme crée, petit à petit, dans la société humaine, la division entre les classes et plus précisément la coupure de la société en deux classes inconciliables: la bourgeoisie et le prolétariat. Le capitalisme produit l'antagonisme de

classe et, par voie de conséquence, la lutte des classes entre la classe bourgeoise et la classe travailleuse.

L'introduction du capitalisme en Russie, telle qu'elle est prévue actuellement par le Gouvernement des Soviets devra nécessairement être suivie d'une même division entre les classes, d'une même lutte des classes.

Si nous comprenons au moins l'A.B.C. du marxisme, nous savons tous que de cette liberté de commerce ressurgira une division entre propriétaires de capital et propriétaires de marchandise-travail; c'est-à-dire la division entre capitaliste et travailleurs salariés; autant dire la réintroduction de l'esclavage salarié du système capitaliste.

Par la reconnaissance des exigences des paysans en ce qui concerne la liberté de production, la liberté du commerce, les concessions politiques à l'extérieur, le Gouvernement des Soviets cesse d'être un Gouvernement du prolétariat. Aucun Gouvernement ne peut servir deux patrons en même temps: il est impossible d'être tout à la fois dirigeant politique de la bourgeoisie et du prolétariat.

En ce sens, le prolétariat russe a désormais perdu le contrôle de l'Etat. Le Gouvernement des Soviets est tombé, victime de sa propre politique. Désormais, la Russie est en train de devenir la Russie soviétiste des paysans et de la bourgeoisie russe. Le Gouvernement des Soviets, poussé par les nécessités économiques devient lui-même un représentant du capitalisme.

Nous ne sommes en rien — pour bonnes qu'en soient les intentions — d'accord avec l'ineffable ingénuité de la "Rote Fahne", laquelle déclare sincèrement qu' "un aspect essentiellement paradoxal ressortit à la crise du capitalisme en ce que la bourgeoisie doit aider son ennemi de classe".

Au contraire, le Gouvernement des Soviets est contraint par le capitalisme international à assumer la fonction de protecteur des intérêts et des profits de ce dernier; c'est-à-dire, est obligé de prendre à charge une attitude hostile au prolétariat, telle que le Gouvernement allemand dut l'assumer. Le capitalisme international tend à faire de la Russie, comme de l'Allemagne, un instrument en vue de la réalisation de ses profits.

Penser que le capitalisme international soit capable de commettre la stupidité d'aider son irréductible ennemi, comme le fait le Parti Communiste Unifié (V.K. P.D.) signifie ne comprendre en rien l'essence du système capitaliste actuel.

La pénétration capitaliste de la Russie des Soviets, pénétration actuelle, ne signifie pas seulement la fin du Gouvernement des Soviets en tant que Gouvernement du prolétariat, mais en même temps la mise à la disposition du capitalisme international, de nouveaux moyens, de nouvelles facilités pour surmonter sa formidable crise, tandis qu'elle pose de nouvelles difficultés et de nouveaux obstacles à la voie de la révolution prolétarienne internationale. Ceci et rien d'autre est la conséquence inévitable de la politique actuelle du Gouvernement des Soviets.

Celui-ci doit nécessairement devenir un Gouvernement d'opposition à la classe ouvrière russe, maintenant aligné avec la bourgeoisie. Le Gouvernement des Soviets est au fond le P.C.R. Ainsi le P.C.R. est devenu antagoniste à la classe travailleuse, car il soutient, comme le Gouvernement des Soviets, les intérêts de la bourgeoisie aux frais du prolétariat. Cet état de chose ne peut perdurer: le parti communiste russe devra se diviser.

Parallèlement, les organisations syndicales russes, aujourd'hui organismes sans vitalité et dénués d'expression, quoique numériquement puissantes, devront se scinder avant qu'une vie nouvelle ne les ranime.

Une fois que ces organisations syndicales, sous la pression économique, tout autant que le parti communiste, se seront divisées, très probablement trois groupes en émergeront: celui des bureaucrates et des conservateurs qui demeurera, en tant que Commissariat du Travail, affilié à l'Etat russe; celui, le plus nombreux, qui réunira sur un plan économique les organisations syndicales semblables à celles d'Europe occidentale il poursuivra sa lutte contre la vente de la marchandise-travail dans des conditions trop misérables, sans toutefois lutter pour l'abolition définitive de la vente de la marchandise-travail; celui, enfin, qui s'unifiera en une organisation purement révolutionnaire, luttant de tous les moyens possibles, sans exclusion, que peut utiliser le prolétariat. Etant donné l'antagonisme classiste entre la bourgeoisie et le prolétariat surgi après les récents événements, d'autres formes d'organisations, totalement indépendantes, apparaîtront dans le prolétariat russe.

Compte tenu de leur forme, de leur tactique et de leur but, ces dernières se trouveront en avance sur le P.C.R. actuel: le temps aidant, ces organisations tendront à s'identifier spirituellement et matériellement à la forme que le parti communiste ouvrier et l'Union générale des travailleurs ont pris.

Elles iront bien plus loin dans la tactique que l'opposition ouvrière russe; elles prendront un caractère nettement révolutionnaire prolétarien. L'instauration du capitalisme et l'industrialisation de la Russie des Soviets, l'introduction de la mécanisation dans l'agriculture impliqueront une transformation radicale des rapports entre les classes dans les zones agricoles russes. Par conséquent, une division capitaliste des classes se vérifiera indubitablement et rapidement. La mécanisation introduite divisera brusquement l'unité actuelle de classe des petits propriétaires de la terre en deux classes distinctes: celle des paysans-propriétaires, et celle des travailleurs agricoles. Cette dernière opérera un choix et s'organisera graduellement du sein de l'avant garde de la révolution prolétarienne dans la paysannerie.

La transformation radicale intervenue dans le caractère du Gouvernement des Soviets amènera avec elle un changement pareillement radical quand à l'attitude du prolétariat révolutionnaire international face au Gouvernement des Soviets.

Le prolétariat révolutionnaire a, jusqu'à présent, soutenu et appuyé sans conditions le Gouvernement des Soviets car, en tant que représentant du prolétariat industriel russe, il réalisait ses projets visant à l'abolition de la propriété privée et aussi parce qu'il combattait vaillamment avec la petite bourgeoisie et les paysans l'aristocratie féodale.

La première de ces conditions a disparu. Le prolétariat révolutionnaire international doit aujourd'hui condamner le Gouvernement des Soviets et sa nouvelle politique d'un double point de vue: de celui du prolétariat révolutionnaire russe et du sien propre. L'appui inconditionnel au Gouvernement des Soviets impliquerait désormais deux sortes de conséquences. D'une part, il signifierait le consentement de toutes les mesures que prendrait ce nouveau Gouvernement des Soviets bourgeois contre le prolétariat révolutionnaire russe, contre ce que l'on appelle "l'opposition ouvrière russe", contre les millions de prolétaires qui, comme la camarade Kollontay le raconte, vivent, même dans la Russie des Soviets, une vie dégradante de forçat. Il n'y a aucun doute que, mis en position de faire un choix entre un Gouvernement d'un Etat bourgeois et un prolétariat révolutionnaire international, le prolétariat doit absolument venir en aide aux membres de sa propre classe, c'est-à-dire à l'opposition des travailleurs russes.

D'autre part, un appui inconditionnel signifierait pareillement que l'on se solidarise des nouvelles dispositions internationales du Gouvernement des Soviets; ce qui impliquerait l'obligation de faire de la propagande et de participer activement à la création d'un capitalisme à l'étranger, donc, indirectement, à la reconstruction du capitalisme international. Le prolétariat révolutionnaire international se placerait alors dans une position contraire à la révolution prolétarienne et devrait, au lieu de soutenir le mot d'ordre de "sabotage et arrêt du système

de production capitaliste" répondre à celui de "accroissement de la production dans les perspectives et sous les conditions capitalistes". C'est ceci et rien d'autre que demande le Gouvernement des Soviets.

Ainsi, ce serait de la folie et une trahison au plein sens du mot que de suivre le Gouvernement des Soviets dans cette voie.

Le but à atteindre pour l'heure reste le suivant: disparition de la bourgeoisie, prise du pouvoir par le prolétariat. Ceci concerne tout spécialement le prolétariat allemand. C'est seulement la victoire du prolétariat allemand, sa conquête du pouvoir politique, qui aurait pu sauver la Russie de son destin actuel: elle aurait pu épargner au prolétariat russe la misère et l'oppression de son propre Gouvernement des Soviets.

Seul, le prolétariat industriel est trop faible pour triompher des masses écrasantes des petits paysans propriétaires, encore moins pour vaincre sa bourgeoisie nationale et étrangère. Mais, uni au prolétariat allemand, il sera possible, sans autre aide, de vaincre tous ces ennemis de classe.

Les paysans russes et leur appétit immodéré de propriété privée du sol, avec leurs multiples intérêts petit-bourgeois, opposeraient à coup sûr une résistance aux forces organisées des prolétariats allemand et russe; mais ils devraient probablement céder à la fin, après une lutte intense et sanglante.

Mais au cas où la psychologie des paysans devrait subir des modifications, cette oeuvre ne pourrait être réalisée qu'à travers une transformation radicale de leurs conditions matérielles. Les améliorations profondes de la technique dans la production agricole, par l'utilisation plus large de toutes sortes de machines agricoles et une électrification généralisée, contribuent grandement à ce but. Le prolétariat révolutionnaire international "a des dettes" envers le prolétariat russe, ceci concernant une infinité de choses. Le prolétariat russe lui a fait voir les moyens et les méthodes qui conduisent à la conquête du pouvoir politique; dans le même temps, il lui a montré la structure et l'organisation de l'Etat prolétarien: les Conseils de travailleurs. Ceci est la grande donnée, le succès de la révolution: le fait qui dépasse tous les autres.

Aujourd'hui plus que jamais (après que le Gouvernement des Soviets soit passé du côté de la bourgeoisie) la responsabilité de la révolution internationale incombe au prolétariat allemand. La Russie des Soviets a cessé son existence de Russie des Soviets. L'Allemagne des Soviets, c'est le premier pas vers la révolution mondiale.

#### LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS ET LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE APRES LE TROISIEME CONGRES MONDIAL.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale a lié définitivement et indissolublement le destin de la III<sup>e</sup> Internationale au Gouvernement actuel des Soviets, autant dire un Etat bourgeois. Il a subordonné des intérêts de la révolution prolétarienne internationale aux intérêts de la révolution bourgeoise d'un seul pays. Il a ainsi ôté à la III<sup>e</sup> Internationale toute indépendance, il l'a mise sous la dépendance directe de la bourgeoisie internationale.

#### LE SECOURS DU PROLETARIAT ALLEMAND A LA RUSSIE DES SOVIETS.

Aucun événement ne pouvait plus vite et plus clairement apporter la démonstration de la vérité de nos positions que l'orientation du Gouvernement des Soviets

et du Parti Communiste. On ne pense plus, on ne parle plus que de la destination des marchandises à la Russie. Les sections de la III<sup>e</sup> Internationale sont obligées de se transformer en entremetteurs entre le Gouvernement petit-bourgeois paysan de la Russie des Soviets et la bourgeoisie capitaliste de leur propre pays, ainsi qu'à engager le prolétariat international à mettre sa marchandise-travail au service du capitalisme pour l'accumulation des profits. Ainsi faisant, la III<sup>e</sup> Internationale, en accord avec son orientation théorique, se met pratiquement au service du capitalisme international pour faciliter et consolider sa reconstruction.

Le Parti Communiste unifié d'Allemagne et son manifeste pour le secours à la Russie affamée a souscrit sa banqueroute politique. A l'avenir, celui-ci s'empêche de mener l'action sur le terrain de la lutte des classes contre la bourgeoisie: celui-ci a pratiquement rejeté l'idée de la révolution prolétarienne. Il propose aux capitalistes allemands un compromis concernant l'intérêt commun en jeu dans la production. Ce n'est plus le prolétariat allemand qui doit élargir le secours aux travailleurs russes, c'est la bourgeoisie allemande. Il adopte désormais le point de vue du système capitaliste de production, il reconnaît que les moyens de production doivent rester dans les mains de la bourgeoisie allemande. Il invite sa propre bourgeoisie à garantir, pour la Russie des Soviets les crédits commerciaux payables à long terme et à livrer les marchandises au prix courant du marché intérieur. Le prolétariat russe est ainsi obligé d'acheter les moyens nécessaires à triompher de ses privations à la bourgeoisie allemande c'est cette douce attention que le Parti Communiste unifié d'Allemagne réclame du capitalisme allemand.

La politique de ce parti consiste désormais à des transactions commerciales capitalistes avec toutes sortes de spéculateurs, en employant les méthodes mêmes de la spéculation. Cela dépasse tout quand il cherche à faire avaler cette couleuvre au prolétariat allemand, s'esclamant démagogiquement: "Les travailleurs doivent avoir présent à l'esprit que l'augmentation des exportations à la Russie sur la base de crédits à longs termes aux prix du marché intérieur, ouvre immédiatement la possibilité pour plus de débouchés dans le travail pour eux-mêmes."

Il n'y a qu'une seule voie, qu'un seul secours, qu'un seul salut: la révolution prolétarienne. C'est de cette façon et seulement de cette façon que nous pourrions véritablement aider le prolétariat russe. Avons-nous, nous de l'argent, du blé, des médicaments? Mais n'est-elle pas profondément ridicule cette question que le Parti Communiste unifié d'Allemagne pose au prolétariat allemand? Nous ne possédons rien. Nous sommes pauvres. Nous sommes affamés. La bourgeoisie, elle, a toutes ces choses. Nous pouvons aider nos frères russes et nous aider nous-mêmes à la condition que nous sachions prendre tout cela à la bourgeoisie qui les détient, par la violence. C'est ce que doit faire le prolétariat révolutionnaire international.

#### LA BANQUEROUTE DE LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET LA NECESSITE DE CREER UNE INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES

Après le troisième Congrès, la III<sup>e</sup> Internationale est liée indissolublement à la politique de l'Etat russe. Elle s'achemine rapidement vers une catastrophe semblable à celle qui plane actuellement au-dessus de l'Etat russe.

La magnifique tentative de créer une puissante Internationale révolutionnaire devenue aujourd'hui une arme dans les mains du Gouvernement des Soviets, devra atteindre, comme pour l'Etat russe, sa fin véritable: car la III<sup>e</sup> Internationale a perdu toute autonomie. La III<sup>e</sup> Internationale est devenue une Internationale russe.

C'est tellement vrai que la Russie des Soviets n'invite plus le prolétariat international à la révolution prolétarienne, mais l'engage à user de sa propre influence auprès des Gouvernements capitalistes où la Russie des Soviets se fournit en machines et autres marchandises dans une perspective essentiellement capitaliste.

Le prolétariat révolutionnaire du monde entier se trouve actuellement engagé dans une lutte gigantesque contre les forces toujours plus compactes et homogènes du capitalisme international, sans disposer d'une organisation internationale de lutte qui représente véritablement avec fermeté et sans hésitation les intérêts de la révolution prolétarienne.

La nouvelle Internationale Communiste Ouvrière doit s'assigner comme but la réalisation du principe caractérisant l'époque prolétarienne-communiste; en tant que premier pas vers cette direction, l'anéantissement des forces de l'Etat capitaliste ainsi que la création d'Etats soviétistes prolétariens.

Ce but exige de ruiner toute tentative qui nous mettrait aux basques de la bourgeoisie et de son Etat: exiger une orientation ouvertement révolutionnaire dans le développement et dans la conduite de la bataille.

Le principe conducteur suprême — l'Internationale ouvrière communiste — ne doit pas représenter l'intérêt particulier d'une révolution "nationale" ou occidentale européenne, elle doit être l'intérêt commun du prolétariat international: la révolution internationale.

La détermination de sa propre tactique doit éviter les luttes prétendues à l'avance valables partout. Elle doit d'autre part définir les méthodes propres à la révolution prolétarienne: celles qu'elle pose elle-même. Elle doit prendre pour base la détermination du degré de développement économique de chacun des pays et combattre partout où le duel mortel est engagé avec des armes exclusivement révolutionnaires, c'est-à-dire des méthodes antiparlementaires, contre le bureaucratisme syndical. Illégales en général.

Les méthodes de lutte du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne surgissent du degré avancé du développement économique de l'Allemagne. Dans tous les pays à régime capitaliste, le prolétariat — quand le capitalisme est entré dans cette phase — devra recourir à de telles armes. Une démonstration en est donnée pratiquement par le fait que le progrès vers les formes tactiques et organisationnelles du parti communiste ouvrier d'Allemagne se manifeste actuellement dans ces pays qui ont avant tout été intimement associés à la politique de l'Etat bourgeois allemand et qui, de par la défaite au cours de la guerre mondiale, ont été jetés dans une situation politique et économique semblables. Ces pays sont: l'Autriche, la Bulgarie, la Suisse allemande, la Hollande, le Luxembourg, l'Espagne, le Mexique et l'Argentine. Dans tous ces pays, les groupes communistes ouvriers convergent vers une position identique à celle du parti communiste ouvrier d'Allemagne; dans les zones où ces positions n'ont pas encore été atteintes, c'est que le développement des conditions économiques du pays déterminé ne sont pas encore aussi mûres qu'en Allemagne.

De sorte qu'il serait parfaitement erroné de prophétiser le développement historique avec un axiome superficiel (1).

Les choses doivent se développer. La tactique du parti communiste devra finalement conduire le prolétariat à la victoire.

Il s'agit, eu égard à la tactique adoptée dans chaque pays, d'en tenir également compte quand on abordera la forme à donner à l'organisation de l'Internationale Communiste Ouvrière. Nul ne peut dire ici l'Internationale Communiste Ouvrière déjà constituée. Elle doit se développer graduellement et organiquement comme l'a fait le parti communiste ouvrier allemand. Son organisation ne peut être donnée d'en haut: elle doit être une création de la base. (°)

---

(°) Extrait d'un manifeste de l'Internationale Communiste ouvrière.

(1) Allusion critique à la position de la III<sup>e</sup> Internationale qui ne faisait que généraliser au monde entier le schéma de la révolution.

## A TOUS LES CAMARADES DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE

En toute conscience et après mûre réflexion, nous croyons remplir notre devoir de communistes en lançant aux camarades le présent appel. Le parti traverse une crise de nature telle que seule la participation de tous ses adhérents permettra de la résoudre.

Nous ne faisons pas allusion à la crise qui concerne l'efficacité ou l'organisation, résultant inévitablement de la victoire des forces antiprolétariennes en Italie. Elle mérite tout autant l'attention, mais on y pourrait faire face, rien d'autre n'étant possible, par des mesures opportunes des organes dirigeants fidèlement exécutées.

Il s'agit d'une tout autre crise, aggravant malheureusement les conséquences de la première: crise interne touchant aux orientations générales. Née de simples questions tactiques, elle va aujourd'hui jusqu'à concerner les assises des principes et la tradition de la politique de parti.

L'origine de la crise ne réside pas dans des dissensions internes, mais provient des divergences qui divisent le parti italien et l'Internationale Communiste et sa majorité actuelle, ainsi que sa Direction. C'est précisément parce que la crise a revêtu un tel caractère d'anomalie complète qu'elle pourrait conduire à la paralysie de la vie du parti et à la stérilisation de son action, au cas où le problème ne serait pas posé à tout le parti, avec une complète information des camarades, une discussion à fond et l'évaluation finale et définitive de ce que doit être la plateforme de pensée et d'action de notre parti.

Ce document se propose d'engager un tel travail, en dépit des difficultés découlant de la non possibilité de nous réunir librement, ainsi que du manque d'une presse indépendante.

La plateforme à partir de laquelle le parti se constitua, au Congrès de Livourne, est bien connue des camarades. Ils connaissent l'issue de l'époque d'élaboration critique dans le parti socialiste, en réaction à ses importants manquements, principalement après la guerre.

Comment se présentait la situation du parti et sa tâche, immédiatement après Livourne, aux hommes à qui la direction en était confiée? La théorie du parti était clairement établie sur des bases révolutionnaires et marxistes mises en lumière par la révolution russe et par la constitution de la Troisième Internationale. La nouvelle organisation de lutte du prolétariat italien, se distinguant par la solidité de son lien international, devait se constituer de telle sorte qu'elle évitât les défauts pernicieux et habituels: superficialité, confusions, personnalismes, fatals au vieux parti, en substituant de nouveaux critères: sérieux, réflexion équilibrée, soumission volontaire sans limites de tous les militants à la cause commune.

Ce fut après le très important problème de l'action; toute la prudence désirable était requise pour la situation strictement italienne, afin d'atteindre aux buts communistes.

Les conditions de la lutte prolétarienne au début de 1921 étaient désormais compromises par l'impuissance du parti socialiste à tel point qu'aucune offensive révolutionnaire d'un parti minoritaire comme le nôtre n'apparaissait possible. Mais l'action du parti pouvait et devait se préoccuper de rendre la résistance à l'offensive déchaînée de la bourgeoisie la plus efficace possible et, à travers elle, obtenir la concentration des forces ouvrières dans les meilleures conditions possibles autour du drapeau du parti, le seul à déterminer une méthode apte à garantir la préparation d'une insurrection.

Les communistes virent ainsi le problème: assurer au maximum l'unité défensive du prolétariat face à la pression de l'offensive patronale et, parallèlement, éviter que les masses, sous l'illusion de cette unité apparente, ne viennent à mélanger les directions contraires. Cette unité, déjà accusée d'impuissance par une douloureuse expérience des masses italiennes ... (1).

Nous ne reviendrons pas pour le moment sur l'histoire de la tentative communiste de front unique des organisations ouvrières contre la réaction et le fascisme. Celles-ci faillirent de par l'attitude des autres partis ayant suivi dans le prolétariat. Tout au moins, on tentait de tirer d'une telle faillite un avantage, par une critique des faits: que le prolétariat militant converge vers le parti communiste.

Notre propagande n'a jamais dissimulé que c'était seulement par une direction nettement communiste que le prolétariat pouvait vaincre; même si pour atteindre un tel but les communistes s'offraient à lutter avec les ouvriers d'autres partis politiques. Il est nécessaire que le parti et l'Internationale examinent les résultats d'une telle expérience à une période d'une importance historique extraordinaire. Il faut les passer au crible et en tracer un bilan complet.

Mais aujourd'hui, il existe ce danger: une telle question est liquidée quand on affirme: la tactique du parti était erronée: elle a causé la défaite du prolétariat!

Il ne s'agit pas ici de défendre des oeuvres personnelles, dont aucun des autres partis ne nie la bonne volonté ainsi que d'autres qualités; il s'agit de bien autre chose: la critique d'une somme d'expériences de premier ordre, d'une importance vitale pour un parti marxiste; enfin, la signification internationale de la phase présente de l'histoire italienne. Il s'agit de se demander si le parti, après le dénouement d'une telle expérience, se doit de revoir et de modifier ses bases fondamentales. Un tel problème requiert l'attention du parti dans son ensemble, ainsi qu'une analyse beaucoup plus réfléchie de toute l'Internationale. Et après avoir dit cela, de par tous les exemples de cette année écoulée dans la politique italienne, c'est l'évidence même que le parti communiste ne pouvait, en aucune façon, entraver la tournure des événements; trop profondes et trop éloignées en étaient les causes pour pouvoir en invertir le cours. Cela démontra d'un coup que la ligne que nous nous étions tracée à Livourne n'a pu être suivie que pour un bref instant. Nous ne faisons ici qu'exposer le schéma du problème, désirant, en ce qui nous concerne pour le moment, persuader les camarades de la nécessité d'une discussion profonde.

Remarquons trois faits:

1) Le parti italien a eu des opinions divergentes de celles de l'Internationale au sujet de la tactique "internationale" communiste.

(1) Phrase non achevée, N.d.Trad.

2) Quant aux affaires italiennes, la divergence s'est manifestée plus profonde encore: sortant des limites de la "tactique" pour concerner les bases mêmes de la constitution du parti.

3) L'Internationale est sur la voie, et persiste, de la modification de ses directives, jusqu'à présent en matière tactique, semble-t-il; mais désormais y compris en matière de programme et de normes organisatives fondamentales.

Nous ne traiterons pas ici du premier point: la discussion du Congrès de Rome de notre parti (mars 1922) l'a fait connaître. Elle est précisée dans la thèse sur la tactique, alors approuvée.

Le second point mérite une plus grande attention, le parti dans son sens ensemble en est peu informé.

Sur la question de la tactique à employer en Italie au sein du mouvement prolétarien, la divergence met du temps à se définir. Quoiqu'au troisième Congrès, déjà, la délégation italienne fut en opposition à l'Internationale en matière de tactique, le travail concret du parti jusqu'à cette époque et après fut néanmoins approuvé et apprécié.

Plus tard, notre parti précisait sa propre ligne en vue d'éviter que les moyens tactiques ne puissent venir contredire les besoins de la propagande, non seulement en théorie, mais en fait. A ce sujet, deux traits fondamentaux: "C'est seulement par la politique du parti communiste et avec la direction de ce dernier que le prolétariat peut abattre la bourgeoisie", et "La dictature révolutionnaire seule peut constituer le pouvoir du prolétariat". Notre parti agissait en conséquence dans "le front unique syndical", ainsi que par sa campagne ouverte contre toute variante opportuniste. Tandis qu'en présence de l'expression de "front unique" et de "gouvernement ouvrier", on ne sut jamais avec précision ce que l'Internationale, au contraire, voulut qu'on fît.

Tout cela amena, petit à petit, à des critiques particulières; mais même en juin 1922, on exigeait seulement du parti qu'il lançât le mot d'ordre du "gouvernement ouvrier", mais en lui donnant une définition qui en faisait le "synonyme de la dictature du prolétariat", tandis qu'après on dit qu'il impliquait une véritable participation parlementaire et ministérielle. Dans la question syndicale, et pour celle du fascisme, on ne clarifia jamais non plus ce que l'Internationale voulait modifier dans la méthode que nous suivions.

Mais la divergence s'est approfondie et élargie jusqu'à un domaine d'importance capitale avec le problème de la fusion avec le parti maximaliste.

Nous, nous considérons historiquement formée "la racine" du parti sur la base de Livourne; nous soutenons encore ceci: que la confluence des autres éléments du prolétariat, but fondamental du parti, devait s'effectuer en les soustrayant à l'influence des autres mouvements, pour les établir dans le nôtre. Nous fûmes contre toute idée de fusion en masse avec d'autres partis et tout travail de construction de fractions dans leur sein, à l'aide de sympathisants, au lieu de les faire venir dans nos rangs (c'est-à-dire que nous fûmes contre le "noyautage"(1)). Mais il est clair aujourd'hui que l'Internationale considère la solution de Livourne transitoire, elle souhaite l'adhésion massive d'une autre "tranche" du parti socialiste. Selon l'Inter-

(1) En français dans le texte.

nationale, nous étions séparés des maximalistes de par le seul fait que ces derniers hésitaient à se couper des réformistes. Pour nous, le maximalisme est une forme d'opportunisme aussi dangereuse que le réformisme; de par sa tradition et sa direction, il ne sera jamais révolutionnaire, il s'appliquera plutôt à dévoyer les masses avec son langage de charlatan qui dissimule la conservation entretenue la plus pernicieuse d'un état d'impuissance et d'inertie.

Voyant le prolétariat italien perdre du terrain, et par voie de conséquence se réduire les rangs de notre parti, l'Internationale croyait être en mesure de dévier le développement de la situation et au même moment remporter un succès international avec l'adhésion des maximalistes. Nous, nous voulions dénoncer ouvertement cela comme défaitisme (1), renforcer, faisant inévitablement reculer le prolétariat militant, la prédominance du parti communiste et la liquidation des autres partis.

Les faits démontrèrent la répulsion qu'éprouvent les maximalistes, en tant qu'organisme politique, à se mettre sur le terrain révolutionnaire et à accepter loyalement d'adhérer à l'Internationale: on avait l'impression que Serrati (1), et on a vu le même Serrati liquidé par le parti, c'est-à-dire quelques dizaines de chefs qui agissent au nom des travailleurs maximalistes, alors que ceux-ci peuvent être conquis eux seuls, en rompant les mailles qui les enserrant aujourd'hui. Et on dit ... que les communistes ont entravé la fusion!!!

Quelles ont été les conséquences de cette attitude de l'Internationale en Italie? L'action tactique du parti dans le front unique en fut paralysée, fournissant aux autres partis une diversion à la situation dans laquelle notre tactique les enfermait, en proposant la coalition "politique", afin de dissimuler la répugnance vis-à-vis de l'action définie par les propositions communistes (sic). Les maximalistes, jusqu'au bout, pourront jouer le jeu des réformistes dans la Confédération et dans l'Alliance du travail, trompant les ouvriers grâce au fait que Moscou les invitait à adhérer, éternisant ainsi une vieille et fatale équivoque. Nous rappelons simplement que l'ultime occasion d'éliminer les chefs syndicaux et préparer le mouvement d'août 1922 sur des bases autres, apparût au Congrès syndical de juillet à Gênes. Les réformistes y étaient en minorité et les maximalistes les laissèrent à leur poste, se contentant de leurs affirmations contre la collaborationnisme parlementaire, non moins pernicious que leurs formules vides: ni action du prolétariat, ni collaboration.

C'est évident, outre leur antique dégoût de la lutte, le plan de Serrati et des autres consiste à troquer peu à peu leur position et leur influence contre leur réadmission dans l'Internationale.

La formation de la fraction terzinternazionalista (2), dans laquelle les quelques éléments susceptibles de nous rejoindre étaient invités à y demeurer, servait, au fond, à ce que l'équivoque s'éternisât. En conclusion, le parti maximaliste qui, après la scission des réformistes, devait se dissoudre, (se gaussant de l'Internationale et de ses démarches; ne contractant aucun engagement), exploitait la situation dans un opportunisme facile en tirant malheureusement parti de l'inclination des ouvriers à l'inertie dans cette période difficile, les déroband (sic) encore, dans une certaine mesure à leur enseigne de fidélité passive et simulée à quelques phrases révolutionnaires: force, même si la situation venait à changer, destinée à s'épuiser dans la pire des impuissances.

(1) Phrase non achevée, N.d.Trad.

(2) Gauche du P.S.I. qui désirait adhérer à l'I.C., laquelle l'y invitait.

La politique de l'Internationale, si elle n'obtient pas la fusion, empêcha le parti communiste d'utiliser une quelconque situation dans laquelle les travailleurs tendraient à y affluer, même "relativement" à la diminution des effectifs résultant de causes prépondérantes.

Il en fût ainsi après la grève d'août, quand l'Internationale préféra plutôt considérer la scission des socialistes comme le fait le plus important. Et, dans un certain sens, même après l'avènement des fascistes, ce fût la même réaction déclenchée contre notre parti. Bien au contraire: soumis à un régime en permanence anormal, d'expectative et modifiant en profondeur ses structures, un malaise s'est formé au sein de celui-ci et s'y est développé; il contrarie toute chance, qui peut-être ne ferait pas défaut, d'une heureuse "reprise".

En outre, la divergence d'avec l'Internationale a donné vie à un courant, la soi-disant "minorité" qui pose en communiste orthodoxe; en réalité, elle récupère les éléments qui, dès après Livourne, restèrent quelque peu attachés aux vieilles méthodes socialistes, qui supportaient mal de rigoureuses méthodes de travail et de responsabilité: ces gens ont soutenu les thèses de l'Internationale, mais par des arguments superficiels, récalcitrant de temps à autres et jasant en sourdine.

De tout cela le parti souffre, un remède s'impose.

La conséquence de cette orientation "fusionniste" s'ébauche dans la "liquidation" du parti tel qu'il a surgi à Livourne et tel qu'il a combattu depuis plus de deux années, non sans honneur. Cela signifierait rejeter le prolétariat italien dans l'impasse du "centrisme" maximaliste, vil et bavard. De sorte qu'une expérience utile pour l'avenir ne délivrerait même pas la classe ouvrière italienne de son calvaire.

Il peut s'avérer qu'avant, une telle arme doive être lancée. Mais, comme nous l'avons dit au sujet de la tactique, le désaccord fut, pratiquement, insaisissable pour quelques temps: c'est une méthode de l'Internationale que de ne donner ses pensées propres que petit à petit, alors que nous les voudrions tracées et définies à de plus larges délais. Pour la fusion elle-même, il se passa quelque chose d'analogue; selon toutes les alternatives qui se firent jour aux congrès socialistes successifs, par exemple, après celui de 1921, il sembla qu'on ne pensait plus à la fusion. Même les rapports avec la fraction terzinzianista furent pris, sinon à notre insu, du moins non officiellement. C'est à partir de la fin de 1922 que la divergence s'établit dans toute sa gravité; c'est uniquement les événements ultérieurs qui ont permis qu'on la trainât, à la quasi méconnaissance du parti. Et c'est dans les derniers temps qu'on a du perdre l'espoir d'une solution par le moyen d'une véritable discussion, largement partagée, à l'intérieur de l'Internationale. Non par des inventions palliatives dans de longues et difficiles tractations aux expédients de caractère nettement personnels.

Nous abordons à peine le point particulier que nous nous sommes proposés d'examiner ici.

Les nouveaux mots d'ordre tactiques de l'Internationale, pas encore bien éclaircis dans leurs conséquences, apparus après le troisième Congrès — le quatrième n'a pas eu le temps de débattre des thèses tactiques — entraînent un danger de modification du programme et des principes. Ce danger pour l'instant se rend évident par le renvoi répété de la question du programme et du statut à 1924. Au même moment, le grave problème de la discipline organisationnelle s'est conclu en un expédient incohérent et souvent appliqué de façon discontinue; d'où des crises internes fâcheuses sont ressorties de beaucoup de parties et dans leurs rapports avec le centre.

Le péril qui s'ébauche ainsi peut devenir très grave. Nous sommes peut-être à la veille d'une crise internationale: en tant que parti italien, nous sommes au milieu d'une crise.

Ces conditions anormales expliquent pourquoi le problème doit être porté à l'examen de tous les militants, même sans interrompre un instant la discipline de fait aux organes centraux.

Poussés par toutes ces considérations importantes que nous espérons éclairer plus vivement dans la mesure où cela sera possible, nous proposons ici de recueillir l'adhésion des camarades sur ces points:

a/- En dépit des obstacles que la situation oppose, provoquer à l'intérieur du parti une vaste discussion et consultation sur la valeur des expériences acquises dans la lutte du parti, ainsi que sur son orientation programmatique et tactique.

b/- Eveiller dans les organes compétents de l'Internationale une discussion analogue sur les conditions de la lutte prolétarienne en Italie des derniers temps à aujourd'hui, avec une ample portée et en dehors d'un règlement contingent et transitoire qui ... (mot illisible) étouffe l'examen des problèmes les plus importants.

c/- Participer à la discussion du programme, à l'organisation, à l'action tactique de l'Internationale, luttant contre toute révision de droite et, pardessus-tout, gagnant la plus grande clarté dans les déterminations des directives.

d/- Atteignant, par de tels débats, une évaluation concordante des problèmes fondamentaux, obtenir l'ébauche d'un plan complet et clair sur l'orientation et l'action du parti, base à partir de laquelle un travail actif s'amorcera pour intensifier l'activité du parti et son efficacité, sur une ligne compréhensible à l'esprit de tous les militants et avec la participation la plus rationnelle de toutes leurs énergies; ayant ainsi dépassé les raisons et les causes du grave état de malaise actuel.

e/- Au cas où d'un tel débat, ne résulterait pas une approbation substantielle dans un ensemble de décisions bâtie sur des principes communs — tout en restant exactement à notre poste dans les rangs des forces communistes guidées selon le vouloir de la majorité de l'Internationale —, ne pas prendre part aux organes de direction du parti, en affirmant que ceux-là doivent se composer suivant les directives qu'ils sont appelés à appliquer (1).

Important.

Que le camarade qui reçoit ce document veuille bien en faire des copies et les distribuer aux inscrits du parti, recopiant aussi la présente note.

Chaque camarade est prié d'envoyer son adhésion, ou même son opinion, même divergente, et toute communication ayant trait à ce document par l'entremise du même camarade qui le lui aura donné: la réponse fera le même chemin, mais en sens contraire.

Ce document est communiqué à la direction du parti et de l'Internationale.

Il importe de le diffuser aussi à l'étranger. A qui le ferait en le traduisant, nous serions reconnaissants.

Les initiateurs.

(1) Ceci devait effectivement se vérifier par la suite.

## NOTE

La " Rivista storica del socialismo " (1964) à partir de laquelle nous avons établi la traduction du texte qui précède, avait accompagné la publication des éclaircissements suivants, sous le titre de " Nouvelle documentation sur le "tournant" de la direction du Parti Communiste d'Italie en 1923-1924." (pp. 515-à 521.)

Nous présentons le Manifeste aux camarades du P.C. d'Italie, de la main de Bordiga, avec lequel la rupture d'avec l'Internationale Communiste devait advenir. Tout d'abord accepté, néanmoins assorti de quelque perplexité, par Togliatti, Terracini, Scoccimarro, etc., mais refusé par Gramsci (et par Léonnetti) qui réussira à en empêcher la publication, ce texte ouvre une discussion au sein de la majorité de Rome. Le volume de Togliatti en donne une documentation.

On sait d'une lettre de Togliatti à Gramsci du 1er mai 1923, qu'il fut écrit par Bordiga, alors en prison. Etant donné que la rédaction que nous possédons provient des papiers de Togliatti consignés dans l'acte de son arrestation, on peut en déduire (comme cela ressort d'une information récente de Bordiga) que la publication présente est une première rédaction faite en prison par Bordiga. Un exemplaire de cette première rédaction a appartenu aussi à Gramsci, lors de l'exécutif élargi de juin 1923 (Voir la lettre de Terracini du 2 janvier 1924 et de Gramsci du 12 janvier 1924).

Sorti de prison le 26 octobre 1923, Bordiga, pour convaincre Gramsci de signer le Manifeste, sur l'insistance de Togliatti (libéré de prison le 20 décembre 1923), de Terracini, etc. accepte de retrancher l'affirmation selon laquelle il n'y avait rien à faire avec les maximalistes (Voir la lettre de Terracini du 2 janvier 1924). Dans ses lettres des 5, 12 janvier et 9 février 1924, Gramsci confirme de nouveau son refus de signer le Manifeste pour son caractère de rupture au niveau international et pour sa conception du parti. Il annonce sa résolution d'entreprendre une action pour la constitution d'un groupe centriste sur les positions de l'Internationale Communiste. Le 23 février 1924, Togliatti renonce définitivement au Manifeste et adhère à la position de Gramsci.

---

" Le chemin de la conscience dans le processus historique ne s'aplanit pas, au contraire, il devient toujours plus ardu et fait appel à une toujours plus grande responsabilité. La fonction du marxisme orthodoxe - dépassement du révisionnisme et de l'utopisme - n'est donc pas une liquidation, une fois pour toutes, des fausses tendances, c'est une lutte sans cesse renouvelée contre l'influence pervertissante des formes de la pensée bourgeoise sur la pensée du prolétariat. Cette orthodoxie n'est point la gardienne des traditions, mais l'annonciatrice toujours en éveil de la relation entre l'instant présent et ses tâches par rapport à la totalité du processus historique."

P L O M B, M I T R A I L L E, P R I S O N :

AINSI REPOND LE FRONT POPULAIRE AUX OUVRIERS DE BARCELONE  
OSANT RESISTER A L'ATTAQUE CAPITALISTE

PROLETAIRES!

Le 19 juillet les prolétaires de Barcelone, AVEC LEURS POINGS NUS, écrasèrent l'attaque des bataillons de Franco, MUNIS D'ARMES, laissant sur le pavé bien plus de victimes qu'en juillet, lorsqu'ils doivent repousser Franco et c'est le gouvernement antifasciste - comprenant jusqu'aux anarchistes, et dont le P.O.U.M. est indirectement solidaire - qui déchaîne la racaille des forces répressives contre les ouvriers.

Le 19 juillet, les prolétaires de Barcelone sont une force invincible. Leur lutte de classe, affranchie des liens de l'Etat bourgeois, se répercute au sein des régiments de Franco, les désagrège et réveille l'instinct de classe des soldats : c'est la grève qui enrayer fusils et canons de Franco et qui brise son offensive.

L'histoire n'enregistre que des intervalles fugitifs au cours desquels le prolétariat peut acquérir son autonomie entière vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Quelques jours après le 19 juillet, le prolétariat catalan arrive à la croisée des chemins : ou bien il entrait dans la PHASE SUPERIEURE de sa lutte en vue de la destruction de l'Etat bourgeois ou bien le Capitalisme reconstituait les mailles de son appareil de domination. A ce stade de la lutte où l'instinct de classe ne suffit plus et où la CONSCIENCE devient le facteur décisif, le prolétariat ne peut vaincre que s'il dispose du capital théorique accumulé patiemment et avec acharnement par ses fractions de gauche érigées en partis sous l'explosion des événements. Si, aujourd'hui, le prolétariat espagnol vit une aussi sombre tragédie, c'est dû à son immaturité à forger son parti de classe : le cerveau qui, SEUL, peut lui donner force de vie.

En Catalogne, dès le 19 juillet, les ouvriers créent spontanément, sur leur terrain de classe, les organes autonomes de leur lutte. Mais, immédiatement, surgit l'angoissant dilemme : ou engager à fond la BATAILLE POLITIQUE pour la destruction de l'Etat capitaliste et parachever ainsi les succès économiques et militaires, ou bien laisser debout la machine oppressive de l'ennemi et lui permettre alors de dénaturer et de liquider les conquêtes ouvrières.

Les classes luttent avec les moyens qui leur sont imposés par les situations et le degré de tension sociale. En face d'un incendie de classe, le Capitalisme ne peut même pas songer à recourir aux méthodes classiques de la légalité. Ce qui le menace, c'est l'INDEPENDANCE de la lutte prolétarienne conditionnant l'autre étape révolutionnaire vers l'abolition de la domination bourgeoise. Le Capitalisme doit donc renouer les fils de son contrôle sur les exploités. Ces fils, qui étaient précédemment la magistrature, la police, les prisons, deviennent, dans la situation extrême de Barcelone, les Comités des milices, les industries socialisées, les syndicats ouvriers gérant les secteurs essentiels de l'économie, les patrouilles de vigilance, etc.

Ainsi, en Espagne, l'histoire pose à nouveau le problème qui, en Italie et en Allemagne, a été résolu par l'écrasement du prolétariat : les ouvriers conservent à leur classe les instruments qu'ils se créent dans le feu de la lutte pour autant qu'ils les tournent contre l'Etat bourgeois.

Les ouvriers arment leur bourreau de demain si, n'ayant pas la force d'abattre l'ennemi, ils se laissent à nouveau attirer dans les filets de sa domination.

La milice ouvrière du 19 juillet est un organisme prolétarien. La "milice prolétarienne" de la semaine suivante est un organisme capitaliste approprié à la situation du moment. Et, pour réaliser son plan contre-révolutionnaire, la Bourgeoisie peut faire appel aux Centristes, aux Socialistes, à la C.N.T., à la F.A.I., au P.O.U.M., qui, tous, font croire aux ouvriers que l'ETAT CHANGE DE NATURE LORSQUE LE PERSONNEL QUI LE GERE CHANGE DE COULEUR. Dissimulé dans les plis du drapeau rouge, le Capitalisme aiguise patiemment l'épée de la répression qui, le 4 mai, est préparée par toutes les forces qui, le 19 juillet, avaient brisé l'échine de classe du prolétariat espagnol.

Le fils de Noske et de la Constitution de Weimar, c'est Hitler; le fils de Giolitti et du "contrôle de la production", c'est Mussolini; le fils du front antifasciste espagnol, des "socialisations", des "milices prolétariennes", c'est le carnage de Barcelone du 4 mai 1937.

ET, SEUL, LE PROLETARIAT RUSSE RIPOSTA, A LA CHUTE DU CZARISME, PAR L'OCTOBRE 1917, PARCE QUE, SEUL, IL PARVINT A CONSTRUIRE SON PARTI DE CLASSE AU TRAVERS DU TRAVAIL DES FRACTIONS DE GAUCHE.

#### PROLETAIRES !

C'est à l'ombre d'un gouvernement de Front Populaire que Franco a pu préparer son attaque. C'est dans la voie de la conciliation que Barrios a essayé, le 19 juillet, de former un ministère unique pouvant réaliser le programme d'ensemble du Capitalisme espagnol, soit sous la direction de Franco, soit sous la direction mixte de la droite et de la gauche fraternellement unies. Mais c'est la révolte ouvrière de Barcelone, de Madrid, des Asturies, qui oblige le Capitalisme à doubler son ministère, à répartir les fonctions entre l'agent républicain et l'agent militaire liés par l'indissoluble solidarité de classe.

Là où Franco n'est pas parvenu à imposer sa victoire immédiate, le Capitalisme appelle les ouvriers à le suivre pour "battre le fascisme". Sanglant guet-apens qu'ils ont payé de milliers de cadavres en croyant que, sous la direction du gouvernement républicain, ils pourraient écraser le fils légitime du Capitalisme: le fascisme. Et ils sont partis pour les cols de l'Aragon, les montagnes de Guadarrama, des Asturies, pour la victoire de la guerre antifasciste.

Encore une fois, comme en 1914, c'est par l'hécatombe des prolétaires que l'histoire souligne en traits sanglants l'opposition irréductible entre Bourgeoisie et Prolétariat.

Les fronts militaires : une nécessité imposée par les situations ? Non! une nécessité pour le Capitalisme afin d'encercler et d'écraser les ouvriers! le 4 mai 1937 apporte la preuve éclatante qu'après le 19 juillet, le prolétariat avait à combattre Companys, Giral, tout autant que Franco. Les fronts militaires ne pouvaient que creuser la tombe des ouvriers parce qu'ils représentaient les fronts de la guerre du Capitalisme contre le Prolétariat. A cette guerre, les prolétaires espagnols - à l'exemple de leurs frères russes de 1917 - ne pouvaient riposter qu'en développant le défaitisme révolutionnaire dans les deux camps de la Bourgeoisie : le républicain comme le "fasciste", et en transformant la guerre capitaliste en guerre civile en vue de la destruction totale de l'Etat bourgeois.

La fraction italienne de gauche a été soutenue uniquement, dans son tragique isolement, par la solidarité du courant de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique, qui vient de fonder la fraction belge de la gauche communiste internationale. Seuls, ces deux courants ont jeté l'alarme, alors que, partout, l'on proclamait la nécessité de sauvegarder les conquêtes de la Révolution, de battre Franco pour mieux battre Caballero ensuite.

Les derniers événements de Barcelone confirment lugubrement notre thèse initiale et ils découvrent que c'est avec une cruauté égalant celle de Franco que le front populaire, flanqué des anarchistes et du P.O.U.M., s'est jeté sur les ouvriers insurgés du 4 mai.

Les vicissitudes des batailles militaires ont été autant d'occasions pour le Gouvernement républicain de resserrer son emprise sur les exploités. En l'absence d'une politique prolétarienne du défaitisme révolutionnaire, les succès comme les échecs militaires de l'armée républicaine n'ont été que les étapes de la sanglante défaite de classe des ouvriers : à Badajoz, Irun, Saint-Sébastien, la République du Front populaire apporte sa contribution au massacre concerté du prolétariat tout en resserrant les liens de l'Union Sacrée, parce que, pour gagner la guerre antifasciste, il faut une armée disciplinée et centralisée. La résistance de Madrid, par contre, facilite l'offensive du Front Populaire qui peut se débarrasser de son valet d'hier : le P.O.U.M., et ainsi préparer l'attaque du 4 mai. La chute de Malaga renoue les fils sanglants de l'Union Sacrée, tandis que c'est la victoire militaire de Guadalajarra qui ouvre la période se concluant par les fusillades de Barcelone. Dans l'atmosphère d'ivresse guerrière, peut ainsi germer et éclore l'attaque du 4 mai.

Parallèlement, dans tous les pays, la guerre d'extermination du capitalisme espagnol nourrit la répression bourgeoise internationale, et les morts fascistes et "antifascistes" d'Espagne accompagnent les assassinés de Moscou, les mitraillés de Clichy; et c'est aussi sur l'autel sanglant de l'antifascisme que les traîtres rassemblent les ouvriers de Bruxelles autour du capitalisme démocratique lors des élections du 11 avril 1937.

"Des armes pour l'Espagne" : tel a été le mot d'ordre central qui a résonné aux oreilles des prolétaires. Et ces armes ont tiré sur leurs frères de Barcelone. La Russie soviétique, en coopérant à l'armement de la guerre antifasciste, a aussi représenté la charpente capitaliste pour le récent carnage. Aux ordres de Staline - qui étale sa rage anticommuniste le 3 mars - le P.S.U.C. de Catalogne prend l'initiative du massacre.

Encore une fois, comme en 1914, les ouvriers se servent des armes pour s'entretuer au lieu de s'en servir pour la destruction du régime d'oppression capitaliste.

### PROLETAIRES !

Les ouvriers de Barcelone ont repris, le 4 mai 1937, le chemin qu'ils avaient emprunté le 19 juillet et dont le capitalisme avait pu les rejeter en s'appuyant sur les forces multiples du Front Populaire. En déclanchant la grève partout, même dans les secteurs présentés comme des CONQUÊTES DE LA REVOLUTION, ils ont fait front contre le bloc républicano-fasciste du capitalisme. Et le gouvernement républicain a répondu avec autant de sauvagerie que l'a fait Franco à Badajoz et Irun. Si le gouvernement de Salamanque n'a pas exploité cet ébranlement du front de l'Aragon pour pousser une attaque, c'est parce qu'il a senti que son complice de gauche remplissait admirablement son rôle de bourreau du prolétariat.

Épuisé par dix mois de guerre, de collaboration de classe, de la C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M., le prolétariat catalan vient d'essuyer une terrible défaite. Mais cette défaite est aussi une étape de la victoire de demain, un moment de son émancipation, car elle signe l'arrêt de mort de toutes les idéologies qui avaient permis au capitalisme de sauvegarder sa domination, malgré le soubresaut gigantesque du 19 juillet.

Non, les prolétaires tombés le 4 mai ne peuvent être revendiqués par aucun des courants qui, le 19 juillet, les ont entraînés hors de leur terrain de classe pour les précipiter dans le gouffre de l'antifascisme.

Les prolétaires tombés appartiennent au prolétariat et uniquement à lui. Ils représentent les membranes du cerveau de la classe ouvrière mondiale, du parti de classe de la révolution communiste.

Les ouvriers du monde entier s'inclinent devant tous les morts et revendiquent leurs cadavres contre tous les traîtres : ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui. Le prolétariat du monde entier salue en Berneri un des siens, et son immolation à l'idéal anarchiste est encore une protestation contre une école politique qui s'est effondrée au cours des événements d'Espagne : c'est sous la direction d'un gouvernement à participation anarchiste que la police a répété sur le corps de Berneri l'exploit de Mussolini sur le corps de Matteotti!

#### PROLÉTAIRES !

Le carnage de Barcelone est le signe avant-coureur de répressions encore plus sanglantes sur les ouvriers d'Espagne et du monde entier. Mais il est encore le signe avant-coureur des tempêtes sociales qui, demain, déferleront sur le monde capitaliste.

Le capitalisme, en dix mois seulement, a dû épuiser les ressources politiques qu'il comptait consacrer à démolir le prolétariat, en entravant le travail que celui-ci accomplissait pour fonder son parti de classe, arme de son émancipation, et de la destruction de la société communiste. Centrisme et anarchisme, en rejoignant la social-démocratie, ont, en Espagne, atteint le terme de leur évolution, comme ce fut le cas en 1914 lorsque la guerre réduisit la Deuxième Internationale à l'état de cadavre.

En Espagne, le capitalisme a déclenché une bataille d'une portée internationale : la bataille entre le fascisme et l'antifascisme qui, au travers de la forme extrême des armes, annonce une tension aiguë des rapports de classe sur l'arène internationale.

Les morts de Barcelone déblayent le terrain pour la construction du parti de la classe ouvrière. Toutes les forces politiques qui ont appelé les ouvriers à lutter pour la révolution en les engageant dans une guerre capitaliste ont toutes passé de l'autre côté de la barricade et devant les ouvriers du monde entier s'ouvre l'horizon lumineux où les morts de Barcelone ont écrit avec leur sang la leçon de classe déjà tracée par le sang des morts de 1914-18 : LA LUTTE DES OUVRIERS EST PROLÉTAIRIENNE A LA SEULE CONDITION DE SE DIRIGER CONTRE LE CAPITALISME ET SON ETAT; ELLE SERT LES INTERETS DE L'ENNEMI SI ELLE NE SE DIRIGE PAS CONTRE LUI, DANS TOUS LES INSTANTS, DANS TOUS LES DOMAINES, DANS TOUS LES ORGANISMES PROLÉTAIENS QUE LES SITUATIONS FONT SURGIR.

Le prolétariat mondial luttera contre le capitalisme même lorsque celui-ci passera à la répression contre ses valets d'hier. C'est la classe

ouvrière et jamais son ennemi de classe qui est chargé de liquider le compte de ceux qui ont exprimé une phase de son évolution, un moment de sa lutte pour l'émancipation de l'esclavage capitaliste.

La bataille internationale que le capitalisme espagnol a engagée contre le prolétariat ouvre un nouveau chapitre international de la vie des fractions de tous les pays. Le prolétariat mondial, qui doit continuer à lutter contre les "constructeurs" d'Internationales artificielles, sait qu'il ne peut fonder l'Internationale prolétarienne qu'au travers de l'ébranlement mondial du rapport des classes ouvrant la voie de la Révolution communiste, et seulement ainsi. Face au front de la guerre d'Espagne, qui annonce l'éclosion de tourmentes révolutionnaires en d'autres pays, le prolétariat mondial sent que le moment est venu de nouer les premiers liens internationaux des fractions de la gauche communiste.

### PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS !

Votre classe est invincible; elle représente le moteur de l'évolution historique : les événements d'Espagne en apportent la preuve, car c'est votre classe, UNIQUEMENT, qui constitue l'enjeu d'une lutte qui convulsione le monde entier!

Ce n'est pas la défaite qui peut vous décourager : de cette défaite vous retirerez les enseignements pour votre victoire de demain!

Sur vos bases de classe, vous reconstituerez votre unité de classe au-delà des frontières, contre toutes les mystifications de l'ennemi capitaliste!

En Espagne, aux tentatives de compromissions tendant à fonder la paix de l'exploitation capitaliste, répondez par la fraternisation des exploités des deux armées pour la lutte simultanée contre le capitalisme!

Debout pour la lutte révolutionnaire dans tous les pays!

Vivent les prolétaires de Barcelone qui ont tourné une nouvelle page sanglante du livre de la Révolution mondiale!

En avant pour la constitution du Bureau International en vue de promouvoir la formation des fractions de gauche dans tous les pays!

Elevons l'étendard de la Révolution communiste que les bourreaux fascistes et antifascistes ne peuvent empêcher les prolétaires vaincus de transmettre à leurs héritiers de classe.

Soyons dignes de nos frères tombés!

Vive la Révolution communiste dans le monde entier!

LES FRACTIONS BELGE ET ITALIENNE  
DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

## LE MANIFESTE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE DE L'INDE

### UN APPEL AU PROLETARIAT BRITANNIQUE

- Juillet 1920 -

Le moment est venu, pour les révolutionnaires de l'Inde, de faire au monde une exposition de leurs principes et de leurs buts. Le but d'un tel exposé est d'intéresser le prolétariat européen et américain à la lutte des masses indiennes qui prend rapidement le caractère d'une bataille pour l'émancipation économique et sociale et pour l'abolition de la domination de classe.

Le manifeste nationaliste de l'Inde qui lutte pour l'indépendance politique et pour l'établissement d'un gouvernement démocratique est loin de satisfaire l'immense majorité de la population hindoue, pour la raison qu'il n'est pas possible de dire en termes précis comment les masses pourront profiter d'une telle " existence nationale indépendante ". Un mouvement exclusivement politique ne peut jamais extirper les maux économiques et sociaux profondément enracinés, qui sont à l'origine du mécontentement populaire et ont conduit le peuple à l'action révolutionnaire de classe. L'émancipation de la classe ouvrière de l'Inde est posée avec la révolution sociale et avec la fondation d'un Etat communiste. Pour arriver à ce but, l'esprit de révolte croissant au sein des masses hindoues, doit être organisé sur les bases de la lutte de classes, en union étroite et en coopération avec le mouvement prolétarien mondial. C'est parce que l'Inde est politiquement et militairement dominée par une puissance impérialiste étrangère qui prive le peuple des droits élémentaires indispensables à l'organisation d'une lutte économique et sociale, qu'un mouvement révolutionnaire doit avec attention établir dans son programme les conditions de la libération politique du pays.

Ceci ne signifie pas que le but de la révolution doive être l'établissement d'une démocratie politique bourgeoise grâce à laquelle les classes privilégiées du pays remplaceraient les capitalistes et les bureaucrates britanniques dans l'exploitation des ouvriers hindous.

Jusqu'à aujourd'hui le prolétariat britannique est demeuré dans l'ignorance du caractère réel de la lutte révolutionnaire de l'Inde.

Le monde croit que le mouvement révolutionnaire dans ce pays consiste seulement en une agitation pour l'autonomie politique et pour l'indépendance complète. La presse capitaliste et le gouvernement de la Grande-Bretagne ont toujours interprété l'agitation en Inde comme l'expression des ambitions politiques d'une poignée de mécontents de la bourgeoisie avec laquelle les masses n'ont que faire. Seuls les conservateurs et les politiciens modérés, croyant en une libération octroyée par l'Angleterre et utilisant la terminologie des républicains du XVIII<sup>e</sup> siècle, sont autorisés à quitter l'Inde librement et sans être molestés.

Ces éléments font une propagande purement politique, attaquant la bourgeoisie de l'Angleterre et des autres pays, critiquant la politique d'exploitation impérialiste suivie par le gouvernement anglo-hindou, défendant les droits sacrés du peuple hindou à l'indépendance politique et à une représentation politique au gouvernement. Par " peuple hindou ", ils entendent naturel-

lement la " bourgeoisie hindoue ". Cette forme de propagande n'a évidemment pas réussi à entraîner les sympathies et la coopération de la classe ouvrière d'aucune région.

En fait, la classe ouvrière doit demeurer toujours indifférente aux aspirations purement nationalistes qui n'ont d'autre but que l'instauration d'autres démocraties bourgeoises avec les mêmes divisions de classe entre exploités et exploités.

L'idée d'une lutte de classe consciente contre l'exploitation capitaliste gagne du terrain en Inde. Cette lutte a été fortement stimulée par la guerre. L'accélération de la vie industrielle, l'augmentation continue du coût de la vie, l'expédition de soldats hindous outre-mer et les échos lointains de la révolution russe, tout cela a exalté le mécontentement qui a toujours existé au cœur des masses hindoues.

Le mouvement révolutionnaire nationaliste, dont le recrutement s'effectue principalement dans les rangs de la jeunesse instruite des classes moyennes, tenta de diriger ce mécontentement populaire vers une insurrection armée contre le gouvernement étranger. Depuis le début de ce siècle, le terrorisme et les soulèvements locaux deviennent de plus en plus fréquents et sérieux. Les conspirations secrètes qui tentèrent de renverser le gouvernement ont été découvertes et punies avec une sévérité croissante. Les conjurés ont été traités comme des traîtres aux gouvernants et comme des anarchistes par les chefs politiques défenseurs de l'autonomie au sein de l'Empire. Au cours de la guerre européenne, diverses tentatives de révoltes armées ont été réprimées et dénoncées comme intrigues germaniques. Finalement, tout le pays a été soumis au régime de la loi martiale.

Mais toute cette activité n'a pas pu inspirer aux masses un enthousiasme durable. La solidarité nationale prêchée par les chefs dans cette phase du mouvement a été purement sentimentale. Ces " leaders " - bien qu'ils soient sincèrement idéalistes - ne formulaient pas un programme portant remède aux souffrances sociales et économiques qui affectent les ouvriers.

Mais les forces économiques dynamiques, qui portent le prolétariat à la révolte dans tous les pays, se sont aussi développées en Inde. Elles ont eu pour résultat de rendre toujours plus apparent l'esprit de rébellion d'un peuple nourri jusqu'à présent de doctrines purement nationalistes qu'on lui a prêchées depuis un demi-siècle. Maintenant il existe, dans le mouvement hindou, deux courants distincts, clairement définis dans leurs principes et tendant à des buts différents. L'un est le mouvement qui veut l'indépendance politique de l'Inde. Ses chefs incitent les masses à renverser les exploités étrangers et présentent soit un programme de démocratie imprécise, soit aucun programme. L'autre est un vrai mouvement révolutionnaire qui tend à l'émancipation des travailleurs et qui a derrière lui la puissance croissante du prolétariat industriel et agricole conscient.

Ce mouvement est allé au-delà de la compréhension et du contrôle des " leaders " politiques bourgeois. L'unique programme qui puisse satisfaire ses aspirations c'est celui de la révolution sociale. Le présent manifeste s'adresse à ceux qui appartiennent à ce mouvement. Nous voulons faire savoir au prolétariat mondial que le nationalisme appartient, par essence, à la bourgeoisie, surtout quand le prolétariat s'éveille à l'appel de la révolution mondiale.

La croissance de la conscience de classe du prolétariat hindou est demeurée inconnue au reste du monde jusqu'à l'année passée lors de l'éclatement de la grève générale. Ce fut une des grèves les plus puissantes et les mieux organisées qui soient dans l'histoire. Elle fut dirigée par des révolutionnaires hindous, se maintint plus de trois semaines et épuisa le pays. Bien que les chefs nationalistes aient tiré des avantages de cette action directe en

l'utilisant comme arme contre l'oppression politique et en la présentant comme une grève contre le Rule Bill, il n'en demeure pas moins que cette première grève de l'histoire de l'Inde fut une révolte spontanée du prolétariat contre l'insupportable exploitation économique. Le fait que les premiers grévistes aient été les ouvriers des entreprises textiles indigènes prouve suffisamment que la grève n'a été, en aucune façon une démonstration nationaliste fomentée par des politiciens bourgeois. Elle fut une révolte des exploités contre les exploités indigènes ou étrangers. On n'ignore pas en Angleterre comment fut écrasée cette révolte des ouvriers hindous affamés. Toutes les armes destructives de la guerre moderne ont été dirigées contre les grévistes désarmés. Lors des meetings les soldats tiraient sur la masse, même dans le dos. Les manifestations pacifiques des ouvriers furent écrasées par les mitrailleuses, les tanks, les autos blindées et les avions. Comment le prolétariat britannique répondit-il à cette révolte contre l'oppression capitaliste ? Quelle a été sa conduite envers la manière dont fut faite la répression ?

En dépit de toutes les preuves contraires, le prolétariat britannique croit apparemment que la grève générale hindoue a été une simple démonstration nationaliste. Trompé par ses chefs nationalistes, il s'abstint de toute action précise nécessitée par la solidarité de classe. Une grève générale simultanée en Grande-Bretagne aurait porté un coup mortel à l'impérialisme capitaliste de la métropole et de la colonie. Malheureusement, le prolétariat ne profita pas de l'occasion. Un geste fut accompli, trop faible, et de caractère petit-bourgeois. Ce fut une protestation publiée, au nom de la classe ouvrière anglaise, et signée par R. Smillie, R. Williams, G. Landsbury et J.H. Thomas, où l'on ne pouvait pas reconnaître la voie d'un prolétariat révolutionnaire insurgé pour défendre ses intérêts de classe. Les leaders du mouvement ouvrier anglais ont condamné la façon dont fut vaincue la révolte de l'Inde. Ils soutiennent qu'avec ces mesures, le gouvernement de l'Inde expose à de graves périls la " vie et les biens des femmes et des enfants anglais dans ce pays ". En tant que vrais disciples du libéralisme anglais, croyant en la Société des Nations, ils admettent le droit du peuple hindou à l'autodétermination, et demandent pour lui un gouvernement autonome. Ils écrivaient que l'impérialisme anglais était devenu fou, voulant dire par là qu'il devait agir plus raisonnablement afin d'accomplir sa mission de démocratiser les peuples arriérés qui sont mis sous sa dépendance et sa responsabilité.

Le mouvement nationaliste bourgeois de l'Inde n'est nullement sur un terrain de classe. Il ne peut avoir d'importance ni pour la lutte mondiale, ni pour la classe ouvrière anglaise qui constate quotidiennement la vanité de la simple indépendance politique et de celle du gouvernement représentatif, illusoire dans le cadre de l'organisation capitaliste de la société. Mais l'importance d'un mouvement prolétarien en Inde, comme dans un quelconque pays soumis à l'impérialisme britannique, doit vivement intéresser les travailleurs anglais. Ils doivent non seulement cesser de demeurer indifférents à un tel mouvement, mais le fomenter là où il n'existe pas. On ne peut, à la longue, ignorer la formidable puissance que l'impérialisme capitaliste retire de ses possessions coloniales riches en ressources naturelles et en main d'œuvre à bon marché. Tant que les millions de producteurs de l'Inde et des autres pays colonisés resteront sans secours, victimes de l'exploitation capitaliste, la destruction du régime capitaliste en Angleterre restera lointaine et impossible. Tant que le capitalisme britannique sera certain de conserver la maîtrise absolue sur les millions et les millions de bêtes de somme de ses colonies, il sera capable de satisfaire les exigences conservatrices des trades-unionistes anglais et avec cela retarder la révolution prolétarienne qui finalement l'abattra. Pour un penny accordé aux travailleurs de la métropole, une livre sterling sera volée à leurs camarades des colonies. En bref, les vastes marchés des possessions coloniales fournissent au capitalisme britannique un immense excédent de bénéfices qui constitue un roc solide sur lequel il se maintient. Pour le renverser, il est indispensable de saper son fondement. La création d'un état de

guerre entre lui et le prolétariat colonial est l'unique moyen pour le conduire à sa fin. L'industrie du coton de Manchester, dont les principaux marchés sont l'Inde et la Chine, pourrait être transportée à Bombay pour le profit et pour la grande tranquillité des grands manufacturiers et au détriment des travailleurs anglais jusqu'à ce que le prolétariat du nouveau centre de cette industrie ne soit organisé pour livrer bataille. De la même façon le capitalisme britannique pourra prouver et assurer sa suprématie sur le commerce maritime mondial en substituant le pétrole au charbon, en s'emparant des riches gisements pétrolifères de l'Inde, de la Birmanie, de la Perse et de la Mésopotamie, si le prolétariat de ces régions n'est pas organisé pour se révolter contre une telle exploitation.

Si on laisse l'Asie et l'Afrique devenir la future forteresse des nations capitalistes vaincues en Europe, celles-ci pourront reprendre la lutte pour la domination du monde et la victoire du prolétariat sera encore terriblement menacée. Pour détruire complètement le capitalisme mondial il est absolument nécessaire de l'attaquer simultanément sur tous les fronts. Ainsi, le prolétariat britannique ne pourra aller vers la victoire tant qu'il n'entraînera pas avec lui les camarades des colonies dans le combat contre l'ennemi commun. Il peut se faire qu'en entendant le cri d'alarme - l'empire est en péril - lancé par les impérialistes et leurs serviteurs au sein du mouvement ouvrier, la classe ouvrière britannique ait peur que l'établissement d'un nouveau gouvernement en Inde ne mette les matières premières et les marchés dont dépend, en grande partie, l'industrie britannique, à la merci des capitalistes indigènes qui pourraient chercher des relations commerciales avec d'autres pays au détriment des intérêts britanniques. Les porte-drapeaux démocratiques de la Grande-Bretagne cherchent à faire croire à la classe ouvrière que la diminution du commerce d'outre-mer mène à la catastrophe nationale. De tels alarmistes peuvent créer un malaise dans la psychologie traditionnelle trade-unioniste, limitée par sa devise conservatrice : " un salaire de travail légitime pour une journée de travail légitime."

Mais une classe consciente - le prolétariat révolutionnaire - dont le but est la destruction complète de la société capitaliste, ne peut qu'accueillir favorablement un tel écroulement du système actuel parce qu'il conduira à la banqueroute économique du capitalisme, condition de sa chute finale. Enfin, pour dissiper les doutes et les défiances possibles des camarades britanniques, nous déclarons, au nom de ces révolutionnaires hindous qui croient en la lutte de classe, que notre but est d'empêcher que ne s'établisse en Inde une nation bourgeoise constituant une nouvelle place-forte du capitalisme.

Le mouvement prolétarien qui va croissant dans les colonies britanniques et leurs dépendances, doit devenir non un mouvement de lutte pour la liberté nationale, mais une condition vitale de la guerre prolétarienne mondiale contre la domination de classe. Nous voulons éloigner la révolte des masses hindous du terrain du nationalisme sentimental, organiser le réveil du prolétariat sur les principes de la lutte de classe, de manière à ce que la prochaine révolution soit une révolution sociale. Pensant que l'idée nationaliste est déçue, la prétendue démocratie en faillite, convaincus que la liberté et le bien-être des travailleurs résident dans l'établissement d'un Etat communiste, nous assurons nos camarades britanniques qu'une révolte prolétarienne, parfaitement différente du nationalisme, est apparue en Inde et se manifeste en une série de grèves sans précédent et sous d'autres formes d'action directe des masses.

Il est vrai que ce mouvement est encore à un stade primitif et comme, jusqu'à maintenant, une claire conscience de classe n'existe pas, ce mouvement devient une victime occasionnelle des idées nationalistes. Mais ceux qui sont à l'avant-garde voyent le but et connaissent le caractère de la lutte. Ils repoussent, sans conditions, d'unir le pays entier sans distinction de classe,

sous le drapeau du nationalisme, dans le but unique de chasser l'étranger oppresseur, parce qu'ils reconnaissent l'existence des princes indigènes, de l'aristocratie, des seigneurs propriétaires fonciers, propriétaires d'usines et de fonds, et savent que toute la bourgeoisie qui assumera le contrôle du gouvernement nationaliste indépendant ne sera pas moins oppressif que les étrangers.

L'Inde est un pays agricole. Les paysans sans terre forment l'écrasante majorité de sa population. " La terre aux travailleurs " sera notre devise la plus forte et notre programme prévoit l'organisation du prolétariat hindou sur la base de la lutte de classe pour la disparition de l'oppression politique, économique et sociale et pour l'établissement en Inde d'un Etat communiste fondé, pour la période transitoire, sur la dictature du prolétariat. En publiant ce manifeste nous comptons sur les travailleurs des autres pays et spécialement de Grande-Bretagne pour nous aider à réaliser notre programme. Nous affirmons que la lutte prolétarienne en Inde, comme dans les autres pays sous le joug de l'impérialisme européen, sera reconnu comme un facteur vital du mouvement prolétarien international. Camarades de Grande-Bretagne, donnez la main aux travailleurs de l'Inde dans la lutte contre l'ennemi commun. Préconisez " l'autodétermination de l'Inde "; vos chefs bureaucratiques encouragent l'idée du nationalisme bourgeois, votre programme politique qui ne parle pas de l'émancipation du prolétariat hindou. Dénouez cet impérialisme qui déshonore votre nom. Le fait que l'Inde soit gouverné par l'impérialisme le plus puissant de toute l'histoire rend toute espèce d'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière presque impossible comme l'a montré l'interdiction de la grève générale de l'année passée. Nous sommes privés des droits de l'homme les plus élémentaires. Le terrorisme, l'agitation constitutionnelle du trade-unionisme orthodoxe, sont les uniques voies qui soient couvertes pour nous; aucune d'elles peut conduire au but. Le premier pas vers la révolution sociale en Inde doit être la création d'une situation favorable à l'organisation des masses pour la lutte finale.

Travailleurs du monde, le prolétariat hindou ne lutte pas pour défendre les intérêts de la classe exploiteuse indigène contre l'étranger. L'appel sentimental du nationalisme n'a pas reçu de réponse de la part des masses travailleuses. Mais notre classe ouvrière hindoue se prépare pour l'émancipation économique et sociale. L'ennemi qu'elle veut abattre est votre ennemi : le capitalisme international. Les trois cents millions d'hindous sont de votre côté pour la cause commune, ce sont des camarades. Ne permettez pas à l'ennemi de vous tromper plus longtemps. Les déshérités de tous les pays doivent se lever et tomber ensemble. Cessez d'être victimes des slogans de l'impérialisme qui affirme que les masses orientales sont arriérées et doivent rester sous le joug de l'impérialisme auquel notre lutte a pour but de vous soustraire. Non, camarades, la faim tenaille également tous les hommes dans toutes les régions et sous tous les climats. La théorie du déterminisme historique a pénétré aussi le prolétariat oriental. Nous vous conjurons de reconnaître le mouvement révolutionnaire de l'Inde comme une partie vitale de la lutte prolétarienne mondiale contre le capitalisme. Aidez-nous à lever le drapeau de la révolution sociale de l'Inde et à vous libérer de l'impérialisme capitaliste afin que nous puissions vous aider dans la lutte finale pour la réalisation de la République Communiste universelle. (°)

---

(°) La traduction allemande de ce texte parut dans "Kommunismus" Cahier 34. 4-09-1920.

" PROGRAMME COMMUNISTE " ET LA QUESTION ALGERIENNE.

Au terme de cette étude sur la question algérienne nous voulons indiquer aux lecteurs de "Programme Communiste" l'optique selon laquelle nous avons envisagé le problème algérien, optique qui a été confirmée dans toutes les études parues dans cette revue ( y compris dans celle qui paraît dans ce dernier numéro ).

1°) L'histoire de la société algérienne se caractérise par la persistance de la forme du communisme primitif. Les diverses invasions, romaine, arabe, turque, ne détruisirent point cette forme de production. Il fallut la conquête française pour que la propriété commune du sol disparaisse, et, néanmoins, 130 ans furent nécessaires pour arriver à ce résultat ( les dernières terres régies par cette forme furent, en effet, expropriés par l'intermédiaire des camps de regroupement ).

2°) La forme économique importée par les français, le capitalisme, se développa surtout dans l'agriculture en causant la destruction de l'économie algérienne primitive. Elle provoqua l'expropriation d'un grand nombre de producteurs immédiats amenant la formation d'un prolétariat important dont une partie émigrera en France et une masse d'expropriés à qui il ne restera plus pour survivre que la clochardisation.

3°) En Algérie, le conflit de race l'a emporté sur le conflit de classe puisque la classe dominante, bourgeoise, était française. La bourgeoisie algérienne étant très réduite et son influence politique tout à fait négligeable. Elle existe, en fait, potentiellement, dans la couche paysanne expropriée qui lutte pour sa territorialisation, c'est-à-dire pour qu'on lui donne des terres actuellement détenues par les colons européens.

4°) La Révolution Russe, comme dans les autres pays, déclencha un fort mouvement d'indépendance qui, étant donnée la force du prolétariat algérien, fut dirigé par celui-ci, et ce, en liaison avec le prolétariat français ( fondation de l'Etoile Nord Africaine par des communistes algériens en 1926 ). La situation était favorable à une double révolution comme cela se produisit en Russie en 1917. Pour cela il fallait que l'Internationale se maintienne sur les positions théoriques et pratiques définies au Congrès de Bakou en 1920. Une telle possibilité s'est présentée durant toute la période où l'Internationale était sur des bases de classe et était un instrument pour la révolution communiste mondiale, c'est-à-dire jusqu'aux alentours de 1928.

5°) Le reflux de la vague révolutionnaire fut suivi du triomphe, au sein de l'organisation internationale, de l'idéologie frontiste puis de celle du front populaire. Il fallait lutter contre le fascisme. Au nom de cette lutte, le P.C.F. refusa de soutenir le mouvement algérien ( l'E.N.A. rompra avec le P.C.F. en 1935 ) puis le sabota en traitant ses chefs de fascistes. C'est au nom de l'anti-fascisme que les staliniens réclamèrent et justifièrent les massacres du Constantinois en 1945. Sous prétexte que l'Algérie était une nation en formation, et pour ne pas gêner le développement de la grandeur française,

ils n'apportèrent jamais d'aide décisive au mouvement algérien. Ils ne firent rien en 1954, au moment de la révolte, rien au moment des manifestations des rappelés, en revanche ils permirent le vote des pouvoirs spéciaux en 1956.

6°) Coupé du prolétariat international, abandonné à lui-même, le mouvement de l'Etoile Nord Africaine allait être rejeté progressivement dans un cadre strictement nationaliste. Les crises économiques de 1945 et de 1954 devaient provoquer l'éclatement de la révolution algérienne. Seulement à ce moment-là elle ne pouvait plus se mouvoir que vers une solution bourgeoise.

7°) La révolution algérienne est une révolution populaire où la bourgeoisie, au lieu d'être un élément prépondérant et progressif, est un élément qui freine le mouvement. Dans un premier temps, elle fut contre et, lorsqu'elle se rallia à la révolution, ce fut pour en prendre la direction et la canaliser sur la voie démocratico-petite-bourgeoise. Le moteur fondamental de celle-ci c'est la paysannerie pauvre. Le prolétariat algérien voit ses objectifs noyés dans ceux de la masse de paysans sans terre. Tandis que celui resté en France s'est réfugié dans une action syndicale, fuyant l'idéologie nationale et la direction F.L.N. mais étant incapable, d'autre part, d'avoir une position révolutionnaire (la faute en étant au P.C.F.).

8°) L'intransigeance de la France et donc la poursuite de la guerre a radicalisé le mouvement et provoqué la destruction totale de la société algérienne. En ce sens, la croyance gaulliste et ultra en la défense de la démocratie et de la civilisation occidentale sur les pitons de l'Algérie fut un élément aux conséquences plus révolutionnaires que le pacifisme bêlant des stalinien et de toute la gauche.

9°) L'incapacité du capitalisme français à résoudre la question algérienne provoqua le mouvement de la petite-bourgeoisie européenne qui voulait à tout prix que l'Algérie reste française, c'est-à-dire le maintien de ses privilèges (idéologie ultra). Ce conflit avec le pouvoir d'Etat risquait de se prolonger en France. L'avènement du gaullisme a permis d'empêcher l'extension du conflit, de prévenir une situation où la petite-bourgeoisie aurait pu intervenir un peu comme en Hongrie. Le prolétariat n'étant pas intervenu aucune mesure ne fut nécessaire contre lui. Ainsi le pouvoir gaulliste pouvait se présenter comme le défenseur de la démocratie. Seulement le développement du capitalisme impose l'élimination de la petite-bourgeoisie. Aussi, si, dans un premier temps, le pouvoir gaulliste a maintenu, en France, cette couche sociale par peur de troubles sociaux, dans un second temps, une fois la guerre finie, il sera obligé de l'éliminer. Nous aurons alors une société plus "radicale" avec en présence les deux protagonistes principaux : bourgeoisie et prolétariat.

10°) En comparant avec le Maroc et la Tunisie, nous voyons que toute la difficulté de la question algérienne était la suivante : la passation des pouvoirs. Il était évident, depuis longtemps, que la France ne pouvait pas pacifier l'Algérie, celle-ci ne pouvait pas devenir une province française. De plus il ne pouvait pas y avoir une solution intermédiaire, un compromis avec un pouvoir quelconque par suite de l'absence d'un Etat algérien. Dans ce cas, est-ce qu'il y aurait eu une force capable de faire respecter un accord. Les événements de décembre nous indiquent que nous sommes arrivés au dernier acte de la guerre : entre la position ultra et la révolte des masses algériennes, il y a la troisième solution, celle du compromis entre le grand capital et le G.P.F.A. qui est un mouvement bourgeois veule et lâche qui n'a pu aller de l'avant que poussé par les fellaghas; Ferhat Abbas en est le digne chef (son passage à la révolution ne date que de 1956). Le ralliement des députés et sénateurs algériens

à la position F.L.N. est un autre indice de la proximité de l'accord. Cela correspond à une nuit du 4 août de l'Algérie algérienne.

11°) Le compromis qui ne saurait tarder ne sera pas la fin des antagonismes. L'Algérie restera une poudrière de l'Afrique puisque le problème agraire ne sera pas résolu par le F.L.N. et parce que le nouveau pouvoir ne pourra pas donner du travail aux millions de sans-travail. Elle le sera aussi pour la France chez qui la perte de la grande propriété foncière en Algérie amènera une concentration importante, chez qui les problèmes du plein emploi se feront terriblement sentir. Le prolétariat français aura à soutenir une dure lutte pour le maintien de son niveau de vie; seulement, il aura devant lui un pouvoir renforcé, un pouvoir fascisé ( il n'est qu'à rappeler l'ordonnance sur la défense ). Il aura devant lui un Etat plus puissant, ce qui est la caractéristique de la société française : toute crise tend à renforcer le pouvoir de l'Etat. Le prolétariat devra toute cette situation à la lutte politique des partis soit-disant ouvriers, P.C.F. en tête, qui depuis 35 ans ne fait que trahir les intérêts de la classe ouvrière même les plus immédiats.

12°) Pour la prétendue " Gauche " la lutte pour la fin de la guerre d'Algérie est synonyme de lutte contre le fascisme. De ce fait, elle met celle-ci au centre des préoccupations que doit avoir le mouvement ouvrier français. De l'issue de la lutte dépendra<sup>ent</sup>, en définitive, la validité ou non du marxisme et la réalité ou non de la mission historique du prolétariat : l'émancipation de la société humaine. C'est pourquoi les gauchistes du P.S.U. et d'autres groupements non staliniens ont proclamé que le prolétariat s'était déshonoré par sa passivité durant le conflit algérien. Tandis que les trotskystes proclamaient, dans leur volonté d'utiliser à tout prix un mouvement révolutionnaire, leur accord et leur soutien inconditionnés à la direction de la révolution algérienne, empêchant ainsi toute critique du devenir de cette dernière et enlevant toute possibilité au prolétariat algérien de se séparer de sa bourgeoisie et de préparer son offensive ultérieure.

Pour nous, la question algérienne ne fut jamais une question centrale. Nous avons démontré ( et cela fut fait aussi à propos d'un problème d'une autre envergure : la question russe ) que ceux qui ont tendance à se laisser éblouir par un phénomène quelconque de notre société sont ceux qui perdent de vue la totalité du programme communiste et qui, de ce fait, s'attachent avec acharnement à l'actualité, étant incapables de replacer ces phénomènes dans le développement total de la société humaine et dans celui de la lutte du prolétariat. Ils théorisent un phénomène et font dépendre tout le développement ultérieur du mouvement ouvrier de leur appréciation particulière et contingentistes de l'évolution de la société. A l'opposé, nous avons

a) recherché les causes de la passivité du prolétariat dans la trahison des organisations pseudo-prolétariennes et nous avons situé l'origine de celle-ci dans la défaite du prolétariat international en 1928 avec le triomphe de la théorie du socialisme en un seul pays, théorie qui s'accompagnait, sur le plan tactique, de la pratique du front unique;

b) indiqué qu'"à propos de la libre disposition des nations, comme dans toute autre question, ce qui nous intéresse avant tout et par-dessus tout, c'est la libre disposition du prolétariat à l'intérieur des nations." (Lénine)

Nous n'avons donc jamais pensé que la reconstruction de notre organisation puisse dépendre en totalité de la position vis-à-vis du problème algérien. Seulement nous avons pensé comme Marx à propos de l'Irlande : " J'ai longtemps pensé qu'il serait possible de renverser le régime irlandais grâce aux progrès de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu cette opinion dans la

New-York-Tribune. Une étude plus approfondie de la question m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière ne pourra rien faire tant qu'elle ne sera pas débarrassé de l'Irlande... La réaction anglaise en Angleterre a ses racines dans l'asservissement de l'Irlande ". (Souligné par Marx)

13°) L'indépendance algérienne arrive à la fin de la phase révolutionnaire anti-colonialiste qui a tendu, à travers le monde, à la formation de sociétés bourgeoises capitalistes. Ce mouvement de libération nationale a, tout d'abord, affaibli les anciennes métropoles capitalistes, mais, en triomphant, il a tendu, ensuite, à stabiliser le système capitaliste grâce à la formation de marchés nationaux et à la relance d'une accumulation élargie du capital sur une plus vaste échelle. Dans la première période, l'absence du parti de classe a empêché l'utilisation révolutionnaire, dans un sens prolétarien, de ce mouvement anti-impérialiste. Dans la seconde, cette stabilisation a empêché la reprise du mouvement prolétarien par éloignement de la crise.

Ainsi, l'indépendance algérienne est concomitante à la fin de la reconstruction de la société capitaliste mais, en même temps, avec une période où de nouveaux " grands " apparaissent ou réapparaissent ( Chine, Japon, Allemagne ) ce qui amènera une nouvelle lutte de marché, un nouveau partage du monde, promesse absolue de crises nouvelles.

14°) L'Algérie indépendante fera partie de cette vaste zone des " Balkans " qui comprend non seulement les pays de l'Europe Centrale, mais ceux du Proche-Orient, de l'Asie du Sud-Est ( Indochine, Thaïlande ), du Proche-Orient, de l'Amérique Centrale et du centre de l'Afrique ( Congo et Fédération de Rhodésie-Nyassaland ). C'est pourquoi la " nouvelle " société capitaliste, celle de la co-existence pacifique, du non-engagement, de la destruction du colonialisme ne sera pas plus stable que celle qui l'a précédée et le prolétariat international pourra utiliser ces failles du système impérialiste pour repartir à l'assaut du pouvoir bourgeois.

15°) Cette perspective est encore lointaine. Seulement la fin de la guerre d'Algérie peut être le point de départ de la reprise prolétarienne en France et en Europe. La lutte violente du prolétariat est un produit brut de cette société de classes. La question fondamentale est son organisation et sa direction, c'est-à-dire la formation du parti révolutionnaire à l'échelle mondiale lequel ne peut justement se reconstruire que dans la lutte contre l'ennemi commun des prolétaires du monde entier : le capitalisme, lutte conduite au nom et pour le triomphe du Programme Communiste, dont les fondements révolutionnaires intégraux sont exposés dans cette revue. (°)

---

(°) Cet article parut sous une forme modifiée dans la revue " Programme Communiste " n° 15 (1961). Il avait été accolé à un autre auquel il est fait allusion au début. Le tout parut donc sous le titre : " Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien ". La traduction italienne des deux articles, séparés, parut dans " il programma comunista " (1961)

FORMULAIRE ECONOMIQUE DE KARL MARX

Le Capital - Livre II

LE PROCES DE CIRCULATION DU CAPITAL.

Première section : les métamorphoses du capital et leur mouvement de circulation.

Reportons tout d'abord le schéma de la production capitaliste dans la notation que nous avons adoptée pour le premier Livre :

$$A \rightleftharpoons M \leftarrow A'$$

A est l'argent investi par le capitaliste pour acquérir la marchandise M, de valeur égale. A' - plus grand que A - est l'argent retiré de la vente du produit.

On peut écrire plus complètement le mouvement de la circulation de la façon suivante :

$$A \Rightarrow M \leftarrow M' \Rightarrow A'$$

Le capital est : d'abord l'argent; en second lieu : la marchandise acquise et, troisièmement : la marchandise vendue; quatrièmement : l'argent augmenté.

Marx s'occupe des trois métamorphoses. Le premier stade est celui de la circulation pure : l'achat d'équivalents sur le marché. Le second stade est fondamental, c'est celui de la production de la marchandise M qui devient une marchandise accrue M'. Le troisième stade est à nouveau celui de la circulation d'équivalents.

Marx utilise au début du Livre II la symbolique suivante :

$$A - M \dots P \dots M' - A'$$

Dans cette formule, P n'indique plus une mesure de valeur, mais un procès, le procès de production.

Il va falloir, à présent, transformer la symbolique des trois stades. Pour le faire, il convient de rappeler les symboles que nous avons représentés par les lettres minuscules :

$$k, k', c, v, p,$$

ces symboles figurent dans les relations suivantes :

$$k = c + v; \quad k' = k + p = c + v + p$$

Dans toutes ces notations, il faut remarquer que les grandeurs sont exprimées en monnaie courante, ce qui représente bien le capitalisme où tout est exprimé en valeur monétaire, que se soit la force de travail, les marchandises, bref tous les équivalents.

( Rappelons que le capital avancé se divise en capital constant et en capital variable. A quoi s'ajoute la plus-value quand le produit se vend et donne k', plus grand que le k du début du cycle de la production.)

Premier stade. Formule telle qu'elle se trouve dans le " Capital " :

$$A - M \begin{cases} \leftarrow T \\ \leftarrow P m \end{cases}$$

Chez Marx, le signe  $\leftarrow$  indique que M se décompose en T ( force de travail ) et P m ( moyens de production ) qui représentent les deux parties que le capitaliste acquiert sur le marché contre A dans le procès de circulation pure. Notons ici que le trait qui sépare T de P m, dans la formule ci-dessus, n'indique pas que T est divisé par P m.

Il convient de transformer cette formule sans que cela ne contredise la notation algébrique que nous avons adoptée jusqu'à présent, tout en conservant cependant les symboles dynamiques  $\rightleftharpoons$  et  $\leftarrow$  déjà adoptés (I)

$$a \rightleftharpoons m = \begin{cases} v \\ + \\ c \end{cases}$$

Dans la seconde partie de cette expression, le signe + pourrait également s'écrire en horizontale.

En effet  $\frac{v}{c} +$  est pareil à  $v + c$

D'une forme ( somme d'argent a constante ), le capital se transforme en un total équivalent de matières premières et autres moyens de production ( usure des machines dans le cycle de la production ) représentés par P m ou c d'une part, et en une somme pour les salaires des ouvriers, T ou V, d'autre part. Au début du stade, nous n'avons aucune augmentation de valeur à signaler.

Second stade. Marx le formule simplement comme suit :

..... P .....

Il explique que les petits points indiquent les interruptions de la circulation des marchandises et représentent le stade productif ( ce procès magique ! ) au sein du mouvement de circulation du capital.

Nous proposons de donner à ce stade la notation suivante :

$$m = \left( \begin{array}{c} v \leftarrow v + p \\ + \\ c \rightleftharpoons c \end{array} \right) = m$$

Cette formule met en évidence que c ( capital constant ) ne varie pas, tandis que v engendre la plus value p

Troisième stade. C'est la réalisation sur le marché du produit m'

Marx le représente par :  $M' - M'$

Nous l'écrivons :  $m' \rightleftharpoons a'$

Le texte établit que l'argent A' aura deux destinations : réinvestissement dans la production et consommation du capitaliste. La première quantité ne peut être inférieure à A ( reproduction simple du capital initial )  
 $A = K = c + v$ . La seconde quantité est  $A = A' - A$

En utilisant des lettres minuscules :  $a'' = a' - a$   
 Dans ce cas, la marchandise produite m' se divise en m et m'' = m' - m.

Le troisième stade s'exprime comme suit :

$$m' = \left( \begin{array}{c} m \rightleftharpoons a \\ + \\ m'' \rightleftharpoons a'' \rightleftharpoons m'' \end{array} \right)$$

m'' exprime les marchandises que le capitaliste achètera pour sa consommation individuelle.

Il est clair que dans la reproduction simple, le capitaliste consomme toute la plus-value, à savoir  $m'' = a'' = p$

( I ) Le symbole  $\rightleftharpoons$  indique le sens du mouvement de l'échange. Cependant très souvent nous emploierons le symbole  $\rightleftharpoons$  qui indique que l'échange est potentiellement réversible puisque le même quantum de valeur se trouve de part et d'autre du symbole.

CIRCULATION TOTALE DANS LES TROIS STADES ( CHEZ MARX )

Fermule I (voir le chapitre IV de la section I : " Les trois figures du procès cyclique ".

$$a \rightleftharpoons m = \left\{ \begin{array}{l} v \rightleftharpoons v + p \\ + \\ c \rightleftharpoons c \end{array} \right\} = m' = \left\{ \begin{array}{l} m \rightleftharpoons a \\ + \\ m'' \rightleftharpoons a'' \end{array} \right\} = a'$$

Cette formule représente la circulation du capital - argent. Si l'on écrivait  $a \rightleftharpoons a'$ , on exprimerait la théorie mercantiliste qui fait naître la plus-value de l'échange (cf. p. 56.)

Notre formule exprime le " secret " du capital, du bond en avant qui se produit entre  $v$  (salaires) et  $v + p$ .

Formule III. Circulation du capital - marchandise.

On part ici de  $m'$  et l'on suppose toujours la reproduction simple.

$$m' \left\{ \begin{array}{l} m \rightleftharpoons a \rightleftharpoons m \\ + \\ m'' \rightleftharpoons a'' \end{array} \right. = \left\{ \begin{array}{l} v \rightleftharpoons v + p \\ + \\ c \rightleftharpoons c \end{array} \right\} = m'$$

Sous la forme  $m \rightleftharpoons m'$ , la formule peut représenter la doctrine des physiocrates, et le tableau de Quesnay dans lequel il n'y a pas de plus-value, toute la marchandise provenant de la nature. " Quesnay a pris  $m' \dots m'$  comme base de son "Tableau économique; il a fait preuve de beaucoup de discernement en préférant cette figure à  $p \dots p$  pour l'opposer à la figure  $a \dots a'$  ( qui est la seule et unique formule retenue par le système mercantile )." (Cf.p.92)

Mais dans notre schéma, nous découvrons le "solde" qui va à la classe industrielle improductive : les capitalistes consommant la plus-value créée par les salariés.

Formule II. Marx représente le mouvement de circulation du capital non plus en partant de l'argent ou de la marchandise ( quantités mercantiles ), mais en partant du procès productif pour revenir au procès productif. Si nous traitons cette formule en dernier, c'est en raison de la puissance qui se concentre en elle.

Marx l'écrit comme suit :

$$P \dots M' - A' - M \dots P$$

Dans notre symbolique, cela donne :

$$\left\{ \begin{array}{l} v \rightleftharpoons v + p \\ + \\ c \rightleftharpoons c \end{array} \right\} = m' \rightleftharpoons a' = \left\{ \begin{array}{l} a \rightleftharpoons m \\ + \\ a'' \rightleftharpoons m'' \end{array} \right\} = \left\{ \begin{array}{l} v \rightleftharpoons v + p \\ + \\ c \rightleftharpoons c \end{array} \right\}$$

Dans cette formule, la machine de production qui est indiquée dans les parenthèses aux deux extrémités de la formule (et chez Marx par  $\dots P \dots$ ), se reproduit elle-même, tandis que la classe capitaliste accapare ou consomme improductivement la valeur  $a''$  : c'est la reproduction simple du capital productif.

Dans la reproduction élargie, la formule devient :

$$\left\{ \begin{array}{l} v \rightleftharpoons v + p \\ + \\ c \rightleftharpoons c \end{array} \right\} = m' \rightleftharpoons a' = \left\{ \begin{array}{l} v' \rightleftharpoons v' + p' \\ + \\ c' \rightleftharpoons c' \end{array} \right\}$$

Il n'y a pas eu ici de consommation privée de la part des capitalistes, mais l'argent a' correspondant à toute la plus-value p du premier cycle permet d'acquérir un capital plus grand ( c' + v' étant plus grand que c + v, la plus-value capitalisée ), une plus value plus grande étant produite. Le texte dit : " Pour ne pas compliquer la formule, il vaut pourtant mieux admettre qu'on accumule la plus-value toute entière. La formule :

$$P \dots M' - A' - M' \left\{ \begin{array}{l} T \\ \dots P' \\ M_p \end{array} \right. \dots" \quad (p. 74)$$

Marx réunit les deux cas (reproduction simple et reproduction élargie) en une seule formule (p. 80) :

$$P \dots \overset{1}{M' - A'} \quad \overset{2}{A - M} \left\{ \begin{array}{l} T \\ \dots P (P') \\ M_p \end{array} \right.$$

Dans notre symbolique, la formule III généralisée du mouvement de circulation du capital productif pourrait s'écrire comme suit :

$$\left\{ \begin{array}{l} v \leftarrow v \quad p \\ c \Rightarrow c' \end{array} \right\} = m' \left\{ \begin{array}{l} \Rightarrow a' \Rightarrow m' = \left\{ \begin{array}{l} v' \leftarrow v' + p' \\ + \\ c' \Rightarrow c' \end{array} \right\} \\ \Rightarrow \left\{ \begin{array}{l} a' \Rightarrow m' = \left\{ \begin{array}{l} v \leftarrow v' + p' \\ + \\ c \Rightarrow c' \end{array} \right\} \\ a'' \Rightarrow m'' \end{array} \right. \end{array} \right. \quad (1)$$

Nous allons à présent faire deux remarques.

Première remarque.

Quand le procès P se transforme en P', alors que nous changeons c en c' et v en v', Marx ne change pas les symboles T et Pm ( force de travail et moyens de production ) en T' et Pm', et explique pourquoi. Dans le cas de P', la somme T + Pm est augmentée.

Mais il ne se produit pas la même chose pour T' et pour Pm' ( que Marx écrit comme termes d'une fraction unique, dans sa symbolique quantitative et qualitative, quasiment "idéographique" ). Non seulement il serait faux de poser  $\frac{T'}{Pm'} = \frac{T}{Pm}$ , mais il y a plus. "Au surplus, la notation T' et Pm' serait fausse

puisque nous savons que la croissance du capital modifie la composition de sa valeur, qu'il se produit au fur et à mesure une augmentation de la valeur de Mp et une diminution, toujours relative, souvent absolue, de celle de T."(p.77.

Nous écrivons le théorème comme suit :

$$k' = c' + v' > k = c + v$$

Degré de la composition organique du capital :

$$\gamma = \frac{v}{c} \quad (2)$$

Effet de la reproduction élargie :

$$c' > c \quad \gamma' = \frac{v'}{c'} < \gamma = \frac{v}{c} \quad ( \text{DIMINUTION RELATIVE DE } v )$$

$$v' < v \quad ( \text{DIMINUTION ABSOLUE DE } v )$$

(1) La grande parenthèse indique une alternative. (n.d.r.)

(2) On peut tout aussi bien l'indiquer par la formule habituelle :  $\gamma = \frac{c}{v}$   
 Dans ce cas, il y a augmentation.

Le sens historique de cette relation est lié à l'accumulation élargie du capital, c'est-à-dire à la destination de la plus-value non pas à la circulation sur le marché, mais à la capitalisation au sein du procès productif.

- On a :
- a) la production de marchandises augmente.
  - b) la production de capital augmente.
  - c) la production de plus-value augmente.
  - d) le capital constant augmente.
  - e) la quantité de capital variable par rapport au capital constant, et au capital total diminue.
  - f) le capital variable social consommé par les travailleurs diminue.

Deuxième remarque de Marx.

" C'est le cycle du capital productif qui constitue la forme sous laquelle l'économie classique considère le procès cyclique du capital-industriel." (p. 80) (Formule II généralisée; n.d.r.)

La synthèse est, historiquement :

Formule	I :	A - A'	Mercurialisistes
"	II :	M - M'	Physiocrates
"	III :	P - P'	Ricardo

Ricardo et ses disciples n'ont pas seulement donné la formule P - P', mais aussi P - P' en théorisant l'abstinence des capitalistes pour la consommation de la plus-value (reproduction élargie).

Marx montre que le but du capitaliste individuel, consommer la plus-value, devient un but social, c'est-à-dire produire de la plus-value. Ce n'est plus le but de l'individu "personnification du capital", mais celui de la forme capitaliste.

En capitalisant la plus-value (ce à quoi sont condamnés les travailleurs, la société et les capitalistes eux-mêmes) on diminue la rémunération totale de la force de travail.

Objection des bourgeois : Marx a eu tort parce que, historiquement, la masse des salaires augmente de deux façons : augmentation du nombre des travailleurs, augmentation du salaire moyen.

Réponse marxiste : étant donné le changement dans la composition organique même si la masse des salaires a augmenté, cela n'a été que pour la dixième partie, peut-être, du produit ou du capital social. D'autre part, la mécanisation du XIX<sup>e</sup> siècle et l'automatisation du XX<sup>e</sup> exaltent considérablement la production, diminue le nombre relatif, demain le nombre absolu, des travailleurs de l'industrie. La majorité de l'humanité délaissée est expulsée?

Remarque finale.

Le passage de la formule II simple à la seconde élargie peut être défendue par les réformistes classiques en ce sens que la plus-value au lieu d'augmenter la consommation d'une minorité privilégiée recevrait une utilisation sociale.

Selon la critique de Marx au Programme de Gotha (1), une partie de la plus-value capitalisée a une utilisation sociale (dépenses générales de l'Etat au moyen des impôts sur le revenu). Même la société socialiste prélèvera une part importante sur le produit social, qui ne sera donc pas distribuée

(1) Cf. Invariance n°2, p.172 et suivantes.

aux travailleurs.

Les deux formules II : (P - P) et (P - P') peuvent être appliquées à la critique de l'immédiatisme ( pas de diminution du fruit du travail intégral, chez Lassalle, Dühring, etc...)

Voici ce que proposent les immédiatistes :

On part de la formule II,

$$\left\{ \begin{array}{l} v \leftarrow v + p \\ + \\ c \Rightarrow c \end{array} \right\} \dots\dots\dots \left\{ \begin{array}{l} a = \left\{ \begin{array}{l} v \leftarrow v + p \\ + \\ c \Rightarrow c \end{array} \right\} \\ a'' = p \end{array} \right.$$

On supprime ensuite a'' en le répartissant entre tous les travailleurs. D'où on a :

$$\left\{ \begin{array}{l} v + p \Rightarrow v + p \\ + \\ c \Rightarrow c \end{array} \right\} \quad \text{d'une façon permanente.}$$

Cette tautologie rend impossible :

- a) la reproduction élargie.
- b) l'augmentation de c et du capital fixe social.
- c) toute augmentation future de v porté à v + p.

L'unique moyen historique pour la réalisation d'une telle formule, c'est le passage à la reproduction progressive, qui exige une production de plus-value mais ne capitalise pas celle-ci. Cependant, elle comporte la diminution de la masse des salaires même si les capitalistes ne consomment pas.

La formule II (P - P') devenue (P - P), est celle des immédiatistes et c' est exactement celle du capitalisme soviétique russe.

Quelle est la formule socialiste ou communiste ? Rompre le lien d'équivalence entre la marchandise et l'argent, seul moyen pour abolir l'inéquivalence entre salaire et produit, à savoir la plus-value.

Une seule économie est sans plus-value, celle qui n'a pas de mesure de la valeur (marché, monnaie). Ce n'est que dans cette économie que la masse physique des installations productives sociales et la masse physique de la consommation sociale peuvent augmenter; que l'on peut arrêter l'inflation de la première, qui est déflation de la seconde. Dans cette économie, " l'homme est le but de la production ", tandis que dans les autres économies c'est la richesse extérieure à l'homme, qui est le but de la production dont l'homme travaillant est le moyen brut. Étendre la production sans limites est la folie commune aux capitalistes et aux staliniens.

" Le volume des masses de marchandises engendrées par la production capitaliste est déterminé par l'échelle de cette production et par le besoin d'étendre constamment cette dernière, non par le champ prédéterminé de l'offre et de la demande, des besoins à satisfaire." (p. 71)

Dans le capitalisme la marchandise rend l'homme esclave aussi bien dans la production que dans la consommation.

Dans le communisme, le produit n'est plus marchandise ni mesure de valeur. La mesure qualitative découle non des besoins proprement égoïstes, mais est fonction du développement optimal de l'homme social. Lorsque les besoins individuels sont anti-sociaux, on en libérera le plan de production.

Troisième partie :

LA SCIENCE ECONOMIQUE MARXISTE EN TANT  
QUE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE.

Trois moments de la théorie.

Nous avons souvent combattu l'interprétation minimaliste de l'objet de l'oeuvre de Marx. Ses prétendus disciples qui ont rejeté tout ce qui a trait à la vigueur révolutionnaire, que l'on retrouve non seulement à chaque page mais encore à chaque phrase, ont prétendu que l'unique objet de l'oeuvre de Marx était de faire une théorie scientifique, objective et froide de l'économie capitaliste moderne dont elle présenterait et expliquerait le mécanisme, en en constatant le jeu, en une description d'une froide et sereine indifférence. Quelques-uns concèdent tout au plus qu'après avoir fait son devoir de savant en étudiant le capitalisme dans le grand ouvrage qu'est "Le Capital", un Marx différent - selon leurs images banales vêtu d'autres habits et animé d'un nouvel esprit - se serait laissé aller à écrire sur l'histoire et la politique de parti, à faire l'agitateur, et pendant qu'on y est, le démagogue.

Le but de notre étude sur Marx, c'est-à-dire sur le programme de la révolution communiste internationale est d'établir qu'aucune séparation n'existe entre les thèses économiques, historiques, philosophiques ou politiques, entre tel ou tel écrit, étude, analyse, programme ou proclamation et que si dans les pages du "Capital", on trouve assez de science pour glacer les veines des petits roquets d'universités, on y trouve à toutes les pages et à tous les chapitres, tout le programme enflammé de la révolution anti-capitaliste. Notre science n'est pas la réponse à cette question imbécile : "Qu'est-ce que le Capital ? ", mais la démonstration que le capital mourra et que sa mort sera violente; plus encore comme nous le verrons tout à l'heure dans une page vibrante que, à la lumière de la science, le capitalisme aujourd'hui déjà - l'aujourd'hui de Karl Marx comme le nôtre - est mort et n'existe pas. Tout autre que la biologie du capital, notre science en est la nécrologie.

Le passage difficile du Ier livre du "Capital" au second et au troisième peut être compris, si on saisit que, non seulement dans chaque livre et à chaque chapitre, mais pour ainsi dire à chaque page, on se trouve devant trois moments de notre conception, qui naît et vit comme analyse, comme illumination, comme bataille fulgurante et comme glorieuse apocalypse.

En effet, dans le premier moment on donne la théorie du capital individuel, qu'il est préférable de définir comme capital d'entreprise. Les lois recherchées et trouvées dans ce secteur, qui sont principalement développées dans le Livre Premier, se rapportent au cercle clos de l'entreprise, ainsi qu'aux rapports et aux calculs de la valeur, entre le symbolique personnage du capitaliste, vite devenu inutile, et la masse sans cesse croissante de ses ouvriers. Dans le second moment, on cesse d'écrire dans notre langage radicalement opposé déjà à celui des comptables bourgeois, le bilan de l'entreprise industrielle, et on passe à l'étude des lois de l'ensemble de la société capitaliste considérée comme un tout. Les relations s'établiront alors entre les classes sociales et leur forme sera neuve et originale.

Le troisième moment est le moment vital, et pour qui a assez de lumière dans les yeux et dans l'esprit pour le comprendre, il brillera de mille feux.

Ce n'est plus la théorie de l'entreprise industrielle, ce n'est plus celle de la société bourgeoise historique, mais c'est, sûrement décrite, la théorie de la société communiste future.

Dans ce troisième aspect, la science scholastique et académique, dépassée et méprisée dès le premier moment, a été abandonnée en tant que froide palinodie éteinte. Nous sommes dans le domaine du programme, dans le camp du parti révolutionnaire, dans le feu de cette critique qu'il ne suffit plus de faire dans un livre, mais avec les armes.

Tous ces malheureux qui n'ont pas vu cette éclatante lumière, de ce fait n'ont pas su transmettre la vision historique de la société bourgeoise donnée par Marx, ni même refaire les simples calculs de l'économie de l'entreprise qui emploie des salariés, galère de cette société infâme. Ils ont erré entre les falsifications misérables et difformes et les illusions des vides panacées sociales, qui coupèrent la voie du développement pour lequel se battent les marxistes révolutionnaires. Ils n'ont pas vu la société de demain qui s'oppose radicalement aux iniquités du capitalisme moderne, la dernière et la plus grande épreuve que traverse l'humanité tourmentée.

La première section du Livre Deux.

Du point de vue de la systématique monumentale de l'oeuvre - que peut-être personne n'a encore vue dans son intégralité - cette section, que nous avons déjà traitée dans le Formulaire Economique, s'on tient encore à la théorie du capital d'entreprise. Nous avons affaire au premier moment, celui qui, quant à la dynamique des faits économiques, est l'objet central du Premier Livre, qui contient les puissantes synthèses sociales et historiques qui avaient déjà mobilisé, d'une façon classique, toute la dialectique révolutionnaire.

Le titre de cette première section est en effet : " Les métamorphoses du Capital et leur cycle ". Ces métamorphoses ont encore lieu dans le cadre de l'entreprise. Elles servent de prélude au thème du Second Livre. Le premier nous avait décrit le procès de la production du Capital, le second nous montre celui de sa circulation. Le capital se produit dans l'entreprise alors qu'il circule dans la société. Nous ne distinguons pas, comme les économistes conformistes, entre production et circulation des marchandises ou de la richesse ( qui serait l'ensemble national des marchandises ). Notre sujet est, dès la première ligne, notre ennemi : le capital. Nous découvrons et donnons les théories de sa naissance ( dans l'entreprise ), de sa vie ( dans la société bourgeoise ) et de sa mort ( dans la révolution communiste ).

Dans le second cahier de notre Formulaire Economique, nous avons illustré les trois formes du cycle du capital et les trois figures de leur circulation. Ces formes sont : argent, procès productif, marchandises. Les figures auxquelles nous avons donné un ordre différent dans un but didactique sont :

- la première : argent - marchandise - procès productif - marchandise - et argent de nouveau.
- la troisième : marchandise - argent - marchandise - procès productif - et marchandise de nouveau.
- la seconde est la plus suggestive : procès productif ( activité de la fabrique, de l'entreprise, avec les travailleurs qui transforment les matières premières ) - marchandises - argent - marchandises - et de nouveau, procès productif.

Il s'agit toujours d'un mouvement cyclique, ou en cercle, puisque tous les passages de nos formules peuvent être inscrits tout autour d'une circonférence et qu'il suffit, pour passer d'une figure à l'autre, de changer de point de départ.

Il est important de retenir que tout ce cycle s'accomplit pour le capital d'une même entreprise. La première figure en donne l'idée banale du bourgeois : Untel fait de l'argent ( dans notre doctrine, la voie normale est qu'il l'a eu par tromperie ou par vol ) et le place dans l'entreprise. Il investit l'argent dans la marchandise et dans le travail-marchandise, fait produire de nouvelles marchandises, se les approprie, les vend et trouve enfin son argent augmenté. Produire des marchandises dans le cadre capitaliste revient à produire du capital, ou produire de la plus-value. Les deux quantités, qui peuvent prendre la forme de l'argent ou de la marchandise, selon les moments du cycle sont qualitativement identiques. Mathématiquement, on peut dire que la plus-value est la dérivée du capital et le capital l'intégrale de la plus-value. Savoir laquelle naît de l'autre est sans importance; à leur naissance, on trouve le butin, la rapine, la mise à sac et, en général, selon notre langage, l'aliénation du travailleur, la déshumanisation de l'homme.

La seconde figure nous sert à critiquer l'opportunisme sous ses diverses formes, et notamment immédiatiste. Le fait que tout le cycle des métamorphoses est enfermé dans le cadre réduit de l'entreprise particulière, nous permet d'affirmer que, si le cycle n'est pas rompu, il ne peut pas y avoir de solution communiste. En fait, notre Formulaire Economique classe ainsi les formules ou figures :

- . argent - argent : théorie des mercantilistes.
- marchandises - marchandises : théorie des physiocrates.
- procès productif - procès productif; avec reproduction simple ( la plus-value étant consommée ) ou avec reproduction élargie ( la plus-value étant investie ) : théories des ricardiens.

La figure : procès productif à procès productif identique - la plus-value est distribuée aux salariés de l'entreprise - est celle des immédiatistes anciens et nouveaux. La figure : procès productif à procès productif élargi au maximum - en laissant affamés les salariés - est celle des staliniens.

Le Communisme est la rupture du cercle magique. Ce n'est pas la réduction de la société économique à une seule entreprise avec un seul capitaliste : l'Etat, mais c'est, en économie, la destruction de l'entreprise et du capital et, en politique, la destruction de l'Etat.

Chant funèbre pour la première section.

Nous nous sommes efforcés de démontrer que la première section concernant les métamorphoses cycliques du capital concernait seulement le capital d'entreprise, et qu'en même temps, lors de l'étude théorique, Marx ne perd pas de vue le second et le troisième moment. Avant d'abandonner le thème traité dans la seconde partie du Formulaire économique, nous allons illustrer et renforcer notre démonstration par quelques citations de Marx.

Au début du Chapitre IV, traitant des trois figures, Marx s'arrête pour noter que dans ce cycle, deux métamorphoses :

- celle de l'argent en marchandise et
- celle de la marchandise en argent

- toutes deux incluent la phase cruciale, celle du travail ( procès productif ) les unissant et les séparant - se réduisent, si l'on fait abstraction de ce dernier stade, non plus à la circulation du capital qui nous intéresse

ici, mais à la circulation simple, celles des économistes ordinaires, c'est-à-dire à la seule circulation des marchandises. Les lois de celle-ci ont déjà été données, et Marx indique la référence : le Livre Premier, Chapitre 3 ( La monnaie ou la circulation des marchandises ), paragraphe II ( moyens de circulation ) :

- 1 - la métamorphose des marchandises
- 2 - cours de la monnaie
- 3 - le numéraire ou les espèces. Le signe de valeur.

Par conséquent, dans la théorie des marchandises et de l'échange, avant de passer à la production de la plus-value et du capital, on parle déjà de la circulation et des métamorphoses, mais non pas du capital, comme dans le Livre II, mais de l'humble marchandise, qui n'a que deux figures cycliques : de la marchandise à l'argent, de l'argent à la marchandise. La loi de la circulation des marchandises à laquelle Marx aboutit est simple et répond à la question : combien d'argent faut-il dans l'économie de marché ? La loi est que la masse de l'argent en circulation dépend de la valeur de la somme des marchandises produites, mettons en un an, divisée par le nombre moyen de rotations qui se produisent dans l'année entre argent et marchandises, marchandises et argent.

Déjà dans ces premiers chapitres de l'oeuvre, Marx traite comme il convient les ouvrages universitaires tirés à des millions d'exemplaires qui ont été édités pendant un siècle après lui. La masse de l'argent qui circule sur le marché n'est pas cause du prix des marchandises; mais c'est la valeur des marchandises qui détermine la masse de monnaie nécessaire.

Il est pénible de penser aux polémiques des professeurs d'université comme Graziadei qui prétendirent que Marx, après avoir accepté dans le Premier Livre la doctrine de la valeur de Ricardo ( qui fait dépendre le prix des marchandises du temps de travail nécessaire à leur production ) et sa théorie de la plus-value, aurait ensuite fait justice ( dans le second et le troisième Livres ) de la théorie de la plus-value, et l'aurait abandonnée en se mettant à étudier la circulation.

Il y a quarante ans déjà, nous expliquions que le Premier Livre du Capital ne traitait pas de la production des marchandises, mais de celle du capital et de la plus-value (1), et que, lorsqu'il passait à l'étude de la circulation, il traitait de celle du capital, puisque la circulation des marchandises était déjà élucidée dans les premiers chapitres sur la marchandise et la monnaie, tant du " Capital " que de l'oeuvre précédente : " Pour la critique de l'économie politique ". Comment ne pas savoir que tout l'exposé du Second Livre traite de la circulation du capital, de sa reproduction et de son accumulation, en s'élevant du cadre de l'entreprise à celui de la société, et donc aux lois historiques du capitalisme, sur la diminution du taux de profit; que toutes les démonstrations se fondent sur la théorie de la valeur et de la plus-value textuellement donnée dans le Premier Livre, pour passer enfin dans le Troisième Livre, au procès d'ensemble de l'économie capitaliste, en une construction harmonieuse et unitaire. Notre modeste Formulaire, cahier d'école pour élève militants, s'applique à montrer que la ligne de développement est unique, et que la culture universitaire n'a jamais rien compris. Que l'on retienne que cette dure conclusion vise un homme, qui comme Graziadei tout en voulant rendre hommage au couronnement historique et politique du système de Marx, ne remarquait pas qu'en coupant la ligne, il faisait s'effondrer tout le système.

---

(1) Cf. " La théorie de la plus-value de K. Marx base vivante et vitale du communisme ". in " Ordine Nuovo " de 1924, n° 3-4, 5, 6. C'était une critique à un ouvrage de Graziadei, qui répondit dans le même journal ( cf. les n° 7 et 8 ).

Dans tout cela, il n'y a pas de science, il n'y a que la suggestion de classe que dicte l'idéologie bourgeoise dans les têtes de ses timides opposants. Marx était déjà entièrement renversé et renié, lorsque le vieux Graziadei tenta de substituer à la théorie de la plus-value, une autre théorie " scientifique " du surplus, c'est-à-dire d'élever en principes éternels le marché, la monnaie et le système mercantile, en sauvant le capitalisme.

Du capital d'entreprise au capital social.

Avant de clore, dans ce chapitre, le thème de la première section du Second Livre ( où il énumère les lois de la circulation simple établies au début du Premier Livre ), Marx effectue déjà une exploration dans le second moment de la théorie, à savoir : la circulation du capital non plus de l'entreprise isolée, mais de toute la société.

Après avoir écrit ce que nous avons répété plus haut - que les deux actes, les deux extrêmes de la première figure du cycle du capital, représentaient " simplement la métamorphose ordinaire des marchandises, soumise aux lois qui, à propos de cette dernière ( Livre Premier, Chapitre III, 2 ), ont été exposées concernant la masse de l'argent en circulation " - le texte poursuit : " Dès qu'on ne s'arrête plus à ce côté formel et qu'on étudie dans leurs connexions réelles les métamorphoses des différents capitaux individuels, donc, en fait, les connexions des cycles des capitaux individuels comme mouvements partiels du procès de reproduction du capital social total, on ne peut plus s'expliquer ce procès par le pur échange de formes entre argent et marchandise ". ( L.II. Tome 4. p. 93.).

S'il était possible de rapporter tout le texte, il semblerait que Marx l'ait écrit pour répondre à Graziadei qui, en positiviste bourgeois, ne voulait pas que l'on parle de la grandeur " valeur ", parce qu'il s'agissait d'hypothèses abstraites et non d'un fait concret : " Ceux qui considèrent l'existence indépendante de la valeur comme / <sup>nément à une</sup> pure abstraction oublient que le mouvement du capital industriel est cette abstraction in actu ( en action ). Tout ce passage montre comment les capitaux personnels sont précipités dans la tempête du mouvement dynamique du capital social, et nous trouvons déjà dans cette page une incursion dans le troisième moment : " Il est évident que la production capitaliste n'existe et ne peut exister que tant que la valeur-capital est valorisée ". Dans cette phrase la mort du capital est déjà décrite et l'on y trouve déjà la thèse que nous, marxistes révolutionnaires, avons toujours mise en avant, à savoir que la mort de l'économie capitaliste, et de la société bourgeoise, est certaine quand la valeur d'échange et le capital ont cessé d'exister. Il ne s'agit pas de conquérir la valeur et le capital, mais de détruire les deux.

Avant la fin du même chapitre, et bien que son objet soit toujours le cycle des métamorphoses du capital individuel ( d'entreprise ), nous lisons la théorisation systématique de notre thèse anti-russe actuelle, à savoir qu'on ne peut parler de fin de l'économie capitaliste tant que n'a pas pris fin toute économie de marche et d'échange. Cette confrontation s'appuie en outre sur celle des formes sociales qui ont précédé le capitalisme, et il est suggestif de les lier à notre récente étude historique et sociale de ces formes. (1).

---

(1) Cf. " Programma Comunista ". n° 11 - 1960.

Le texte dit que le procès de la circulation du capital industriel, comme il a été développé, met en évidence le fait que la production capitaliste ne peut s'effectuer qu'à travers le marché. " .... d'une part, les éléments de formation du capital productif proviennent du marché des marchandises et doivent constamment être renouvelés sur ce marché, être achetés comme marchandises; et que, d'autre part, le produit du procès de travail en sort comme marchandise et doit constamment être remis en vente comme marchandise ". ( L.II.t.IV. p. 106.)

La leçon des formes de production passées.

Pour bien expliquer le mécanisme de la forme de production présente capitaliste, et aussi le caractère de son passage à la forme future, communiste, la méthode constante du marxiste consiste à tirer l'enseignement des passages auxquels l'histoire nous a fait assister. A ce sujet, pour faire comprendre que l'arrivée du marché et le débouché sur le marché sont propres au capitalisme ( mais ne le seront pas au communisme), le texte démontre qu'un tel caractère manquait dans les formes précédentes de la production sociale. Comme type capitaliste, le texte cite un fermier de la Basse Ecosse, et comme type pré-capitaliste, " un petit propriétaire traditionnel du continent ". Le premier vend tous ses produits agricoles sur le marché où il doit acheter, pour le nouveau cycle, même les semences. Le second, son prédécesseur historique, consomme directement pour se nourrir la plus grande partie de ce qu'il produit et par conséquent, n'ayant pas reçu d'argent, achète et vend le moins possible, et par son propre travail, dans la mesure où il réussit, se fait ses vêtements, ses outils, etc. ( époque où subsiste encore le métier manufacturier dans la petite entreprise rurale.).

Dans la forme bourgeoise achevée, industrielle et agricole, l'échange et le commerce sont dominants; dans la forme petite-bourgeoise rurale, ils étaient secondaires. Le capitalisme est la forme du commerce généralisée aux limites du camp social. De ce théorème, on peut aussi dégager la réciproque : là où tout arrive de l'échange et repart par l'échange, là on a le capitalisme et non le communisme ( nous pensons maintenant à la Russie ).

Mais peut-on dire que la forme et la présence de l'échange est la caractéristique des divers modes historiques de production ? Non, car, pour nous, le fait fondamental réside dans le rapport social qui fait que les agents de la production - et non de l'échange - se trouvent répartis en classes. Dans le capitalisme, le prolétaire ne peut acheter avec l'argent de son salaire, que ce qu'il consomme, du fait qu'il est séparé des matières premières et des instruments de travail, dont dispose le capital.

Dans un passage essentiel de notre texte, est condamnée la tentative de classification des formes sociales des grandes époques, selon les critères, non des rapports de production et de producteurs, mais des rapports de circulation, d'attribution des biens de consommation au consommateur, ce que Marx appelle " Verkehrweise ", que l'on peut traduire par " façon et mode de transport, assignation, mise à la disposition ", en se référant aux objets prêts à la consommation, abstraction faite de leur origine : l'activité du travail humain dans la société.

Une triple proposition fautive.

Depuis longtemps, les économistes conformistes ont opposé entre eux trois prétendus types d'économie : - de nature, de monnaie, de crédit. Ces économistes voudraient que cela constitue autant d'étapes dans l'évolution de

la civilisation humaine.

Marx critique à fond cette distinction creuse. Avant tout, l'économie de crédit n'est qu'un développement de la même forme donnée par l'économie monétaire. Toutes deux se trouvent dans le champ historique de la production capitaliste, en ce sens que " dans la production capitaliste développée, l'économie monétaire apparaît simplement comme la base de l'économie de crédit ". En Russie, survivent monnaie et crédit, donc - c'est ce que nous en déduisons - on n'est pas encore sorti de la forme capitaliste.

Toutefois, l'économie monétaire est apparue avant le capitalisme, puisque la monnaie et le marché figuraient d'une manière limitée, tant dans les économies esclavagistes que dans les économies de petite agriculture et de petit artisanat. Dans le capitalisme, le marché et la monnaie se généralisent à fond, ce que le texte dit avec ces mots précis que nous lirons comme d'habitude, pour en dégager les traits distinctifs de cette nouvelle forme d'organisation humaine que sera, non plus le capitalisme, mais le communisme.

" C'est un fait que la production capitaliste est la production marchande qui devient la forme générale de la production; mais, si les choses sont ainsi, si elles le deviennent de plus en plus au fur et à mesure du développement de cette production, la raison en est qu'ici le travail apparaît lui-même comme marchandise, que l'ouvrier vend le travail, c'est-à-dire la fonction de sa force de travail..." ( Ibid; p. 107.)

D'où il résulte logiquement : là où il y a salaire en monnaie, il y a capitalisme.

Mais Marx nous dit encore quelque chose de la première forme de la triple catégorie bourgeoise, c'est-à-dire de l'économie naturelle. Les bien-pensants admettent qu'à une certaine époque les produits s'échangeaient, bien que la monnaie ne fût pas encore inventée. Mais cette idée est très vague, encore qu'elle soit à la base de leur critère banal : s'en tenir uniquement au mode d'acquisition d'un bien d'usage. Quand il y eut une première division manufacturière du travail, même embryonnaire, l'artisan demi-sauvage détenait ce qu'il fabriquait, des flèches, par exemple, et les offrait au chasseur qui, en retour, lui donnait un peu de gibier à consommer. Ceci n'est plus déjà une économie naturelle, mais une économie de propriétaire qui est basée sur la forme troc pour la distribution-circulation; l'économie de troc existe donc avant l'économie monétaire. Et Marx nous dit : " Une économie naturelle complètement fermée, par exemple l'Etat des Incas au Pérou, n'entrerait dans aucune de ces catégories. " ( Ibid. p. 107.)

Dans la grande forme primaire que fut celle des Incas, il n'y avait pas de monnaie, il n'y avait pas d'échange mercantile, il n'y avait pas non plus de troc. Tout bien produit par l'homme était la propriété du mytique Inca (l'espèce, la société, la collectivité symbolisées), et dans l'organisation de la société inca, la nourriture, les vêtements et les armes étaient fournis à chacun, donnés à chacun par le centre puissant. Voilà le sens du communisme primitif, voilà la véritable économie naturelle. Quand, à la fin du cours de l'espèce, reviendra le communisme, parce qu'entre l'homme et la nature il n'y aura plus de contraste maudit, nous n'aurons plus ni échange, ni troc, ni crédit, ni propriété, ni droit d'attribution; tout sera donné par le travail, spontanément, pour satisfaire le limpide besoin naturel. Voilà comment, lorsqu'on lit avec un esprit partisan, on touche, page à page, les extrêmes lointains du grand arc historique; voilà comment s'érige la construction gigantesque sur laquelle est fondée aussi bien la science de ce qui a été hier, de ce qui est aujourd'hui et sera demain.

## Sur-offre du capital.

Dans ces mêmes pages où est détruite pour toujours la distinction entre les trois formes : naturelle, monétaire et créditrice, Marx anéantit en même temps la théorie scholastique qui explique l'économie capitaliste par la loi de l'équilibre entre l'offre et la demande, prétendue régulatrice automatique de la libre initiative d'entreprise et de production, tout en donnant un lumineux exemple du passage du premier moment ( entreprise capitaliste ) au second ( société totalement capitaliste ).

" Son but ( au capitaliste, n.d.r. ) n'est pas d'équilibrer les deux ( offre et demande, n.d.r. ), mais de les déséquilibrer au maximum, de dépasser sa demande par son apport.

" Ce qui est vrai du capitaliste isolé, s'applique à la classe des capitalistes.

" Tant que le capitaliste personnifie simplement le capital industriel, sa demande propre se ramène à une demande de moyens de production et de force de travail. Considérée au point de vue de sa valeur, sa demande de moyens de production est inférieure à son capital avancé." ( Ibid. p. 108-109. )

La démonstration est donnée avec l'exemple simple d'une entreprise qui emploie un capital constant de 80, un capital variable de 20, produit une valeur capital totale de 120 :

- la demande de l'entreprise sur le marché n'est évidemment que de 80 ( capital constant ) + 20 ( capital variable ), soit 100.

- tandis que son offre est de 120, donc supérieure.

Plus est élevé le taux de la plus-value - ici 100 % - plus est petite la demande par rapport à l'offre - ici  $5/6$  -.

Le texte montre que cette vérité ne change pas si l'on compte dans le capital constant le renouvellement du capital fixe ( amortissement des installations ).

Déjà ici, la distinction est faite entre reproduction simple et élargie. Les économistes mercantilistes ne manquent pas d'objecter qu'étant donné que le capitaliste recherche à consommer, et qu'en acquérant sur le marché pour en jouir, sa plus-value de 20, sa demande de marchandises s'élève de 100 à 120 et l'équilibre sacré est rétabli. Mais il est rétabli non pour le " capitaliste " en tant qu'entreprise capitaliste, mais bien pour le compte du capitaliste en tant que particulier, personne privée ( en allemand : *lobeman*, qui correspond à jouisseur, viveur, gaspilleur ).

Mais notre capitalisme véritable est celui dans lequel l'accumulation est progressive et dans lequel la plus-value va à l'investissement. Donc, à chaque cycle, l'entreprise achète pour 100 et revend pour 120. Mais, dira-t-on, dans le cycle suivant, cette entreprise, si elle ne distribue pas de dividendes aux " viveurs " demandera 120 sur le marché. Très bien, mais ce n'est pas l'équilibre, mais le premier stade du nouveau cycle : il demandera 120, mais offrira 144. Ainsi dans toute la société capitaliste - dans la mesure où les escrocs sont supprimés ( comme en Russie, paraît-il ) - l'offre dépasse inéxorablement la demande de marchandises.

Le capitalisme " n'existe pas ".

Exercez un peu votre muscle de la dialectique. Le raisonnement par lequel nous prouvons que le capitalisme existe aujourd'hui en Russie est le même que celui par lequel, dans un passage terrible, Marx déduit que le capitalisme n'existait pas, en 1860-1870 déjà, en Angleterre et en Europe.

Une citation d'abord, ensuite un commentaire.

" Faire cette supposition, c'est supposer l'inexistence de la production capitaliste et, par suite, l'inexistence du capitalisme industriel lui-même. Car on supprime le capitalisme jusque dans sa base si l'on suppose que le principe moteur est la jouissance, et non l'enrichissement en lui-même." (Ibid. p. 111.) Cela veut dire : en montrant une fois pour toutes que la clef du système capitaliste n'est pas le désir des capitalistes individuels de jouir des profits, mais que c'est l'exigence impersonnelle du capital social ( force sociale que seule une révolution pourra abattre ) de s'accroître d'une plus-value, on démontre par là-même la nécessité de la mort du capitalisme et donc sa non-existence scientifiquement déterminée, indiquée par Marx. Seule une science révolutionnaire et non plus doctrinaire ( Misère de la Philosophie, page 100 ) peut obtenir un tel résultat !

La condamnation du capitaliste à ne pas jouir, mais à accumuler dépend, d'autre part, d'un autre motif technique. " Il ne faut pas seulement que le capitaliste constitue un capital de réserve afin de tenir tête aux oscillations des prix et de pouvoir attendre, pour acheter et pour vendre, les conjonctures les plus favorables; il faut qu'il accumule du capital pour étendre par là la production et incorporer les progrès techniques à son organisation productive". ( Ibid. p. 111.)

Le capitaliste qui, à un certain stade, ne peut pas moderniser ses installations, sera englouti et exproprié par les plus forts. Quant aux salaires ( capital salaire ) ils sont utilisés à la demande des marchandises de consommation; l'ouvrier ne peut pas économiser et accumuler.

Marx a prévu ici le phénomène moderne du truc par lequel le capitalisme tente de retarder sa mort escomptée, en augmentant la demande des ouvriers grâce aux ventes à crédit, mesure folle entre toutes. " Du fait que l'ouvrier convertit son salaire principalement en subsistances et, pour la partie la plus considérable, en subsistances nécessaires, la demande capitaliste de force de travail est indirectement une demande d'objets de consommation entrant dans la consommation de la classe ouvrière. Mais cette demande est égale à v, sans un atome de plus ( quand l'ouvrier épargne sur son salaire, - nous laissons forcément de côté ici toutes les questions de crédit - cela veut dire qu'il thésaurise une partie de son salaire et cesse dans cette mesure de se présenter en demandeur, en acheteur )." (Ibid. p.109.) En acquérant à crédit, sans argent, l'ouvrier vend sa force de travail future, comme s'il vendait sa propre vie et se faisait esclave. (1)

Pertes secondaires du capital.

La première section, nous l'avons dit, a pour objet le premier " moment " de la théorie : le procès de circulation du capital d'une seule entreprise; mais les passages qui établissent des rapprochements tant avec le second moment (capital social total), qu'avec le troisième (post-capitalisme ou société communiste), sont très importants.

(1) Tout ce passage a déjà été publié dans Invariance, n° 2, pp. 53-55.

Engels écrit à Victor Adler que les Chapitres V et VI qui terminent cette section, sont moins importants. Cependant, on y trouve des choses remarquables. Dans le Ve Chapitre, il s'agit de la période de circulation, du temps nécessaire au capital de la simple entreprise pour accomplir les trois métamorphoses : argent - marchandise - procès productif - marchandise - argent. Les concepts sont clairs. Les 1ère et 3ème métamorphose ont trait purement et simplement à la circulation mercantile et monétaire, et le temps qu'elles font perdre pour acquérir, puis vendre, est du temps de circulation. La seconde, intermédiaire, se produit pendant le temps de production qui se distingue du temps de travail, puisque, dans le premier, hommes et machines n'agissent pas tout le temps, en général. Le temps complet du cycle sera la somme de la période de circulation et de celle de production. Au cours de cette dernière, le capitaliste paie les éléments actifs avec le capital variable, mais (Chapitre VI) dans les deux phases de circulation, on trouve également des dépenses que le capitaliste aura à couvrir et qui, en dernière analyse, sont déduites de la plus-value ( pour Marx, l'expédient habituel des bourgeois qui consiste à faire payer ces dépenses par le consommateur n'a aucun sens ).

Dans les deux phases de la circulation, on trouve des gens rémunérés, adonnés au commerce. Selon nous, ils absorbent de la valeur, mais n'en créent pas. Dans un compte analytique, cette valeur figure dans les pertes. Ici on a une première allusion à des économies non capitalistes. Lorsqu'au Moyen-Age les transporteurs de marchandises étaient de petits producteurs, le temps de la vente et de l'achat s'ajoutait au temps de travail : voilà pourquoi marchés et foires se tenaient les jours de fête.

Les philistins pousseront de hauts cris si nous disons que, dans le communisme, nul ne perdra son temps pour le " shopping " et que, personne n'ayant d'argent, il n'y aura plus d'entreprises commerciales : tout parviendra au consommateur sans " bancs " où choisir (1), comme l'eau des conduites publiques dans les maisons. Marx ne le dit pas ici, mais ailleurs. Cette dépense disparaît dans le communisme.

Plus importante est la discussion sur la " comptabilité " et nous devons nous y arrêter un instant, car par des citations classiques, mais faussement rapportées, un soit-disant économiste russe, a voulu en déduire la preuve que, selon Marx la comptabilité survit dans la société capitaliste, comptabilité d'échange, donc échange lui-même, et, partant, la loi capitaliste des équivalents

Dans ce passage, Marx fait allusion aux formes antiques. En elles aussi, une partie du temps de travail social devait être consacré à la comptabilité. Au Moyen-Age, on ne trouve la comptabilité agricole que dans les couvents. Dans l'antique communauté indienne, un seul comptable de village suffisait pour toute la tribu. Il assignait à chacun sa part du produit commun. De toutes façons, ce comptable devait consommer comme le faisait le travailleur productif, même s'il représentait 1/100 de la communauté. " Les dépenses afférentes à sa fonction ne sont pas compensées par son propre travail, mais par un prélèvement opéré sur le produit commun."

Ici, Marx signale que, tandis que les dépenses commerciales peuvent disparaître ( ce que n'ont pas lu les falsificateurs ), il en est différemment des dépenses de comptabilité. Ces dernières varient, augmentent d'abord en allant vers les formes mercantiles totales, puis se réduisent drastiquement. Là est abordé le fameux problème de la " bureaucratie " qui, si elle est poussée à fond dans le capitalisme développé et dans le capitalisme moderne dans sa forme étatique, sera un phénomène dépassé dans le communisme.

(1) Allusion à l'origine du mot " banque ".

Le passage tronqué.

Donnons d'abord le passage passé sous silence par l'économiste soviétique : " Ces derniers ( les frais du temps consacré à l'achat et à la vente, n.d.r) découlent uniquement de la forme sociale déterminée du procès de production, du fait qu'il s'agit d'un procès de la production marchande." (Ibid. p. 124.) Donc, elles existent dans le capitalisme, puisqu'il y a un système de production générale de marchandises, et disparaîtront tout à fait dans le communisme. Au contraire, le texte veut dire :

" La comptabilité, comme contrôle et résumé mental du procès, devient d'autant plus nécessaire que le procès se passe davantage à l'échelle sociale en perdant le caractère purement individuel; elle est donc plus nécessaire dans la production capitaliste que dans la production éparpillée des artisans et des paysans, plus nécessaire dans la production communautaire que dans la production capitaliste." (p. 124)

Tels sont les mots invoqués par la revue économique soviétique, lus à la réunion de Florence et réfutés. Il est bien certain qu'il s'agit d'un de ces passages où le texte passe au troisième moment et ladite production en commun, gemeinschaftlicher, opposé à kapitalistischer, est le communisme lui-même. Mais la falsification consiste à ne pas avoir rapporté ce qui vient tout de suite après :

" Mais les frais de la comptabilité se réduisent avec la concentration de la production et à mesure qu'elle se transforme en une comptabilité sociale." (p. 124)

Comment se développe, dans les formes successives, le " poids" social de la comptabilité ? Le sens de notre doctrine n'admet aucune équivoque. Dans l'économie de petite entreprise, ce poids est énorme car chaque entreprise doit avoir ses écritures comptables, et, pour cela, au moins un employé. Une grande maison capitaliste aura, mettons dix comptables, mais ils suffiront pour mille ouvriers. La concentration des entreprises, dit le texte, fait diminuer le poids de la comptabilité. S'il reste énorme dans le capitalisme industriel d'Etat, comme en Russie, c'est justement parce que, non seulement il ne s'agit pas d'une entreprise unique, mais que chaque entreprise a son budget et ses problèmes bancaires ( le texte stigmatise l'énorme coût des comptes bancaires dans le capitalisme, comme peuvent en juger les lecteurs ), mais surtout parce que les entreprises industrielles et l'Etat font tous leurs achats ( y compris celui de la force de travail ) et leurs ventes sous la forme mercantile avec enregistrement de la valeur en monnaie de toutes les marchandises.

La seule comptabilité nécessaire au communisme n'est plus une comptabilité en argent : voilà la diminution énorme de son coût social. Elle ne sera qu'une comptabilité physique de quantités de matières premières et auxiliaires et du nombre de travailleurs. En effet, dans l'économie communiste, si nous pouvons l'appeler économie - dans le troisième moment post-capitaliste - l'argent disparaît, et aucun chiffre n'indiquera plus sa quantité, il ne s'agira plus de mètres cubes, de tonnes, de kilowatts et d'autres grandeurs ou unités physiques. La comptabilité nécessaire au communisme ne sera pas monétaire mais physique.

Evidemment, son importance est plus grande qu'avant; mais son encombrement bureaucratique et ses effets néfastes, liés au mercantilisme, auront disparu.

Mort de la monnaie.

Marx traite ici d'un phénomène accessoire : le capital circulant lui aussi - en s'altérant quelle qu'en soit la forme - détermine d'autres pertes économiques, mais dans ce passage il n'y a pas de confrontation avec le 3ème moment. On la trouve cependant sans aucune difficulté ultérieurement, et, entre autres, dans un passage du Chapitre XVI de la 2° Section du Livre II. Ici, il n'y aura pas besoin de commentaires.

" Supposons qu'au lieu d'être capitaliste la société soit communiste : tout d'abord, le capital-argent disparaît, et avec lui les déguisements des transactions qui s'imposent grâce à lui." (Ibid. p. 292.)

Point n'est besoin de donner d'autres citations pour détruire la grossière erreur du " savant " soviétique. Ici Marx a parlé sans ambiguïté, épargnant la fatigue de soulever le voile de vers étranges.

0 0  
0

Tout ce qui précède a paru dans " il programma comunista " n° 12 -1960. La troisième partie du compte-rendu de la réunion de Florence se termine dans le numéro 13 du même journal. Une grande partie de son contenu a déjà été publiée soit en traduction, soit intégrée dans le corps d'un travail. Ainsi, dans le premier cas, le lecteur peut se reporter à Invariance n°3, p.111-115, pour la question de l'importance de l'étude de la circulation, vue sous l'angle de la détermination de l'importance du gaspillage dans la société capitaliste; **dans** le second cas, on peut se reporter à Invariance n°2, p.43-46. pour ce qui concerne la question du capital fixe et du capital circulant.

Dans ce même numéro du journal, on trouve de plus l'affirmation - maintes fois répétée en d'autres textes - " la révolution communiste ne consiste pas à enlever l'entreprise au patron ( le gaspillage le plus grand serait alors conservé ) mais dans la destruction du système des entreprises de production, destruction qui s'identifie à celle de l'économie mercantile."

Le texte se termine par une dernière illustration des " trois moments " et surtout par une mise en évidence du troisième : la description de la société communiste, avec une citation du " Capital " Livre II, T. 4. p. 292., chapitre " La rotation du capital variable, que nous avons déjà faite et commentée in Invariance n°2, page 170.

0 0  
0

## MARXISME et MISERE

H i e r

Les rapports d'échange de la monnaie des divers Etats sont restés stables pendant la période "idyllique" du capitalisme. Dans la même période on prétendit qu'était fautive la vision "catastrophique" de Marx sur la croissance de la misère, les crises galopantes et l'écroulement révolutionnaire du système économique bourgeois, et on voulut y substituer une conception évolutionniste de lente transformation de la structure économique, avec des réformes progressives, tendant à améliorer le niveau de vie des masses.

Quelques jeux en Bourse étaient alors possibles sur les devises des Etats insuffisamment bourgeois du proche et lointain Orient, les titres de rente turque et autres semblables imbroglios: l'histoire de l'économie capitaliste n'a jamais manqué de "scandales" de grand style. Ainsi donc, c'était une chose aussi certaine que la divine trinité, que la sterling valait 5 dollars, et le dollar 5 francs ou livres dans la zone latine. Bien qu'infestée de féodalisme, au dire des sages, l'Italie heureuse des premières années de Victor le Victorieux avait sa lire papier, cotée certains jours 99,5, 99,0 et parfois 98 et fractions, c'est-à-dire que pour une lire-papier on avait plus d'une lire-or, un gramme d'or valait alors moins de 3,6 livres, de même les titres d'Etat valaient parfois plus que les 100 livres nominales.

La guerre de 1914, qui eut également l'aspect d'un bouleversement monétaire détermina le renversement des visions évolutionnistes et pacifistes. Dans les pays vaincus, la valeur de la monnaie descendit d'une façon — dans ce cas d'accord — progressive. L'Italie, pays vainqueur, dut se contenter de voir descendre la lire-papier de 1/5 à 1/19 de dollar, et de 1/25 à 1/90 de sterling; d'un peu plus d'une lire-or à moins de 1/5. Sans continuer à citer des chiffres, rappelons que la sterling et le dollar, eux aussi, subirent une secousse, l'une par rapport à l'autre, et tous deux par rapport à l'or.

On tenta de passer des stupidités réformistes à l'action révolutionnaire, mais en Italie tout se termina par la stabilisation du pouvoir et de la monnaie bourgeoises.

Dans les pays vaincus, on eut, au contraire, la tragédie de l'inflation: marks, florins et roubles descendirent au millième ou au millionième de leur valeur initiale; à Vienne et à Berlin, on faisait le marché avec une valise pleine de banknotes, et à Moscou on faisait des calembours sur million et citron, mots qui en russe se disent à la latine. Par ailleurs, on ne se laissait aller à aucune équivoque sur les rafistolages réformistes et la révolution, et les aristocrates, les capitalistes et les chefs politiques populaires et progressistes en sûrent quelque chose. Vienne, Budapest, Munich et Berlin étaient davantage à portée de mains des pouvoirs capitalistes à la monnaie réévaluée, les chefs progressistes locaux étaient plus directement commandés et aidés par l'engrenage international d'après-guerre, institué sous les auspices du dollar pour l'alliance de ces nations et l'auto-détermination des peuples si bien que les insurrections du prolétariat, pour jeter bas l'édifice du pouvoir politique comme

l'était à ce moment la monnaie bourgeoise, purent être noyées démocratiquement dans le sang.

Contre le prolétariat vainqueur en Russie, il restait seulement l'attaque militaire directe, repoussée dans les années glorieuses de la révolution. La direction centrale bourgeoise, établie, dans sa première édition, à Genève, ne développait la défense de l'ordre capitaliste international que sur le plan diplomatique, politique et militaire, mais ne répliquait pas encore par une planification générale des forces économiques. La Russie de Lénine, non vaincue par la force, restée sur le siège étroit et glacé de l'économie mercantile et monétaire, glissa inévitablement dans la voie du commerce privé interne, de la production pour le marché, de la coexistence avec les économies capitalistes: elle se donna une monnaie stable et la cota au change mondial. Inexorablement, elle régressa et dégénéra de la révolution au progressisme.

Est-ce que notre vision "catastrophique" marxiste, caricaturée par nos adversaires, avait eu raison ou tort? Plusieurs décennies sont passées. Il n'est certes personne qui puisse les définir comme pacifiques et idylliques, mais le monstre capitaliste demeure sur pied.

Dans la polémique sur le bouleversement monétaire d'aujourd'hui, dont la présentation tapageuse fait partie de l'indécente contredanse des propagandes mondiales, oppoésés et pourtant complices, un de ces nombreux bourgeois qui, sottément, font le jeu des gros bras d'opérette du stalinisme, le libéral Guido Cortese, cite une lettre de Marx à Engels de 1855. Il nous plairait de la retraduire, même sans avoir sous les yeux le texte authentique, dans le langage original de notre école, mais laissons les choses comme elles sont: "Je reçois justement ta lettre sur les plaisantes perspectives dans la crise des affaires. (...) Les choses vont formidablement bien. En France, il y aura un krach formidable (...) (Les points de suspension sont toujours du courtois traducteur). Il me semble que les grandes mésaventures de Crimée font déborder le vase. La crise américaine dont nous avons prévu l'éclatement est magnifique, ses répercussions sur l'industrie française ont été immédiates. La misère a déjà frappé le prolétariat. Pour le moment, il n'y a pourtant pas de symptômes révolutionnaires: la longue période de prospérité ayant terriblement démoralisé les masses. Jusqu'à présent, les chômeurs que l'on rencontre dans les rues mendient. Les agressions augmentent, mais à un rythme trop lent" (1).

Les exorcismes de la feuille libérale pour ce qu'elle prend pour des perspectives barbares et qu'elle assimile — sans comprendre qu'en fait de polémique elle est au-dessous de tout — à ce qu'agite "l'Unità" et dont rêveraient toujours les marxistes, ne nous intéresse pas le moins du monde.

En effet, la lutte de Marx n'est pas dirigée contre la misère et ne vise pas à la richesse du travailleur, ce qui ne s'effectuerait que par le vol de grand chemin contre les bourgeois ventrus. La misère de l'ouvrier n'est pas le bas niveau du salaire et le haut niveau du coût des produits qu'il consomme. La victoire du capitaliste dans la lutte de classe n'est pas la réduction, le recul du niveau réel du salaire qui, indiscutablement, s'élève en général dans l'histoire d'une période progressive, pacifique et guerrière impérialiste à l'autre. Dans notre dictionnaire économique marxiste, misère ne signifie pas basse rémunération du temps de travail. On comprend que, s'il monopolise des forces productives telles qu'il peut avoir le même produit avec dix fois moins d'ouvriers, le capitalisme peut, d'un coeur léger, se vanter d'avoir élevé les salaires. La plus-value relative et absolue s'est énormément accrue et l'accumulation de la masse de plus-values

(1) Il semble en fait que ce soient les passages de trois lettres d'Engels du 20.10.1857, 29.10.1857 et 17.12.1857.

croît également; mais chaque chose à sa place. Misère signifie au contraire "aucune disposition de réserves économique destinées à la consommation en cas de besoin".

La diffusion "progressive" de ces conditions parmi les populations est la caractéristique historique fondamentale de l'époque capitaliste. A l'époque pré-bourgeoise, l'artisan et le paysan — et même le serf de la glèbe — n'étaient pas réduits au paupérisme. Ceci est vrai même de ceux dont le niveau de vie était le plus bas et, a fortiori, des membres de la classe moyenne, petits propriétaires, commerçants, fonctionnaires, etc. L'épargne n'avait pas été inventée, il était alors moins facile de les mettre à sec. Une bonne partie de la monnaie était encore en or et en argent.

Avec son accumulation primitive, le capitalisme vide les bourses, les maisons, les champs, les boutiques de tous ces gens et, en fait des paupers, des miséreux, des sans-réserves, des non-possédants dont le nombre va croissant. Il les réduit à être, au sens de Marx, des "esclaves salariés". La misère croît et la richesse se concentre, parce qu'il y a augmentation démesurée du nombre absolu et relatif des prolétaires qui ne détiennent rien et doivent manger tous les jours ce que tous les jours ils ont gagné. Rien n'est changé au phénomène économique si quelque jour le salaire de quelques-uns d'entre eux, dans certains métiers, dans certains pays, leur permet le bordel et le cinéma et bonheur suprême, la souscription à "l'Unità".

Le prolétariat n'est pas plus misérable si le salaire baisse, comme il n'est pas plus riche si celui-ci augmente et les prix descendent. Il n'est pas plus riche quand il travaille que lorsqu'il est chômeur.

Quiconque est tombé dans la classe salariée est misérable d'une façon absolue. (Ceci n'exclut pas le cas particulier de quelqu'un qui peut en sortir, spécialement si la guerre et les invasions lui donnent le bonheur de devenir "cireur de chaussures" ou maquereau). Il n'y a pas de relativisme et de progressisme/<sup>qui</sup> tiennent. Qui a lu la première page de Marx et n'a pas compris cela peut se supprimer sans dommage pour la société. Le régime du salariat est celui où le travailleur n'accumule pas et où le non-travailleur accumule. Ce n'est pas par hasard que le "Manifeste" dit, en décrivant la crise: le salaire devient de plus en plus incertain, et plus précaire la condition de vie de l'ouvrier. Salaire incertain, mais non bas; condition précaire mais non modeste. Le libéralisme à la Cortese et les réformes de structures de la direction du P.C. Italien peuvent aisément remédier à la seconde version de la misère (si toutefois nous étions dans un pays moins crétinisé). A la première version, à la misère marxiste, misère incertitude, précarité, s'oppose une seule chose, la Révolution. Le capitalisme ne peut vivre, croître, sans exproprier les petits possédants et augmenter le nombre des prolétaires, cette grande armée qui ne peut vaincre en faisant reculer pas à pas l'ennemi, mais peut espérer, en un seul coup, l'anéantir sur place. (1).

### A u j o u r d' h u i

Entre les deux guerres, la bourgeoisie qui "ne peut exister sans révolutionner continuellement les modes et les rapports de production et tout l'ensemble des rapports sociaux" a — elle d'accord — progressé. Elle a même étudié et appris. A l'échelle nationale, les cours de ses professeurs Mussolini et Hitler (dont les cours n'ont pas retiré la qualité de précurseur) lui ont appris irrévocablement que le

(1) En français dans le texte

pouvoir étatique à son service n'est pas seulement un appareil de police et un instrument politique de domination et de corruption des chefs prolétariens, dans les parlements et dans les hiérarchies, mais une machine de régulation économique de la production, de la distribution et, last but not least, de l'instrument monétaire.

La nouvelle Direction capitaliste mondiale est donc beaucoup plus prévoyante qu'à Versailles ou qu'à Genève, avec des accoucheurs moins niais que Wilson, grave et pesant. Les commandements du nouveau testament bourgeois sont nombreux et graves, et parmi eux: Tu ne cesseras pas d'occuper militairement le pays vaincu; tu fusilleras tes collègues de gouvernement coupables d'avoir perdu la guerre et tu ne laisseras pas le désordre à la discrétion de leurs sujets; tu ne laisseras pas s'effondrer les monnaies des pays d'occupation, mais les duperas encore plus en mettant en circulation de la monnaie-papier imprimée par toi à ton gré; tu ne laisseras pas aller à la dérive la monnaie de tes alliés mineurs, mais tu en contrôleras le change...

Avec ces principes et quelques autres, la nouvelle direction, qu'elle soit l'O.N.U., la C.E.C.A. ou l'U.E.P. fonctionne comme une compagnie d'assurance suprême contre le péril de la Révolution et, à cette fin, cherche à planifier partout les indices de production, de consommation, de salaires et de profit.

Les effrayantes inflations du premier après-guerre mirent à nu la "précarité" économique, dénoncée par le marxisme dans l'économie capitaliste des temps stables, et donnèrent la sensation de cette précarité aux couches moyennes qui, d'une fausse illusion de confort, furent précipitées dans le dénûment.

Les faits que les progressistes d'aujourd'hui veulent conjurer avec les requêtes exposées dans la motion du P.C.I. avec une plus grande lucidité que dans les professions de foi des Cripps et des Marshall, se sont vérifiés point par point: bas prix de la monnaie, sinon le pays est ruiné par le dumping monétaire (c'est-à-dire les industriels qui produisent pour l'exportation retirent trop peu de lires de la vente de leurs produits à l'étranger et il leur reste une trop faible marge de profit; dévaluons donc la lire, et une automobile, si elle est vendue 1 000 dollars rapportera, pour le même coût de production, 700 000 lires au lieu de 600 000; mais le prix de la monnaie doit officiellement rester stable, ainsi les prix ne montent pas trop et la spoliation des couches moyennes est freinée; politique de productivité et d'épargne, politique nationale — que diable! — donc, parce que l'inflation illimitée provoquerait le bouleversement général. Et, par conséquent, un programme d'investissements (ah, voilà qui est bien!) et de "réformes de structures" (1).

On évite ainsi que quelque petit-bourgeois versatile tourne le dos au parti stalinien en apprenant qu'il existe une Atomgrad en Russie. Mais c'est tout autre chose que de donner à entendre que Togliatti prépare un tremblement de terre en Italie!

Comme la marche sur Rome a été une parodie de la Révolution, le bouleversement actuel dû à la dévaluation de la livre-sterling est une étape habile de stabilisation; ce n'est pas le signe de la catastrophe du capitalisme anglais, solidement amarré grâce au pouvoir social-travailleiste. C'est une farce de bouleversement, car il est étudié, planifié et préparé depuis longtemps pour instaurer un étalon monétaire unique, fixe et stable dans le monde entier, en tant que premier rempart de la contre-révolution; il n'y manque qu'une conversion entre le dollar et le rouble.

(1) Cf. "Faire investir les gueux", au sujet des investissements, in Battaglia Comunista n° 6 1950

Ce bouleversement, digne de celui de nos vaillantes chemises noires, est réalisé par ces extrémistes que sont les détenteurs de comptes-bancaires en livres-sterlings!

Attendez vous à voir danser vos sismographes économiques lorsque viendra le tremblement de terre provenant du sous-sol social constitué par ceux qui n'ont ni comptes en banque, ni sous. Vous passerez alors un quart d'heure plus mauvais qu'aujourd'hui où "les agressions augmentent, mais à un rythme trop lent". En effet, Marx n'est pas le roi-soliveau qui vous fait pleurnicher.

Battaglia Comunista, n° 37.1949

o

o o

Le fil du temps

## LUTTE de CLASSE et "OFFENSIVES PATRONALES"

H i e r

Les erreurs dans la pratique de la lutte prolétarienne et les ruineuses déviations de celle-ci, caractéristiques de l'époque de la première guerre mondiale comme de la seconde et de cet après-guerre, sont étroitement liées à l'embrouillement des points cardinaux de la méthode marxiste.

Marx avait coordonné la prévision de l'assaut révolutionnaire des travailleurs avec les lois économiques du développement capitaliste.

Ceux qui ont révisé le marxisme ont voulu trouver en défaut le système, forts qu'ils étaient du retard d'un siècle où serait notre révolution: en effet, sur la base des conditions nouvelles de liaison et de communication mondiales, Marx en avait prévu une marche plus rapide que celle de la révolution bourgeoise. Ils prétendent donc que ces lois sont fausses et que le devenir le plus récent du régime bourgeois a démenti la thèse centrale suivante: il y a toujours plus de richesse qui s'accumule à un pôle, et plus de misère à l'autre.

Et de citer, depuis cinquante ans, les statistiques de l'augmentation du taux des salaires, de l'augmentation du taux de la variété des produits consommés par l'ouvrier de l'industrie, les résultats de l'énorme machinerie des réformes sociales qui tendent à réagir contre la chute dans la faim absolue des travailleurs chassés du cycle de l'activité salariée, par infortune, maladie, vieillesse ou chômage

Et d'un autre côté, on prétend que l'extension des fonctions de la machine centrale de l'Etat, sa prétention à contrôler les abus et les excès de la spéculation capitaliste, la distribution à tous des bénéfices et des services sociaux et collectifs équivalent à remplacer les exigences socialistes.

Dans la vision révisionniste, tout cela tend à montrer la possibilité "progressive" d'une distribution toujours meilleure du fruit de la production entre ceux qui y ont participé, en enlisant les puissantes aspirations socialistes dans les marais mouvants d'une campagne d'onctueuse philanthropie pour la sottise expression de "justice sociale" au bagage théorique et littéraire d'avant Marx mis en pièces par celui-ci.

Du poème arcadien, le capitalisme fut transporté dans les horreurs de la tragédie de la folle course des monopoles et de l'impérialisme, qui aboutit, en une première issue, à la guerre de 1914, et il est évident qu'aussi longtemps qu'il persiste, vit et croît, croissent et se répandent dans la même mesure la misère, les souffrances et les massacres, sur quoi se reflète un vigoureux retour des partis ouvriers sur les positions radicales et à la bataille qui a pour but la destruction et non l'amendement du système social bourgeois.

Après la nouvelle épreuve, théoriquement encore plus décisive, de la seconde guerre mondiale, les années qui nous attendent posent le grave problème d'une carence de réaction révolutionnaire des méthodes d'action prolétarienne dans le monde.

La loi générale de l'accumulation capitaliste est exposée par Marx dans le Livre I du "Capital", Chapitre XXV. Le premier paragraphe explique que le progrès de l'accumulation tend à faire croître le taux des salaires. La diffusion de la production capitaliste sur une grande échelle, comme elle a eu lieu dans l'exemple anglais entre le XVe et la moitié du XVIIIe siècle, et dans le monde entier au cours de la seconde moitié du siècle dernier, dans tout le monde moderne, fait que "les salaires suivent un mouvement ascensionnel" avec une demande d'un nombre plus grand de salariés. Travail en pure perte que de vouloir démentir Marx avec le fait que les salaires des esclaves du capital n'ont pas baissés! En effet, aussitôt après les mots reportés, Marx écrit: "Les conditions plus ou moins favorables dans lesquelles se reproduit et se multiplie la classe ouvrière ne changent rien au caractère fondamental de la production capitaliste" (Tome 3, p.55).

Et ce caractère fondamental, la loi générale dont il s'agit, n'est pas déterminé par Marx au travers du seul rapport ouvrier-patron, mais du rapport des deux classes. La composition de celles-ci varie continuellement. Dans la classe bourgeoise, la richesse accumulée se concentre en se répartissant en un nombre de mains toujours moindres et surtout en un nombre toujours moindre de grandes entreprises. Le point d'arrivée de cette perspective est clairement exprimé: "Dans une branche de production particulière, la centralisation n'aurait atteint son extrême limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un seul capital individuel". (ibid.p.68) Engels ajoute en note qu'en 1890 cette prévision de 1874 était vérifiée par les "plus récents trusts américains et anglais". Kautsky, le marxiste radical d'alors, répète vingt ans après que le phénomène s'était répandu dans tout le monde capitaliste. Lénine en développe en 1915 la théorie complète de l'impérialisme. L'école marxiste a les matériaux pour compléter le texte classique avec ces mots: "... ou aussi de l'Etat capitaliste nationalisateur, qu'il ait à sa tête des Hitler, des Attlee ou des Staline".

De l'autre côté de la tranchée sociale, Marx suit, dans cette analyse centrale, comme dans toute son oeuvre, non l'oscillation de la

marchandise, mais la composition de la population non-possédante et sa répartition variable en armée industrielle de réserve. Et il construit sa loi générale en ce sens que, avec la diffusion et l'accumulation du capitalisme, quoiqu'il advienne du taux de rémunération des salariés temporairement occupés dans les entreprises, le nombre absolu et relatif de tous ceux qui restent en réserve augmente, et ceux-ci n'ont même pas les produits de leur propre travail.

Dans la quatrième partie du même chapitre, il parvient à l'énonciation de la loi, connue sous le nom de loi de la misère croissante: "Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel". (p.87). Misère et paupérisme sont, pour l'économiste philistin, le fait de ne pas avoir à manger. Selon le moine catholique cité par Marx (cf.p.89), la charité y pourvoit, selon les conquistadors modernes d'Amérique, c'est l'UNRRA. La misère pour Marx est celle qui fait que, par l' "expansion et la contraction" incessante de l'entreprise bourgeoise, le Lazare prolétaire entre et ressuscite de la tombe du manque quotidien de moyens, et cette misère croît parce qu'augmente démesurément le nombre de ceux qui se trouvent enfermés dans les barrières de cette alternative: se crever au travail pour le Capital ou crever de faim.

L'argument essentiel des révisionnistes de Marx était que celui-ci aurait commencé en cette matière, à réviser le Marx de 1848 en écrivant "Le Capital". La preuve qu'ils n'ont jamais rien compris, c'est que dans le "Capital", Marx tient dans ce passage, à citer son ouvrage, antérieur au "Manifeste" lui-même: la "Misère de la Philosophie" écrite contre la "Philosophie de la Misère" de Proudhon de 1847. Il note après la phrase "Ce caractère antagoniste de la production capitaliste" (p.88): "Ces rapports ne produisent la richesse bourgeoise, c'est-à-dire la richesse de la classe bourgeoise, qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat sans cesse croissant". (p.88).

Ceci est un point central du marxisme, et même le plus central, et il est plus que jamais sur pied dans le cours historique 1847-1874-1945

Le prolétaire c'est le miséreux, c'est-à-dire le sans propriété, le sans réserve et non pas le mal payé. La phrase est formulée dans un texte de l'année 1854 de Marx, qui dit que plus un pays a de prolétaires et plus il est riche: Marx définit le prolétaire comme suit: le salarié qui produit le capital et le valorise, et que le capital jette sur le pavé sitôt qu'il devient superflu aux exigences de "Monsieur Capital". Avec son sens aigu, Marx raille un auteur qui parle du "prolétaire de la forêt vierge". En fait, l'habitant de celle-ci n'est ni un propriétaire, ni un prolétaire, "parce que s'il l'était, cela signifierait qu'au lieu que ce soit lui qui se serve de la forêt, ce serait celle-ci qui se servirait de lui".

Le lieu de la pire barbarie est cette forêt moderne qui se sert de nous, cette forêt de cheminées et de baïonnettes, de machines et d'armes, d'étranges bêtes inanimées qui se nourrissent de chair humaine.

#### A u j o u r d' h u i

La situation de tous les sans réserve, réduits à un tel état parce que, dialectiquement, ils sont eux-mêmes une réserve, a été terriblement aggravée par l'expérience de la guerre. Le caractère héréditaire de l'appartenance aux classes économiques implique qu'être sans résér-

ve est chose encore plus grave que d'être sans vie. Après le passage des flammes de la guerre, après les tapis de bombardements, les membres de la classe ouvrière, pas moins que lors de tout autre désastre, perdent non seulement, selon les plus grandes probabilités, leur occupation du moment, mais voient se détruire même cette minime réserve de propriété mobilière que constituent dans chaque logement les pièces de ménage rudimentaires. Les titres de possession survivent en partie à toute destruction matérielle, parce qu'ils sont des droits sociaux sanctionnés par l'exploitation d'autrui. Et pour écrire encore en lettres de feu la loi marxiste de l'antagonisme, il y a l'autre constatation (à la portée de tous) que l'industrie de la guerre et de la destruction est celle qui amène les plus grands profits et les plus grandes concentrations de richesses en des mains peu nombreuses. D'autres, qui ne le cèdent en rien, c'est l'industrie de la reconstruction et la forêt des affaires et des plans Marshall et ERP dont les grands Chacals sont les dignes Administrateurs suprêmes.

Les guerres ont donc jeté, sans possibilité d'équivoque, d'autres millions et millions d'hommes dans les rangs de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Elles ont donné au révisionnisme le knock-out. La parole du marxisme radical devait résonner d'une manière terrible: les prolétaires, dans la révolution communiste, n'ont rien à perdre que leurs chaînes.

La classe révolutionnaire est celle qui n'a rien à défendre et ne peut plus croire aux conquêtes avec lesquelles on la trompe dans les époques d'inter-guerres.

Tout fut compromis par l'infâme théorie de l' "offensive bourgeoise"

La guerre devait donner lieu à l'initiative et à l'offensive de ceux qui n'ont rien contre la classe qui a et qui domine tout. Au contraire, elle fut frauduleusement présentée comme tremplin pour des actions de la classe dominante en vue de retirer au prolétariat des avantages inexistantes et des conquêtes dépassées.

La praxis du parti révolutionnaire fut troquée pour une praxis de défense, de protection et de revendication de "garanties" économiques et politiques que l'on prétendit avoir été acquises à la classe prolétarienne là où elles étaient précisément des garanties et des conquêtes bourgeoises.

Le "Manifeste" avait gravé ce point central, non seulement dans sa phrase finale, résultat d'une analyse de tout le complexe social que des années de luttes et d'expériences avaient développé, mais aussi dans une autre de celles que Lénine définissait comme passages oubliés du marxisme.

"Les prolétaires ne peuvent conquérir les forces productives de la société qu'en abolissant le mode d'appropriation, et avec celui-ci tous les modes d'appropriation en usage jusqu'alors. Les prolétaires n'ont rien de propre à assurer: ils doivent même détruire la sécurité et la garantie privée existant jusqu'ici". (Ed. Soc. 1962, p. 34).

Pour l'Italie, ce fut la fin pour le mouvement révolutionnaire quand — sur l'ordre de Zinoviev encore vivant —, qui paya très cher cette bévue sans remède, on jeta toutes les forces dans la défense des "garanties" telles que la liberté parlementaire et le respect de la Constitution.

Le caractère de l'action des communistes est l'initiative, et non la réplique aux soi-disant provocations. L'offensive de classe, non la défensive. La destruction des garanties, non leur préservation. Dans le grand sens historique, c'est la classe révolutionnaire qui menace,

c'est elle qui provoque; et c'est à cela que doit la préparer le Parti Communiste, et non au rebouchage, ici et là, de prétendues fuites dans le rafiote de l'ordre bourgeois, qui doit, au contraire, couler à pic.

Le problème du retour des ouvriers de tous les pays sur la ligne de la lutte de classe dépend du fait de retrouver la liaison entre la critique du capitalisme et les méthodes de la lutte révolutionnaire.

Aussi longtemps que l'expérience des erreurs désastreuses du passé n'aura pas été utilisée, la classe ouvrière n'échappera pas à la haïssable protection de ceux qui se vantent de la sauver des prétendues menaces et provocations qui pourraient surgir demain et qu'ils présentent comme intolérables. Il y a au moins un siècle que le prolétariat a devant et au-dessus de lui ce qu'il ne peut tolérer et qui, avec le temps qui passe, deviendra, selon la loi de Marx, de plus en plus intolérable.

Battaglia Comunista n° 39,  
1949.

## P r é c i s i o n s

s u r

MARXISME ET MISERE,

e t

LUTTE DE CLASSE ET "OFFENSIVES PATRONALES".

---

Le passage de Marx sur la loi générale de l'accumulation, cité dans les deux articles précédents doit être donné dans une traduction fidèle à l'original allemand.

"Plus la richesse sociale est grande — le capital en fonction, la grandeur et l'énergie de sa croissance donc, aussi, le nombre absolu des prolétaires (die absolute Grösse des Proletariats) et la force productive de leur travail — plus l'armée industrielle de réserve augmente. Les mêmes causes développent la force de travail disponible et la force d'expansion du capital. La grandeur proportionnelle de l'armée industrielle de réserve croît donc avec la puissante (Potenz) de la richesse. Plus cette armée de réserve grossit par rapport à l'armée active du travail, plus la surpopulation consolidée (Konsolidierte) s'accroît dont la misère est en rapport inverse (im umgekehrten Verhältnis) à son tourment de travail (Arbeitsqual). Plus s'accroît enfin cette couche de Lazares de la classe ouvrière et de l'armée industrielle de réserve, plus est grand le paupérisme officiel. Voilà la loi absolue, générale de l'accumulation capitaliste." (Werke, tome 23, pp. 673-674).

Et Marx d'ajouter: "L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances multiples, dont l'analyse n'est pas nécessaire (gehört) ici". (Ibid.p.674). Il faut donc se reporter pour cette analyse détaillée aux livres II, III et IV incomplets de l'oeuvre de Marx, qui ont donné lieu, au sujet de l'accumulation, aux grandes controverses de Hilferding, Kautsky, Luxembour, Boukharine, etc.

Il ne faut pas confondre l'application d'une loi simple au champ plus complexe des phénomènes réels, (application habituelle dans la science et dans l'étude des modifications de ses effets), avec l'abandon ou la modification de la loi générale. Ainsi, par exemple, les lois de Képler et de Newton sur le mouvement des planètes ne sont pas contredites par les calculs des diverses perturbations mutuelles des orbites dans le système solaire, où les planètes sont nombreuses et, dans le cas donné, il ne faut pas négliger l'effet de l'attraction entre deux planètes, ainsi qu'entre toutes les planètes et la masse dominante du soleil.

De même que l'astre central et une planète ne seront jamais seuls, la classe capitaliste et la classe ouvrière industrielle ne seront jamais seules dans la société réelle.

Ainsi, dans le même Chapitre, Marx met en relation l'existence des classes rurales et les effets du rapport étudié avec la diffusion du capitalisme et la composition de la classe ouvrière.

En tout cas, il est important de souligner que jamais Marx n'a étudié un milieu où il n'y avait que capitalistes et salariés. Ce milieu est absurde: il a été étudié et supposé vainement par Proudhon et ensuite par les syndicalistes de tout genre ainsi que les théoriciens des organisations d'entreprise les plus récents. Etant toujours encore valide, la première et la plus simple des lois du marxisme considère les éléments suivants: la classe capitaliste; les travailleurs salariés et employés; les travailleurs non employés, mais qui ne peuvent pas sortir de la classe prolétaire.

Avec son style d'une rigueur parfaite, Marx expose tout le jeu des quantités qu'il étudie, en étant convaincu de rendre la théorie plus accessible aux ouvriers que s'il avait adopté un appareil mathématique.

Rosa Luxembourg discute avec des déductions numériques sur la répartition de la production entre capitalistes et ouvriers. Boukharine adopte la formulation algébrique. Pour l'heure, la question n'est pas là: elle sera étudiée ailleurs. Nous faisons ici la modeste observation le calcul doit tenir compte de la surpopulation relative, qui reste prolétaire, vit et consomme donc des produits qui sont comptabilisés et issus de formes inférieures et anormales du travail, de ventes de moyens de subsistance achetés au moment où les chômeurs travaillaient encore; de la solidarité des autres sans-réserves, enfin des mesures tout aussi pouilleuses que la charité des bien-lotis et du réformisme légalitaire. Ce qui paie reste toujours le travail de la minorité ouvrière occupée, au travers du système complexe de l'économie moderne de caractère privé, associé et public.

D'ailleurs, le "Manifeste" avait déjà dit qu'un des signes annonciateur de la disparition de la bourgeoisie est qu'elle "est forcée de le laisser descendre à une condition où elle doit le nourrir au lieu d'être nourrie par lui". Ce sont les différentes institutions répugnantes des Fonds de chômage qui montrent que "La chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables". (pp.79-80 des Editions Costes, 1953).

Reprenons la description des couches de la population ouvrière que Marx lie à sa loi générale, après qu'il se soit demandé: quel est l'effet produit par le mouvement de l'accumulation capitaliste sur le sort de la classe salariée?

L'essentiel de cet exposé est simple.

L'accroissement du capital social ou accumulation (à part la diminution du nombre des capitalistes et des entreprises et l'augmentation rapide du poids économique de chacune d'entre elle: concentration, centralisation dont il est question au début du Chapitre XXV) détermine, en général, avec le progrès technique, une moindre proportion de capital-salaire par rapport au capital total.

Donc, en général, la masse du capital-salaire continue à augmenter.

Dans une phase ascendante, d'expansion, de prospérité, il y a: augmentation du nombre des salariés occupés dans l'industrie; augmentation également du taux des salaires; augmentation aussi de la productivité du travail.

Dans une phase descendante, de contraction, de crise, il y a: augmentation, mais trop lente, ou stagnation du capital-salaire total; le nombre des prolétaires continue à augmenter; diminution du nombre des prolétaires qui travaillent; formation et élargissement de l'excédent relatif de la population ouvrière ou armée de réserve.

Marx divise donc toute la population ouvrière, la classe prolétarienne, entre les couches suivantes:

- 1/- Armée industrielle active, les ouvriers occupés.
- 2/- Surpopulation fluctuante, ouvriers qui entrent et sortent des usines selon l'évolution de la technique et la division du travail différente qui se développe.
- 3/- Surpopulation latente, ou ouvriers industriels qui arrivent de la campagne lorsqu'il le faut et ne peuvent vivre que difficilement dans les marges de l'économie agraire.
- 4/- Surpopulation stagnante, rarement nécessaire à la grande industrie, travailleurs à domicile, ouvriers des activités marginales dont les salaires sont très bas ...
- 5/- Paupérisme officiel: a) chômeurs chroniques, bien qu'aptés au travail; b) orphelins, ou fils de pauvres, invalides ou inaptes au travail, veuves ...
- 6/- En dehors de la classe ouvrière, et dans ce qu'on appelle le "lumpenprolétariat": délinquants, prostituées, ainsi que ceux qui vivent d'expédients de toutes sortes.

Lorsque le capitalisme est né et se développe, toute cette masse, à cause du procès expropriateur de l'accumulation primitive, perd toute possibilité de vivre, sinon en salariée. Mais il n'y a qu'une minorité qui a la chance de percevoir le salaire: le reste vit comme il peut. Les lois de la population des économistes bourgeois sont illusoire, la réalité, c'est que les diverses couches qui fluctuent vivent d'autant plus mal qu'elles ne travaillent pas, à l'instar de "certaines espèces faibles et continuellement persécutées.

Après ce rappel fondamental, prémisse aux analyses ultérieures sur l'accumulation, le passage de Marx sur la loi absolue est clair.

Il est clair que l'antagonisme découvert par Marx ne se situe pas dans l'entreprise bourgeoise et n'est pas l'antagonisme entre la mar-

chandise que représente l'ouvrier et la part élevée dévolue au patron. C'est l'antagonisme dans le domaine de la société, entre les classes, entre la classe bourgeoise qui se contracte, et la classe prolétaire qui se dilate.

Dans le calcul de la répartition de la plus-value entre la consommation personnelle du patron, les investissements nouveaux pour les installations fixes et les matières premières, les nouveaux salaires, il faut faire attention à ceci: ne pas diviser la masse des salaires par le nombre des ouvriers occupés, mais par le nombre total des prolétaires.

Dans le premier cas, on voit le salaire monter en même temps que les louanges adressées au capitalisme civilisé et progressif.

Dans le second cas, on voit augmenter la faim et la misère de la surpopulation et gonfler l'antagonisme de Marx, prémisse de la révolution sociale.

La loi est absolument claire. Accumulation plus grande, bourgeois moins nombreux. Plus d'accumulation, plus nombreux sont les ouvriers et plus nombreux encore les prolétaires à demi occupés et en chômage; le poids mort de la population surnuméraire, sans réserve, augmente. Plus d'accumulation, plus de richesse bourgeoise et plus de misère prolétarienne.

Le faux marxisme se résume dans la thèse suivante: le travailleur peut conquérir des positions avantageuses: a) dans l'Etat politique au moyen de la démocratie libérale; b) dans l'entreprise économique avec des augmentations de salaire et les revendications syndicales. Et tout cela parallèlement à l'augmentation de l'accumulation du capital. Le faux marxisme flirte avec cette doctrine: la production accrue est augmentation de richesse sociale à répartir entre "tous". C'est trahir complètement la loi fondamentale du marxisme.

De cet exposé découle, d'une part l'étude théorique et économique de l'accumulation la plus moderne, d'autre part une conclusion sur la stratégie de la lutte de classe.

Avec ces données historiques, nous sommes donc en mesure de démontrer ceci: au centre du faux marxisme et au sommet de la trahison, nous trouvons la théorie de l'offensive patronale bourgeoise et capitaliste affirmée soit dans le secteur de l'Etat ou de l'économie, soit dans la pratique des "blocs" et du "front unique": son odieux rejeton.

La fraction de gauche du Parti socialiste Italien est antiparlementaire pour des raisons qui ne regardent pas seulement l'Italie mais ont un caractère général.

S'agit-il d'une question de principe ? Certainement pas. En principe nous sommes tous antiparlementaires parce que nous répudions le parlementarisme comme moyen d'émancipation du prolétariat et comme forme politique de l'état prolétarien.

Les anarchistes sont antiparlementaires par principe, parce qu'ils se déclarent contre toute délégation de pouvoir d'un individu à un autre; le sont également les syndicalistes, adversaires de l'action politique du parti et concevant d'une façon toute différente le processus de l'émancipation prolétarienne. Quant à nous, notre antiparlementarisme se rattache à la critique marxiste de la démocratie bourgeoise. Je ne répéterai pas ici les arguments du communisme critique démasquant le mensonge bourgeois de l'égalité politique placé au-dessus de l'égalité économique et de la lutte de classe.

Cette conception part de l'idée d'un processus historique au cours duquel la lutte de classe se termine par la libération du prolétariat après une lutte violente, soutenue par la dictature prolétarienne. Exposée dans le manifeste des Communistes, elle a trouvé dans la révolution russe sa première réalisation historique. Une longue période s'est écoulée entre ces deux faits et le développement du monde capitaliste a été très complexe.

Le mouvement marxiste a dégénéré en mouvement social-démocrate et a créé un terrain d'action commun aux petits intérêts corporatifs de certains groupes ouvriers et à la démocratie bourgeoise.

Cette dégénérescence s'est manifestée simultanément dans les syndicats et dans les partis socialistes. On oublia presque complètement la tâche marxiste du parti de classe qui aurait dû parler au nom de la classe ouvrière dans son ensemble et la rappeler à sa tâche historique révolutionnaire; il se créa une idéologie tout-à-fait différente, qui écartait la violence et abandonnait la dictature du prolétariat pour lui substituer l'illusion d'une transformation sociale pacifique et démocratique. La révolution russe a confirmé d'une manière évidente la théorie marxiste démontrant la nécessité d'employer la méthode de la lutte violente et d'instituer la dictature du prolétariat. Mais les conditions historiques dans lesquelles la révolution prolétarienne se développera dans les pays démocratiques de l'Europe occidentale et de l'Amérique. La situation russe rappelle plutôt celle de l'Allemagne de 1849 parce qu'il s'y est déroulé deux révolutions, l'une après l'autre : la révolution démocratique et la révolution prolétarienne. L'expérience tactique de la révolution russe ne peut donc être appliquée intégralement à d'autres pays, dans lesquels la démocratie bourgeoise fonctionne depuis longtemps et où la crise révolutionnaire ne sera que le passage direct de ce régime politique à la dictature du prolétariat.

L'importance marxiste de la révolution russe est que sa phase finale (dissolution de l'Assemblée Constituante et prise du pouvoir par les Soviets) ne pouvait être comprise et défendue que sur les bases du marxisme et donnait vie au développement d'un nouveau mouvement international : celui de l'Internationale Communiste, qui rompait définitivement les ponts

+ la révolution s'est développée ne ressemblent pas aux conditions dans lesquelles

avec le social-démocratie, honteusement faillie durant la guerre. Pour l'Europe occidentale, le problème révolutionnaire impose avant tout la nécessité de sortir des limites de la démocratie bourgeoise, de démontrer que l'affirmation bourgeoise selon laquelle toute lutte politique doit se dérouler dans le cadre du mécanisme parlementaire est mensongère et que la lutte doit être portée sur un autre terrain, celui de l'action directe, révolutionnaire, pour la conquête du pouvoir. Il faut une nouvelle organisation technique du parti, c'est-à-dire une organisation historiquement nouvelle. Cette nouvelle organisation historique est réalisée par le Parti Communiste qui, comme le précisent les thèses du Comité Exécutif sur les tâches du Parti, est suscité par l'époque des luttes directes en vue de la dictature du prolétariat. (Thèse n° 4)

Maintenant, la première machine bourgeoise qu'il faut détruire avant de passer à l'édification économique du communisme, avant même de construire le nouveau mécanisme de l'Etat prolétarien qui doit remplacer l'appareil gouvernemental, c'est le parlement.

La démocratie bourgeoise agit parmi les masses comme un moyen de défense indirecte, alors que l'appareil exécutif de l'Etat est prêt à faire usage des moyens violents et directs dès que les premières tentatives pour attirer le prolétariat sur le terrain démocratique auront échoué. Il est donc d'une importance capitale de démasquer ce jeu de la bourgeoisie, de démontrer aux masses toute la duplicité du parlementarisme bourgeois. La pratique des partis socialistes traditionnels avait, déjà avant la guerre mondiale, déterminé une révision et une réaction antiparlementaire dans les rangs du prolétariat, la réaction syndicaliste anarchiste, qui nia toute valeur à l'action politique pour concentrer l'activité du prolétariat sur le terrain des organisations économiques, répandant la fausse idée qu'il ne peut exister d'action politique hors de l'activité électorale et parlementaire.

Contre cette illusion, pas moins que contre l'illusion social-démocrate, il est nécessaire de réagir; cette conception est bien éloignée de la vraie méthode révolutionnaire et mène le prolétariat sur une fausse voie au cours de sa lutte pour l'émancipation.

La plus grande clarté est indispensable dans la propagande : il faut donner aux masses des mots d'ordre simples et efficaces. En partant des principes marxistes nous proposons donc que l'agitation pour la dictature du prolétariat dans les pays où le régime démocratique est depuis longtemps développé, se base sur le boycottage des élections et des organes démocratiques bourgeois. La grande importance qu'on donne en pratique à l'action électorale comporte un double danger : d'une part, elle donne l'impression que telle est l'action essentielle; d'autre part, elle absorbe toutes les ressources du parti et accepte l'abandon presque complet de l'action de préparation dans les autres domaines du mouvement.

Les sociaux-démocrates ne sont pas les seuls à accorder une grande importance aux élections : les mêmes thèses proposées par le C.E. nous disent qu'il est utile de se servir dans les campagnes électorales de tous les moyens d'agitation (thèse n° 4). L'organisation du Parti qui exerce l'activité électorale revêt un caractère tout-à-fait particulier qui contraste violemment avec le caractère d'organisation répondant à la nécessité de l'action révolutionnaire légale et illégale.

Le Parti devient (reste) un engrenage de comités électoraux qui se charge seulement de la préparation et de la mobilisation des électeurs. Surtout lorsqu'il s'agit d'un vieux parti social-démocrate qui passe au mouvement communiste, c'est un grand danger que de poursuivre l'action par-

lementaire comme par le passé. Il y a de nombreux exemples de cette situation.

Pour ce qui concerne les thèses proposées et soutenues par les rapporteurs, je ferai observer qu'elles sont précédées d'une introduction historique avec la première partie de laquelle je concorde presque entièrement. Il est dit que la première Internationale se servait du parlement à des fins d'agitation, de propagande et de critique.

Plus tard, dans la seconde internationale, on vérifia l'action corruptrice du parlementarisme qui conduisait au réformisme et à la collaboration de classe. L'introduction en conclut qu'avec la troisième internationale on doit revenir à la tactique parlementaire de la première,

afin de détruire le parlementarisme de l'intérieur. Mais la troisième internationale, si elle accepte la même doctrine que la première, étant donné la grande différence des conditions historiques, doit se servir d'une toute autre tactique et ne pas participer à la démocratie bourgeoise.

Ainsi, dans les thèses qui suivent, il y a une première partie qui n'est pas du tout en contradiction avec les idées que je soutiens. C'est seulement lorsqu'on parle de l'utilisation de la campagne électorale et de la tribune parlementaire pour l'action des masses que commence la divergence.

Nous répudions le parlementarisme, non parce qu'il s'agit d'un moyen légal. On ne peut en proposer l'emploi au même titre que la presse, la liberté de réunion, etc. Ici, il s'agit de moyens d'action, là d'une institution bourgeoise qui doit être remplacée par les institutions prolétariennes des Conseils Ouvriers. Nous ne pensons pas du tout ne pas faire usage après la révolution de la presse, de la propagande, etc.; mais nous comptons briser l'appareil parlementaire et le remplacer par la dictature du prolétariat.

Nous ne soutenons pas plus l'argument habituel des "chefs". On ne peut pas se passer de chefs. Nous savons fort bien, et nous l'avons toujours dit aux anarchistes avant la guerre, qu'il n'est pas suffisant de renoncer au parlementarisme pour se passer de chefs. On aura toujours besoin de propagandistes, de journalistes, etc. Il faut à la révolution un parti centralisé qui dirige l'action prolétarienne et il est évident qu'à ce parti, il faut des leaders. Mais la fonction de ces chefs a une valeur tout-à-fait différente de la traditionnelle pratique social-démocrate. Le Parti dirige l'action prolétarienne en ce sens qu'il prend sur lui le travail dangereux et qui exige les plus grands sacrifices. Les chefs du Parti ne sont pas seulement les chefs de la révolution victorieuse. Ce seront eux qui, en cas de défaite tomberont les premiers sous les coups de l'ennemi. Leur situation est tout-à-fait différente de celle des chefs parlementaires qui prennent les places les plus avantageuses dans la société bourgeoise.

On nous dit : de la tribune parlementaire on peut faire de la propagande. Je répondrai à cela avec un argument tout à fait... infantile. Ce que l'on dit à la tribune parlementaire est répété par la presse. S'il s'agit de notre presse, alors il est inutile de passer par la tribune pour devoir ensuite imprimer ce que l'on a dit. Les exemples donnés par les rapporteurs ne touchent pas notre thèse. Liebknecht a agi au Reichstag à une époque où nous reconnaissons la possibilité de l'action parlementaire d'autant plus qu'il s'agissait non pas de sanctionner le parlementarisme, mais de se consacrer à la critique du pouvoir bourgeois. Si par ailleurs on mettait dans un plateau de la balance Liebknecht, Hoeglund et les autres cas peu nombreux d'action révolutionnaire au parlement, et dans l'autre toute la série de trahisons de la social-démocratie, le bilan serait

très défavorable au "parlementarisme révolutionnaire". La question des bolchévicks dans la Douma, dans le parlement de Kérénsky, dans l'Assemblée Constituante ne se passait pas du tout dans les conditions dans lesquelles nous posons l'abandon de la tactique parlementaire et je ne reviendrai pas ici sur la différence entre le développement de la révolution russe et le développement que présenteront les révolutions dans les autres pays bourgeois. Je n'accepte pas plus l'idée de la conquête électorale des institutions communales bourgeoises. Il y a là un problème très important qui ne doit pas être passé sous silence. Je pense profiter des campagnes électorales pour l'agitation et la propagande de la révolution Communiste, mais cette agitation sera d'autant plus efficace que nous sautonnons devant les masses le boycottage des élections bourgeoises.

Et maintenant deux mots sur les arguments présentés par Lénine dans la brochure sur le "Communisme de gauche". Je crois que l'on ne peut pas juger notre tactique antiparlementaire de la même manière que celle qui préconise la sortie des syndicats. Le syndicat, même lorsqu'il est corrompu, est toujours un centre ouvrier. Sortir du syndicat social-démocrate correspond à la conception de certains syndicalistes qui voudraient constituer des organes de lutte révolutionnaire de type non-politique, mais syndical. Du point de vue marxiste ceci est une erreur qui n'a rien de commun avec les arguments sur lesquels s'appuie notre anti-parlementarisme. Les thèses du rapporteur déclarent du reste que si la question parlementaire est secondaire pour le mouvement communiste, celle des syndicats ne l'est pas autant.

Je crois que de l'opposition à l'action parlementaire on ne doit pas déduire des jugements décisifs sur des camarades ou des Partis Communistes. Le camarade Lénine dans son intéressante étude expose la tactique communiste en défendant une action très souple correspondant fort bien à l'analyse attentive et rigoureuse du monde bourgeois, et propose d'appliquer à cette analyse dans les pays capitalistes les données de l'expérience de la révolution russe. Il soutient aussi la nécessité de tenir compte au plus haut degré des différences entre les divers pays. Je ne discuterai pas ici cette méthode. Je ferai seulement observer qu'un mouvement marxiste dans les pays démocratiques occidentaux exige une tactique beaucoup plus directe que celle qui a été nécessaire à la révolution russe.

Le camarade Lénine nous accuse de vouloir écarter le problème de l'action communiste au parlement parce que la solution apparaît trop difficile et de préconiser la tactique antiparlementariste parce qu'elle implique un effort moindre. Nous sommes parfaitement convaincus qu'après avoir résolu comme on nous le propose le problème de l'action parlementaire, les autres problèmes, beaucoup plus importants nous resteront sur les bras et leur solution ne sera pas aussi facile, mais c'est justement pour cette raison que nous pensons porter la plus grande part des efforts du Parti Communiste sur un terrain d'action bien plus important que celui du parlement. Et cela non parce que les difficultés nous épouvantent. Nous observons seulement que les parlementaires opportunistes qui adoptent une tactique d'application plus commode n'en sont pas moins complètement absorbés dans leur action par l'activité parlementaire et nous concluons que pour résoudre le problème du parlementarisme communiste selon les thèses du rapporteur (en admettant cette solution), il faut des efforts décuplés et il restera moins de ressources et d'énergies au mouvement pour l'action révolutionnaire.

Dans l'évolution du monde bourgeois les étapes que l'on doit nécessairement parcourir même après la révolution dans le passage économique du capitalisme au communisme ne se transposent pas sur le terrain politique.

Le passage du pouvoir des exploités aux exploités porte avec lui le changement instantané de l'appareil représentatif. Le parlementarisme bourgeois doit être remplacé par le système des conseils ouvriers.

Ce vieux masque qui tend à cacher la lutte de classe doit donc être arraché pour que l'on puisse passer à l'action directe et révolutionnaire. C'est ainsi que nous résumons notre point de vue qui se rattache entièrement à la méthode révolutionnaire marxiste. Je peux conclure par une considération qui nous est commune avec le camarade Boukharine. Cette question ne peut et ne doit donner lieu à une scission dans le mouvement communiste. Si l'Internationale Communiste décide de prendre sur elle la création d'un parlementarisme communiste, nous nous soumettrons à sa résolution. Nous ne croyons pas que l'on puisse réussir, mais nous déclarons que nous ne ferons rien pour faire échouer cette oeuvre et je souhaite que le prochain congrès de l'Internationale Communiste n'ait pas à discuter les résultats de l'action parlementaire, mais plutôt à enregistrer les victoires que la révolution communiste aura obtenues dans un grand nombre de pays. Si cela n'est pas possible, je souhaite au camarade Boukharine de pouvoir nous présenter un bilan moins triste du parlementarisme communiste que celui par lequel il a dû commencer aujourd'hui.

POUR LA QUESTION DU PARLEMENTARISME.

- 1 -

En général, on admet aujourd'hui que la question du parlementarisme (1) n'est pas une question de principe, mais seulement de tactique. Bien qu'indubitablement juste, cette proposition pâtit, néanmoins, de beaucoup d'obscurité. Abstraction faite qu'elle est énoncée presqu'exclusivement par ceux qui sont en pratique pour le parlementarisme - de telle sorte que leur acceptation de cette proposition signifie presque toujours, pour eux, une prise de position favorable au parlementarisme - on n'a rien dit d'essentiel lorsqu'on a fait la constatation qu'une question n'est pas une question de principe mais seulement de tactique. Ceci particulièrement parce que, par suite de l'absence d'une effective théorie de la connaissance du socialisme, le rapport d'une question tactique aux principes est tout à fait obscur.

On doit cependant insister sans pouvoir traiter, ici, même sommairement, ce problème, sur ce qui suit : tactique signifie application pratique des principes théoriques établis. La tactique est donc le trait d'union entre le but posé et la réalité immédiate donnée. Elle est donc déterminée de deux côtés : les principes et les buts solidement fixés du communisme, la réalité historique constamment changeante. Quand on insiste sur la grande souplesse de la tactique communiste ( au moins en rapport à ce qu'elle devrait être), il ne faut pas oublier, pour la compréhension rigoureuse de cette phrase, que la souplesse de la tactique communiste est une conséquence directe de la rigidité des principes communistes. En effet, les principes immuables du communisme peuvent conserver cette souplesse seulement parce qu'ils sont appelés à transformer de façon vitale et fructueuse la réalité changeant sans cesse. Toute " politique réaliste ", toute action non guidée par des principes, devient rigide et schématique. Elle le devient d'autant plus qu'elle sera affirmée par des principes arbitraires ( par exemple la politique impérialiste allemande). En effet, l'immanent dans le changeant, l'élément directeur au sein de la profusion des directions, ne peuvent être éliminés par aucune " Realpolitik ". Si l'action politique n'est pas guidée par une théorie féconde, capable d'influer fructueusement sur les événements et de leur devenir féconde, l'habitude, le poncif, la routine (2) prendront sa place, incapables de s'adapter aux besoins du moment.

Justement par sa cohésion avec la théorie et les principes, la tactique communiste se différencie de toute tactique selon la " Realpolitik " des bourgeois ou des sociaux-démocrates petits-bourgeois. Si donc - pour le parti communiste - un problème se pose en tant que problème tactique, il faut se demander: 1° - De quels principes dépend le problème en question? 2° - Com-

(1) Avec cet article, se poursuit la discussion sur la tactique communiste ( Kommunismus ).

(2) En français dans le texte.

ment doit-on concevoir le lien d'une question tactique particulière avec les autres questions particulières, conformément, encore, à la liaison avec les questions de principes?

- 2 -

Pour une compréhension plus adéquate du parlementarisme en tant que problème tactique du communisme, il faut partir du principe de la lutte de classe et de l'analyse concrète de la situation actuelle réelle des rapports de force, matériels et idéologiques entre les classes en lutte. De là découlent les deux modes décisifs de poser la question. 1. Quand le parlementarisme intervient-il comme arme, comme moyen tactique du prolétariat en général? 2°. Comment cette arme peut-elle être utilisée dans l'intérêt de la lutte de la classe prolétarienne?

De par son essence, la lutte de classe prolétarienne nie la société bourgeoise. Ceci n'implique cependant en aucune façon l'indifférence politique vis-à-vis de l'Etat critiquée, déjà, avec raison, par Marx. Cela implique, au contraire, un type de lutte où le prolétariat ne se laisse pas assujettir aux formes et aux moyens que la société bourgeoise a érigé pour ses propres fins; un type de lutte où l'initiative soit, dans tous les cas, du côté du prolétariat. Mais il ne faut pas oublier que ce type absolument pur de lutte de classe du prolétariat ne peut que rarement se déployer dans sa pureté. Avant tout parce que, dans des situations historiques données, le prolétariat se trouve dans une position de défensive vis-à-vis de la bourgeoisie, bien qu'il soit d'après sa mission historico-philosophique, en lutte continue contre l'existence de la société bourgeoise. L'idée de la lutte de classe prolétarienne est celle d'une grande offensive contre le capitalisme. L'histoire fait apparaître cette offensive comme imposée au prolétariat. La position tactique où le prolétariat se trouve parfois, peut, en conséquence, se définir d'une façon très simple, par son caractère défensif ou offensif. Par suite, sur la base de ce que nous avons dit, on en déduit que dans les situations défensives on est contraint d'utiliser des moyens tactiques qui, par leur essence la plus intime, sont en contradiction avec l'idée de la lutte de classe du prolétariat.

Le parlement qui est l'instrument le plus caractéristique de la bourgeoisie peut donc représenter une arme défensive du prolétariat. Le problème du " quand " de son usage s'éclaircit maintenant de lui-même : il s'agit d'une phase de la lutte de classe où le prolétariat, à cause des rapports de force externes comme à cause de ses propres immaturités idéologiques, ne peut pas combattre la bourgeoisie avec ses propres moyens d'attaque. L'acceptation de l'activité parlementaire comporte donc pour tout parti communiste la conscience et l'admission que la révolution est impensable dans un proche avenir. Le prolétariat contraint à la défensive, peut se servir de la tribune parlementaire, il peut utiliser les possibilités que la " liberté " de la bourgeoisie accorde aux membres du parlement, comme substituts, aux formes externes de lutte, provisoirement impossibles. Le prolétariat peut se servir des luttes parlementaires contre la bourgeoisie afin de rassembler ses propres forces, pour une préparation à la lutte effective, authentique contre la bourgeoisie. Qu'une telle phase puisse éventuellement durer un laps de temps passablement considérable, cela se comprend de soi-même, mais cela ne change rien au fait que, pour un parti communiste, l'activité parlementaire ne peut rien être de plus qu'une préparation à la lutte vraie et propre, jamais l'authentique lutte du prolétariat.

- 3 -

C'est encore plus difficile d'établir comment doit se comporter une fraction communiste au parlement quand la tactique parlementaire est applicable ( les deux problèmes sont étroitement liés ). On se réfère presque toujours à l'exemple de Liebknecht et à la fraction bolchévique à la Douma ( Radok en est le dernier exemple, cf : " Le développement de la révolution mondiale ". ) Mais

justement ces deux exemples montrent à quel point il est difficile pour un communiste de trouver le comportement parlementaire adéquat. Cela présuppose des capacités exceptionnelles de la part du parlementaire communiste. En bref la difficulté est celle-ci : le député communiste doit combattre le parlement au parlement et ceci doit être fait avec une tactique qui ne se place pas, même un instant, sur le terrain de la bourgeoisie, du parlementarisme. Nous ne nous référons pas, ici, à la " protestation " durant les " débats " (tout ceci reste parlementariste, légal, de la phrase révolutionnaire), mais à la lutte contre le parlementarisme, contre la domination de la bourgeoisie au travers de l'action au sein du parlement même.

Cette action révolutionnaire ne peut tendre qu'à préparer le passage du prolétariat de la phase défensive à la phase offensive. Ce qui veut dire que, moyennant cette action, la bourgeoisie et ses complices sociaux-démocrates seront contraints à mettre à nu leur dictature de classe de telle façon que la continuité de celle-ci pourra être mise en péril. Il s'agit donc, avec cette tactique communiste, du démasquage de la bourgeoisie au parlement, non par une critique en paroles ( qui est, dans beaucoup de cas, une phraséologie révolutionnaire tolérée par la bourgeoisie ) mais une provocation pour qu'elle se mette ouvertement en avant, pour qu'elle se découvre elle-même par des actions qui peuvent, à un moment donné, lui être défavorables. Le parlementarisme étant une tactique défensive du prolétariat, il s'agit, de ce fait, de préparer la défensive de telle sorte que l'initiative tactique reste toujours du côté du prolétariat et que les attaques de la bourgeoisie deviennent néfastes à celle-ci. (1)

Cette brève et hâtive exposition montre avec suffisamment de clarté les énormes difficultés de cette tactique. La première difficulté à laquelle tous les groupes parlementaires succombent, presque sans exception, est la suivante : parvenir dans le parlement même à un dépassement effectif du parlementarisme. En fait, même la critique la plus aiguë à l'action des classes dominantes reste pur verbiage, phrase révolutionnaire, si on n'arrive pas à percer, d'une façon ou d'une autre, le milieu strictement parlementaire; si son effet immédiat n'est pas d'allumer la lutte de classe, afin de mettre à nu les contradictions de classe, d'accélérer la réapparition de l'idéologie du prolétariat. L'opportunisme - le plus grand danger de la tactique parlementaire - a sa raison principale en ceci : toute activité parlementaire qui, par sa nature et effet, ne va pas au-delà du parlement, qui n'a pas au moins la tendance à la destruction de la structure parlementaire, est opportuniste. Dans ce cas la critique la plus décisive à l'intérieur du parlement ne peut rien changer. Au contraire. Justement à cause de ceci : qu' une critique acérée de la société bourgeoise apparaisse possible, contribuera à la désorientation, souhaitée par la bourgeoisie, de la conscience de classe du prolétariat. La fiction de la démocratie parlementaire bourgeoise se base sur le fait que le parlement apparaît non comme un organe d'oppression de classe, mais comme un organe de " tout le peuple ". Tout radicalisme verbal - du fait même qu'il a la possibilité de se manifester au parlement - est opportuniste et répréhensible car il renforce les illusions des couches les moins conscientes du prolétariat au sujet de cette fiction.

---

(1) C'est à cette tactique qu'Engels pense dans sa préface aux " Lutttes de classe en France ", si souvent malcomprise - la plupart du temps intentionnellement - quand il dit que les partis de l'ordre vont à la ruine à cause de la situation " légale " créée par eux. Sa description est sans aucun doute celle d'une situation défensive.

Il faut donc saboter le parlement en tant que parlement et l'activité parlementaire doit être poussée au-delà du parlementarisme. Par une telle attitude, cependant, la représentation parlementaire communiste va à l'encontre d'une difficulté tactique ultérieure qui, alors que le péril d'opportunisme semble dépassé, risque de mettre sérieusement en danger ce travail. Ce danger réside dans le fait que l'initiative et la supériorité tactiques restent aux mains de la bourgeoisie, nonobstant tout les efforts que peut faire la fraction parlementaire communiste. Cette supériorité tactique se vérifie quand l'une des deux parties réussit à imposer à l'autre des conditions de lutte qui lui sont plus favorables. Mais on a déjà noté que toute lutte qui reste confinée au parlement est une victoire tactique de la bourgeoisie. Le prolétariat est donc, dans de nombreux cas, placé devant ce choix : éviter la lutte décisive ( mais arrêt au stade parlementaire = danger d'opportunisme ) ou aller au-delà du parlementarisme, recourir à l'appel aux masses, à un moment qui est favorable à la bourgeoisie. L'exemple le plus clair de l'insolubilité de ce problème nous est offert par la situation actuelle du prolétariat italien. Les élections qui, sous la bannière communiste, se sont déroulées en tant que grandioses " agitations ", ont fait gagner un grand nombre de mandats au parti. Et après ? Où l'on prend part au " travail " parlementaire " positif " ( chose que souhaitent Turati et ses acolytes ) avec cette conséquence : victoire de l'opportunisme, avilissement du mouvement révolutionnaire, ou bien on opère un sabotage ouvert du parlement avec cette conséquence : avant ou après adviendra le heurt avec la bourgeoisie, quand le prolétariat ne sera pas en mesure de choisir le moment de ce heurt. Qu'on ne se méprenne pas, nous ne partons pas de la présupposition ridicule que l'on puisse " choisir le moment " de la révolution. Au contraire, nous croyons que les explosions révolutionnaires sont des actions spontanées des masses, à l'occasion desquelles la tâche du parti est de rendre le but conscient, d'indiquer la direction. Mais du fait même que le point de départ de ce heurt puisse être le parlement, la spontanéité des masses court un sérieux danger. L'action parlementaire se change en de vides démonstrations ( dont l'effet avec le temps conduit les masses à la prostration et les endort ) ou porte aux provocations heureuses de la bourgeoisie. La fraction italienne craignant cette dernière éventualité, oscille sans arrêt entre les démonstrations vides et l'opportunisme larvé de la rhétorique révolutionnaire ( à côté de ces erreurs tactiques de méthode, d'autres erreurs tactiques portent sur le contenu, par exemple, la manifestation petite-bourgeoise pour la république ).

- 4 -

A l'aide de cet exemple, la théorie affirmant qu'une victoire électorale peut devenir dangereuse apparaît tout à fait clairement. Car pour le parti italien le plus grand péril réside dans le fait que son activité parlementaire au parlement peut porter très facilement à la destruction du parlement même, sans que le prolétariat italien possède, sur le plan idéologique et organisationnel, la maturité nécessaire pour la lutte décisive. La contradiction entre la victoire électorale et la non-préparation éclaire vivement l'inconsistance de cet argument favorable au parlementarisme : celui-ci serait une espèce de " revue " des forces prolétariennes. Si les voix obtenues signifiaient réellement des voix communistes, ces objections ne se poseraient pas, car la préparation idéologique existerait déjà. Ceci montre aussi que l'agitation électorale, en tant que simple moyen de propagande, n'est pas sans inconvénient. La propagande du parti communiste doit servir à la clarification de la conscience de classe des masses prolétariennes, à leur éveil à la lutte de classe. Conformément à cela, elle doit viser à accélérer le processus de différenciation au sein du prolétariat. C'est seulement de cette façon qu'on

peut obtenir que d'un côté le noyau solide et conscient du prolétariat révolutionnaire ( le parti communiste ) se développe en quantité et en qualité, que de l'autre côté, le parti, au moyen de l'enseignement pratique de l'action révolutionnaire, attire à lui les couches semi-conscientes et les porte à la conscience révolutionnaire de leur situation. L'agitation électorale se révèle, dans ce but, comme un moyen douteux. Car, voter n'est pas une action mais, ce qui est bien pire, une apparence d'action, l'illusion d'une action. Elle n'agit donc pas dans le sens de promouvoir la conscience mais de l'obscurcir. Il se produit, en apparence, une grande armée qui disparaît totalement au moment même où une résistance sérieuse est nécessaire ( la social-démocratie allemande en 1914 ).

Les partis parlementaires bourgeois, au même titre que toute l'organisation de la société bourgeoise tentent, en dernière analyse - même si c'est rarement conscient - à obscurcir la conscience de classe. Minorité négligeable de la population, la bourgeoisie réussit à maintenir sa domination seulement parce qu'elle attire à sa suite toutes les couches sociales matériellement et idéologiquement incertaines et non définies. En conséquence, le parti parlementaire bourgeois est une résultante des intérêts de classe les plus variés ( sans doute du point de vue du capitalisme, le compromis apparent est-il plus important que celui réel ). Mais cette structure de parti est presque toujours imposée au prolétariat quand il participe à la lutte électorale. La vie propre d'un tel mécanisme électoral qui travaille pour la plus grande " victoire " possible influe presque toujours sur les slogans, de façon à gagner les " sympathisants ". Même quand ceci n'advient pas, ou du moins n'advient pas consciemment, il y a, dans toute la technique du vote, une séduction du " sympathisant " qui recèle en elle le plus grand danger : séparer le sentiment (Gesinnung) de l'action, et faire naître, ainsi, un penchant à l'embourgeoisement et à l'opportunisme. L'oeuvre d'éducation des partis communistes sur les couches confuses et indécises du prolétariat peut devenir réellement fructueuse, seulement si, au moyen de l'enseignement de la pratique révolutionnaire, on renforce en elles la conviction révolutionnaire. Toute campagne électorale - en liaison à son essence bourgeoise - prend une direction complètement opposée qu'on peut éviter dans de très rares cas seulement. Même le parti italien court ce danger. L'aile droite a considéré l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, la revendication de la république des conseils comme de purs mots d'ordre électoraux. Le processus de différenciation, la conquête effective des masses à l'action commune, peut commencer seulement plus tard ( et vraisemblablement dans des conditions plus défavorables ). En général les slogans électoraux, justement parce qu'ils n'ont aucune relation immédiate avec l'action, révèlent une surprenante tendance à l'élimination des contradictions, à l'unification des courants dissidents. Ce sont ces particularités qui sont très préoccupantes, spécialement à l'heure actuelle où il s'agit de l'unité effective et opérante du prolétariat, et non l'unité apparente des vieux partis.

Parmi les difficultés quasi insurmontables d'une action communiste au parlement, nous avons l'indépendance excessive et le pouvoir de décision, dans la vie politique, qu'on a l'habitude d'attribuer au groupe parlementaire. Que cela représente un avantage pour les partis bourgeois est indubitable. Nous ne pouvons pas analyser, ici, la question de plus près (1). Mais, ce qui est utile pour la bourgeoisie est presque toujours dangereux pour le prolétariat. Ainsi dans ce cas, on ne pourrait, avec quelque chance, éviter les dangers sus-indiqués, dérivant de la tactique parlementaire, que si l'activité parlementaire dans tous ses aspects étroitement conditionnellement soumise à la direction centrale extra-parlementaire. Théoriquement la chose

(1) Ceci se relie à la question des avantages que comporte la soit-disant séparation des pouvoirs pour la bourgeoisie.

est évidente mais l'expérience nous enseigne que les rapports entre parti et fraction parlementaire renversent presque constamment et que le parti est mis à la remorque de la fraction parlementaire. Ainsi, par exemple, dans le cas de Liebknecht durant la guerre quand, en face de la fraction parlementaire, il invoqua, naturellement en vain, les obligations du programme du parti (1).

Plus ardu encore que le rapport entre la fraction parlementaire et le parti, est le rapport entre la première et le conseil ouvrier. La difficulté de poser le problème de façon théorique rigoureuse, jette la plus vive lumière sur la nature problématique du parlementarisme dans la lutte de classe du prolétariat : les conseils ouvriers en tant qu'organisations de la totalité du prolétariat ( de celui conscient, comme de celui inconscient ) dépassent, par leur simple existence, la société bourgeoise. De part leur nature, ils sont des organisations révolutionnaires de l'extension, de la capacité d'action et de la puissance du prolétariat et, en tant que tels, les véritables thermomètres de la révolution. Car tout ce qui se fait et s'obtient, dans les conseils ouvriers, est arraché à la résistance de la bourgeoisie. Cela a donc une grande valeur non seulement comme résultat, mais principalement comme moyen éducatif pour une action de classe consciente. Les tentatives ( telles celles de l'U.S.P.D. - parti socialiste indépendant d'Allemagne - ) "**pour ancrer**" les conseils ouvriers " dans la constitution " afin de leur assurer une activité légale déterminée, apparaît donc comme le comble " du crétinisme parlementaire ". La légalité tue le conseil ouvrier. Le conseil ouvrier existe en tant qu'organisation offensive du prolétariat révolutionnaire seulement dans la mesure où il menace l'existence de la société bourgeoise et combat, pas à pas, pour préparer la destruction de celle-ci et la construction de la société prolétarienne. Toute légalité, c'est-à-dire toute insertion dans la société bourgeoise à l'aide de limitations déterminées de compétence transforme son existence en apparence. Le conseil ouvrier devient une mixture de club de débats, de comité - une caricature de parlement.

Est-il donc possible que le conseil ouvrier et la fraction parlementaire coexistent l'un à côté de l'autre comme armes tactiques du prolétariat en général ? Il serait facile de déduire, du caractère offensif du premier et défensif du second, la théorie qu'ils se complètent mutuellement (2). De telles tentatives de conciliation négligent cependant que l'offensive et la défensive dans la lutte de classe sont des concepts dialectiques, chacun desquels contient tout un monde d'actions (dans les deux cas : offensives et défensives singulières), et peut être utilisé seulement dans une phase déterminée de la lutte de classe; mais alors, il exclut l'autre. On peut définir la différence entre les deux phases - de façon brève et en même temps la plus claire possible, pour la question dont il s'agit ici - en disant que le prolétariat se trouve dans la défensive tant que le procès de dissolution du capital n'a pas commencé. Quand cette phase de l'évolution économique est commencée, le prolétariat est contraint à l'offensive et il est indifférent que cette transformation soit déterminée consciemment ou non, qu'elle apparaisse ou n'apparaisse pas justifiable et fondée scientifiquement. Mais comme le procès évolutif de l'idéologie ne coïncide pas facilement avec celui de l'économie, et ne se déroule jamais parallèlement à celui-ci, la possibilité objective et la nécessité de la phase offensive de la lutte de classe trouvent rarement le prolétariat préparé idéologiquement pour cette dernière. Sous l'effet de la situation économique l'action des masses prend évidemment une direction révolutionnaire. Elle est cependant toujours déviée sur de fausses voies par les dirigeants opportunistes qui ne veulent ou ne peuvent

(1) Dans l'écrit : " Lutte de classe contre la bourgeoisie " p. 53.

(2) Proposition de Max Adler de faire du conseil ouvrier une seconde chambre.

pas se libérer des habitudes propres à la phase défensive. Ou bien, elle est totalement sabotée. En conséquence, dans la phase offensive de la lutte de classe, il n'y a pas que la bourgeoisie et les couches sociales guidées par elle qui s'alignent contre le prolétariat mais aussi ses propres dirigeants d'autrefois. On doit donc porter la critique non plus en premier lieu contre la bourgeoisie ( elle est déjà jugée par l'histoire ) mais contre l'aile droite et le centre du mouvement ouvrier, la social-démocratie sans l'aide de laquelle le capitalisme n'aurait dans aucun pays la moindre chance de surmonter - même temporairement - la crise actuelle.

La critique du prolétariat est en même temps une critique de l'action, une oeuvre éducative de l'action révolutionnaire, un enseignement par le fait. Dans ce but, les conseils ouvriers sont les instruments les plus favorables que l'on puisse imaginer. Leur fonction éducative est plus importante que toutes les conquêtes singulières qu'ils sont en mesure d'obtenir en faveur du prolétariat. Le conseil ouvrier est la mort de la social-démocratie. Tandis qu'il est possible, au sein du parlement, de cacher l'opportunisme sous des phrases révolutionnaires, le conseil ouvrier est contraint à l'action ou bien il cesse d'exister. Cette action, dont le guide conscient doit être le parti communiste, conduit à la dissolution de l'opportunisme et permet d'exercer la critique aujourd'hui nécessaire. Ce n'est donc pas si étonnant que la social-démocratie soit épouvantée devant l'auto-critique qui lui est imposée dans le conseil ouvrier. Le développement des conseils ouvriers en Russie de la première à la seconde révolution montre clairement où doit conduire ce développement.

La position du conseil ouvrier par rapport à celle du parlement pourrait être déterminée, théoriquement et tactiquement, ainsi : là où un conseil ouvrier est possible ( même dans un espace très limité ) le parlementarisme est superflu. Même ceci est dangereux car il est dans la nature de ce dernier de permettre en son sein une critique de la bourgeoisie, non l'auto-critique du prolétariat. Mais le prolétariat, avant d'atteindre la terre promise, doit passer par l'épreuve de feu de cette auto-critique, par laquelle il se dépouille de la figure qu'il a, à l'époque capitaliste antérieure, et qui se manifeste de la façon la plus prégnante dans la social-démocratie; il parvient alors à la purification. (°)

---

(°) Ce texte parut dans " Kommunismus " Cahier 6. 1920. Une traduction italienne parut dans " il Soviet " n° 12. 13 et 14 de 1920. Elle était précédée de la note suivante :

" L'article que nous publions est une traduction d'un article de " Kommunismus " organe de la III<sup>e</sup> Internationale pour le sud-est de l'Europe. Il constitue une contribution très appréciable à la question du parlementarisme et correspond en grande partie à nos positions.

" Nous le reportons avec la certitude d'être agréables à nos lecteurs. Ils ne manqueront pas de remarquer le poids qu'ont, dans la discussion d'une question vitale, des écrits très importants qui, comme celui-ci, mettent en évidence à quel point le maximalisme électoral italien est en défaut vis-à-vis de la doctrine et des organismes internationaux communistes."

A la fin de l'article de Lukacs, " il Soviet " faisait la remarque suivante : " Nous avons déjà indiqué dans une note introductive que cette étude correspondait seulement en partie à nos positions. Nous ne saurions en effet faire nôtres les considérations contenues dans la dernière partie, pour des raisons qu'il serait superflu de répéter."

Nous reportons, des délibérations du Congrès des communistes belges, qui a eu lieu le 22 Mai à Bruxelles, les thèses concernant le parlementarisme. Elles sont en accord avec ce que nous soutenons en la matière, sauf la thèse 6-a qui s'accorde plutôt avec les conclusions auxquelles parvenait le camarade Lukacs dans l'étude que nous avons publié. ("il Soviet"; n° 17 - 1920.)

1 - Le parlement est l'organe politique central de l'Etat bourgeois. Il est donc, comme tous les organes, de la démocratie bourgeoise moderne issus de l'ordre économique capitaliste actuel, totalement assujetti à la puissance financière et bancaire des classes possédantes.

Les représentants de la social-démocratie se firent, au parlement, les défenseurs des réformes sociales et démocratiques dont la bourgeoisie avait besoin pour son propre développement. Le programme de réformes des partis sociaux-démocrates se réalisa dans la mesure des intérêts de la bourgeoisie.

2 - Durant les vingt-cinq dernières années, on crut pouvoir se servir de la tribune parlementaire pour affirmer publiquement les revendications révolutionnaires des travailleurs. Depuis déjà longtemps cette propagande est inefficace. Elle engendre seulement une atténuation et une déformation constante de l'esprit révolutionnaire.

3 - Au stade actuel du développement capitaliste, de la grande industrie et du commerce mondial la social-démocratie est devenue impuissante à réaliser de véritables réformes par l'intermédiaire du parlement. Celui-ci est devenu une entrave à la lutte de classe des ouvriers.

Expression exclusive d'un droit de lutte, le parlement empêche toute égalisation du droit. Organe politique des forces capitalistes, le parlement ne peut apporter aucune amélioration véritable à la classe ouvrière.

4 - Le parlementarisme éloigne les travailleurs de leurs vrais moyens de lutte. Il entretient la passivité des masses qui s'en remettent à la capacité des chefs. Le parlementarisme est un moyen hypocrite par lequel on tente de suggérer aux travailleurs que la transformation de la société peut s'opérer en leur faveur sur les bases de la société capitaliste.

Les dangers et les désavantages que présente le parlementarisme en vue de l'intensification de la lutte sont énormes. Ses avantages sont nuls.

5 - Nous pensons donc que le parlementarisme doit disparaître en tant que moyen de lutte des travailleurs, même avant que ceux-ci n'aient pris le pouvoir et instauré leur dictature. Il est devenu un obstacle et un moyen de confusion dans la période où toute lutte repose sur le mouvement direct des masses.

6 - Si nous renoncions à l'emploi des organes de l'Etat bourgeois, cela implique qu'ils doivent être abandonnés au moment même où le prolétariat commence à faire fonctionner les siens.

Avec la naissance des conseils, avec la nécessité de leur formation comme organe de lutte prolétarienne et cellule du futur organisme du pouvoir des travailleurs disparaît l'usage de l'organe bourgeois : le parlement.

# THESES SUR LE PARLEMENTARISME

- DU BUREAU D'AMSTERDAM -

1 - En période capitaliste, le parlement est, aux mains de la bourgeoisie, un instrument pour la domination de l'Etat et le contrôle de la puissance de celui-ci. Il n'est pas pour le prolétariat, malgré la constitution démocratique, un moyen de supprimer, grâce à la puissance publique, la domination sur la masse populaire. Il est seulement un moyen pour la bourgeoisie de masquer sa domination. Le prolétariat a pour tâche de détruire la puissance de l'Etat en s'emparant du pouvoir politique. Ceci n'est possible qu'au moyen de l'édification du système des soviets en tant qu'organes de la dictature du prolétariat. Le parlement ne peut pas être un organe assurant la victoire du prolétariat. On doit lui substituer le système des soviets en tant qu'organisation de gestion autonome de la totalité de la classe travailleuse.

2 - Mais tant que le capitalisme en tant que système économique est fort et que la puissance de l'Etat n'est pas ébranlée l'utilisation du parlementarisme (lutte pour le suffrage universel, pour des institutions démocratiques, pour des droits politiques, pour la participation aux élections) est un puissant moyen pour élever la classe travailleuse à la conscience de classe et pour l'organiser.

3 - Ceci est également valable quand, sous l'impérialisme, le parlement devient le théâtre de la tromperie populaire, quand les affaires particulières sont réglées derrière les coulisses et quand le soutien des masses ainsi que la liberté de parole au parlement devient plus difficile. La lutte parlementaire, sous sa forme la plus aiguë de protestation contre les violences impérialistes et en liaison avant tout avec des actions en dehors du parlement peut être un puissant moyen d'éveiller les masses et de les appeler à la résistance.

4 - Lorsque le système de production capitaliste est brisé et que la société entre en état de révolution, l'action parlementaire perd peu à peu de sa signification, en comparaison avec l'action des masses elles-mêmes. Lorsque, dans ces conditions, le parlement devient le centre et l'organe de la contre-révolution, et que, d'autre part, la classe ouvrière construit les organes de son pouvoir sous forme de soviets, il peut s'avérer même indispensable de répudier toute participation, quelle qu'elle soit, à l'activité parlementaire.

5 - Comme ce procès de la révolution sociale n'est pas simultané, n'a pas le même rythme et ne se déroule pas dans les mêmes conditions, on doit laisser libre la classe ouvrière de chaque pays de décider quand et de quelle façon elle utilisera, dans sa lutte, le parlement. (°)

## LE PRINCIPE DEMOCRATIQUE

L'emploi de certains termes dans l'exposition des problèmes du communisme engendre bien souvent des équivoques à cause du sens différent qu'on peut leur donner. Tel est le cas des mots démocratie et démocratique. Dans ses affirmations de principe, le communisme marxiste se présente comme une critique et une négation de la démocratie. Pourtant les communistes défendent souvent le caractère démocratique des organisations prolétariennes (système étatique des conseils ouvriers, syndicat, parti) et l'application de la démocratie en leur sein. Il n'y a évidemment là aucune contradiction: on ne peut rien objecter au dilemme démocratie bourgeoise ou démocratie prolétarienne en tant que pur équivalent de démocratie bourgeoise ou dictature prolétarienne.

La critique marxiste des postulats de la démocratie bourgeoise se fonde en effet sur le caractère de classe de la société présente: elle démontre l'inconsistance théorique et le piège pratique d'un système qui voudrait concilier l'égalité politique avec la division de la société en classes sociales déterminées par la nature du mode de production.

La liberté et l'égalité politiques qui, d'après les théories libérales sont contenues dans le droit de vote n'ont de sens que sur une base excluant la disparité des conditions économiques fondamentales: voilà pourquoi les communistes en acceptent l'application à l'intérieur des organismes de classe du prolétariat et soutiennent qu'il faut donner un caractère démocratique à leur fonctionnement.

Ne voudrait-on pas introduire l'usage de deux mots différents pour les deux cas, afin de ne pas engendrer d'équivoques et afin d'éviter de valoriser un concept riche en suggestions, que nous tendons avec peine à démolir, il n'en serait pas moins utile d'approfondir le contenu même du principe démocratique en général, ainsi que son application à des organismes homogènes du point de vue classiste. Ceci, pour éviter de courir le risque de retomber dans la reconnaissance d'une "catégorie", le principe démocratique, véritable intrus dans toute la construction de notre doctrine, qui se pose en apriori en tant qu'élément de vérité et de justice absolue, alors que, par notre critique, nous nous efforçons de rejeter tout le contenu trompeur et arbitraire des théories "libérales".

0

o o

A la base d'une erreur de tactique politique, on trouvera toujours une erreur de doctrine. Si l'on veut, la seconde est la traduction de la première dans le langage de notre conscience critique collective. C'est ainsi que toute la politique et la tactique pernicieuse de la social-démocratie ont leur reflet dans l'erreur de principe que le

socialisme hériterait d'une partie substantielle du contenu que la doctrine libérale opposa à celui des vieilles doctrines à fondement spiritualiste. Au contraire, dans ses premières formulations, le socialisme marxiste détruit et n'accepte pas pour la compléter toute la critique que le libéralisme démocratique avait érigé contre les aristocraties et les monarchies absolues de l'Ancien Régime. Il ne la détruit certes pas pour revendiquer — disons-le tout de suite pour clarifier notre orientation — une survivance des doctrines spiritualistes ou idéalistes contre le matérialisme voltérien des révolutionnaires bourgeois, mais pour démontrer comment en réalité, avec la philosophie politique de l'Encyclopédie, les théoriciens de ce dernier ne faisaient que s'illusionner d'être sortis des brumes de la métaphysique appliquée à la sociologie et à la politique, et des non-sens de l'idéalisme. Ils durent, avec leurs prédécesseurs, succomber à la critique vraiment réaliste des phénomènes sociaux et de l'histoire, édifiée par le matérialisme historique de Marx.

Il est aussi théoriquement important de démontrer que, pour approfondir le fossé entre socialisme et démocratie bourgeoise, pour redonner à la doctrine de la révolution prolétarienne son contenu puisamment révolutionnaire, perdu dans les adultérations de ceux qui forniquèrent avec la démocratie bourgeoise, il n'est pas du tout nécessaire de s'appuyer sur une révision des principes dans un sens idéaliste ou néo-idéaliste. Il suffit simplement de se référer à la position prise par les maîtres du marxisme face à la tromperie des doctrines libérales et de la philosophie matérialiste bourgeoise.

Pour en rester à notre argument, indiquons que la critique du socialisme à la démocratie était, en substance, une critique à la critique démocratique des vieilles philosophies politiques; une critique de la prétendue opposition universelle entre ces dernières et la démocratie, et une démonstration de leur ressemblance théorique. La critique socialiste démontrait de même pratiquement que le prolétariat n'avait pas beaucoup à se louer du passage de la direction des mains de la noblesse féodale monarchiste et religieuse à celles de la jeune bourgeoisie commerciale et industrielle. La démonstration théorique: la nouvelle philosophie bourgeoise non seulement n'avait pas vaincu les vieilles erreurs des régimes despotiques, mais était un édifice de nouveaux sophismes, correspondait concrètement à la négation — contenue dans le surgissement du mouvement subversif du prolétariat — de la prétention bourgeoise d'avoir pour toujours systématisé l'administration de la société sur des bases pacifiques et indéfiniment perfectibles par l'introduction du droit de vote et du parlementarisme.

Les vieilles doctrines politiques fondées sur des concepts spiritualistes ou même sur la révélation religieuse, prétendaient que les forces surnaturelles qui gouvernent la conscience et la volonté des hommes auraient assigné à certains individus, à certaines familles, à certaines castes, la tâche de diriger et d'administrer la vie collective en leur confiant, par investiture divine, le précieux dépôt de l'"autorité". La philosophie démocratique, s'affirmant parallèlement à la révolution bourgeoise, opposa à cette assertion la proclamation de l'égalité morale, politique et juridique de tous les citoyens, qu'ils fussent nobles, ecclésiastiques ou plébéiens. Elle voulut transférer la "souveraineté" du cercle étroit de la caste ou de la dynastie à celui universel de la consultation populaire sur la base du vote par qui la volonté de la majorité des citoyens désigne les dirigeants de l'Etat.

Les foudres que les sacerdotés de toutes les religions et de toutes les philosophies spiritualistes lancèrent contre cette conception, ne suffirent pas à la faire accepter comme victoire définitive de la

vérité contre l'erreur obscurantiste, même si pendant longtemps le "rationalisme" de cette philosophie politique passa pour le dernier cri en fait de science sociale comme en fait d'art politique et trouva le soutien de beaucoup de ceux qui se disaient socialistes. L'affirmation que le temps des "privilèges" est révolu depuis qu'on a posé au moyen de la majorité électorale les fondements de la formation de la hiérarchie sociale, ne résiste pas à la critique du marxisme, qui éclaire bien autrement la nature des phénomènes sociaux. Elle ne peut apparaître comme une construction séduisante et logique que si l'on part de l'hypothèse que le vote, c'est-à-dire l'opinion, l'avis, la conscience de chaque électeur a le même poids dans la délégation pour l'administration des affaires collectives. A quel point ce concept est peu réaliste et "matérialiste", cette considération, pour le moment, le prouve. Il représente tout homme comme une "unité" parfaite d'un système composé d'autant d'unités potentiellement équivalentes entre elles. Au lieu d'apprécier la décision de l'individu en liaison à ses mille conditions de vie, aux rapports avec les autres hommes, il la théorise en supposant la "souveraineté". Cela équivaut encore à placer la conscience des hommes en dehors du reflet concret des faits et des déterminations du milieu, à la concevoir comme une étincelle allumée dans un quelconque organisme, sain ou usé, tourmenté ou harmonieusement satisfait dans ses besoins, par un indéfinissable dispensateur de vie qui pourvoit équitablement. Celui-ci ne désignerait plus le monarque, mais donnerait à chacun une égale faculté de le désigner. En dépit de son ostentation de rationalité, la critique démocratique repose donc sur la présupposition qui ne le cède en rien pour la puérilité métaphysique à ce libre-arbitre qui, dans l'au-delà catholique, vaut aux hommes la damnation ou le salut. Se plaçant hors du temps et des contingences historiques, la démocratie théorique n'est pas moins entachée de spiritualisme que ne l'étaient, dans leur profonde erreur, les philosophies de l'autorité révélée et du droit divin.

A qui voudrait pousser plus à fond cette confrontation, il suffira de se souvenir que la doctrine politique démocratique a été présentée bien des siècles avant la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et la grande révolution, par des penseurs qui se plaçaient résolument sur le terrain de l'idéalisme et de la métaphysique. Au reste, la Grande Révolution française elle-même abattit au nom de la Raison les autels du dieu chrétien, mais elle voulut ou dut faire de celle-ci une divinité.

Incompatible avec le caractère de la critique marxiste, cette présupposition métaphysique n'est nullement le propre des constructions du libéralisme bourgeois, mais de toutes les doctrines constitutionnelles et aux projets d'édification de la société qui se fondent sur la "vertu intrinsèque" de certains schémas de rapports sociaux et étatiques. En édifiant sa propre doctrine de l'histoire, le marxisme a donc démolé d'un coup idéalisme médiéval, libéralisme bourgeois et socialisme utopique.

o

o o

A ces constructions arbitraires de constitutions sociales, aristocratiques ou démocratiques, autoritaires ou libérales et — analogue à celles-ci par ses erreurs — la conception anarchiste d'une société sans hiérarchie et sans délégation de pouvoir, le communisme critique oppose une étude bien plus profonde de la nature des rapports sociaux et de leurs causes, au sein d'un développement évolutif complexe.

qu'ils présentent tout au long de l'histoire humaine. Il opposa une analyse attentive du caractère de ces rapports à l'époque capitaliste actuelle, une série d'hypothèses pondérées sur leur évolution ultérieure. A tout cela, vient maintenant s'ajouter la formidable contribution théorique et pratique de la révolution prolétarienne russe.

Il serait superflu de développer ici les principes connus du déterminisme économique et les arguments qui en démontrent le bien fondé dans l'interprétation des faits historiques et du mécanisme social. On élimine simultanément l'apriorisme des conservateurs ou des utopistes par l'introduction de facteurs qui sont dans le domaine de la production et de l'économie, ainsi que des rapports de classes qui en découlent; ce qui permet de passer à une explication scientifique des faits de tout ordre que constituent les manifestations juridiques, politiques, militaires, religieuses, culturelles de la vie sociale.

Nous nous limiterons à retracer sommairement l'évolution du mode d'organisation sociale au cours de l'histoire, c'est-à-dire du regroupement des hommes non seulement dans l'Etat, représentation abstraite d'une collectivité unificatrice de tous les individus, mais aussi dans les différents organismes qui dérivent des rapports entre individus.

A la base de l'interprétation de toute hiérarchie sociale, étendue ou limitée, on trouve des rapports entre individus, et à la base de ces rapports, division de fonctions entre eux.

Nous pouvons imaginer sans risque d'erreur grave qu'à l'origine l'espèce humaine vivait complètement inorganisée. Le nombre limité des individus leur permettait de vivre des produits de la nature sans lui appliquer art ou travail, et chacun aurait ainsi pu, pour vivre, se passer de ses semblables. Il n'y a pas d'autres rapports que ceux de la reproduction, communs à toutes les espèces. Ils suffisent déjà non seulement pour l'espèce humaine, mais pour d'autres aussi, à constituer un système de rapports et une hiérarchie correspondante, celle de la famille. Qu'elle soit de forme polygamique, polyandrique ou monogamique (ce n'est pas le lieu ici de se plonger dans une telle analyse) la famille représente un embryon de vie collective organisée sur la division des fonctions: la division découle des facteurs physiologiques: la mère garde et éduque ses enfants, tandis que le père se consacre à la chasse, à la conquête du butin et à la protection contre les ennemis extérieurs, etc.

Il est inutile de s'arrêter à une recherche abstraite afin de savoir si nous sommes en présence de l'unité-individu ou de l'unité-société, aussi bien pour les phases successives du développement de la production et de l'économie que pour cette phase initiale qui est celle de leur absence quasi complète. L'unité de l'individu a indubitablement un sens du point de vue biologique. Mais c'est une pure élucubration métaphysique d'en faire le fondement de constructions sociales, puisque du point de vue social, les unités n'ont pas la même valeur, et la collectivité ne surgit que de rapports et de regroupements où la part et l'activité de chacun ne sont pas des fonctions individuelles, mais collectives à cause des influences multiples du milieu social. Même dans le cas élémentaire d'une société inorganisée, ou d'une non-société, la base physiologique sur laquelle s'édifie la famille suffit à réfuter la doctrine arbitraire qui présente l'individu comme une unité ultérieurement indivisible (au sens littéral du terme) et éminemment susceptible de se combiner avec d'autres, sans cesser de se distinguer d'elles, ne de leur être, en un certain sens, équivalente.

Il est évident qu'il n'existe pas davantage d'unité-société, les rapports entre les hommes (réduits à l'origine à la pure notion de

l'existence d'autrui) étant extrêmement limités, puisque restreints au cercle de la famille ou du clan. Nous pouvons anticiper la simple conclusion: pas plus qu'elle n'a jamais existé dans le passé, "l'unité-société" n'existera probablement jamais autrement que comme une "limite" dont l'abolition des frontières de classes et d'Etats permettra de se rapprocher progressivement.

Concevoir l'unité-individu comme un élément pour des déductions et des constructions sociales, ou, si l'on veut pour la négation de la société, n'est possible qu'en partant d'une prémisse irréaliste qui, même dans ses formulations les plus modernes, n'est somme toute qu'une reproduction modifiée des concepts de révélation et de création divines, de spiritualité indépendante de la vie organique et naturelle. A chaque individu, la divinité créatrice, ou une force unique gouvernant les destins du monde a donné cette investiture élémentaire qui en fait une molécule autonome, bien définie, consciente, volitive, responsable, de l'agrégat social, indépendamment de tout facteur accidentel, de toute influence physique du milieu. Ce concept religieux et idéaliste n'est qu'en apparence modifié lors de la formation de la conception du libéralisme démocratique ou de l'individualisme libertaire. En effet, l'âme en tant qu'étincelle allumée par l'Etre suprême la souveraineté subjective de chaque électeur, l'autonomie illimitée du citoyen sans lois, sont autant de philosophismes qui souffrent du même infantilisme face à la critique, pour résolu que fut le "matérialisme" des premiers libéraux bourgeois et des anarchistes.

Ce concept a son pendant dans l'hypothèse de nature également idéaliste d'une unité sociale parfaite, du monisme social, édifié à partir de la volonté divine qui gouverne et administre la vie de notre espèce. Pour revenir au stade primordial de vie sociale que nous considérons et mis en présence de l'organisation familiale, nous sommes amenés à conclure que pour interpréter la vie de l'espèce et son procès évolutif, nous pouvons nous passer des hypothèses métaphysiques sur l'unité individu et sur l'unité société; nous pouvons au contraire affirmer que nous sommes en présence d'un type de collectivité organisée sur une base unitaire: la famille. Nous nous garderons bien d'en faire un type fixe ou permanent, et moins encore de l'idéaliser sous forme de modèle de vie commune en société, comme on peut le faire de l'individu (anarchisme) ou de la monarchie absolue. Nous constatons simplement l'existence de la famille: première unité de l'organisation humaine, unité à laquelle succéderont beaucoup d'autres, qui se modifiera elle-même sous bien des aspects, qui deviendra un élément constitutif d'autres organismes collectifs et qui, peut-on supposer, disparaîtra avec des formes sociales très évoluées. Nous n'éprouvons pas le besoin d'être par principe pour ou contre la famille, comme d'être, par exemple, pour ou contre l'Etat. Il nous intéresse de saisir, dans la mesure du possible le sens de ces types d'organisation humaine. Quand nous nous demandons s'ils ne disparaîtront pas un jour, c'est de la façon la plus objective, car il n'entre pas dans notre esprit de les concevoir sacrés et intangibles ou pernicious et à détruire: le conservatisme et son contraire, c'est-à-dire la négation de toute forme d'organisation et de hiérarchie sociales sont également faibles du point de vue critique et également stériles en ce qui concerne les résultats.

En dehors de la traditionnelle opposition des catégories individu et société, nous suivons par l'étude de l'histoire humaine la formation et l'évolution d'autres unités, c'est-à-dire des collectivités humaines organisées, regroupant des individus, restreintes ou étendues fondées sur une division des fonctions et une hiérarchie qui apparaissent comme facteurs et acteurs de la vie sociale. C'est seulement dans un certain sens qu'on peut comparer ces unités à des unités organiques

à des organismes vivants où les cellules aux fonctions et à l'importance différentes, seraient les hommes ou les groupements élémentaires humains. L'analogie n'est pas complète, car si l'organisme vivant possède des limites définies et un devenir biologique de croissance et de mort, les unités sociales organisées, au contraire, ne sont pas enfermées dans des limites fixes; elles se renouvellent continuellement, se mêlent les unes aux autres, se décomposent et se recomposent en même temps. Ce qui nous importe de démontrer c'est que si ces unités sont évidemment composées d'individus et si leur composition est variable, elles agissent toutefois en tant que "tout" organique intégraux et leur décomposition en unités individu n'a qu'une valeur mythologique et irréelle. L'élément famille a une vie unitaire qui ne dépend pas du nombre d'individus qu'elle comprend, mais du réseau de leurs rapports. Ainsi, pour nous exprimer de façon simple, une famille composée du chef, des épouses et de quelques vieux impotents n'a pas la même valeur que celle qui comporte, outre le chef, quelques-uns de ses fils, jeunes et valides.

De la famille, première forme d'unité organisée d'individus où l'on trouve les premières divisions des tâches et les premières hiérarchies et formes d'autorité, de direction de l'activité de ses membres et d'administration, on passe au cours de l'évolution à travers une infinité d'autres formes d'organisation toujours plus complexes et plus vastes. La raison de cette complexification réside dans celle des rapports et des hiérarchies sociales qui découlent d'une différenciation toujours plus grande, étroitement déterminée par les systèmes de production que l'art et la science mettent à la disposition des activités humaines, pour élaborer un nombre toujours plus grand de produits (dans le plus grand sens du mot) aptes à satisfaire les besoins de sociétés humaines toujours plus nombreuses et plus évoluées, allant vers des formes supérieures de vie. Une analyse qui veut saisir le processus de la formation et de la modification des diverses organisations humaines ainsi que le jeu de leurs rapports dans la société entière, doit se fonder sur la notion du développement de la technique productive et des rapports économiques qui résultent de la situation des individus au sein des différentes fonctions qu'exige le mécanisme productif. La formation et l'évolution des dynasties, des castes, des armées, des Etats, des Empires, des corporations, des partis, peut et doit être suivie à l'aide d'une investigation s'appuyant sur de tels éléments. Au sommet de ce développement complexe, on peut penser qu'apparaîtra une forme d'unité organisée dont les limites coïncideront avec celles de l'humanité et qui réalisera une division rationnelle des tâches entre tous les hommes, et discuter du sens et des limites qu'aura le système hiérarchique de l'administration collective au sein d'une telle forme supérieure de vie commune humaine.

0

o o

Ayant à coeur d'arriver à l'examen de ces organismes unitaires où les rapports internes se fondent sur ce que l'on nomme le "principe démocratique", nous introduirons une distinction simplificatrice entre collectivités organisées recevant leur hiérarchie de l'extérieur et celles qui l'engendrent elle-même de leur sein. Suivant la conception religieuse et la théorie parfaite de l'autorité, la société humaine serait une collectivité-unitaire recevant sa hiérarchie de pouvoirs surnaturels. Nous n'insisterons pas sur la critique d'un tel simplisme

métaphysique que toute notre expérience contredit. C'est la nécessité d'une division des tâches, raison toute naturelle, qui provoque la formation des hiérarchies, dont, évidemment, la famille. Une fois transformée en horde et en tribu, celle-ci doit s'organiser pour la lutte contre d'autres organisations. Les hiérarchies militaires surgissent de la nécessité de confier le commandement à ceux qui sont les plus aptes à mettre en valeur les énergies communes. A ce critère — le choix dans l'intérêt commun, antérieur de plusieurs milliers d'années à l'électoratisme démocratique moderne, car rois, capitaines, sacerdotés, étaient électifs à l'origine — d'autres critères de formation des hiérarchies finissent par se surajouter, donnant lieu à des privilèges de caste par l'hérédité familiale ou l'initiation d'école, de secte ou de cultes restreints. En effet, la possession d'un grade motivé par des fonctions et des aptitudes spéciales est l'élément le plus apte à influencer sa transmission, du moins normalement. Nous n'avons pas l'intention, nous l'avons dit, de suivre tout le développement de la formation, du sein de la société, des castes et des classes ensuite. Elles superposent à la nécessité logique de la division des tâches le monopole du pouvoir et des influences liés à la position privilégiée de certaines couches d'individus par rapport au mécanisme économique. D'une façon ou de l'autre, toute caste dirigeante se donne à elle-même une organisation et une hiérarchie organisationnelle, et il en va de même pour les classes économiquement privilégiées. Pour nous limiter à un exemple, l'aristocratie terrienne du moyen-âge, en se coalisant contre les assauts des autres classes pour la défense du privilège commun, a construit une forme d'organisation dont l'expression la plus achevée est la monarchie concentrant dans ses mains les pouvoirs publics, à la formation desquels les autres couches de la population restaient complètement étrangères. L'Etat de l'époque féodale était l'organisation de la noblesse féodale appuyée par le clergé. L'instrument principal de la force de ces monarchies militaires était l'armée. Nous sommes en présence d'un type de collectivité organisée où la hiérarchie est constituée de l'extérieur: c'est le roi qui donne les grades dans l'armée, fondée sur l'obéissance passive de chacun de ses **composants**. Toute forme d'Etat centralise en une autorité unitaire sa capacité à constituer et encadrer une série de hiérarchies exécutives: l'armée, la police, la magistrature, la bureaucratie. L'unité Etat sert donc matériellement de l'activité d'individus de toutes les classes, mais cette unité est organisée sur la base d'une seule classe ou de quelques classes privilégiées, qui détiennent le pouvoir de constituer toutes les hiérarchies. Les autres classes et, en général, tous les regroupements d'individus pour qui il est bien évident que les intérêts et les exigences de tous ne sont aucunement garantis par l'existence de l'organisation étatique existante — bien qu'elle en affiche régulièrement la prétention — cherchent à se donner des organisations propres pour faire prévaloir leurs intérêts. Ceci se fait sur la base de l'identité de position des membres de ces classes ou regroupements, vis-à-vis de la production et de la vie économique.

Si, nous occupant naturellement de ces organisations qui se donnent elles-mêmes leur propre hiérarchie, nous nous posons le problème du mode selon lequel celle-ci doit être désignée afin d'assurer la meilleure défense des intérêts collectifs de tous les membres de l'organisation en question et afin d'éviter/ <sup>la formation</sup> en son sein, de stratifications fondées sur le privilège, on nous suggère aussitôt la méthode fondée sur le principe démocratique: consulter tous les individus, se servir de l'avis de la majorité pour désigner ceux qui devront recevoir les grades dans la hiérarchie.

La sévérité de la critique à une telle proposition doit varier selon que l'intention est de l'appliquer à toute la société telle qu'elle est aujourd'hui, à des nations données, ou qu'il s'agisse de l'introduire au sein d'organismes plus limités comme les syndicats prolétariens ou les partis.

Dans le premier cas, elle est à repousser sans hésitation parce qu'elle est posée dans le vide, sans tenir compte de la situation des individus vis-à-vis du fait économique et qu'elle suppose la perfection intrinsèque du système, indépendamment des développements évolutifs que la société, à laquelle on l'applique, est appelée à subir.

La division en classes nettement distinctes par les privilèges économiques élève toute valeur à une décision majoritaire. Notre critique réfute la tromperie: le mécanisme de l'Etat démocratique parlementaire, né des constitutions libérales modernes, serait une organisation de tous les citoyens dans l'intérêt de tous les citoyens. Puis qu'il existe des intérêts opposés et des conflits de classe, une unité d'organisation n'est pas possible. L'Etat reste, malgré l'apparence externe de la souveraineté populaire, l'organe de la classe économiquement supérieure et l'instrument de la défense de ses intérêts. Malgré l'application du système démocratique à la représentation politique, la société bourgeoise nous apparaît comme un ensemble complexe d'organismes unitaires dont beaucoup se regroupent autour du puissant organisme centralisé de l'Etat politique, puisque ce sont ceux qui surgissent du regroupement des couches privilégiées qui tendent à la conservation de l'appareil social actuel. D'autres peuvent être indifférents ou changer d'attitude vis-à-vis de l'Etat. D'autres, enfin, naissent au sein des couches économiquement opprimées et exploitées; ils sont dirigés contre l'Etat de classe. Le communisme démontre donc comment l'application juridique et politique formelle du principe démocratique et majoritaire à tous les citoyens — tandis que la division de la société en classes par rapport à l'économie persiste — ne permet <sup>pas</sup> de donner à l'Etat le caractère d'une unité organisationnelle de toute la société ou de toute la nation. La démocratie politique est introduite avec cette prétention officielle. En réalité, elle intervient en tant que forme qui convient au pouvoir spécifique de la classe capitaliste et à sa dictature vraie et propre, à la conservation de ses privilèges.

Il n'est donc pas nécessaire d'insister davantage sur la critique destructrice de l'erreur qui consiste à attribuer le même degré d'indépendance et de maturité au "vote" de chaque électeur, que ce soit un travailleur épuisé par l'excès de fatigue physique ou un riche jouisseur, un capitaine d'industrie rusé ou un malheureux prolétaire ignorant des raisons et des remèdes à ses misères — que l'on va chercher les uns et les autres, de temps en temps et à intervalles très espacés. Cette erreur consiste aussi à prétendre qu'une fois ces souveraines fonctions accomplies, cela suffit à assurer le calme et l'obéissance de quiconque se sentirait dépouillé et maltraité par les conséquences de la politique et de l'administration étatiques.

o  
o o

Ayant ainsi clarifié que le principe démocratique n'a aucune vertu intrinsèque, qu'il ne vaut aucunement en tant que principe, étant donné qu'il est plutôt un simple mécanisme d'organisation fondé sur une déduction mathématique simple et banale: les plus nombreux ont raison, les moins nombreux tort, voyons dans quelle mesure ce mécanisme serait utile et suffisant pour la vie d'organisations qui englobent des collectivités plus réduites et qui ne sont pas divisées par les barrières des antagonismes de conditions économiques et que nous considérons dans le procès de leur développement historique.

Ce mécanisme de démocratie est-il applicable dans la dictature du prolétariat, c'est-à-dire dans cette forme d'Etat à laquelle donne lieu la victoire révolutionnaire des classes qui se sont révoltées contre le pouvoir des Etats bourgeois, de telle sorte qu'il serait permis de définir cette forme d'Etat — à cause de son mécanisme interne de délégations et de formations de hiérarchies — une "démocratie prolétarienne"? On doit aborder la question sans préjugé. Il peut se faire que l'on conclue que ce mécanisme doit être utilisé, avec certaines modalités et tant que, de l'évolution même des choses, n'en surgisse un autre mieux adapté, mais il faut se convaincre qu'il n'y a aucune raison qui milite en faveur du rétablissement à priori du concept de souveraineté de la "majorité" du prolétariat. Au lendemain de la révolution, celle-ci n'est pas encore une collectivité totalement homogène et n'est même pas formée d'une seule classe. En Russie, par exemple, le pouvoir se trouve dans les mains des classes ouvrière et paysanne, mais pour peu que l'on examine le développement du mouvement révolutionnaire, il est facile de démontrer que le prolétariat industriel, quoique beaucoup moins nombreux que les paysans, y est l'élément essentiel. Il est donc logique aussi que l'on accorde, dans les conseils prolétariens, dans le mécanisme soviétique, beaucoup plus de valeur à un vote ouvrier qu'à un vote paysan.

Nous n'avons pas l'intention d'examiner à fond les caractères de la constitution de l'Etat prolétarien. Nous ne concevons pas ce dernier sous l'aspect immanent sous lequel les réactionnaires voient la monarchie de droit divin, les libéraux, le parlementarisme à suffrage universel, les anarchistes, le non-Etat. L'Etat prolétarien — organisation d'une classe contre d'autres classes qui doivent être dépouillées de leurs privilèges économiques — est une force historique réelle qui s'adapte au but qu'il poursuit, c'est-à-dire aux nécessités pour lesquelles il est né. A certains moments, l'impulsion peut lui être donnée aussi bien par les plus larges consultations de masse que par l'action d'organes exécutifs très restreints et munis de pleins pouvoirs. L'essentiel est que cette organisation du pouvoir prolétarien dispose des moyens et des armes pour supprimer le privilège économique de la bourgeoisie et abattre ses résistances politiques et militaires, de façon à préparer, ensuite, la disparition des classes elles-mêmes, et les modifications toujours plus profondes de sa propre tâche et de sa propre structure.

Une chose est certaine: tandis que la démocratie bourgeoise n'a pas d'autre but effectif que d'exclure les grandes masses prolétariennes et petites-bourgeoises de toute influence sur la direction de l'Etat qui reste le monopole des grandes oligarchies industrielles, bancaires et agrariennes, la dictature prolétarienne doit pouvoir engager les plus vastes couches prolétariennes, et même semi-prolétariennes, dans la lutte qu'elle incarne. Seules les victimes du préjugé démocratique peuvent s'imaginer que, pour atteindre ce but, il suffise d'instaurer un vaste mécanisme consultatif. Ce serait à la fois trop et, le plus souvent, trop peu; beaucoup de prolétaires se croyant dispensés de manifestations plus actives dans la lutte de classe, après avoir participé aux élections. D'autre part, l'acuité de la lutte dans certaines phases exige une promptitude de décision et de mouvement, une centralisation des efforts dans une direction commune. Pour remplir ces conditions, l'Etat prolétarien, comme l'expérience russe nous l'a amplement indiqué, fonde son mécanisme constitutionnel sur des caractères qui tendent directement à mettre en pièces les canons de la démocratie bourgeoise. D'où, de la part des défenseurs de cette dernière, les grands cris de violation de la liberté, alors qu'il ne s'agit que de démasquer les préjugés philistins avec lesquels la démagogie a toujours assuré le pouvoir des privilèges. Le mécanisme constitutionnel de l'organisation de l'Etat, lors de la dictature du prolétariat, n'est pas seulement consultatif mais, en même temps, exécutif. Une vaste couche de délégués, sinon toute la masse de leurs électeurs, participe aux fonctions de la vie politique, non de manière intermittente, mais con-

tinue. La façon dont on y arrive, sans nuire au caractère unitaire de l'action de tout l'appareil, mais au contraire parallèlement, est intéressante, on y arrive justement grâce à des critères opposés à ceux de l'hyperlibéralisme bourgeois, c'est-à-dire en supprimant de façon substantielle le suffrage direct et la représentation proportionnelle après être passés, comme nous l'avons vu, sur l'autre dogme sacré du suffrage égal.

Nous n'avons pas l'intention d'établir que ces nouveaux critères, introduits dans le mécanisme représentatif ou fixés dans une constitution, sont tels pour des raisons de principe. Ils pourraient changer dans des circonstances nouvelles. Dans tous les cas, nous tenons à clarifier que nous n'attribuons aucune vertu intrinsèque à ces formes d'organisation et de représentation. Nous traduirons ce que nous sommes entrain de démontrer en une thèse marxiste fondamentale qu'on peut énoncer ainsi: "La révolution n'est pas un problème de formes d'organisation". La révolution est, au contraire, un problème de contenu, c'est-à-dire de mouvements et d'actions des forces révolutionnaires lancées dans un processus incessant qui ne peut pas être théorisé si on le cristallise sous forme de différents essais de "doctrine constitutionnelle" immobile.

De toutes façons, dans le mécanisme des conseils ouvriers, nous ne trouvons plus le critère propre à la démocratie bourgeoise pour qui chaque citoyen désigne directement son délégué à la représentation suprême, le parlement. Il existe au contraire différents degrés de conseils ouvriers et paysans qui vont s'élargissant territorialement jusqu'au Congrès des Soviets. Chaque conseil local ou de district élit ses délégués au conseil supérieur, comme il élit son administration, c'est-à-dire l'organe exécutif correspondant. Tandis qu'à la base, dans les conseils urbains ou ruraux, toute la masse est consultée, lors de l'élection des délégués aux conseils supérieurs et autres charges, chaque groupe d'électeurs ne vote pas selon le système proportionnel, mais selon le système majoritaire, en choisissant ses délégués en fonction des listes proposées par les partis. Du reste comme il s'agit souvent d'élire un seul délégué qui effectue le lien entre un degré inférieur et un degré supérieur des conseils, il est évident que les dogmes du libéralisme formel: le scrutin de liste et la représentation proportionnelle, sont abandonnés en même temps. A chaque échelon, les conseils ouvriers doivent constituer des organismes non seulement consultatifs, mais aussi administratifs étroitement liés à l'administration centrale. Il est donc naturel qu'à mesure que l'on monte vers des représentations plus restreintes, on rencontre non point ces assemblées parlementaires de bavards qui discutent interminablement sans jamais agir, mais des corps restreints et homogènes aptes à diriger l'action et la lutte politique et l'avance révolutionnaire en accord avec toute la masse ainsi encadrée.

Un tel mécanisme est parachevé par les vertus qu'absolument aucun projet de constitution ne peut, de façon automatique, contenir. Elles sont liées à la présence d'un facteur de tout premier ordre en qui le contenu dépasse de loin la simple forme organisationnelle, dont la conscience et la volonté collectives agissantes le mettent en mesure de fonder un travail en fonction d'un long processus progressant sans cesse: le parti politique. Il est l'organe dont les caractères se rapprochent le plus de ceux d'une collectivité unitaire homogène et solidaire dans l'action. Il comprend, en réalité, une minorité de la masse. Mais le pourcentage de représentation est tel qu'il montre que, par rapport à tout autre organisme représentatif fondé sur de très larges couches, le parti représente les intérêts et le mouvement collectif, mieux que tout autre organe. Dans le parti politique se réalise la participation continue et ininterrompue de tous les membres à l'exécution du travail commun, ainsi qu'à une préparation à la solution des problèmes de lutte et de reconstruction dont le gros de la masse ne peut avoir conscience qu'au moment où ils se présentent. Pour toutes ces

raisons, il est naturel qu'au sein d'un appareil de représentation et de délégations qui n'est pas celui du mensonge démocratique, mais se fonde sur une couche de la population que des intérêts fondamentaux communs poussent dans le cours révolutionnaire, les choix spontanés se portent sur les éléments proposés par le parti révolutionnaire adapté aux exigences du processus de luttes et de problèmes, en vue duquel il a pu et su se préparer. Plus loin, nous dirons quelques mots pour montrer que nous n'attribuons même pas au parti ces qualités en vertu de son critère de constitution spéciale. Le parti peut être ou ne pas être adapté à sa tâche de propulser l'oeuvre révolutionnaire d'une classe; non le parti en général, mais un parti, c'est-à-dire celui communiste, peut correspondre à une telle fonction. Le parti communiste lui-même n'est pas préventivement assuré contre les cent risques de dégénérescence et de dissolution. Les caractères positifs qui mettent le parti à la hauteur de sa tâche ne résident pas dans le jeu de ses statuts et dans les froides mesures d'organisation internes. Ils se réalisent à travers son procès de développement et sa participation aux luttes et à l'action sous la forme d'une orientation commune en fonction d'une conception d'un processus historique, d'un programme fondamental, qui doit être précisé en tant que conscience collective et, en même temps, en fonction d'une ferme discipline d'organisation. Les développements de ces idées sont contenus dans les thèses sur la tactique présentées au congrès du Parti Communiste d'Italie, et sont connues du lecteur (1).

Retournons à la nature du mécanisme constitutionnel de la dictature prolétarienne. Nous avons dit qu'il doit être, à tous les échelons, à la fois législatif et exécutif. Ajoutons quelque chose afin de préciser pour quelles tâches de la vie collective un tel mécanisme a des fonctions et des initiatives exécutives qui justifient sa formation même, et les rapports de son mécanisme élastique en continuelle évolution. Nous nous référerons à la période initiale du pouvoir prolétarien que l'on peut comparer à la situation qu'a vécue la dictature prolétarienne en Russie, depuis quatre ans et demi. Nous ne voulons pas nous lancer dans le problème de l'ordre définitif des représentations dans une société communiste, non divisée en classes. En nous rapprochant de celle-ci s'opérera une évolution des organismes que nous ne pouvons pas prévoir dans sa totalité, mais dont nous pouvons entrevoir le sens qui est celui d'une fusion de tous les organes: politiques, administratifs, économiques, avec élimination progressive de tout élément coercitif et de l'entité Etat en tant qu'instrument du pouvoir de classe et de lutte contre les autres classes survivantes.

Dans la période initiale, la dictature du prolétariat a une tâche extrêmement lourde et complexe, que l'on peut subdiviser en trois sphères d'actions: politique, militaire et économique. Le problème militaire de la défense interne et externe contre les assauts de la contre-révolution, tout comme celui de la reconstruction de l'économie sur des bases collectives, ont comme bases résolutive l'existence et l'application d'un plan systématique et rationnel d'utilisation de toutes les énergies en une activité qui doit tendre à être fortement unitaire même en utilisant — mieux même, pour utiliser avec le plus grand rendement — les énergies de toute la masse. En conséquence, l'organisme qui, en premier lieu, conduit la lutte contre l'ennemi extérieur et intérieur, l'armée (et la police révolutionnaire), doit être fondé sur une discipline et une hiérarchie centralisée aux mains du pouvoir prolétarien. L'armée rouge est donc aussi une unité organisée avec une hiérarchie constituée de l'extérieur, c'est-à-dire par le gouvernement politique de l'Etat prolétarien. On peut en dire autant de la police et de la magistrature révolutionnaires. Le problème de l'appareil économique que le prolétariat vainqueur édifie pour donner une base au nouveau système de production et de distribution a des

(1) Thèses de Rome, 1922.

aspects plus complexes. Nous ne pouvons que rappeler la caractéristique qui distingue cet appareil rationnel d'administration du chaos de l'économie privée bourgeoise: la centralisation. La gestion de toutes les entreprises se conçoit dans l'intérêt de toute la collectivité et en liaison avec les exigences de tout le plan de production et de distribution. D'autre part, l'appareil économique avec le regroupement d'individus qui y sont attachés se modifie continuellement non seulement du fait du développement graduel de sa construction, mais à cause, aussi, des crises inévitables dans une période de transformation aussi vaste, accompagnée de la lutte politique et militaire. On peut déduire de ces considérations que si dans la période initiale, aux différents échelons, les conseils doivent procéder, simultanément, à des désignations d'ordre législatif pour les échelons supérieurs et à l'ordre exécutif pour les administrations locales, il faut laisser au centre la gestion responsable — de façon absolue — de la défense militaire et — de façon moins rigide — de la campagne économique. Les organes locaux serviront à encadrer politiquement les masses pour qu'elles participent à la réalisation de ces plans et pour qu'elles admettent cet encadrement militaire et économique, créant le terrain pour qu'elles aient l'activité la plus large et continue possible au sujet des problèmes de la vie collective, en les canalisant vers la formation de l'organisation fortement unitaire qu'est l'Etat prolétarien.

Ces considérations, sur lesquelles nous ne nous attarderons pas, servent à prouver non que les organes intermédiaires de la hiérarchie ne doivent pas avoir une possibilité de mouvement et d'initiative, mais qu'il n'est pas possible de théoriser le schéma de leur formation comme celui d'une adhésion précise à des tâches effectives, militaires ou économiques de la révolution; les regroupements d'électeurs prolétariens se forment, alors, sur la base des entreprises productives ou des divisions de l'armée. Le mécanisme de tels regroupements n'agit pas en vertu d'aptitudes spéciales inhérentes à son schéma. Les unités qui regroupent, à la base, les électeurs peuvent se faire selon des critères empiriques; mieux, ils se formeront d'eux-mêmes selon des critères empiriques, parmi lesquels peut intervenir la réunion sur le lieu de travail, là où ils habitent, dans la garnison, au front ou en d'autres lieux et moments de la vie quotidienne, sans qu'un ne puisse à priori en exclure aucun, ou en élever un au rang de modèle. Mais la base de la représentation de l'Etat de la révolution prolétarienne reste la subdivision territoriale en circonscriptions au sein desquelles ont lieu les élections. Toutes ces considérations n'ont rien d'absolu. Ceci nous conduit à notre thèse: aucun schéma constitutionnel n'a valeur de principe, la démocratie majoritaire conçue au sens formel et arithmétique n'est qu'une méthode possible pour la coordination des rapports qui se présentent au sein des organismes collectifs; de quelque point de vue que l'on se place, il est impossible d'attribuer à cette méthode un caractère intrinsèque de nécessité et de justice. Ces expressions n'ayant d'ailleurs pour nous, marxistes, aucun sens. D'autre part, notre but n'est pas de substituer à l'appareil démocratique que nous critiquons un autre schéma d'appareil exempt par essence, de défauts et d'erreurs.

Il nous semble en avoir assez dit sur le principe démocratique en ce qui concerne son application tant à l'Etat bourgeois qui prétend embrasser toutes les classes, qu'à la classe prolétarienne seule, en tant que base, après la victoire de la révolution, d'un nouvel Etat. Il nous reste à ajouter quelque chose à propos des organismes qui existent au sein du prolétariat avant (et même après) la conquête du pouvoir: syndicats économiques et partis politiques, en ce qui concerne l'application du mécanisme démocratique dans leurs rapports structurels.

Ayant établi qu'une véritable unité d'organisation n'est possible que sur la base d'une homogénéité d'intérêts entre les membres de l'organisation, il reste indiscutable que — puisqu'on adhère aux syndicats et au parti sur la base d'une décision spontanée en vue de participer à un certain ordre d'actions, il est possible d'examiner le fonctionnement du mécanisme démocratique et majoritaire sans y appliquer une critique semblable à celle qui lui nie toute valeur dans le cas de l'unification constitutionnelle artificieuse des diverses classes de l'Etat bourgeois; sans jamais se laisser fourvoyer par le concept arbitraire de la "sainteté" des décisions majoritaires.

Le syndicat présente par rapport au parti le caractère d'une plus complète identité d'intérêts matériels et immédiats. Dans les limites données de la catégorie, il atteint une grande homogénéité de composition et peut, d'organisme à adhésion volontaire, tendre à devenir — par lui-même ou dans l'Etat prolétarien à une certaine phase de son développement — un organisme auquel, par définition, adhèrent obligatoirement tous les travailleurs d'une catégorie ou d'une industrie donnée. Il est certain que dans un tel domaine, le nombre reste l'élément décisif, et que la consultation majoritaire a une grande valeur. On doit, à cette considération schématique, ajouter d'autres facteurs qui interviennent au sein de l'organisation syndicale: une hiérarchie de fonctionnaires bureaucratisée, qui, par leur domination, l'immobilise; et les groupes révolutionnaires que le parti politique révolutionnaire y constitue pour le conduire sur le terrain de l'action révolutionnaire. Dans cette lutte, les communistes mettent souvent en évidence comment les fonctionnaires de la bureaucratie syndicale violent le concept démocratique et se moquent de la volonté de la majorité. Il est juste de le faire, parce qu'il faut mettre en contradiction les chefs syndicalistes de droite qui affichent une mentalité démocratique; comme on le fait chaque fois que les libéraux bourgeois fraudent ou forcent la consultation populaire, tout en ne se faisant pas d'illusions, même si elle s'effectuait librement: cela ne résoudrait pas les problèmes qui assaillent le prolétariat. Il est juste et opportun de le faire parce qu'aux moments où les grandes masses se meuvent sous l'action de la situation économique, il est possible de remplacer l'influence des fonctionnaires — influence extra-prolétarienne et provenant, bien que sous une forme officielle, de classes et de pouvoirs étrangers à l'organisation syndicale — et augmenter l'influence des groupes révolutionnaires. Il n'y a aucun préjugé "constitutionnel" dans tout cela. Pourvu qu'ils soient compris de la masse et qu'ils puissent prouver qu'ils agissent dans le sens et dans les intérêts les mieux compris, les communistes peuvent et doivent adopter un comportement élastique vis-à-vis des canons de la démocratie syndicale interne. Il n'y a, par exemple, aucune contradiction entre ces deux attitudes tactiques: représenter la minorité au sein des organismes dirigeants du syndicat tant que les statuts le permettent, et déclarer, dès qu'on les a conquis, que cette représentation statutaire doit être supprimée afin de rendre plus maniables les organismes exécutifs. Ce qui doit nous guider, en l'occurrence, c'est l'analyse attentive du procès de développement des syndicats dans la phase actuelle. Il s'agit d'accélérer leur transformation d'organes influençant de façon contre-révolutionnaire le prolétariat, en organes de lutte révolutionnaire. Les critères d'organisation interne n'ont aucune valeur

en eux-mêmes. Ils en ont, dans la mesure où ils se relient à ces buts.

Il reste enfin l'analyse de l'organisation parti dont nous avons déjà indiqué les caractères lors de l'étude du mécanisme de l'Etat prolétarien. Le parti ne dérive pas d'une identité d'intérêts économiques aussi complète que le syndicat; en compensation, il établit l'unité de son organisation sur une base plus large, comme l'est la classe par rapport à la catégorie. Le parti ne s'étend pas seulement dans l'espace sur la base de la classe prolétarienne entière jusqu'à devenir international, mais aussi dans le temps; c'est-à-dire qu'il est l'organe spécifique dont la conscience et l'action reflètent les exigences de la victoire tout au long du chemin de l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Ces considérations, déjà connues, nous obligent, dans l'étude des problèmes de structure et d'organisation interne du parti, à tenir compte de tout son processus de formation et de vie, face aux tâches complexes qu'il doit remplir. Nous ne pouvons pas entrer à la fin de cette étude déjà longue dans les détails sur le mécanisme qui, au sein du parti, devrait régir les consultations de la masse des adhérents, le recrutement et la désignation des charges dans toute la hiérarchie. Il est certain que pour le moment, le mieux est de s'en tenir au principe majoritaire. Mais en fonction de ce que nous avons mis, avec insistance, en évidence, il n'y a pas lieu d'ériger en principe cette utilisation du mécanisme démocratique. A côté d'une tâche de consultation analogue à la consultation législative des appareils d'Etat, le parti a une tâche exécutive qui correspond aux moments cruciaux de la lutte, aux tâches d'une armée. Elle exige le maximum de discipline envers la hiérarchie. En conséquence, au cours du processus complexe qui a donné naissance aux partis communistes, la formation de la hiérarchie est un fait réel et dialectique qui a de lointaines origines et qui conclut tout le passé d'expériences et d'exercice du mécanisme du parti. Nous ne pouvons pas concevoir que la majorité du parti soit, à priori, aussi heureuse dans ses choix, que je juge infaillible et surnaturel qui donne des chefs aux collectivités humaines; juge auquel croient ceux pour qui la participation de l'Esprit Saint aux conclaves est une donnée de fait. Même dans un organisme tel que le parti, dont la composition de la masse découle d'une sélection — au travers de l'adhésion volontaire, spontanée et du contrôle du recrutement — la décision de la majorité n'est pas, par elle-même la meilleure. Si elle peut contribuer à un meilleur rendement des organes exécutifs du parti, c'est seulement à la suite de la coïncidence des efforts individuels dans une action cohérente et vigoureuse. Nous ne proposerons pas ici de remplacer le mécanisme démocratique par un autre, et nous ne rechercherons pas par quoi. Mais il est certain qu'un type d'organisation se libérant le plus possible des conventions du principe démocratique est admissible et qu'il ne faudra pas le rejeter au nom de phobies injustifiées quand on pourrait montrer d'autres éléments de décision, de choix et de solution des problèmes plus conformes aux exigences réelles du développement du parti et de son activité dans le cadre de l'histoire qui se déroule.

Jusqu'à maintenant, le critère démocratique est, pour nous, un élément matériel accidentel pour la construction de notre organisation interne et pour la formulation des statuts du parti. Il n'en est pas la plate-forme indispensable. Voilà pourquoi nous n'érigerons pas en principe la formule organisationnelle connue de "centralisme démocratique". La démocratie ne peut pas être pour nous un principe. Le centralisme en est un indubitablement, puisque les caractères essentiels de l'organisation du parti doivent être l'unité de structure et de mouvement. Pour indiquer la continuité de la structure du parti dans l'espace, le terme centralisme est suffisant. Pour introduire le concept essentiel de continuité dans le temps, c'est-à-dire dans le but auquel on tend et dans la direction dans laquelle on doit sur

monter les obstacles successifs, et pour relier ainsi les deux concepts d'unité, nous proposerons de dire que le parti communiste fonde son organisation sur le "centralisme organique". Ainsi, en conservant de ce mécanisme démocratique accidentel ce qui pourra nous servir, nous éliminerons l'usage d'un mot cher aux pires démagogues et infesté d'ironie pour les exploités, les opprimés et les trompés, comme l'est celui de "démocratie". Nous conseillons d'en faire cadeau — pour leur usage exclusif — aux bourgeois et aux champions du libéralisme diversement chamarrés, souvent emprunteurs de pauses extrémistes.

Note. Le "Principe Démocratique" est paru en 1922 dans "Rassegna Comunista" en 1922. La revue belge "Bilan" en a donné une traduction dans ses numéros 2 (1933) et 3 (1934). "Programme Communiste" en a donné une traduction ultérieure dans ses n° 3 (1958) et 23 (1963).

## R E M A R Q U E S

Ces textes qui viennent à l'appui de la première partie des thèses sur la révolution communiste publiés dans le n° 6, sont groupés en fonction des grands chapitres qui le composent. On a cependant mis au début les "Eléments d'orientation" qui correspondent, en fait, à la totalité des thèses. Ils représentent la même tentative que celle que nous entreprenons aujourd'hui : indiquer les bases d'une activité qui doit se manifester surtout théoriquement mais qui a en vue la praxis fondamentale de demain : la révolution.

Ensuite, nous avons les textes se rapportant aux chapitres 1, 3, 4 et 5. Il n'y a rien se rapportant au chapitre 2 : "La question russe et la théorie du prolétariat". Cependant il est illustré dans presque tous les textes. Le lecteur doit tenir compte de la part d'arbitraire que toute classification comporte. Ici les textes ont été classés en fonction de leur argument principal. D'autre part, la liste de ceux-ci n'est pas exhaustive. Il s'agira, ultérieurement, de la compléter.

O

O O

Les sujets de l'histoire ce sont les classes. La classe prolétarienne est celle qui a pour mission d'en finir avec les classes et de porter à terme le processus d'unification de l'espèce : la formation de la communauté humaine, le communisme. Cette mission est déterminée par les processus économiques. Cependant, il faut qu'elle devienne consciente au sein de la classe elle-même. Les différentes révolutions dans lesquelles le prolétariat est intervenu sont autant de moments de perception toujours plus intégrative, totalisante, de cette dernière. Ce long processus est douloureux mais il n'est pas vain. Le dernier grand moment fut celui qui va de 1919 à 1923. Au cours de celui-ci, le prolétariat de Russie et de l'aire euro-nord-américaine tendit à dépasser de façon positive et définitive la démocratie bourgeoise. Ce fut un vaste mouvement de convergence dont l'aspect réflexif se perçoit de la façon la plus claire et la plus décisive dans l'oeuvre de la Gauche communiste d'Italie.

Ce qu'il y a d'important chez les Communistes de Conseil, le K.A.F.D. etc., ce n'est pas leur revendication du Conseil, car c'est aussi unilatéral, aussi parcellaire, aussi faux que de revendiquer un parti qu'on a abstrait de la classe, mais leur coupure - malheureusement incomplète - avec la démocratie bourgeoise. Par là ils expriment parfaitement le devenir de la classe prolétarienne qui tend à la constitution de la véritable Gemeinwesen humaine. Voilà pourquoi nous avons publié et que nous publierons leurs textes ( nous avions l'intention de faire paraître la "Réponse à Lénine" de Gorter mais, entre temps, elle était parue à "La vieille Taupe". C'est une bonne chose.). Notre intention est telle parce que, d'autre part, les communistes de conseil actuels ne se rendent même pas compte, dans leurs polémiques contre le léninisme, qu'ils sont eux-mêmes léninistes (cf., par exemple, "Information et Correspondance ouvrière", les "Cahiers du communisme de conseil" ou "Révolution Internationale", en Fran-

ce). En effet, ils parlent de capitalisme d'Etat, font, de l'organisation, un problème, etc. De plus, ils pâtissent de l'infirmité commune à tous les groupes ( autres exemples : les diverses espèces de trotskystes et leur variante critique, le parti communiste international ) : prendre, de la manifestation globale de la classe prolétarienne, un moment, une donnée, la monter en épingle ( c'est la forme sous laquelle ils " font " de la théorie ) et ainsi ils peuvent se présenter en tant que courant, groupuscule, secte ou en tant que non-courant, non-groupuscule, non-secte. Ils utilisent le prolétariat pour pouvoir affirmer l'apparence d'une théorie, ne parvenant même pas, comme les théoriciens du capital, à faire une théorie de l'apparence.

Nous considérons qu'il est essentiel de mettre en évidence le processus d'unification de la classe qui s'est produit dans le passé, son inhibition; le recul de la classe dans la fragmentation infinie où l'a plongée la contre-révolution et, maintenant, le nouveau processus d'unification qui commence. Il faut tenir compte, pour percevoir au mieux ce dernier, de tous les points de différenciation et voir, dans quelle mesure, ils participent au mouvement total, réel de la vie de la classe tendant à son émancipation et donc à celle de l'humanité. L'unification sera d'autant plus puissante qu'elle sera dépassement à la fois de tous les mouvements particuliers et du mouvement global de la classe dans les années 1919-1923. Il s'agira, dans ce cas, d'en finir de façon positive avec la démocratie et de poser la communauté humaine. Le but immédiat d'Invariance est d'être, dans cette perspective, un point de confluence, comme le furent " Rassegna comunista " ou " Kommunismus ". Confluence n'implique pas eclectisme. Notre position se rattache à celle de la Gauche communiste d'Italie qui, dans la période de négation absolue de la théorie du prolétariat, fut le seul courant à être en mesure de la défendre en sa totalité. Elle n'a pas pu mener sa tâche jusqu'au bout. Mais, cette dernière devra être reprise, de toute part, par la classe ouvrière à l'échelle mondiale. D'un phénomène particulier - lié à la phase de résistance dans une période de recul profond - nous passerons à un phénomène universel : le retour du prolétariat sur des bases de classe.

---

" La désinfection à laquelle nous consacrons les 90% de notre pauvre travail ne s'achèvera que dans un avenir lointain et se poursuivra longtemps après nous. Cette désinfection combat l'épidémie, partout et toujours dangereuse de ceux qui, en tous lieux et en tous temps, revisent, mettent à jour, rénovent et innovent."

LE MARXISME DES BEGUES

"Battaglia comunista " n° 8. 1952.

T A B L E des M A T I E R E S

---

		Pages
1	- Lettre de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (1919)	1
	- Plate-forme et Déclaration de Principes du "Communist Labour Party" (1919)	4
	- Manifeste du "Communist Party" (1919)	6
	- H. Gorter: La Victoire du marxisme (1920)	15
	- Sylvia Pankhurst: Pensée et Action communistes dans la III <sup>e</sup> Internationale (1919)	17
	- Le mouvement communiste international (1920)	20
	- Les tendances de la III <sup>e</sup> Internationale (1920)	23
	- La situation en Allemagne et le mouvement communiste (1920)	28
	- Anton Pannekoek: Le développement de la Révolution mondiale et la tactique du communisme (1920)	33
	- Le K. A. P. D. au troisième Congrès mondial (1921)	71
	- Le principe de l'antagonisme entre le Gouvernement des soviets et le prolétariat (1921)	84
	- A tous les camarades du Parti Communiste d'Italie (1923)	92
	- Plomb, Mitraille, Prison (1937)	99
3	- Le Manifeste du Parti Révolutionnaire de l'Inde. Un appel au prolétariat britannique (1920)	106
	- "Programme Communiste" et la Question algérienne (1961)	109
4	- Formulaire Economique de Karl Marx	113
	- La Science économique marxiste en tant que programme révolutionnaire (1960)	119
	- Marxisme et Misère (1949)	131

5 - Discours de Bordiga sur le parlementarisme (1920)	143
- Pour la question parlementaire (G. Lukàcs) (1920)	148
- Les communistes belges et le parlementarisme (1920)	155
- Thèses sur le parlementarisme du Bureau d'Amsterdam (1920)	156
- Le Principe Démocratique (1921)	157
Remarques	172

-----

•  
Pour toute correspondance, s'adresser à :

J. CAMATTE B.P. 133. 83 - Brignoles.

C.C.P. - 21 460 91 Paris.